

ment est insuffisant. Je désire provoquer une déclaration ce soir pour faire comprendre au public qu'il s'agit d'une application de la convention de Madrid et non pas de notre loi en service intérieur. Quoi qu'il en soit, je crois qu'en matière internationale on exagère en réclamant un supplément de 25 cts. pour une correspondance qui, au lieu d'être affranchie de 30 cts., ne l'est que de 25 cts. C'est excessif. Je voudrais qu'on m'expliquât comment on a pu laisser passer ces dispositions dans l'arrangement de Madrid et si les différents pays ne peuvent pas de motu proprio apporter un tempérament à ces amendes beaucoup trop exagérées et réclamées des destinataires qui n'en sont pas responsables.

Bundesrat Haab: Auf die Anfrage Maunoir möchte ich nur kurz folgendes antworten. Es ist von ihm richtig dargetan worden, dass der Weltpostvertrag im internationalen Verkehr vorschreibt, dass die doppelte Taxe des zu wenig bezahlten Betrages eingefordert werden muss. Dabei ist ein Minimum des Strafportos von 25 Cts. festgesetzt. Ich gebe ihm zu, dass wir im Innern des Landes frei sind, die Sache zu ordnen wie wir wollen. Ich mache darauf aufmerksam, dass es unser Bestreben ist, wo uns nicht absolute Notwendigkeiten zwingen, anders vorzugehen, den internen Postverkehr dem internationalen Uebereinkommen anzupassen. Das macht den Dienst bei der Distribution auf den Postämtern viel einfacher. Dann wollen Sie weiter bedenken, dass gerade die Fälle, wo zu wenig frankiert wurde, der Post eine ganz ausserordentliche Arbeit erwächst wegen der Kontrolle, die der Bezug des Strafportos erfordert, und der komplizierten Abrechnung, die darauf verursacht wird. Das alles bedingt einen grossen Zeit- und Personalaufwand, der auch durch das sog. Strafporto bei weitem nicht gedeckt wird. Das internationale Minimum des Strafportos haben wir nicht aufgenommen. Ich bitte Sie daher, es bei der Ordnung zu lassen, die beim Ständerat und in Ihrer Kommission Annahme gefunden hat, und die, wie bereits gesagt, auch international Rechtens ist.

Angenommen. — Adopté.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

**Vormittagssitzung vom 30. Januar 1923.
Séance du matin du 30 janvier 1923.**

Vorsitz: — Présidence: Hr. Jenny (Bern).

**1692. Zollinitiative. Begutachtung.
Initiative douanière. Préavis.**

Bericht des Bundesrates vom 28. Dezember 1922 (Bundesblatt 1923, I, 76). — Rapport du Conseil fédéral du 28 décembre 1922 (Feuille fédérale 1923, I, 77).

Berichterstattung. — *Rapports généraux.*

**Antrag der Kommissionsmehrheit.
vom 9. Januar 1923.**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

**Proposition de la majorité de la commission.
du 9 janvier 1923.**

Adhésion au projet du Conseil fédéral.

**Antrag der Kommissionsminderheit.
(Eugster-Züst, Grimm, Huggler, Killer, Naine, Zeli.)**

II.

Dem Volke und den Ständen wird die Annahme des Volksbegehrens beantragt.

**Proposition de la minorité de la commission.
(Eugster-Züst, Grimm, Huggler, Killer, Naine, Zeli.)**

II.

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons l'adoption de l'initiative.

M. Evéquo, rapporteur français de la commission: Je suis chargé de présenter le rapport français, en remplacement de M. Mosimann, président de la commission, retenu chez lui par des raisons de santé. Je suis très insuffisamment préparé à cette tâche difficile et je m'en excuse.

Messieurs, les considérations que je vais avoir l'honneur d'émettre, je les ai puisées pour la plupart dans le message du Conseil fédéral très complet et très convaincant. D'autre part si nous connaissons le texte de l'initiative, nous sommes peu renseignés sur les raisons et motifs que vont présenter tout à l'heure les partisans de cette initiative.

En effet, à la séance de la commission qui a eu lieu à Zurich les partisans de l'initiative ont été très sobres de renseignements et d'explications. Je le regrette, Messieurs, car il eût été sans doute plus facile au rapporteur d'introduire le débat d'une façon utile si nous avions su quelles sont les raisons principales que les partisans de l'initiative ont à faire valoir,

Le 22 mars 1921 une initiative populaire revêtue de 151,321 signatures fut déposée à la Chancellerie fédérale. Cette initiative tend à la révision de l'art. 29 et par voie de conséquence, à la modification partielle de l'art. 89, deuxième alinéa, de la Constitution. Les Chambres fédérales et en premier lieu le Conseil national, puisqu'il a la priorité, ont donc le devoir de délibérer sur cette demande d'initiative et le but final de nos délibérations ne peut être que l'une des trois solutions suivantes: recommander au peuple le rejet de l'initiative, lui en proposer l'acceptation ou déposer un contre-projet.

Votre commission dans sa grande majorité vous propose de recommander au peuple de rejeter l'initiative. Je vais avoir l'honneur de vous présenter quelques unes des considérations principales qui justifient cette proposition.

Nous avons à voir, Messieurs, en premier lieu quel est le texte de l'initiative, quelles sont les modifications qu'elle tend à apporter à l'art. 29 actuel de la Constitution. Nous aurons à voir ensuite quel est le véritable sens, la portée de l'initiative et enfin, nous aurons à examiner quelles sont les conséquences qu'elle entraîne au point de vue économique et financier.

Dans toute sa première partie, chiffres I et II, l'initiative n'apporte que peu de modifications au texte actuel de l'art. 29 de la Constitution. C'est pourtant cette première partie qui est à la base de la politique douanière suivie jusqu'à ce jour et il semble que si l'on voulait changer l'orientation de cette politique on aurait dû proposer avant tout des modifications au texte constitutionnel.

Au chiffre I, droits sur l'importation, l'initiative ne fait que proposer une interversion entre la lettre A et la lettre B. Alors que la lettre A de la Constitution actuelle dit: « les matières nécessaires à l'industrie et à l'agriculture du pays seront taxées aussi bas que possible » et que la lettre B ajoute « il en sera de même des objets nécessaires à la vie », le texte proposé met en première ligne les objets nécessaires à la vie et dit: « les denrées alimentaires et les objets nécessaires à la vie seront taxés aussi bas que possible » et B « il en sera de même des matières nécessaires à l'industrie et à l'agriculture ».

Cette interversion n'a pas en réalité de portée pratique; elle indique peut-être que dans l'esprit des auteurs de l'initiative les objets nécessaires à la vie doivent passer avant les objets nécessaires à l'industrie et à l'agriculture dans la fixation des droits les plus bas possibles.

Mais pourquoi l'initiative ajoute-t-elle ces mots: « denrées alimentaires »? Les auteurs de l'initiative ne cachent-ils pas dans cette adjonction quelque arrière-pensée? Le texte de la constitution habituelle parlant des objets nécessaires à la vie comprend, cela va de soi, les denrées alimentaires de première nécessité. Mais parmi les denrées alimentaires il y en a qui ne sont point nécessaires à la vie et qui constituent des objets de luxe. Pourquoi donc ajouter les mots: « denrées alimentaires »? Ou bien ce sont des denrées ordinaires et alors elles rentrent dans les objets nécessaires à la vie, ou bien ce sont des denrées de luxe et alors elles tombent sous le coup de la lettre C, d'après laquelle les objets de luxe sont soumis aux taxes les plus élevées.

Au chiffre II, le texte de l'initiative reproduit la phrase figurant dans la Constitution actuelle « les

droits sur l'exportation seront aussi modérés que possible » et y ajoute dans le texte français, « le cas échéant » et dans le texte allemand « Allfällige Ausgaben ». Qu'est-ce que les initiateurs ont voulu dire par ces expressions: « le cas échéant », « Allfällige Ausgaben »? Nous ne le savons pas. Nous supposons qu'ils ont voulu dire qu'en principe les droits sur l'exportation ne doivent pas exister, mais que si on les crée ils seront dans tous les cas aussi modérés que possible; mais ici encore, nous sommes en présence d'un texte peu clair. Si l'on veut proposer au peuple la suppression des droits sur l'exportation, qui ne jouent d'ailleurs qu'un rôle très secondaire, mieux vaut le dire d'une manière précise.

Au chiffre III nous trouvons les dispositions importantes de l'initiative. Elles peuvent se préciser ainsi:

Les droits sur l'importation et l'exportation seront fixés par la voie de la législation fédérale; et comme la législation comprend et la loi et l'arrêté, pour mieux préciser leur pensée, les initiateurs ajoutent qu'en ce domaine il n'y aura plus d'arrêtés soustraits au referendum. Les initiateurs ont cependant compris que ce principe rigide et absolu pouvait exposer la Suisse à la pire des situations et la désarmer par exemple en cas de guerre de tarifs et ils l'ont corrigé par le système suivant. Dans les circonstances extraordinaires le Conseil fédéral peut cependant prendre des mesures exceptionnelles. Ces mesures sont soumises à l'approbation rétrospective de l'Assemblée fédérale. Elles seront abrogées immédiatement si l'approbation de l'Assemblée fédérale n'est pas donnée dans le délai de 3 mois dès la publication de ces mesures par le Conseil fédéral.

Si par contre l'approbation des Chambres fédérales est donnée, elle doit l'être sous forme d'arrêté fédéral soumis au referendum facultatif. Si le peuple fait usage du referendum et repousse l'arrêté fédéral, le Conseil fédéral doit immédiatement rapporter les mesures qu'il avait édictées, en tous cas au plus tard dans les trois mois dès la votation populaire.

Tel est le système nouveau proposé par l'initiative. La conséquence inéluctable de ces dispositions nouvelles est la modification de l'art. 89, deuxième alinéa de la Constitution, que l'initiative formule en ces termes: « les arrêtés fédéraux prévus à l'art. 29 ne peuvent pas être déclarés urgents. »

Enfin, l'initiative propose pour terminer, in cauda venenum, une disposition transitoire ainsi conçue: « l'arrêté fédéral urgent du 18 février 1921 concernant la modification provisoire du tarif douanier ainsi que le tarif d'usage révisé par arrêté du Conseil fédéral du 8 juin 1921 sont abrogés. Le tarif d'usage doit être mis hors de vigueur immédiatement, en tous cas le 90^e jour après la votation populaire ».

Au sujet de cette disposition transitoire, nous aurions également désiré un peu plus de franchise de la part des initiateurs.

Quelle est la raison de cette disposition transitoire? Est-ce parce que le tarif provisoire a été mis en vigueur par arrêté d'urgence soustrait au referendum facultatif ou bien parce qu'il ne répond pas aux idées libérales des initiateurs qu'elle est proposée? On ne nous le dit pas officiellement, mais notre collègue M. Schaer, qui est peut-être une des personnalités les plus autorisées pour représenter les idées des initiateurs, nous dit à la page 35 de sa brochure:

« pour que l'initiative atteigne son but, il y a cependant encore quelques points complémentaires dont il faut dire quelques mots. C'est ainsi qu'elle demande que dans l'art. 89 de notre Constitution fédérale traitant des possibilités de soustraire certaines décisions au referendum, il soit inséré une réserve expresse en faveur de l'art. 29. Secondement — ce qui pour beaucoup de citoyens est la chose principale — nous y avons joint une disposition transitoire aux termes de laquelle les décisions des autorités fédérales du 18 février 1921 concernant la modification provisoire au tarif douanier, ainsi que le tarif d'usage du 8 juin 1921, sont déclarés abrogés parce qu'établis en violation du nouvel article 29. »

Il ressort de ces explications que c'est en raison du fait que l'arrêté du 21 juin 1921 a été soustrait au referendum que les initiateurs demandent cette modification constitutionnelle. Mais nous sommes en droit de supposer que ce n'est là que la raison de façade. Le véritable motif c'est qu'ils condamnent ce tarif parce que trop protecteur à leurs yeux. Ils se placent sur le terrain des droits populaires en espérant ainsi obtenir plus facilement un vote conforme à leur désir.

Le tarif provisoire est limité dans sa durée au 30 juin 1923. Dès cette époque, il ne pourra continuer ses effets que si les Chambres fédérales le décident. Or, il est certain que même sans la disposition transitoire proposée par l'initiative, les Chambres fédérales n'auraient pas pu, en cas d'acceptation de l'initiative, voter le maintien de cet arrêté d'urgence.

On pourrait soutenir aussi que théoriquement cette partie de l'initiative est anti-constitutionnelle. Notre Constitution en effet ne connaît pas l'initiative législative. Or, demander par voie d'initiative populaire la suppression d'un acte législatif des Chambres fédérales n'est pas autre chose qu'une initiative législative.

Quoi qu'il en soit de cette question spéciale, il nous paraît hors de doute qu'en insérant dans le texte de l'initiative cette disposition transitoire, les initiateurs ont voulu élargir le débat et lui donner un caractère plus général. En réalité ils ont voulu poser au peuple suisse la question de savoir si la politique douanière suivie particulièrement depuis l'adoption du tarif général de 1902, qui a été, par des dispositions successives adaptée aux circonstances, doit être sanctionnée ou si au contraire, faisant litière de toute protection et de toute recette douanière, la Suisse doit revenir aux doctrines du libre échange.

En somme, les initiateurs reconnaissent bien que c'est la question qui domine le débat. Nous lisons en effet dans la brochure de notre collègue M. Schaer, le passage suivant, à la page 58: « mais en dehors de ces questions particulières à l'U. S. C. l'initiative en cours a encore un autre but, d'ordre plus général; c'est d'offrir au peuple suisse l'occasion de se prononcer sur les directives à observer par nos autorités dans les questions douanières. Les directives en vigueur contenues dans la Constitution fédérale procèdent du principe du libre échange, celles suivies dans l'élaboration du tarif d'usage nouveau, par contre, procèdent du protectionnisme. Or, cette volte face a été exécutée sans qu'on ait demandé son avis au peuple souverain. Comme il n'a pu se prononcer par la voie du referendum, il fallait absolument s'arranger pour qu'il puisse le faire par la voie de l'initiative. »

Nous sommes maintenant renseignés. Nous nous empressons de déclarer que nous ne regrettons pas que les initiateurs reconnaissent le véritable caractère de leur mouvement revisionniste; nous déplorons seulement qu'ils n'aient pas abordé plus franchement la discussion devant le peuple, en lui soumettant une revision des principes de droit matériel contenus dans l'art. 29 de la Constitution, au lieu de lui présenter cette question sous une sorte de camouflage, en lui donnant la forme de revendication de droits populaires.

Matériellement, l'initiative contient deux choses bien distinctes et sur lesquelles le peuple devrait être appelé à se prononcer séparément.

La première, question de principe: quelles sont les directives à suivre en matière de politique douanière; la seconde, question de forme, importante également parce qu'elle peut avoir une répercussion très grande sur la première: quelles sont les règles de droit public à appliquer en matière de législation douanière.

Supposons un instant que le peuple suisse, dans sa majorité jointe à celle des Etats, adopte l'initiative.

Les indications de ce scrutin seraient-elles suffisamment claires et dominantes? Je ne le pense pas. Une partie des acceptants auront été entraînés par le désir d'augmenter et d'assurer les droits populaires d'une manière intangible, tandis que d'autres au contraire auront voulu manifester contre l'augmentation de certains droits prévus par le tarif provisoire de 1921, alors que d'autres enfin auront exprimé leur désir d'orienter la politique douanière vers la suppression de tout protectionnisme. Le texte de l'initiative est donc défectueux, parce qu'en cas d'acceptation, il ne permettrait pas de tirer du vote l'essence de la volonté populaire.

Je me pose encore une autre question toujours en examinant la forme de l'initiative.

Quel sera le régime auquel seront soumis les traités de commerce dans le système proposé par les initiateurs? Ceux-ci ne veulent sans doute pas supprimer les traités de commerce, puisque reprenant textuellement une phrase de l'art. 29 actuel de la Constitution, ils disent: « A moins d'obstacles majeurs ces principes doivent aussi être observés lors de la conclusion de traités de commerce. »

Mais, d'autre part, au chiffre 3, ils proclament que les droits sont fixés par la législation, qu'aucun arrêté ne peut être soustrait au referendum, qu'en un mot le peuple doit pouvoir se prononcer sur toutes les questions fixant les droits. Ce texte est formel. Mais comment concilier cette disposition avec le troisième alinéa de l'art. 89 de la Constitution qui a été voté par le peuple en 1921 et qui prévoit que seuls les traités internationaux ayant une durée illimitée ou dépassant 15 ans sont soumis éventuellement au vote populaire.

Là encore, il y a équivoque et incertitude, et pour résumer l'ensemble de ces réflexions, au point de vue de la forme de l'initiative, nous sommes en droit de dire qu'elle est absolument défectueuse. Pour cette raison déjà — les textes constitutionnels doivent être avant tout clairs et précis — elle ne saurait trouver l'agrément de la majorité du peuple suisse et des Etats.

Nous allons examiner maintenant le contenu matériel de l'initiative.

Nous avons déjà dit que cette initiative est présentée au peuple suisse sous la forme attrayante de revendication démocratique: respect et extension des droits populaires. A côté de cette question, et sous cette parure, elle cache toute une orientation politique en matière de douane.

Examinons chacune de ces deux importantes questions.

La Constitution fédérale consacre le principe de l'exercice des droits populaires dans tout le domaine de la législation et celle-ci comprend aussi bien les lois proprement dites que les arrêtés de l'assemblée fédérale.

Cependant, la Constitution à son art. 89 consacre une exception dont la pratique a souvent fait usage, à savoir que les arrêtés de l'assemblée fédérale ne sont pas soumis au vote éventuel du peuple, s'ils présentent un caractère d'urgence et s'ils ne sont pas d'une portée générale. Ce sont les Chambres fédérales qui apprécient souverainement dans chaque cas concret, si l'arrêté revêt un caractère d'urgence ou n'a pas de portée générale. Ces principes s'appliquent à l'ensemble de la législation, quelle que soit la matière. L'initiative a pour but de détruire cette unité, et de créer pour la législation douanière un droit public spécial. En matière de tarif d'importation et d'exportation, tout doit être réglé par la voie de la législation d'après l'initiative, et si les Chambres fédérales légifèrent par voie d'arrêtés elles ne pourront le faire dans les cas exceptionnels qu'en soumettant leurs décisions au vote éventuel du peuple.

Tel est le texte de l'initiative. Il garantit donc à tout citoyen que les droits ne pourront être fixés que par un acte de l'autorité législative soumis au vote facultatif du peuple. Et, nous le soulignons expressément, cette garantie est donnée aussi bien au citoyen qui ne veut pas que les droits fixés puissent être majorés autrement que par la législation, qu'à celui qui n'admettrait pas que des taux fixés pussent être réduits.

Ces conséquences dépassent peut-être la volonté des initiateurs, elles sont cependant la suite inéluctable du texte même de l'initiative.

Cette rupture d'unité en matière de droit public, avec les conséquences qu'elle entraîne, est-elle désirable? Nous ne le pensons pas.

Et d'abord, pourquoi limiter ce régime nouveau à la question des douanes? Si l'on veut supprimer l'arrêté d'urgence qui est dans les compétences de l'Assemblée fédérale et limiter ainsi d'une façon profonde les prérogatives de celle-ci pour accentuer l'idée démocratique, pourquoi ne pas l'appliquer à d'autres domaines? Pourquoi par exemple ne pas l'appliquer aux allocations de renchérissement et à tant d'autres questions qui ont été solutionnées sous la forme de l'arrêté d'urgence!

Le peuple est-il vraiment plus compétent dans ce domaine si complexe, si difficile, si gros de conséquences du régime douanier d'un pays, que dans d'autres domaines?

Nous pensons le contraire, et nous croyons qu'il n'y a pas de matière où le maintien du système actuel s'impose avec plus de force que celui du régime douanier.

Sans doute, je le reconnais, à titre personnel, on a quelque peu abusé dans ces dernières années de la compétence souveraine des Chambres et fait trop

facilement abstraction du referendum; mais, il faut le reconnaître aussi loyalement, ce sont les événements extraordinaires par lesquels la Suisse, comme tous les autres pays a passé qui expliquent cette dérogation aux règles de la démocratie et j'ajoute que si ce reproche peut paraître fondé d'une manière générale, il ne peut pas l'être vis-à-vis des questions douanières, car dans aucun autre domaine une procédure prompt, pour être efficace, ne se justifiait autant que dans celui-là.

Le tarif douanier voté par le peuple suisse, après une lutte épique dont beaucoup d'entre nous ont gardé le souvenir très vivace, date de 1902. D'autre part, en 1917, une partie des traités de commerce arrivaient à échéance et pouvaient être dénoncés.

Je ne parle pas de la période de guerre où des mesures spéciales devaient nécessairement être prises, mais dès le début de la période d'après-guerre, le tarif de 1902 s'est révélé comme ne répondant plus aux exigences du moment. D'une part, la valeur des marchandises importées avait considérablement augmenté; les variations des changes apportaient dans le domaine des relations commerciales internationales des perturbations extraordinaires; et d'autre part, les pays environnants prenaient des dispositions qui atteignaient au cœur même notre exportation. Il était donc urgent d'agir. Personne ne peut le contester et les initiateurs eux-mêmes reconnaissent cette nécessité en déclarant qu'ils se seraient parfaitement accommodés d'une décision qui aurait eu pour effet de doubler les taux de 1902. C'est encore dans la brochure de notre collègue M. Schaer que je trouve cette affirmation.

Enfin, pendant cette période encore si troublée et si incertaine qui marquait l'après-guerre, il n'était pas possible de pouvoir songer à la révision définitive du tarif douanier; ni les circonstances ni le temps ne s'y prêtaient et c'eût été causer un tort considérable au pays et perdre un temps précieux que de refuser, pour des raisons de forme, la procédure rapide que nous proposait le Conseil fédéral et que nous avons agréée.

C'est inspirée de ces sentiments que l'Assemblée fédérale a voté les différentes modifications apportées au tarif de 1902; en 1920 d'abord et spécialement l'arrêté d'urgence du 18 février 1921, donnant au Conseil fédéral la mission d'établir le tarif provisoire qui porte la date du 8 juin 1921.

Sans doute cette procédure est extraordinaire, tout le monde désire qu'elle soit remplacée au plus tôt par la procédure normale. Le Conseil fédéral nous en donne l'assurance, puisque la révision, dans la forme légale du tarif douanier de 1902 est en chantier et que les Chambres auront prochainement à en délibérer.

Il n'en est pas moins vrai que cette procédure extraordinaire et rapide, s'est révélée non seulement utile, mais nécessaire à la sauvegarde des intérêts les plus vitaux du pays.

Elle a permis à la Suisse d'agir à bref délai pour répondre aux mesures de politique douanière et commerciale d'autres pays et sauver dans la mesure du possible le travail et la production indigènes. C'est cette procédure que les initiateurs voudraient simplement supprimer en y substituant une méthode peu souple, un système lourd et par le fait même souvent inefficace qui consisterait à réserver toujours et sans aucune distinction le délai référendaire.

Ici se place une question des plus importantes. Que deviendront dans ce cas-là et d'après le texte formel de l'initiative, les traités de commerce? Le traité, c'est la fixation par voie conventionnelle des droits à prélever sur les échanges commerciaux. Ces traités de commerce ne pourraient être conclus que sous la réserve expresse du droit de referendum.

Nous n'avons pas besoin d'insister ici sur l'importance des traités de commerce pour l'économie de notre pays.

Les tarifs généraux, même le tarif d'usage de 1921 ne sont en réalité que des armes mises entre les mains du gouvernement pour arriver à des traités avantageux et ils ne sont appliqués que lorsque les circonstances empêchent la conclusion d'un accord. C'est par le traité qu'un pays facilite ses exportations tout en garantissant à la production indigène une protection nécessaire.

Nous n'avons pas besoin d'insister non plus sur les difficultés dans lesquelles se trouverait la Suisse si elle devait négocier des traités avec la réserve du droit de referendum, alors que le pays avec lequel elle traite pourrait prendre des engagements et faire des concessions immédiates et définitives. Tous ces points ont été traités lors de la discussion sur l'initiative des traités en 1921, et alors on est arrivé à la conclusion impérative que les traités de commerce devaient être soustraits au referendum.

Y a-t-il lieu de défaire aujourd'hui ce que nous avons édifié il y a moins de deux ans? Le Conseil fédéral par des arguments impressionnants que nous retrouvons dans son message nous répond non, et il termine ses considérations auxquelles nous nous rallions par cette phrase angoissante: L'adoption de l'initiative rendrait quasi impossible la conclusion des traités de commerce.

Nous en arrivons à la seconde partie de l'initiative: la suppression du tarif d'usage du 8 juin 1921.

Comme nous l'avons dit, l'initiative décrète directement la suppression de ce tarif d'usage; mais en réalité elle vise plus haut et veut atteindre directement la politique suivie par le Conseil fédéral et sanctionnée par les Chambres fédérales, politique que le tarif de 1921 a concrétisée.

En d'autres termes, les initiateurs trouvent que l'on a fait de la politique protectionniste exagérée et voudraient par le vote populaire nous ramener à une politique libre échangiste absolue, du moins qui s'en rapproche.

Nous ne voulons pas supposer un instant que les initiateurs veuillent imposer à la Suisse une politique de libre échange. Les pays qui y étaient le plus attachés y ont renoncé et la Suisse, si elle veut vivre, ne peut pas se permettre une politique économique absolument personnelle et indépendante en raison de sa situation topographique et de son importance territoriale et numérique par rapport aux autres Etats.

Le problème ne peut plus être aujourd'hui: serons-nous libres échangistes ou protectionnistes, mais bien dans quelle mesure devons-nous être protectionnistes pour sauvegarder le mieux les intérêts de la généralité.

C'est à travers ce prisme que nous devons examiner le tarif de 1921. Pour la Suisse un tarif douanier doit répondre à certaines conditions essentielles d'ordre économique et financier.

En premier lieu il doit rester dans les normes fixées par l'art. 29 de la Constitution, c'est-à-dire que les objets nécessaires à la vie, ainsi que les matières nécessaires à l'industrie et à l'agriculture doivent être taxés aussi bas que possible, par rapport aux objets de luxe qui doivent être soumis aux taxes les plus élevées. Mais il est à remarquer que ce texte, que les initiateurs approuvent, puisqu'ils proposent de le conserver, n'est pas d'une rigidité absolue; l'expression « aussi bas que possible » l'indique. Ces termes ne veulent pas dire autre chose que aussi bas que les circonstances et l'intérêt général le permettent. Pour fixer ces droits ce ne sont pas seulement les intérêts exclusifs des consommateurs, mais ceux de la généralité qu'il faut prendre en considération.

En second lieu un tarif douanier doit accorder une certaine protection à la production travaillant pour le marché intérieur, de façon à la rendre viable; ensuite il doit permettre au gouvernement d'obtenir des concessions en faveur de notre exportation et pour cela prévoir des droits suffisamment élevés qui forcent l'étranger à faire des concessions, s'il veut lui-même obtenir des réductions de taux. Le tarif doit veiller à ce que les taux dans leur ensemble ne lésent pas les intérêts des consommateurs et enfin, il doit être une source de revenu pour l'Etat aussi longtemps que l'art. 42 de la Constitution ne sera pas modifié ou supprimé.

On peut se rendre compte, par cette énumération, qu'il n'est pas facile de faire un tarif qui réponde à ces conditions si diverses, et surtout qui puisse donner satisfaction à tout le monde. Cependant nous devons reconnaître sous certaines réserves, que le tarif de 1921 répond à ces conditions.

Il n'entre pas dans le cadre de ce rapport d'examiner les différentes positions du tarif. Du reste ces questions ont été soulevées et discutées à maintes reprises et le seront à nouveau à l'occasion du débat sur le tarif général. Qu'il nous suffise de tirer quelques conclusions qui ressortent des statistiques, sur l'exactitude desquels on n'est pas toujours d'accord, j'en conviens, mais qui constituent cependant des bases sérieuses d'appréciation.

Les droits d'entrée sont perçus, on le sait, d'après le poids des marchandises. Avant la guerre, les recettes douanières représentaient environ le 6 % de la valeur de nos importations. Cette proportion est tombée au 3 % pendant la guerre, en raison de l'augmentation du prix des marchandises.

Les charges douanières de l'importation en 1920, sont les suivantes:

Pour 100 fr. de valeur, le droit payé représente fr. 2. 21 d'après l'ancien tarif, et fr. 7. 34 d'après le nouveau tarif. Si l'on fait abstraction du vin et du tabac qui sont soumis à des taux spéciaux, les droits perçus ne représentent plus que le 1,60 % d'après l'ancien tarif, et le 4,52 % d'après le nouveau tarif. Les charges douanières ont donc été augmentées à la moyenne de 3 % si l'on fait abstraction du vin et du tabac, et du 5 % en tenant compte de ces deux positions.

Si l'on compare les diverses marchandises entre elles, d'après leur nature, la statistique du commerce nous donne les résultats suivants: Les matières premières payent 0,70 %; les articles de première nécessité 6,32 %; les articles de luxe 33,40 %; les autres marchandises 2,61 %.

Nous sommes donc en droit de dire que ces tarifs dans leur ensemble n'ont rien d'exagéré et qu'ils correspondent à l'esprit de l'art. 29 de la Constitution.

D'autre part, les données du message nous informent que le coût de la vie n'a pas été défavorablement influencé par le nouveau tarif puisque, en Suisse, le nombre indice du coût de la vie est en 1920 de 154, tandis qu'il est de 172 en Angleterre, le coût de la vie étant représenté par le nombre 100 en 1914.

Du reste, si en fait, la majoration des droits d'entrée entraîne nécessairement pour le consommateur exclusif, une augmentation de charges, il faut reconnaître qu'elle est extrêmement modérée, et qu'en raison de la solidarité des intérêts, cette augmentation est justifiée. Elle est même utile au consommateur si par le fait de la protection elle augmente les occasions de travail dans les différents domaines de la vie économique.

Au surplus et dans ce domaine, nous avons des témoignages très éloquents, en dehors de toute statistique, et que je tiens à rappeler.

Dans le sein de la commission divers commissaires nous ont fait la déclaration suivante: Nous avons voté contre le nouveau tarif parce que nous avons craint son influence sur le coût de la vie. Aujourd'hui nous sommes obligés de reconnaître que l'application a dissipé nos craintes.

Il faut donc laisser de côté les exagérations et se rendre à la réalité. Le nouveau tarif n'est pas exagéré, il correspond à une nécessité.

C'est à l'agriculture surtout qu'on reproche les prétentions qu'elle a fait valoir. Nous repoussons ce reproche comme non fondé, et sans vouloir entrer dans les détails, nous devons constater que malgré les nouveaux droits, l'agriculture traverse une crise très dure et que l'abandonner à son sort, ce serait la vouer à une ruine certaine.

Si bien que si quelques-uns ont trouvé certains droits sur différents produits agricoles trop élevés, les choses ont aujourd'hui changé de face et ont prouvé que pour une série de rubriques les droits étaient inférieurs à ce qu'ils auraient dû être. Le message nous signalé entre autres que si des raisons de police sanitaire n'exigeaient pas la fermeture de la frontière à l'importation du bétail et de la viande, on aurait dû recourir aux interdictions d'importation afin de sauver notre agriculture.

En fait, nous qui habitons des contrées où l'élevage du bétail joue un rôle économique prépondérant, nous savons que le paysan souffre; vous le savez vous mêmes, puisque vous avez voté un crédit important dont le but est de relever quelque peu le prix du bétail et dès lors, nous avons raison de proclamer qu'il est inexact de prétendre que le nouveau tarif a protégé outre mesure l'agriculture.

Que dire des viticulteurs? On prétendait dans certains milieux qu'ils avaient été trop protégés. Je ne sais si l'on soutient encore cette thèse, en présence de la crise aiguë que nous traversons; les vigneron sont douloureusement atteints par la mévente ou par la vente en dessous du prix de revient. Les viticulteurs ont été sacrifiés lorsqu'on a accordé sur leur dos des concessions importantes dans le traité avec l'Espagne et par contre-coup avec la plupart des pays importateurs; ils ont été sacrifiés lorsqu'après leur avoir promis une limitation d'importation on a fait durer cette mesure juste assez longtemps pour que

les importateurs de vins étrangers puissent attendre la levée de l'interdiction.

La vigne aussi bien que l'agriculture dans son ensemble est insuffisamment protégée et j'ajoute que vouloir supprimer ou même réduire cette faible et insuffisante protection, ce serait commettre une injustice dont non seulement l'agriculture, mais, par contre-coup, le pays tout entier aurait à souffrir.

En supprimant, *expressis verbis*, le tarif de 1921, et indirectement toutes les autres mesures prises, c'est au régime de 1902 que les initiateurs veulent nous ramener, et dans les circonstances actuelles, en présence des dispositions prises par les pays qui nous entourent, en présence des dépréciations du change, en présence des difficultés de toute nature auxquelles se heurte la vie économique, nous ramener au régime de 1902, ce serait mettre la Suisse, vis-à-vis de l'étranger, dans une situation aussi ridicule que ruineuse.

Ce régime devrait durer jusqu'à ce que les Chambres et le peuple aient mis sur pied le nouveau tarif général. Et quel serait ce tarif nouveau élaboré dans l'atmosphère qu'aurait créée l'acceptation de l'initiative? Les initiateurs le savent trop bien, et c'est vers ce but que va leur espérance.

La majorité de la commission croit donc que le Conseil fédéral n'a rien exagéré dans la peinture angoissante faite dans son message de la situation économique réservée à la Suisse si l'initiative était adoptée, et je constate que cette opinion est partagée également en dehors de cette Chambre par la lettre que voici:

« Zurich, le 17 janvier 1923.

Au Président du Conseil national suisse,

Berne.

Très honoré Monsieur le Président

du Conseil national,

Dans sa séance du 12 janvier 1923, la Chambre suisse du commerce s'est occupée d'une façon approfondie de « l'initiative populaire pour la conservation des droits populaires dans la question des douanes » et le Vorort soussigné a l'honneur par la présente de vous communiquer ce qui suit:

La Chambre suisse de commerce qui comprend 26 membres, délégués du commerce, de l'industrie intérieure et d'exportation, et des différentes parties du pays, a examiné à fond les suites qu'aurait l'acceptation par le peuple et les Etats (cantons), de l'initiative, et elle est arrivée à la conclusion, que cette initiative, dans l'intérêt de toute l'économie politique suisse et de la sûreté économique du pays en général, doit être repoussée.

Son acceptation aurait des suites catastrophales pour l'avenir de l'industrie intérieure, de ses métiers et de l'agriculture, et aussi pour l'industrie d'exportation, et porterait au budget de la Confédération un coup qui mettrait en question pour une durée illimitée le rétablissement de l'équilibre financier. La Chambre suisse de commerce voit dans cette initiative, qui poursuit moins la protection des droits populaires démocratiques que des buts plus éloignés, une attaque masquée et par ce fait en somme plus dangereuse, contre les intérêts de l'économie publique suisse, que ne l'était le prélèvement sur la fortune lui-même.

La Chambre suisse de commerce espère fermement que les Chambres fédérales recommanderont

au peuple et aux cantons, d'une façon non équivoque, le rejet de l'initiative.

Nous saisissons cette occasion, très honoré Monsieur le président du Conseil national, pour vous prier d'agréer l'assurance de notre considération distinguée.

Le Vorort de la Société suisse du Commerce et de l'Industrie:

Le 1^{er} secrétaire:
Hulftegger.

Le vice-président:
Dr. Schindler.

Examinons maintenant les conséquences de l'initiative au point de vue financier. Le régime douanier est en soi une question économique et commerciale. En Suisse il est de plus une question fiscale. La Constitution de 1874 avait fait un partage entre le domaine fiscal cantonal et le domaine fiscal fédéral. Au premier les impôts directs, au second les impôts indirects et tout spécialement les douanes.

On a donné depuis lors d'assez nombreux accroc à ce principe. Même les fédéralistes les plus convaincus ont dû y donner la main, bien à contre-cœur sans doute, mais en s'inspirant de l'intérêt général; mais malgré cela, et en fait, les douanes sont demeurées les recettes principales de la Confédération.

La suppression du tarif d'usage de 1921 aurait pour effet, personne ne saurait en douter, de diminuer considérablement les recettes des douanes et par conséquent, aux difficultés d'ordre économique que nous avons signalées et qui se traduisent par l'envahissement de la Suisse de produits étrangers, l'augmentation du chômage, la ruine de l'industrie qui travaille pour l'intérieur, l'impossibilité de conclure des traités avantageux pour notre exportation, la ruine de la production agricole, viendraient s'ajouter les difficultés d'ordre financier de la plus haute importance.

Quand on réfléchit à toutes ces conséquences, on s'étonne qu'un pareil projet ait pu germer dans l'esprit de quelques-uns de nos concitoyens.

Le Conseil fédéral fait ressortir dans son message que la suppression du tarif de 1921 aurait pour effet de faire fléchir de 60 millions la recette des douanes auxquels il faudrait ajouter 10 millions de déchet résultant de la suppression des décrets spéciaux sur les tabacs.

Créer du jour au lendemain un trou de 70 millions dans un budget qui prévoit un déficit de 84 millions, peut être taxé avec raison d'opération insensée.

Il ne faut pas oublier que le déficit budgétaire serait ainsi porté de 84 millions à 154 millions ne serait pas le déficit total; il faut en effet y ajouter les dépenses pour le chômage, celles pour l'aide à la production etc. etc., si bien que ce déficit présumé, il faudrait le porter à 270 millions, sans compter le déficit des chemins de fer fédéraux.

La Suisse peut-elle supporter une pareille situation sans compromettre son crédit et par conséquent son avenir? Avec le Conseil fédéral, nous ne le pensons pas. Il faudrait donc, si l'initiative était adoptée, que les pouvoirs publics se missent à l'œuvre immédiatement pour chercher ailleurs l'apport que représente le revenu des douanes.

Si le peuple, dans sa souveraineté, supprime l'impôt indirect que représente les douanes, c'est vers l'impôt direct qu'il faudra se retourner. Et ici je pense à la satisfaction qu'éprouvent à cette pensée

une bonne partie des initiateurs, car combler les nécessités de l'Etat par l'impôt direct, telle est sans doute la pensée dominante qui leur est chère et le but qu'ils se proposent.

Et cependant, Messieurs, l'impôt direct a aussi une limite. Le message du Conseil fédéral nous donne un intéressant tableau des impôts directs perçus en Suisse par la Confédération, les cantons et les communes et les met en regard des impôts indirects. La conclusion qui ressort de ce tableau, c'est que les impôts directs ont fait une ascension vertigineuse depuis 1913 et que leur comparaison avec les impôts de consommation donnent un résultat tout en faveur de ces derniers. Les impôts directs représentent le 75 % et les impôts indirects le 25 % en 1921. Il est intéressant de remarquer également, toujours d'après le message du Conseil fédéral, qu'alors qu'en 1913, les impôts de consommation représentaient, par rapport aux impôts sur la fortune et le revenu, le 37,2 %, ils ne représentent plus en 1921 que le 25.

On a donc fait un pas important dans le sens du dégrèvement du consommateur, et il semble qu'on soit arrivé à une limite qui ne saurait être franchie, surtout si l'on compare cette proportion à celle qui existe dans la plupart des autres pays.

Mais, supposons un instant que l'impôt direct puisse être majoré dans une certaine mesure, ce qui n'est peut-être pas exclu, pour quelques régions de la Suisse, nous avons le droit, en vertu des principes fédéralistes, de demander que ces réserves soient laissées aux cantons, qui, eux aussi, sont accablés sous le poids des déficits et qui cependant entendent remplir leur tâche et leurs mission.

De ce qui précède, il résulte que même si les droits de douane restent ce qu'ils sont, il sera extrêmement difficile d'équilibrer le budget, ce qui constitue cependant le premier de nos devoirs. Supprimez ou affaiblissez les droits de douane et alors le rétablissement de l'équilibre est impossible, ou plutôt il n'est possible qu'en enlevant aux cantons ce qui est indispensable à leur existence.

Et dans tout cela, Messieurs, que font les partisans de l'initiative du développement de la législation sociale qui constitue un postulat non pas d'un parti quelconque, mais de la démocratie? Que font-ils spécialement de l'assurance vieillesse et invalidité dont ils veulent la réalisation immédiate? N'y a-t-il pas là un manque de logique inexplicable dans le fait d'exiger des sacrifices nouveaux, et combien importants, et de couper en même temps les ressources les plus indispensables. Ils en compromettent ainsi la réalisation. (Voix: Très bien!)

Que font également les initiateurs des intérêts des employés de l'Etat et de la situation de tous les salariés. Les salariés des uns comme des autres sont essentiellement dépendants de la situation financière de l'Etat et de la prospérité générale.

Compromettre les finances de l'Etat c'est compromettre les intérêts des salariés.

La commission dans sa grande majorité, qui comprend tous les représentants des partis bourgeois, contre ceux du parti socialiste, vous propose d'adopter le projet du Conseil fédéral, c'est-à-dire de recommander au peuple le rejet de l'initiative.

Lorsqu'on pèse toutes les conséquences de cette initiative, on en est à se demander si ses auteurs se sont bien rendus compte des effets désastreux qu'elle

peut avoir et ici se pose une question qui s'est déjà posée dans cette salle et dans les assemblées publiques tenues à l'occasion du vote du 3 décembre: les initiateurs ont-ils bien suffisamment réfléchi à toutes les conséquences de leur mouvement révisionniste? C'est un des côtés par lequel cette initiative se rapproche, avec bien d'autres encore, de celle qui a trouvé son effondrement au vote populaire du 3 décembre.

La majorité de la commission est persuadée que l'adoption de l'initiative créerait en Suisse une situation économique désastreuse, qu'elle mettrait la Suisse dans une position de grave infériorité vis-à-vis des Etats étrangers par rapport à ses relations commerciales; qu'elle créerait une situation financière inextricable dont seuls pourraient profiter les adeptes du désordre et de la désorganisation sociale. **(Une voix: Très bien!)**

Elle espère que le peuple suisse, dans sa grande majorité, avec sa clairvoyance et son bon sens, saura repousser une fois encore une œuvre subversive qui menace l'édifice de l'Etat en sapant ses fondements.

Sulzer, deutscher Berichterstatter der Kommissionsmehrheit: Am 22. März 1922 ist dem Bundesrat ein Initiativbegehren für die Wahrung der Volksrechte in der Zollfrage mit der nötigen Anzahl gültiger Unterschriften eingereicht worden. Der Wortlaut dieses Volksbegehrens ist Ihnen bekannt. Die Initiative schlägt in erster Linie für Art. 29 der Bundesverfassung eine neue Fassung vor. Zunächst bringt sie einige textliche Aenderungen in bezug auf die Grundsätze, die bei der Erhebung der Zölle beachtet werden sollen. Diese Aenderungen sind ohne erhebliche Bedeutung und wir können sie für einmal übergehen. Von Wichtigkeit dagegen sind die weiteren Bestimmungen des neuen Artikels, wonach künftig die Festsetzung der Eingangs- und Ausgangsgebühren ausschliesslich auf dem Wege der Bundesgesetzgebung zu erfolgen hat und dringliche Beschlüsse unter Ausschluss des Referendums nicht zulässig sein sollen.

Zwar wird dem Bundesrat das Recht vorbehalten, unter ausserordentlichen Umständen vorübergehend besondere Massnahmen zu treffen, die der nachträglichen Genehmigung der Bundesversammlung unterliegen. Diese Genehmigung ist aber keine endgültige, sondern sie darf nur in Form eines nicht dringlichen Bundesbeschlusses erfolgen. Wird ein solcher Bundesbeschluss in der Volksabstimmung verworfen, so sind die getroffenen Massnahmen beförderlich wieder aufzuheben.

In Ergänzung dieser Bestimmungen enthält das Volksbegehren sodann einen Zusatz zu Art. 89 der Bundesverfassung, in welchem bestätigt wird, dass Bundesbeschlüsse in bezug auf Zollfragen nicht als dringlich erklärt werden dürfen.

Endlich enthält das Volksbegehren die weitere wichtige Uebergangsbestimmung zu Art. 29, dass der dringliche Bundesbeschluss vom 18. Februar 1921 betreffend vorläufige Abänderung des Zolltarifs und der auf Grund dieses Beschlusses abgeänderte Gebrauchstarif aufgehoben werden und dass der letztere spätestens auf den 90. Tag nach dem Tage der Volksabstimmung ausser Kraft zu setzen sei.

Aus dieser letzten Bestimmung ist ersichtlich, dass der unmittelbare Anstoss zum Volksbegehren wohl im Gebrauchstarif des Jahres 1921 zu suchen ist.

Es ist daher vor allem notwendig, dass wir uns vergegenwärtigen, auf welcher Grundlage dieser Gebrauchstarif beruht, wie er entstanden ist, was für einen Zweck er erfüllen sollte und was für Erfahrungen mit ihm gemacht worden sind. Zu diesem Zweck müssen wir einen kurzen Rückblick auf die Vergangenheit werfen. Die Botschaft des Bundesrates tut das in sehr einlässlicher Weise und es kann nicht meine Aufgabe sein, dort Gesagtes ausführlich zu wiederholen.

Es scheint mir aber notwendig, die wichtigsten Punkte kurz hervorzuheben.

Zunächst die verfassungsrechtliche Grundlage des Gebrauchstarifs. Der jetzige Art. 29 der Bundesverfassung enthält nähere Bestimmungen über die Grundsätze, welche bei Erhebung der Zölle zu beachten sind.

Der Schlußsatz des Verfassungsartikels sodann lautet:

«Dem Bunde bleibt immerhin das Recht vorbehalten, unter ausserordentlichen Umständen, in Abweichung von vorstehenden Bestimmungen, vorübergehend besondere Massnahmen zu treffen.» Gestützt auf diese Schlussbestimmung des Art. 29 wurde der Bundesrat durch Beschluss der eidgenössischen Räte vom 18. Februar 1921 ermächtigt, die Ansätze des Zolltarifs im Sinne einer vorübergehenden Massnahme der wirtschaftlichen Lage anzupassen und die neuen Ansätze in dem ihm geeigneten scheinenden Zeitpunkt in Kraft zu setzen. Dabei behielt sich die Bundesversammlung vor, auf den 30. Juni 1923 darüber zu entscheiden, ob die bundesrätlichen Massnahmen weiter in Geltung bleiben, oder wie sie abgeändert werden sollen. Dieser Bundesbeschluss wurde als dringlich erklärt und trat sofort in Kraft. — Der Beschlussfassung war eine eingehende Beratung vorangegangen, in welcher namentlich betont wurde, dass infolge der gewaltigen Steigerung aller Warenwerte die Zollsätze unseres Gebrauchstarifs vom Jahre 1906 bei weitem nicht mehr in dem gewollten Verhältnis zu diesen Werten ständen und dass es daher geboten sei, die Wirkung des Tarifs in wirtschaftlicher und fiskalischer Hinsicht soweit wieder herzustellen, wie sie beim Abschluss der Handelsverträge auf Grund des Zollgesetzes vom Jahre 1902 beabsichtigt und vorhanden war.

Andere Staaten, insbesondere auch unsere Vertragsstaaten, waren mit derartigen Massnahmen vorangegangen und hatten ihre Tarife in sehr weitgehendem Masse erhöht.

Gestützt auf die Ermächtigung der Bundesversammlung hat der Bundesrat den neuen Gebrauchstarif ausgearbeitet und auf 1. Juli 1921 in Kraft treten lassen.

Die Bundesversammlung hat sodann auf Grund eines Berichtes des Bundesrates vom 15. Juli 1921 über diesen Tarif in der Herbstsession jenes Jahres eingehende Debatten gepflogen und beide Räte haben mit grossen Mehrheiten vom Berichte des Bundesrates in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

Aus dieser Darlegung geht hervor, dass Bundesrat und Bundesversammlung durchaus auf dem Boden der Verfassung standen, als sie so handelten, wie es geschah. Das muss namentlich betont werden

gegenüber der vielfach verbreiteten irrigen Meinung, als ob hier die ausserordentlichen Vollmachten der Kriegszeit zur Anwendung gelangt wären. Der Schlußsatz des Art. 29 spricht von ausserordentlichen Umständen, unter denen dem Bunde das Recht zu besonderen Massnahmen vorbehalten bleibt. Wenn je ausserordentliche Umstände bestanden, so war es sicherlich der Fall in den Jahren des Krieges und der Nachkriegszeit. An das Eintreten von Umständen so ausserordentlicher Art haben wohl die Schöpfer der Verfassung von 1874 kaum gedacht und kaum denken können. Um so mehr müssen wir es als einen Akt weiser Einsicht bezeichnen, dass sie diese Bestimmung schufen. Uebrigens darf wohl auch in der Fassung des Volksbegehrens selbst ein indirekter Beweis dafür erblickt werden, dass das Vorgehen von Bundesrat und Bundesversammlung verfassungsmässig war. Wäre das nicht der Fall gewesen, so wäre auch kein Grund ersichtlich, warum das Volksbegehren die Verfassung ändern will, um die Beseitigung des Gebrauchstarifs zu erreichen.

Es verdient in diesem Zusammenhang hervorgehoben zu werden, dass auch der frühere Gebrauchstarif vom Jahre 1906 keine direkte gesetzliche Sanktion durch das Volk erhalten hat. Er war das Ergebnis des Bundesgesetzes und Generaltarifs des Jahres 1902 und der in den darauffolgenden Jahren stattfindenden Verhandlungen mit einer Reihe von Staaten, die zum Abschluss von Handelsverträgen führten. Aus diesen Verhandlungen ergaben sich weitgehende Aenderungen am Tarif, zu denen das Gesetz von 1902 von vorneherein die Ermächtigung gab, indem es in seinem Art. 1 diese Entwicklung ausdrücklich vorsah und sanktionierte.

Die ausserordentlichen Verhältnisse, unter denen der Gebrauchstarif von 1921 entstand, sind in aller Erinnerung. Der Krieg brachte eine vollständige Umgestaltung der weltwirtschaftlichen Verhältnisse mit sich. Der Zusammenbruch der Valuten grosser Staaten, die geschwächte Kaufkraft, das Ausscheiden wichtiger Absatzgebiete bedeutete auch für uns eine schwere Bedrohung der nationalen Produktion. Die von den Grossstaaten errichteten hohen Zollschranken und Einfuhrverbote, zu denen die Parlamente den Regierungen weitgehende Vollmachten erteilt hatten, hemmten unsern Export in schwerster Weise. Gleichzeitig drohte uns die Gefahr, mit billiger Valutaware überschwemmt zu werden. Die Arbeitslosigkeit griff immer weiter um sich und von Tag zu Tag mehrte sich das Mass der finanziellen Anforderungen an den Staat. Wir konnten nicht untätig und wehrlos bleiben. Es musste gehandelt werden. Der Bundesrat hat lange gezögert, bis er sich hierzu entschloss. Als er es tat, musste es rasch geschehen und zwar zunächst auf dem Gebiete der Zölle. Der ordentliche Weg der Zollgesetzgebung ist seiner Natur nach ein langsamer. Dazu kam, dass die Lage völlig unabgeklärt war. Unter diesen Umständen handelte es sich nicht darum, etwas Bleibendes zu schaffen, sondern vielmehr eine Form zu finden, die anpassungsfähig wäre und der Entwicklung folgen könnte.

Aus dieser Lage heraus ist der provisorische Gebrauchstarif des Jahres 1921 entstanden. Seine Schaffung war eine schwierige Aufgabe. Er sollte einen gewissen Schutz gewähren für unsere nationale Produktion, durch Anpassung an die wirtschaftliche Lage. Er sollte ferner durch einzelne Kampfpositionen

eine gewisse Handhabe bieten, um unserer Produktion die Tore des Auslandes wieder zu erschliessen. Die Finanzlage des Staates gebot, auch der fiskalischen Seite volle Beachtung zu schenken, während gleichzeitig die Konsumenteninteressen gebührende Berücksichtigung verlangten. Die Männer, die mit der schwierigen Aufgabe betraut wurden, sahen sich vor eine schwere Arbeit und eine ebenso schwere Verantwortung gestellt. Sie haben nach bestem Wissen einen billigen und gerechten Ausgleich der verschiedenen Wirtschaftsgruppen angestrebt. Wie schwer das aber war, erkennen wir ohne weiteres aus den Debatten, die über diesen Gebrauchstarif geführt worden sind. Da derselbe auch heute neben andern Fragen im Vordergrund der Diskussion steht, erscheint es angebracht, einige Hauptpunkte desselben kurz in die Erinnerung zu rufen.

Die grundsätzliche Frage: Schutzzoll oder Freihandel? spielte in der Debatte eine beträchtliche Rolle. Wenn wir uns daran erinnern, wie sehr wir durch die Natur unseres Landes auf den Güteraustausch mit dem Auslande angewiesen sind, so können wir kaum darüber im Zweifel sein, dass nur der freie Austausch, gestützt auf die fleissige und tüchtige Arbeit unseres Volkes, unsere wirtschaftspolitische Richtlinie sein kann. In den aussergewöhnlichen Zeiten aber, in denen wir jetzt leben und angesichts des Verhaltens der uns umgebenden Staaten kann dieser Standpunkt nicht bis in sein Extrem vertreten werden. Das höchste wirtschaftliche Gebot ist die Erhaltung unserer nationalen Arbeitskraft unter den aussergewöhnlichen Verhältnissen, in die wir gestellt sind. Diese Arbeitskraft ist die Quelle, aus der alles wirtschaftliche Leben und Gedeihen fliesst. In diesem Sinne handelte es sich für uns darum, nicht theoretische Dogmen zu verfechten, sondern praktische Politik zu treiben und unserm Gewerbe, unserer Landwirtschaft und unserer Inlandsindustrie einen gewissen Schutz zu bieten.

Dass damit aber nicht zu weit gegangen werden darf, gebietet die Rücksicht auf die unselbständig erwerbenden Konsumenten. Von ihrem engeren Standpunkte aus betrachtet, erscheint ihnen jede Belastung der Lebenshaltung als eine unzulässige Erschwerung. Aber auch der Konsument ist eben gleichzeitig ein Erwerbender und somit an der Produktion und an den Arbeitsmöglichkeiten Beteiligter. Deshalb muss sein engerer Standpunkt bis zu einem gewissen Grade zurücktreten vor einer tieferen Einsicht. Die Produktion ist das Primäre; aus ihr fliesst letzten Endes jedes Einkommen und jeder ist an ihrem Gedeihen mitinteressiert. Nur eine gesicherte Wirtschaft aber kann diejenigen Werte schaffen, die notwendig sind, um allen eine ausreichende Existenz zu gewähren. So besteht im Grunde eine starke Solidarität der Interessen, die dazu führen muss, dass man sich zu verstehen und auf einer mittleren Linie zu finden bestrebt.

Es hat nicht an Versuchen gefehlt, die Exportindustrie auf den engeren Standpunkt der sogenannten Konsumenteninteressen hinüberzuziehen und sie damit in einen Gegensatz zu bringen zu den andern Wirtschaftsgruppen. Die Exportindustrie ist sich völlig darüber klar, dass Zollerhöhungen ihr keinen Vorteil bringen können und dass sie daran ebenso wenig Interesse hat wie der auf Export eingestellte Teil der Landwirtschaft oder des Gewerbes. Als

Arbeitgeberin ist sich die Industrie auch völlig der elementaren Wahrheit bewusst, dass sie grundsätzlich alles fördern und unterstützen muss, was in der Richtung der Erleichterung der Lebenshaltung ihrer Arbeitnehmer liegt. Andererseits ist sie sich aber auch der Verantwortung bewusst, die sie als Glied eines grösseren Ganzen an der allgemeinen Wohlfahrt trägt. Aus diesem Grunde kann sie nicht zugeben, dass andere Produktionszweige, denen ein gewisser Schutz zuteil werden kann, in Ermangelung solchen Schutzes ihrem Schicksal überlassen werden und dass damit wichtige Teile unserer Volkswirtschaft schweren Schaden nehmen. Damit wäre auch der Exportindustrie nicht geholfen. Wohl leidet sie am schwersten unter der Krise, aber sie kann nicht Hand dazu bieten, dass das Uebel sich noch vergrössere. Im übrigen anerkennt die Exportindustrie die Erleichterung, die ihr durch das Mittel gewisser Kampfpositionen des Tarifs bei den Vertragsverhandlungen mit dem Auslande zuteil wird.

Der Einzelne und auch die einzelne Wirtschaftsgruppe darf die ganze Frage nicht nur von ihrem engeren Standpunkte aus betrachten. Gegenseitige Rücksichtnahme in dieser schweren Zeit ist ein Gebot gesunder Wirtschaftspolitik wie ein Gebot freundeidgenössischen Sinnes. Letzten Endes handelt es sich um die Aufrechterhaltung unseres wirtschaftlichen und staatlichen Lebens im Kampfe gegen drohende äussere Gewalten. Wenn wir uns hier nicht finden würden auf einer mittleren Linie unserer Wirtschaftspolitik, dann wäre ein Kampf aller gegen alle die Folge.

Die Kritik, die der Gebrauchstarif von 1921 erfahren hat, richtete sich besonders gegen eine Anzahl Positionen von landwirtschaftlichen Produkten und Nahrungsmitteln, auf denen starke Erhöhungen vorgenommen worden waren. Einzelne dieser Positionen sind seither durch Bundesratsbeschluss und durch Konzessionen bei Vertragsverhandlungen mit dem Auslande ermässigt worden. Wenn die Bundesversammlung von dem Tarif in zustimmendem Sinne Kenntnis nahm, so konnte das nicht die Meinung haben, dass sie damit jede einzelne Position ausdrücklich billigte, wohl aber die Meinung, dass die Vorlage als Ganzes den Erfordernissen entspreche, die sich aus den ausserordentlichen Verhältnissen ergaben.

Heute sind wir nun in der Lage, die Wirkungen des Tarifs auf Grund der Erfahrungen der letzten anderthalb Jahre zuverlässiger zu beurteilen und ein Bild darüber zu gewinnen, wie weit die Befürchtungen gerechtfertigt sind, die damals ausgesprochen wurden. Zunächst zieht die Botschaft einen Vergleich mit der Wirkung des Gebrauchstarifs in den Jahren vor dem Kriege. Zu diesem Zwecke muss man billigerweise die Zölle auf Wein und Tabak ausscheiden, da diese von besonderer Natur sind. Die Weinzölle sind durch den Gebrauchstarif selbst sehr stark erhöht worden. Die Tabakzölle wurden im Jahre 1921 durch einen besondern Bundesbeschluss neu geordnet, im Sinne einer fiskalischen Belastung, die in einem gewissen Zusammenhang steht mit der geplanten Sozialversicherung. Scheiden wir diese beiden Positionen aus, so ergibt sich, dass die Zolleinnahmen im ersten Halbjahr 1922 ungefähr 6 % des Wertes unserer Einfuhr betragen und somit prozentual nicht beträchtlich höher sind als vor dem Kriege, was

mit den immer noch bedeutend erhöhten Warenwerten zusammenhängt. Das ist eine erste wichtige Feststellung.

Eine zweite Feststellung ist die, dass seit dem Inkrafttreten des Gebrauchstarifs der Rückgang der Teuerung, der damals eingeleitet war, sich in bedeutendem Masse fortgesetzt hat. In dieser Hinsicht beschäftigte sich die Botschaft speziell mit den Kosten des Ernährungsverbrauchs. Da gerade Nahrungsmittel und ähnliche landwirtschaftliche Produkte es waren, deren Zollsätze besonders starke Erhöhungen erfuhren, so ist dieser Punkt von besonderer Wichtigkeit. Nach der Botschaft belief sich unser Index der Nahrungskosten gegenüber 1914 im Oktober 1922 auf 153, während der gleiche Index im gleichen Zeitpunkt in England auf 172 stand. Diese Stelle der Botschaft hat mich veranlasst, beim eidgenössischen Arbeitsamt, welches über die Bewegung der Teuerung zuverlässige Uebersichten führt, nähere Informationen einzuziehen. Darnach beziehen sich die genannten Ziffern auf die Nahrungskosten im engern Sinne. Sie haben vom Oktober bis heute eine kleine Erhöhung erfahren, da einzelne Preise sich seither geändert haben. Die schweizerische Indexziffer beträgt heute rund 155. Beim Vergleich mit England ist in Betracht zu ziehen, dass bestimmte Nahrungsmittel bei uns eine ganz andere Konsumbedeutung haben als dort und dass hierzu eine die Unterschiede noch verstärkende Verschiedenheit der Preisentwicklung der betreffenden Nahrungsmittel tritt. Das hängt zusammen mit dem Umstand, dass die Landwirtschaft in England, volkswirtschaftlich gesprochen, eine wesentlich andere Rolle spielt als bei uns. Der Vergleich mit England erscheint mir daher nicht besonders schlüssig. Ziehen wir den Vergleich mit Holland, wo die Verhältnisse den unsrigen ähnlicher sind, so fällt er zugunsten Hollands aus, dessen heutige Indexziffer ungefähr zehn Punkte unter der unsrigen liegt.

Nun drängt sich aber ein weiterer Vergleich und eine weitere Betrachtung auf. In der letzten Dezember-session lag die Botschaft des Bundesrates über die Teuerungszulagen vor und darin waren eingehende Ausführungen über den Teuerungsindex enthalten. Der Gesamtindex war zergliedert in seine einzelnen Bestandteile: Nahrung, Kleidung, Wohnung, Steuern und so weiter. Aus diesen Bestandteilen wurde der Gesamtindex berechnet, von den einen zu 165, von den andern zu 170, je nach den Mittelwerten oder Grenzwerten, die für gewisse Positionen eingesetzt wurden, in denen sich grössere Schwankungen zeigten. Schon aus den Angaben jener Botschaft, noch deutlicher aber aus den heute vorliegenden Angaben geht nun hervor, dass die Kosten des Nahrungsverbrauchs jedenfalls unter dem Mittel des Gesamtindex stehen, während die Kosten für Kleidung und Wohnung dieses Mittel überschreiten. Das scheint mir eine sehr wichtige Feststellung zu sein. Sie zeigt deutlich, wie unrichtig die Wirkung des Zolltarifs vielfach eingeschätzt wurde. Sie zeigt gleichzeitig, dass unser Tarif für Vieles verantwortlich gemacht werden wollte, was auf ganz andere Ursachen zurückzuführen ist. Wenn wir konstatieren, dass der Index für Kleidung und Wohnung, also für gewerbliche und industrielle Erzeugnisse, heute höher steht als derjenige für die Nahrungskosten, so müssen wir nach einer andern Erklärung als nach den Zöllen

suchen und diese Erklärung dürfte zum guten Teil im neuen Fabrikgesetz liegen, das uns eine wesentlich verkürzte Arbeitszeit gebracht hat. Ich möchte mit dieser Feststellung die Frage der Arbeitszeit nicht in die heutige Debatte werfen. Aber wenn wir uns überlegen, dass die frühere gesetzliche Arbeitszeit mehr als 20 % höher war als die heutige, während die mittlere Zollbelastung im ganzen ungefähr 6 % der Einfuhrwerte beträgt, so zeigt uns dieser elementare Vergleich auf den ersten Blick die gewaltige Bedeutung des Faktors Arbeitszeit.

Ein weiterer Faktor, dessen Bedeutung nicht unterschätzt werden darf, sind die Einfuhrbeschränkungen. Auch hierüber möchte ich mich in dieser Debatte nicht weiter verbreiten, aber es scheint mir notwendig, an sie zu erinnern, damit nicht wiederum dem Zolltarif preisverteuernde Wirkungen zugeschrieben werden, die anderswo zu suchen sind.

Und endlich kann ich mir nicht versagen, in diesem Zusammenhange auch die Konsumentenorganisationen zu erwähnen und zu betonen, dass diese Organisationen erst dann zu ihrer vollen volkswirtschaftlichen Bedeutung gelangen werden, wenn es ihnen gelingt, an ihrem Orte noch viel mehr als bisher zur Vereinfachung und Verbilligung des Verteilungsapparates für Gegenstände des allgemeinen Bedarfs beizutragen. Auf diesem Gebiete weitere Fortschritte zu erzielen und damit den weitem Abbau der Teuerung zu fördern, wäre verdienstliche Arbeit.

Ich glaube, diese Feststellungen dürften genügen, um zu zeigen, dass der Gebrauchstarif von 1921 die übertriebenen Befürchtungen nicht rechtfertigte, die an ihn geknüpft worden waren. Uebrigens gestattete gerade der Umstand, dass der Tarif durch den Bundesrat erlassen wurde, der Behörde, nach Bedarf einzelne Positionen abzuändern und Härten zu mildern.

Seit langer Zeit ist nun der Entwurf eines neuen Bundesgesetzes und Generaltarifs in Vorbereitung. Als die Bundesversammlung am 19. Oktober 1921 den Gebrauchstarif genehmigte, hat sie ihrer Schlussnahme folgenden Satz beigefügt: «Bei der Aufstellung des neuen Generaltarifs ist neuerdings zu prüfen, in welcher Weise nach der Tragkraft der verschiedenen Wirtschaftsgruppen der Ausgleich berechtigter Interessen gesichert werden kann.» Leider ist der neue Entwurf noch nicht soweit fertiggestellt, dass wir schon heute darüber beraten könnten. Die Arbeit hat sich als grösser und schwieriger erwiesen, als ursprünglich vorgesehen war. Da der neue Tarif die gesetzliche Grundlage auch für Verhandlungen mit anderen Staaten, also für unsere künftige Handelspolitik, bilden soll, so ist bei seiner Aufstellung bis zu einem gewissen Grade auf die Zollpolitik dieser Staaten Rücksicht zu nehmen: Der Bundesrat beabsichtigt, die neue Vorlage zunächst einem grösseren Kollegium von Vertretern aller Wirtschaftsgruppen zu unterbreiten und sodann an die Bundesversammlung zu leiten. Die parlamentarische Beratung wird in vollster Freiheit und mit grösster Gründlichkeit erfolgen können und später wird das Volk über die Vorlage sein endgiltiges Urteil sprechen. Bis dahin dürfen wir vielleicht hoffen, dass auch die weltwirtschaftlichen Verhältnisse sich mehr geklärt haben werden und stabiler geworden sind, als es heute der Fall ist.

Mitten in diesen Gang der Entwicklung hinein fällt nun die Zollinitiative. Sie fordert als Opfer nicht nur den Gebrauchstarif des Jahres 1921, sondern noch eine Reihe weiterer zollpolitischer Beschlüsse, welche im Laufe der letzten Jahre auf Grund des Art. 29. der Verfassung erlassen worden sind. Es sind das der Bundesbeschluss über die Tabakzölle, den ich bereits erwähnte, der Beschluss über die Erhöhung einer Anzahl vertraglich nicht gebundener Zollsätze, wozu der Bundesrat von der Bundesversammlung ermächtigt worden war, und endlich der Abwehrtarif, der im Februar 1922 aufgestellt und durch die Bundesversammlung genehmigt worden ist. Aber auch die vor kurzem mit schwerer Mühe erzielte und von der Bundesversammlung genehmigte Handelsübereinkunft mit Spanien müsste ausser Kraft gesetzt werden. Alle diese Beschlüsse fielen dahin, da nach dem neuen Verfassungsartikel keine Zollmassnahmen auf die Dauer getroffen werden dürfen, ohne dass bei jeder einzelnen die Möglichkeit besteht, das Referendum zu ergreifen. Mit dem jetzigen Art. 29 fiel aber auch die verfassungsmässige Grundlage für das Zollgesetz von 1902. Da dieses Gesetz mehrere Bestimmungen enthält, die auf dem mehrfach erwähnten Schlußsatze des Verfassungsartikels beruhen, so wird es in seinem Bestande ebenfalls erschüttert. Art. 4 des Gesetzes gibt dem Bundesrat weitgehende Kompetenzen gegenüber Staaten, welche schweizerische Waren mit besonders hohen Zöllen belegen. Der gleiche Artikel ermächtigt den Bundesrat, in Fällen, in welchen der schweizerische Handel durch Massregeln des Auslandes gehemmt wird, die ihm geeignet erscheinenden Anordnungen zu treffen. Art. 6 ermächtigt den Bundesrat, im Veredlungsverkehr Ausnahmen vom Zolltarif im Sinne der Ermässigung oder der gänzlichen Zollbefreiung zu bewilligen. Von solchen Verfügungen hat der Bundesrat jeweilen der Bundesversammlung Kenntnis zu geben und diese entscheidet über ihre Fortdauer. Allen diesen gesetzlichen Bestimmungen wird nun ebenfalls der Boden entzogen, wenn der jetzige Art. 29 der Verfassung dahinfällt.

Sie sehen, was für ein Wirrwarr in der Rechtslage damit entsteht.

Diesem Wirrwarr würde ein zweiter auf wirtschaftlichem Gebiete folgen. Nichts ist verhängnisvoller für die Volkswirtschaft, als ein öfterer Wechsel der Grundlagen, auf denen sie beruht. Auf keinem Gebiete muss mit grösserer Vorsicht und Umsicht vorgegangen werden als gerade hier, wenn schwere Erschütterungen vermieden werden sollen. Die Initiative bringt uns nun eine gefährliche Unsicherheit. Sie will die bisherigen Massnahmen mit einem Schlage beseitigen und in Zukunft jede einzelne Zollmassnahme dem Referendum unterstellen. Was etwa vorläufig durch die Bundesbehörden in Kraft gesetzt würde, müsste bei einem negativen Volksentscheid in kürzester Frist wieder aufgehoben werden. Damit würde in unserer Zollpolitik ein Zickzackkurs inaugurirt, der die allerschwersten Schädigungen mit sich bringen müsste.

Würde die Initiative angenommen, so bliebe nach Ansicht des Bundesrates nur der Generaltarif vom Jahre 1902 zu Recht bestehen. Selbst hierüber könnte man aber begründeten Zweifel hegen, da dieser Generaltarif einen integrierenden Bestandteil des Bundesgesetzes bildet, das, wie ich Ihnen gezeigt

habe, durch die Aufhebung des Art. 29 der Verfassung in verschiedenen wichtigen Bestimmungen durchlöchert würde. Aber auch angenommen, der Generaltarif bliebe zu Recht bestehen, so könnte er doch vernünftigerweise nicht als Gebrauchstarif Verwendung finden, da er zu ganz andern Zwecken und unter ganz andern Verhältnissen geschaffen worden ist. Die Struktur eines Generaltarifs ist nun einmal wesentlich verschieden von derjenigen eines Gebrauchstarifs. Der erstere ist summarischer gehalten und bis zu einem gewissen Grade auf Abwehr eingestellt. Der letztere muss einen systematischeren Aufbau der Zollsätze vom Rohstoff bis zum Fertigfabrikat aufweisen, um eben für den Gebrauch geeignet zu sein. Da wir somit den Generaltarif von 1902 nicht als Gebrauchstarif verwenden könnten und andererseits die Zeit, die bei Annahme des Volksbegehrens zur Schaffung eines neuen Gebrauchstarifs zur Verfügung stände, nicht entfernt ausreichen würde, so ständen wir dem Auslande wehrlos und hilflos gegenüber. Das wäre die Situation, in die uns die Annahme des Volksbegehrens bringen würde und es erhebt sich die schwerwiegende Frage: Haben die Initianten diese Wirkung vorausgesehen? und wenn ja, können sie die Verantwortung für die Folgen übernehmen, die aus einer solchen Situation für unser Land entstehen würden? Auf diese Frage sind wir berechtigt, eine klare Antwort zu erwarten.

Welches wären die Folgen einer derartigen Situation? Dadurch, dass wir den Gebrauchstarif wegwerfen, öffnen wir dem Ausland unsere Tore und lassen Valutaware ungehindert hereinströmen. Die Folge wäre eine schwere Schädigung unserer Produktion, verbunden mit vermehrter Arbeitslosigkeit. Mit der Beseitigung des Gebrauchstarifs entäussern wir uns aber auch jedes Mittels und jeder Waffe, um vom Auslande Konzessionen zu erlangen. Dieses wird daher kein Interesse mehr daran haben, mit uns Verträge abzuschliessen und wird deshalb seine Grenzen noch stärker sperren. Dass auch aus diesem Grunde die Arbeitslosigkeit wachsen müsste, ergibt sich von selbst.

Nicht weniger schwer als die wirtschaftlichen Folgen wäre die Rückwirkung auf die finanzielle Lage des Bundes. In einer Zeit, wo an den Staat ungeheure Ansprüche gestellt werden im Kampfe gegen die Arbeitslosigkeit, wo enorme Kredite für Notstandsarbeiten von ihm gefordert werden, wo unsere Bundesbetriebe chronische Defizite aufweisen, sollen gleichzeitig die Zolleinnahmen in verhängnisvoller Weise vermindert werden. Die Botschaft berechnet den Ausfall auf etwa 70 Millionen Franken. Von allen Seiten verlangt man vom Bunde Hilfe und Unterstützung und gleichzeitig will man ihn der Mittel berauben, diese Hilfe zu gewähren. Das ist eine Politik der Destruktion, wie sie schlimmer kaum gedacht werden kann.

Es scheint mir nicht notwendig, in diesem Augenblicke auf das ganze Finanzproblem näher einzutreten. Die Botschaft des Bundesrates enthält darüber eingehende Betrachtungen und zeigt, dass im Verhältnis der direkten zu den indirekten Steuern die letzteren bei uns eine wesentlich kleinere Rolle spielen, als in fast allen andern Staaten. Dementsprechend ist auch das Zollbetreffnis auf den Kopf der Bevölkerung viel kleiner, als in andern Ländern. Das Mass der direkten Steuern aber ist heute an einem Punkt

angelangt, der nicht mehr überschritten werden kann, wenn nicht schwere Rückwirkungen eintreten sollen. Wenn durch die Annahme der Initiative unsere Wirtschaft schwer geschädigt würde, wäre selbstverständlich eine Steigerung des Ertrages der direkten Steuern erst recht ausgeschlossen. Die Initiative würde somit unsere Staatsfinanzen und unsern Staatskredit auf eine abschüssige Bahn bringen, auf der es kein Halten mehr gäbe. Was das bedeutet und wohin das führt, erkennen wir ohne weiteres, wenn wir über unsere Grenzen blicken. Dass diese Entwicklung zum schwersten Schaden aller, in erster Linie aber zum Schaden der Konsumenten ausschlagen müsste, sollten auch diese bei einiger Ueberlegung einsehen.

Die Initianten berufen sich auf die Wahrung verletzter Volksrechte, deren Hüter sie sein wollen. Deshalb muss an dieser Stelle nochmals ausdrücklich betont werden, dass alle Massnahmen, die in den aussergewöhnlichen Verhältnissen der letzten Jahre auf sozialpolitischem Gebiet getroffen worden sind, sich auf dem Boden von Verfassung und Gesetz bewegten. Wenn aber auf irgendeinem Gebiete, so ist es auf dem Gebiete des Zollwesens notwendig, den Behörden gewisse Kompetenzen in die Hand zu geben, um sich schwierigen Situationen anzupassen. Die jedesmalige Unterstellung von Beschlüssen, die ihrer Natur nach oft dringlich sind und daher rasch in Kraft treten sollten, unter das Referendum hätte schwere Nachteile zur Folge. So würde namentlich auch die Unterstellung von Handelsverträgen unter das Referendum unsere Vertragsfähigkeit gegenüber dem Auslande in empfindlichster Weise schädigen. Als seinerzeit die Staatsvertragsinitiative ins Volk geworfen wurde, sah man ausdrücklich vor, dass Staatsverträge, die nicht länger als 15 Jahre dauern — und dazu gehören die Handelsverträge —, von der Bundesversammlung endgültig ratifiziert werden können. Die Zollinitiative will nun auch dieses Recht beseitigen, ohne Rücksicht darauf, welcher Zeitverlust und welche Unsicherheit damit verbunden wären und wie sehr die Position unserer Unterhändler dadurch geschwächt würde. Nur wer endgültig und verbindlich handeln kann, ist stark und wir haben allen Anlass, das Zustandekommen von Handelsverträgen nach Möglichkeit zu erleichtern. Dabei handelt es sich nicht selten um Vereinbarungen vorübergehender Natur oder um solche auf unbestimmte Dauer mit kurzfristiger Kündbarkeit, wie das zum Beispiel gerade bei der letzten Handelsübereinkunft mit Spanien der Fall ist. Die Ausübung des Referendums in einem Falle, wo die Möglichkeit besteht, dass kurz nach einem zustimmenden Volksentscheide der andere Vertragsstaat vom Kündigungsrecht Gebrauch macht, würde zu Situationen führen, die die Würde des Volksentscheides schwer berühren müssten. Ein anderes ist es, ob unser Volk in voller Souveränität über seine eigenen Angelegenheiten entscheidet, oder ob es das tun soll als Gegenkontrahent zu einem andern Staate, der auf die Wirkung dieses Entscheides unter Umständen weitgehenden Einfluss nehmen kann.

Aber auch vom internen Standpunkte aus erscheint es wenig wünschbar, alle die Fragen dem Referendum zu unterstellen, die ihrer Natur nach, wie das auf zollpolitischem Gebiete ja nun einmal der Fall ist, den Kampf wirtschaftlicher Interessen eröffnen. Sind

denn nicht hier in unserm Rate alle Volkskreise und alle Wirtschaftsgebiete auf Grund des Proportionalwahlverfahrens in richtiger Weise vertreten und in der Lage, die Wünsche und Begehren der verschiedenen Gruppen vorzubringen, zu begründen und sich dazu auszusprechen? Und die weitere Frage, meine Herren: Fällt es nicht uns selbst oft schwer, in all diesen Dingen durch gründliches Studium ein reifes Urteil zu gewinnen, das nicht nur bestimmt sein darf von unsern eigenen Interessen, sondern das sich erheben muss auf objektive Höhe und geleitet sein soll vom Gedanken der Solidarität aller Volksteile? Wenn wir uns hier nicht finden auf dem Boden der Verständigung, können wir dann diese Verständigung vom Volksentscheid erwarten, bei dem die Aufklärung naturgemäss eine einseitigere ist und bei dem es dem einzelnen Bürger daher viel schwerer fallen muss, sich ein eigenes Urteil zu bilden? Auch diese Frage möchte ich den Initianten zu überlegen geben.

In seiner Propagandaschrift erklärt der Verfasser des Volksbegehrens, Herr Kollege Schär, dass die Initiative eigentlich keine politische, sondern vorwiegend eine wirtschaftliche Frage sei, wenn sie auch, durch die Verhältnisse gezwungen, ihre wirtschaftlichen Ziele auf indirektem Wege erreichen müsse. Ich glaube Ihnen dargetan zu haben, dass sowohl der Zweck wie das Mittel verfehlt und unannehmbar sind.

In der erwähnten Schrift erklärt der Verfasser weiter, dass das Initiativkomitee sich die Ermächtigung habe erteilen lassen, unter Umständen das eingereichte Begehren zugunsten eines Gegenvorschlages der Bundesversammlung zurückzuziehen. Das Initiativkomitee wolle sich damit das Recht wahren, allfällig veränderten Verhältnissen, die bis zur Volksabstimmung eintreten könnten, sich anzupassen. Mir schiene ein Gegenvorschlag nur denkbar, wenn sich aus dem Studium der ganzen Frage und aus den Erfahrungen der letzten Jahre grundsätzlich ergäbe, dass der jetzige Wortlaut und Sinn der Verfassungsbestimmung den heutigen Verhältnissen nicht mehr entspricht. Das trifft nun meines Erachtens in keiner Weise zu. Wenn aber die Initianten sich das Recht wahren, sich allfällig veränderten Verhältnissen, die bis zur Volksabstimmung eintreten könnten, anzupassen, so verraten sie damit eine bedenkliche Unsicherheit. Sie wollen den Inhalt eines wichtigen Artikels unserer Verfassung davon abhängig machen, ob zwischen dem Zeitpunkt, wo sie diesen Artikel redigierten, und dem Zeitpunkt der Volksabstimmung allfällig veränderte Verhältnisse eintreten. Wie käme es aber, wenn solche veränderte Verhältnisse zufälligerweise erst etwas nach der Volksabstimmung eintreten würden, wo eine Anpassung nicht mehr möglich wäre? Ich glaube, es genügt, diese Frage zu stellen, um den schwankenden Grund zu kennzeichnen, auf dem sich die Initianten befinden. Auf solchem Grunde können und dürfen wir unsere Verfassung nicht revidieren.

Damit will ich in keiner Weise sagen, dass die Initianten nicht in guten Treuen gehandelt hätten. Viele unserer Mitbürger haben offenbar die Initiative unterzeichnet aus der Befürchtung, dass der Gebrauchs-tarif eine schwere Last für sie bedeute und dass man in den Ansätzen zu weit gegangen sei. Ohne Zweifel hat die Initiative auch Boden gefunden in

den allgemeinen Schwierigkeiten der wirtschaftlichen Lage und in der Unzufriedenheit, die sich deshalb weiter Kreise bemächtigt hat. Viele haben den Grund hierfür im Zolltarif gesucht, während er ganz anderswo und viel tiefer liegt. Ich glaube auch, dass sehr viele von denen, die die Initiative unterschrieben, sich der Tragweite der vorgeschlagenen Verfassungsänderung und der unvermittelten Aufhebung des Gebrauchsstarifs nicht genügend bewusst waren.

Heute besteht hierüber grössere Klarheit. Die Erfahrung hat die Wirkungen des Gebrauchsstarifs auf das richtige Mass zurückgeführt und gezeigt, dass die Beschlüsse der Behörden, als Ganzes genommen, notwendig und zweckmässig waren. Anderseits müssen wir erkennen, dass wir durch die Annahme der Initiative einen gefährlichen und unheilvollen Weg beschreiten würden. Die Annahme der Initiative würde die Stetigkeit und Sicherheit unserer wirtschaftlichen Grundlagen schwer gefährden und damit die Schwierigkeiten der heutigen Lage in hohem Masse vermehren. Sie würde unsere Vertragsfähigkeit mit dem Auslande gefährden und uns so gut wie wehrlos machen. Sie würde aber auch den Bundesfinanzen einen Schlag versetzen, der dem Bunde die Erfüllung seiner Aufgaben vollends verunmöglichen und unsern Landeskredit in verhängnisvoller Weise schädigen müsste. Aus all diesen Gründen erblicken wir in der Initiative eine schwere Gefahr für unser Vaterland. Die Mehrheit der Kommission, in deren Namen ich zu sprechen die Ehre habe, empfiehlt Ihnen, in Uebereinstimmung mit dem Antrage des Bundesrates, dem Volke und den Ständen die Verwerfung des Volksbegehrens zu beantragen.

Huggler, deutscher Berichterstatter der Kommissionsminderheit: Im Gegensatz zu den HH. Referenten der Kommissionsmehrheit habe ich hier den Antrag zu vertreten, dass das Volksbegehren dem Volke und den Ständen zur Annahme empfohlen wird. Ich möchte zur Begründung dieses Begehrens in erster Linie auf die Ursachen aufmerksam machen, denen die Initiative ihre Entstehung verdankt. Sie wissen, dass sobald das Volksbegehren bekannt wurde, sich sofort eine heftige Kritik und ein schwerer Kampf dagegen gerichtet hat, sowohl im Berichte des Bundesrates als in der Presse namentlich derjenigen Wirtschaftsgruppe deren Interesse gegen dasjenige der Initiative gerichtet ist. Kritik und Kampf richteten sich diesmal weniger gegen die grundsätzliche Tendenz, wenigstens scheinbar, als vielmehr gegen den materiellen Inhalt des Volksbegehrens. Man erklärt, dass die Annahme des Volksbegehrens dem Bundesrate derartige Schwierigkeiten verursachen würde, dass man dem Auslande gegenüber sozusagen wehrlos dastehen würde und dass die ohnehin so schwierige Finanzlage des Bundes dadurch noch viel schwieriger gestaltet würde, so dass eigentlich nachher die wirtschaftliche Existenz unseres Landes gefährdet und die finanzielle Lage ausserordentlich bedenklich werden müsste.

Ich gebe wohl zu, dass Schwierigkeiten mit der Anwendung der Zollgesetze nach Annahme dieser Initiative verbunden sind. Aber ich meine, damit, dass solche Schwierigkeiten bestehen und dadurch, dass man wie vielfach in der Presse geschehen ist, den Initianten unlautere Motive oder lediglich einseitige Interessen unterschoben hat, hat man schliesslich

die Hauptfrage nicht beantwortet um die es sich bei Besprechung dieser Initiative handelt.

In diesem Kampf und in dieser Kritik ist namentlich ein Gebiet zu kurz gekommen, eine Frage ohne deren Erkenntnis man gar nicht in der Lage ist, objektiv über die Bedeutung der Initiative zu urteilen. Ich meine nämlich die Ursachen der Initiative selbst und als solche möchte ich in erster Linie bezeichnen die seit einer Reihe von Jahren vom Bundesrate geübte Praxis in der Zollpolitik und in der Anwendung verwandter wirtschaftspolitischer Massnahmen, die regelmässig von der bürgerlichen Mehrheit der Bundesversammlung unterstützt wurden, trotzdem hiebei ein Verfahren beobachtet wurde, das im Gegensatz steht zum Sinne des Art. 29 der Bundesverfassung und das zweifellos auch nicht entspricht den Ideen der Verfasser des Art. 89 der seinerzeit dringliche Bundesbeschlüsse vorgesehen hat. Ich meine, man hat hier Verfahren angewendet, in welchen das, was die Verfassung als Ausnahme für besondere Spezialfälle vorgesehen hat, nach und nach zur Regel geworden ist. Man hat dem Art. 29 diese Deutung gegeben, und hat den Art. 89 nach und nach in einer Art und Weise angewendet, welche, wenn das so weiter geht, das Volk schliesslich förmlich ausschaltet von irgendwelcher Mitwirkung bei wichtigen Entscheidungen.

Diese Situation ist eine gefährliche. Sie mögen darüber denken wie Sie wollen, die Tatsache selbst, dass es so gemacht worden ist, werden Sie nicht bestreiten können.

Was die Zollmassnahmen im Einzelnen anbetrifft, so wissen Sie um welche Massnahmen es sich handelt. Es sind die im Jahre 1920 beschlossenen partiellen Zollerhöhungen und die im gleichen Jahre beschlossene starke Erhöhung der Tabakzölle, ferner die im Jahre 1921 beschlossene allgemeine Zollerhöhung, sodann die zwischendurch wiederholt getroffenen Vorkehrungen zur Erschwerung der Schlachtvieh- und Fleischeinfuhr, die ja meistens unter dem Vorwande von seuchenpolizeilichen Notwendigkeiten getroffen wurden, dann die Einfuhrbeschränkungen und besondere Massnahmen wie Einfuhrgebühren, Taraverordnungen usw., die in ihrem gesamten Effekt schliesslich dazu führen mussten, die Einfuhr ausländischer und darunter auch absolut notwendiger Produkte zu erschweren und die Lebenshaltung im Lande zu verteuern. Wir haben vorhin vom Herrn Kommissionsreferenten gehört — auch im Bericht des Bundesrates und in der gegnerischen Presse — dass diese Erhöhungen nicht die Verteuerung der Lebenshaltung bewirkten, dass dieser Effekt nicht eingetreten sei, jedenfalls nicht in dem Masse, wie ein Teil der Initianten befürchtet habe.

Ich lasse mich jetzt nicht in eine Diskussion darüber ein, ob die Indexziffern, die als Beweis angeführt wurden, richtig sind oder nicht. Ich meine, die Untersuchung über den Wert der geltenden Indexziffern ist heute noch nicht abgeschlossen. Ich möchte Sie auch nicht aufhalten damit, dass ich nun im Einzelnen bei jeder Position untersuche, welche Wirkungen die Zollerhöhungen haben. Ich will ihnen nur eines darauf erwidern, und Sie werden mir nicht bestreiten können, dass dieses Argument zweifellos mindestens ebenso schwerwiegend ist, wie das Argument des Referenten der Kommissionsmehrheit:

Wenn Sie die Ueberzeugung haben, dass durch

die zollpolitischen, wirtschafts- und verkehrspolitischen Massnahmen des Bundesrates, wie Sie sie aufrecht zu erhalten wünschen, dadurch, dass Sie unsere Initiative bekämpfen, keine Verteuerung der Lebenshaltung eintrete, dass dadurch keine Erhöhung der Preise oder keine Verhinderung der Reduktion der Preise möglich ist, dann frage ich Sie: Wozu wollten Sie denn diese Massnahmen überhaupt haben? Worin läge denn eigentlich der Zweck der ganzen Uebung in der bisherigen Zollpolitik? Ich mache Ihnen keinen Vorwurf daraus, dass Sie versuchen, ihre Politik nach dieser Richtung auch zu verteidigen. Aber mir scheint, wenn man so sehr davon überzeugt ist, dass die Politik, die man treibt, die einzig richtige ist, die das Vaterland rettet, die einzig mögliche ist, um unsere Volkswirtschaft zu ermöglichen, dann sollte man doch den Mut haben, das Kind auch beim richtigen Namen zu nennen, und nicht die Wirkungen, die man tatsächlich erwartet, abstreiten wollen.

Jawohl, meine Herren, es ist Tatsache, dass die Massnahmen des Bundesrates, die wir durch unsere Initiative bekämpfen und gegen die sich unsere Initiative jedenfalls richtet, eine Verteuerung der Lebenshaltung im Lande bedeuten. Dabei braucht diese Verteuerung ja nicht in dem Sinne zum Ausdruck zu kommen, dass gegenüber Kriegspreisen, wie wir sie jetzt haben, noch eine weitere Steigerung eintreten muss. Jeder, der volkswirtschaftliche Kenntnisse hat und der eine Statistik lesen kann, weiss ganz gut, dass, wenn diese Massnahmen nicht gewesen wären, entsprechend den Veränderungen der Verhältnisse auf dem Weltmarkt eine Preisreduktion an vielen Orten hätte eintreten müssen. Eine Verhinderung einer Preisreduktion, während Lohnreduktionen stattfinden, während überall gespart und abgebaut wird, kommt aber im Effekt einer Teuerung gleich. Eine effektive Verhinderung von Preisreduktionen ist in der Wirklichkeit eben schliesslich eine Hochhaltung der Preise, eine Verteuerung der Lebenshaltung; im Effekt kommt es genau auf dasselbe heraus. Darüber sollten wir uns, glaube ich, nicht streiten. Jedenfalls halte ich eine solche Behauptung für unüberlegt und nicht ernst gemeint, weil sonst tatsächlich der Zweck der bisherigen zoll- und handelspolitischen Massnahmen des Bundesrates, die wir beanstanden, völlig in Frage gestellt würde.

Nun weiss ich wohl, dass der Bundesrat und die Gegner der Zollinitiative die Auffassung vertreten, dass die Massnahmen, die ich Ihnen vorhin im einzelnen genannt habe, unbedingt notwendig gewesen seien, um unsere Volkswirtschaft zu retten. Ich lasse Ihnen den guten Glauben durchaus gelten. Aber Sie werden mir auch nicht bestreiten, dass jeder, der sich dem andern vor die Sonne setzt, wenn der andere sich darüber beklagt, in Schatten geraten zu sein, ihn damit zu trösten sucht, dass er ihm sagt, es liege im Interesse beider, dass er sich gerade dahin gesetzt habe, wo der andere nun in Nachteil geraten sei. In dieser Hinsicht müssen wir damit rechnen, dass bei Massnahmen, wie den angedeuteten, bei einer Politik, wie derjenigen, die wir durch unsere Initiative für die Zukunft verhindern möchten, in einer Wirtschaftsgemeinschaft, wie sie heute besteht, die Vorteile der einen stets zum Nachteil der andern ausarten. Diese Tatsache führt notwendigerweise dazu, dass über die Wirkungen einer Politik der

Regierung oder über die Wirkungen einer bestimmten Richtung dieser Politik, gerade in solchen zoll- oder wirtschaftspolitischen Massnahmen, niemals eine Uebereinstimmung im Urteil überhaupt zustande kommen kann. Es ist Tatsache, das werden Sie mir nicht bestreiten können, dass die Meinungen über die Wirkungen dieser Politik ebenso geteilte sind, ebenso auseinandergehen, wie die Auffassungen darüber, ob diese Massnahmen notwendig gewesen sind oder nicht. Wir leben in einer Gesellschaft der Interessengegensätze, und da ist es in Gottes Namen nicht möglich, auch wenn der beste Wille vorhanden wäre, es allen Leuten recht zu machen, für alle in gerechter und gleicher Weise zu wirken. Entweder geht es zu gunsten der einen und ungunsten der andern, oder umgekehrt. Nachdem wir aber diese Tatsache festgestellt und ebenfalls gesehen haben, dass die Politik des Bundesrates in Zoll- und Handels- und Verkehrsfragen mit den geltenden Richtlinien gebrochen hat, glaube ich, darf man denjenigen, die nun die Auffassung vertreten, wir sollten uns doch des Willens des Gesetzgebers erinnern, uns der Bedeutung der hauptsächlichlichen Verfassungsbestimmungen erinnern, deshalb keinen Vorwurf machen, weil sie sich nun schliesslich zur Wehre setzen.

Wenn sich der Bundesrat auf den letzten Teil des Art. 29 der Bundesverfassung und auf das Bestehen des Art. 89 und ähnlicher Bestimmungen zur Rechtfertigung seiner Massnahmen beruft, so ist doch zu sagen, dass der erste Teil des Art. 29 der Hauptteil ist und dass darin eigentlich nur das zum Ausdruck kommt, was die Verfassung der Bevölkerung bieten sollte. Die Tendenz, die in jenen Bestimmungen lag, ist in diesem ersten Teil vorhanden. Wollte man dem letzten Teil des Art. 29 jene Bedeutung geben, wollte man die Praxis, die der Bundesrat in den letzten Jahren angewendet hat, gelten lassen, so würde damit der erste Teil des Art. 29 in der Praxis einfach illusorisch. Das Mitspracherecht des Volkes, die Richtlinien in der Zollpolitik usw. zu bestimmen, das alles wäre einfach unnütz und dahin. Ich denke, nach dieser Richtung hin haben wir gute Gründe, uns zur Wehre zu setzen; und wenn wir auch dem Bundesrat das Recht nicht bestreiten und den guten Glauben lassen, dass hier notwendige Massnahmen vorliegen, so muss er eben auf der andern Seite doch anerkennen, dass aus grundsätzlichen, rechtlichen, wie auch materiellen Gründen diejenigen, die durch diese Politik benachteiligt sind, sich schliesslich eben doch zur Wehre setzen müssen. Wir bestreiten sowohl dem Bundesrat, als der Bundesversammlung das Recht, die bisher geltenden Richtlinien in der Zollpolitik preiszugeben, ohne dass das Volk Gelegenheit hat, sich darüber auszusprechen.

Wenn nun von Seiten der Initiativgegner Zweifel darüber geäussert werden — und ich kann das ja verstehen — ob die grosse Zahl der Stimmberechtigten in der Lage sei, in zollpolitischen Fragen mit vollem Sachverständnis zu urteilen, so ist das doch kein Grund, der uns erlaubt, bestehende Verfassungsgrundsätze einfach auf die Seite zu schieben. Meine Herren, ich frage: Ein Volk, dessen Mitsprache man im allgemeinen anerkennt, das man mitsprechen lässt in Fragen wie der Verstaatlichung der Eisenbahnen, bei der Revision der Verfassungen, bei allen möglichen Fragen, wie sie in letzter Zeit der Volks-

abstimmung unterbreitet sind; ein Volk, von dem man erwartet, dass es reif genug ist, um über die schwierige und damals sehr stark bestrittene Frage des Beitrittes der Schweiz zum Völkerbund zu entscheiden, sollte nun unfähig sein, den rechten Weg in Zollfragen zu finden? Ich glaube nicht an die Möglichkeit, dass durch eine höhere Vorsehung der Bundesregierung das Schicksal dieses Volkes gerettet werden kann; dass es unserer Regierung möglich sei, ein besonderes Geheimnis der Politik herauszufinden, wenn dieses Volk schliesslich nicht selbst seinen Weg findet. Ich halte deshalb dafür, wir dürfen diesem Volk die Möglichkeit nicht nehmen, den Entscheid in lebenswichtigen Fragen zu treffen, ganz besonders dann nicht, wenn in diesen Fragen sowohl die Interessent, als in guten Treuen auch die Auffassungen auseinander gehen können.

Das ist, was ich mit bezug auf die verfassungsrechtliche Seite speziell unterstreichen wollte. Ich denke, es ist keine Uebertreibung der demokratischen Grundsätze, wenn man das Begehren stellt, dass in Fragen, wo die Interessen der verschiedenen Volkskreise auseinandergehen, die Tendenzen entgegengesetzten Zielen zustreben und wo mit bisher geltenden Regeln gebrochen wird, dem Volke Gelegenheit geboten werden soll, selber zu entscheiden.

Man stelle sich den umgekehrten Fall vor: der Bundesrat würde aus irgendwelchem Grunde dazu gelangen, plötzlich auf Grund besonderer Vollmachten Massnahmen durchzuführen, die den bisher geschützten Gewerben im Lande den geltenden Zollschatz beseitigen wollten. Glauben Sie nicht auch, dass in diesem Falle die betroffenen und geschädigten Kreise schliesslich an den Volkswillen appellieren würden? Ich sage Ihnen ganz offen, ich wäre froh, wenn diese Kreise sich darauf beschränken würden, ein Volksbegehren zu lancieren, das eine solche Ueberrumpelung oder eine einseitige Veränderung der geltenden Richtungen unmöglich macht. Ich fürchte, dass Sie sich nicht darauf beschränken würden und nicht so bescheiden sein würden, wie diejenigen, die diese Initiative lanciert haben. Jedenfalls ist Tatsache, dass, nachdem alle Reklamationen und Proteste im Ratssaal, in der Presse und in Versammlungen, ebenso wie die ausführlichen Eingaben des Verbandes Schweiz. Konsumvereine und alle möglichen Versuche, die bis jetzt gemacht worden sind, den Bundesrat von dieser Politik abzubringen, nichts genützt haben und man einfach fortgefahren hat, in gleicher Weise Zollpolitik und Finanzpolitik zu treiben, schliesslich kein anderer Ausweg übrig blieb, als durch ein Volksbegehren endlich einmal den Stimmberechtigten Gelegenheit zu bieten, sich darüber zu entscheiden, ob sie für die Zukunft einverstanden sind, eine solche Politik weiterzuführen oder nicht. Dies mit bezug auf die Ursachen des Volksbegehrens.

Nun ein paar Worte über den Zweck, der ja aus der Darstellung dieser Ursachen ziemlich deutlich ersichtlich ist. Man hat uns unterschoben, dass nicht der angegebene Zweck der Wahrung der Volksrechte der eigentliche Zweck unserer Initiative sei, sondern dass dahinter ganz andere Dinge stecken, und einige, in ihren Behauptungen besonders Kühne, haben uns sofort vorgeworfen, es handle sich darum, bewusst auf die finanzielle Ruinierung des Staates hin zu arbeiten, indem wir diejenigen Gewerbe, die noch einen Zollschatz notwendig haben, schutzlos

den Gefahren preisgeben, die dann entstehen, wenn dieser Zollschutz erschwert oder zum grossen Teil wieder beseitigt würde.

Demgegenüber möchte ich folgendes erklären: Natürlich sind Rechtstendenzen, sind Ziele der Veränderung der Rechtssituation nie Selbstzweck. Darüber sind wir im Klaren. Wenn Sie irgend eine Aenderung verlangen, gleichviel an welchem Text, so tun sie es nicht deswegen, weil sie Freude haben, dass hier ein neuer Artikel eingeführt wird. Dasselbe gilt schliesslich auch mit bezug auf die Rechtsgrundsätze. Wir sind keine Doktrinäre lediglich der Grundsätze oder ihrer Form, sondern schliesslich handelt es sich um die Praxis, die aus dieser Rechtssituation heraus sich dann ergibt. Das ist zweifellos richtig. Im Uebrigen aber muss ich sagen, dass die Anklagen, die nach dieser Richtung hin gegen uns erhoben werden, durchaus unberechtigt sind. Wir sind uns darüber vollständig klar, dass wir, auch die Sozialdemokraten, auch die Arbeiterschaft, kein Interesse haben an einer finanziellen Ruinierung des Landes. Wir müssten ja Esel sein, wenn wir so etwas systematisch anstreben. Ich glaube, wenn es auch noch schlaunere Leute gibt, als wir sind, — so haben wir doch den Beweis dafür geleistet, dass wir soweit die Interessen der Arbeiterschaft auch realpolitisch wahrzunehmen wissen.

Ebenso ist es falsch, wenn man glaubt, die Sozialdemokratie sei absolut freihändlerisch und stelle sich auf den Standpunkt, unbekümmert um die Situation der verschiedenen Gewerbe, der Industrie usw. habe man nach irgend einer Doktrin die Zollpolitik praktisch zu führen. Die Gewerbe, die in normalen Zeiten sich als lebensfähig erwiesen, die also lediglich durch ausserordentliche Verhältnisse in eine bedrohte Situation geraten, dürfen ausnahmsweise und bis zu einem gewissen Grade geschützt werden. Aber die Politik, die Sie in den letzten zwei oder drei Jahren getrieben haben, war nicht mehr eine Politik der ausserordentlichen Verhältnisse, der Anpassung an eine Ausnahmsituation, sondern daraus ist doch schliesslich ein System geworden, das gewissermassen den Grund gelegt hat für die ganze zukünftige Zollpolitik. Wenn solche Massnahmen jahrelang angewendet werden, wenn sie allgemein in diesem allgemeinen Sinne angewendet werden, wie das bei den jüngsten Zollabschlüssen und schliesslich auch bei den Einfuhrbeschränkungen der Fall war, so kann man nicht mehr von einem speziellen Schutz und von ausserordentlichen Massnahmen sprechen, sondern man müsste dann sagen, dass eben die zukünftige Gestaltung der Zollpolitik die Situation der Zukunft dadurch vorbereitet wurde.

Im Uebrigen gibt uns ja ein interessantes Buch von Herrn Prof. Laur, der Ihnen nicht unbekannt ist und nicht der erste beste ist, der in solchen Fragen mitspricht, sehr genauen Aufschluss darüber, wie auf der andern Seite die Situation betrachtet wird. Herr Prof. Laur steht auf dem Standpunkt, dass die Wirtschaftslage der Schweiz infolge der internationalen Verhältnisse eine derartige geworden sei, — und auch im allgemeinen hält er, wie ich glaube, grundsätzlich an dieser Idee fest — dass eigentlich die Industrie sowieso abgebaut werden sollte, dass wir sowieso eine zu starke industrielle Entwicklung im Lande haben, dass die einzige solide wirtschaftliche Grundlage für unser Land und Volk die land-

wirtschaftliche Produktion sei, und zwar in dem Sinne, dass, was an Bevölkerung zuviel sei, in das Ausland abgeschoben werden sollte; und wenn die Existenzbedingungen für unsere Industrie zu schwierig seien, dann solle die Industrie auswandern; die Hauptsache sei, möglichst hohe Preise zu erzielen, einen möglichst weitgehenden Schutz für diejenigen Gewerbe zu erlangen, die sich trotz dieser Verhältnisse noch aufrechterhalten können.

Ich will hier nicht darüber urteilen, ob das richtig ist oder nicht. Ich wollte diese Auffassung nur zitieren und Sie darauf aufmerksam machen, um Ihnen zu zeigen, dass wir einer ganz bestimmten Tendenz gegenüber stehen und dass die bisherige Zollpolitik des Bundesrates unserer Ueberzeugung nach und auf Grund der Tatsachen, die wir nun in den letzten Jahren erlebt haben, nichts anderes ist als die praktische Verwirklichung dieser Tendenzen. Dagegen müssen wir uns tatsächlich zur Wehre setzen, aus dem sehr einfachen Grund, den Sie sicher als in gutem Glauben ausgesprochen anerkennen werden, weil wir die Opfer dieser Politik sind. So ist die Situation.

Wenn der Bundesrat in seinem Bericht erklärt und wenn diese Behauptung besonders in der Kommission wiederholt worden ist, dass eine Aenderung der Art. 29 und 89, wie sie das Volksbegehren anstrebe, nicht notwendig sei, — ich glaube, es war Herr Baumberger, der erklärte, jedenfalls sei diese Aenderung nicht dringlich — so kann ich es begreifen, weil man mit der bisherigen Fassung so glänzend ausgekommen ist. Da hat man tatsächlich kein Bedürfnis nach irgendwelcher Aenderung. Aber ein gewisser Friedrich Schiller würde gesagt haben: Spiegelberg, ich kenne D'ich! Wir wüssten in dieser Beziehung, was uns wartet, wenn wir uns nicht zur Wehre setzen würden.

Ich habe Ihnen auseinandergesetzt, warum wir anderer Meinung sind, und will darauf aufmerksam machen, dass es sich darum handelt, in Zukunft dafür zu sorgen, dass das, was in der Verfassung als Ausnahme gilt, auch fernerhin als solche zu gelten hat. Die Tatsache, dass mit der sozialdemokratischen Partei eine ganze Reihe, sowohl politischer wie wirtschaftlicher Gruppen die Initiativaktion unterstützt haben, und ferner die Tatsache, dass über 151,000 Schweizerbürger das Initiativbegehren unterschrieben haben, sind Beweise dafür, dass in weiten Volkskreisen dieselben oder ähnliche Auffassungen und dieselben Bedürfnisse sich geltend machen, wie die Initianten sie durch ihr Volksbegehren zum Ausdruck bringen. Wenn nachträglich nachdem eine solche kolossale Hetze eingesetzt hat und auch sogar Drohungen ausgesprochen worden sind, einzelne unserer Mitgedenossen umgefallen sind, so beweist das nichts gegen die Sache selbst. Wir haben uns daran gewöhnt, dass solche Mitläufer in der Regel, wenn es sich darum handelt, im Kampfe ihren Mann zu stellen und wenn vom Gegner die grossen Geschütze aufgeföhren werden, die ersten sind, die davonlaufen. Das können sie halten wie sie wollen. Wir sind auch daran gewöhnt, dass Leute, die vor 10 oder 20 Jahren sehr scharf gegen die Zollpolitik des Bundesrates geschrieben haben, als diese Politik bei weitem noch nicht das bedeutete, was sie heute bedeutet, plötzlich Kehrt machen und auf Grund von nichtigen Einwänden zurückkehren aus dem sehr einfachen Grunde, den

wir ihnen übrigens nicht übel nehmen, weil ihre Politik darauf eingestellt ist, rechtzeitig die Segel nach dem stärksten Winde zu richten. Wir sind deshalb nicht untröstlich, wenn da und dort diese Mitläufer davonlaufen. Wir werden an unserer Auffassung festhalten und sie als gute Position verteidigen, auch wenn wir allein stehen im Kampfe mit unsern Gegnern. Zweck der Initiative ist, Sicherung dagegen zu schaffen dass Ausnahmebestimmungen der Verfassung in einer für die Existenz des Volkes wichtigen Frage nicht als Regel angewendet werden dürfen, insbesondere der Gefahr vorzubeugen, dass durch zu häufige Anwendung der Dringlichkeitsklausel das Volk nach und nach dazu erzogen werde, überhaupt auf seine politischen Rechte zu verzichten. Das ist in erster Linie der Zweck, der für das Volksbegehren in Betracht kommt.

Diese Ausführungen, glaube ich, sollten genügen, um auch den Gegnern klar zu machen, dass der im Titel des Volksbegehrens formulierte Zweck auf Tatsachen beruht und daher jeder objektiven Kritik standzuhalten vermag.

Was nun die materielle Seite anbetrifft, so sind Art. 1 und 2 weniger angefochten, um so mehr haben die übrigen Teile Gegenstand der Kritik und des Kampfes gebildet. Ich will mich nur auf wenige Bemerkungen beschränken. Die beiden ersten Bestimmungen des Art. 29 der Bundesverfassung weichen unwesentlich von der heutigen Verfassung ab. Der Zweck der Initiative ist der, zu verhindern, dass sie illusorisch gemacht werden, dass die Festsetzung der Eingangs- und Ausgangsgebühren auf dem Wege der Bundesgesetzgebung erfolgen soll und dringliche Bundesbeschlüsse unter Ausschaltung des Referendums hierbei unzulässig sein sollen, im Zusammenhang damit die verlangte Aenderung bei Art. 89. Es wird die vorgesehene Uebergangsbestimmung zu Art. 89 scharf angefochten, weil das auf alle unsere Beschlüsse vom 18. Februar 1921 und der Bundesratsbeschluss vom 8. Juni 1921 nach kurzer Zeit wieder aufgehoben werden müssen. Der Bundesrat hat in der Botschaft auseinandergesetzt, und ebenso in der Kommission und heute ist von den Herren Referenten ausführlich dargestellt worden, welche Schwierigkeiten man befürchte, wenn das Initiativbegehren angenommen würde. Ich habe schon gesagt, ich begreife, dass diejenigen, die mit der Ausführung der Zollgesetzgebung betraut sind und die Verantwortung dafür tragen, vor Schwierigkeiten und Unannehmlichkeiten zurückschrecken und namentlich, dass sie sich dagegen wehren, wenn diese Neuerungen ihnen gleichzeitig auch noch etwas anderes verderben, nämlich die finanzpolitischen Pläne. Das ist ein sehr triftiger Grund, der eine sehr grosse Rolle spielt im Kampfe gegen unsere Initiative. Wer die Verhältnisse sachlich prüft und weiss, dass heute noch ein Zollgesetz besteht, dessen Art. 4 der Bundesrat anwenden konnte, mit bezug auf den sogenannten Kampftarif, der glaubt nicht, dass der Bundesrat durch die Annahme unserer Initiative wehrlos gemacht würde. Für eine ganze Reihe von Staaten bestehen Handelsabkommen, die für einen bestimmten Termin mit der Schweiz abgeschlossen sind; ich glaube nicht, dass es möglich ist, dass geltende Verträge, für die ein Termin festgesetzt ist, lediglich durch eine solche Neuerung einfach mitten in der Geltungszeit wieder aufgehoben

werden könnten. Ich kann mich zwar täuschen. Ebenso halte ich dafür, dass die Zollbeschlüsse vom Jahre 1920 auf den verschiedenen Positionen nicht einfach ausser Kraft treten würden, wenn die Initiative Geltung erlangen sollte, sodass die Befürchtungen, die der Bundesrat mit bezug auf die Wirkung der Annahme der Initiative ausgesprochen hat, mir zum mindesten als stark übertrieben erscheinen. Ich habe die Auffassung, der Bundesrat habe schon viel schwierigere Probleme gelöst und er werde sich auch in einer solchen Situation zurecht finden, und wenn der Bundesrat wirklich den Wunsch gehabt hätte, wenigstens dem entgegenzukommen, was er als berechtigt gelten lässt, oder im guten Glauben von den Initianten verlangt, d. h., wenn er sich auf den Boden gestellt hätte, dem Teil der Bevölkerung, der mit der bisherigen Zollpolitik nicht einverstanden ist, auch nur einigermaßen entgegenzukommen, so hätte er es nicht schwer gehabt, das dadurch zu tun, dass er eben seine Massnahmen bezüglich der Zollgesetzgebung, die Revision des Zolltarifes beschleunigt hätte. Damit hätte er den behaupteten schädlichen Wirkungen der Initiative vorgebeugt und es wäre dann immer möglich gewesen, bis zum Moment wo der neue Zolltarif vorbereitet ist, die Abstimmung über die Initiative etwas hinauszuschieben. Es steht nirgends geschrieben, dass die Abstimmung absolut im April 1923 stattfinden müsse. Bei einigermaßen gutem Willen hätte materiell die Möglichkeit bestanden, nach dieser Richtung hin die Situation zu retten. Ebenso erkläre ich gegenüber den bürgerlichen Gegnern der Initiative, dass wenn sich die Herrschaften nicht einfach auf den Standpunkt stellen wollten, die bisherige Zoll- und Finanzpolitik des Bundesrates unverändert aufrechtzuerhalten, sie die Möglichkeit gehabt hätten, einen Gegenvorschlag zur Initiative einzureichen, der vielleicht in irgend einer Weise dem Bundesrate eine günstigere Situation geschaffen hätte. Aber ich glaube mich nicht zu täuschen, wenn ich behaupte, dass es dem Bundesrate und den Gegnern unserer Initiative viel lieber ist, wenn keine solchen gesunden Verbesserungen gekommen sind, weil sie die bisherige Politik unverändert weiterführen wollen. Ich glaube nicht an die Schwierigkeiten in dem Umfange, wie sie hier dargestellt werden. Dagegen lasse ich gelten, dass nach einer andern Richtung grosse Schwierigkeiten eintreten können. Das sind die finanziellen Schwierigkeiten, von denen gesprochen wurde. Aber Sie wissen, wir Sozialdemokraten stehen auf dem Standpunkte, dass die Mittel des Staates nicht auf solche Weise gewonnen werden dürfen, wie sie hier vermittlest dieser Zoll- und Wirtschaftspolitik gewonnen werden wollen. Wir haben vor Jahren die direkte Bundessteuer verlangt und sie damit begründet, dass nach kurzer Zeit grosse weitgehende Geldbedürfnisse sich geltend machen werden und schliesslich irgendwo der Staat die Mittel finden müsse, um ihnen gerecht zu werden. Es war der Bundesrat selber, der damals unser Begehren sehr energisch bekämpfte. Dann kam die in ihrer Tendenz schärfere Initiative zur Vermögensabgabe. Ich brauche Ihnen nicht zu erzählen, wie da die Sache gegangen ist, aber jedenfalls wissen Sie, dass der Bundesrat selber sich für dieses Geschenk bedankt hat und für die Möglichkeit, die wir ihm bieten wollten, zu den nötigen Mitteln zu gelangen.

Nun meine ich ist es Ihre Sache, wenn Sie die

Wege nicht beschreiten wollen und Ihnen die Mittel nicht gefallen, mit denen wir es Ihnen möglich machen und Ihnen behilflich sein wollen, Geld zu bekommen. Das ist Ihre Sache und Ihr gutes Recht. Es ist aber ebenso unser gutes Recht, dass wir uns dagegen zur Wehre setzen, dass wir die Zeche dafür bezahlen sollen, wenn Sie nicht rechtzeitig dafür gesorgt haben, die nötigen Mittel zu bekommen. Nach dieser Richtung werden Sie unsern Standpunkt sicher begreifen müssen. Wir haben mit der Tatsache zu rechnen, dass die Zölle, die noch vor wenigen Jahren 70 bis 80 Millionen jährlich eintrugen, in ihrem Ertrag auf 150 Millionen gestiegen sind, trotzdem wir mit einer ganz anormalen Lage zu rechnen haben. Mit einer stark eingeschränkten Einfuhr, und es ist nicht ein Sozialdemokrat, sondern ein gut bürgerlicher Volkswirtschaftler, Traugott Geering, der im Finanzjahrbuch nachgerechnet hat, dass bei normalen Verhältnissen die Zollerträge unter Wirkung der geltenden Bestimmungen unsere Volkswirtschaft monatlich mit 20 Millionen also jährlich mit 240 Millionen und wahrscheinlich noch mit mehr belasten würden. Vielleicht haben nicht alle die bedeutende Tragweite dieser Zahlen richtig überlegt. Das sind über 300 Franken pro Familie. Man darf nämlich nicht vergessen, dass die Belastung der Bevölkerung, die durch diese Zölle eintritt, nicht alles ist, was an Lasten auf den Hausstand und auf die Lebenskosten, namentlich der ärmeren Bevölkerung, so schwer drückt, sondern dazu kommen die indirekten Wirkungen dieser Politik. Wir zahlen nicht nur die Differenz der Zölle gegenüber frühern Verhältnissen, sondern wir bezahlen auch das, was gewisse Gewerbe aus dieser Situation auf Kosten der Konsumenten für sich gewinnen, das was ihnen diese hohen Zölle an Ueberpreis möglich macht. Ich glaube nicht zu übertreiben, wenn ich sage, dass die wirkliche Belastung, der tatsächliche volle Effekt dieser Politik der ist, dass wir ungefähr mit der doppelten Summe pro Familie im Jahr belastet sind und das ist keine gesunde Situation. Ein solches Staatswesen das seine Haupteinnahmen aus der grossen Masse der unermittelten Bevölkerung herauszieht und seine Finanzmittel in einer Art und Weise gewinnt, die diejenigen am stärksten belastet, die die Belastung eigentlich am wenigsten tragen können, nämlich die grossen Familien, hat kein starkes Fundament.

Ich glaube, diese Gründe, seien triftig genug, um sich mit allen Mitteln gegen eine derartige Finanzmassnahme zu wehren, die Begleiterscheinungen zu zollpolitischen Massnahmen des Bundes oder mit ihnen zusammengekoppelt sind. Der Bundesrat und die bürgerliche Mehrheit des Rates hätten die Möglichkeit gehabt, und das Volk selbst hat es in der Hand, die nötigen Finanzmittel zu bekommen, es ist nicht notwendig, und nicht gerecht, sondern geradezu gefährlich und unserer Ueberzeugung nach schliesslich für alle verderblich, wenn wir fortfahren, auf diese Weise den Konsum der untern Volksschichten zu belasten. Wir sollen der Landwirtschaft und dem Gewerbe und allen denjenigen, die darauf angewiesen sind, durch produktive Tätigkeit ihre Existenz rechtfertigen zu können, Hilfe und Schutz gewähren, sogar in weitgehendem Masse, aber das darf nicht in der Weise geschehen, wie in den letzten Jahren. Es darf nicht zu einem System werden, das schliesslich auch solche schützt, die diesen Schutz

nicht verdienen. Ich denke da an die Händler, die seinerzeit in grossen Mengen Valutaware hereingeschafft haben. Ich denke an die Krämer und die vielen Etablissements im Handel, die heute davon leben, dass sie einmal gelegentlich etwas Ware verkaufen können, oft aber tagelang keinen Kunden in ihrem Geschäfte sehen und die nur existieren können, weil sie durch sogenannte künstliche Massnahmen getragen werden. Diese Politik künstlicher Erhaltung unproduktiver Existenzen ist ungesund, sie muss beseitigt werden. Und wir haben keine andere Möglichkeit gesehen, sie zu beseitigen, und uns vor Missachtung elementarer Volksrechte zu schützen, als durch die Aenderung in der Bundesverfassung, eine andere Fassung der Art. 29 und 89 wie sie das Volksbegehren vorsieht, deswegen empfehle ich Ihnen die Initiative, d. h. den Minderheitsantrag zur Annahme.

M. Naine, rapporteur français de la minorité de la commission: On peut se demander si à l'occasion de notre initiative, il faut discuter des bienfaits ou des méfaits des tarifs douaniers du protectionnisme, mais je ne crois pas que ce soit là le véritables débats qu'entraîne cette initiative. Elle touche au fond seulement à une question de forme, à la question de savoir si les tarifs douaniers peuvent être révisés sans que le peuple ait son mot à dire dans la question.

Jusqu'à ces dernières années, sous quel régime avons-nous vécu? Nous avons vécu sous le régime de la loi de 1902. Nous avons en effet adopté une loi sur le tarif douanier, intitulée loi fédérale sur le tarif douanier du 19 octobre 1902 qui, à son article premier, dit ceci: «Les objets importés en Suisse et ceux qui y sont exportés sont passibles de droits de douane conformément au tarif qui suit.» Le tarif suit et fait partie de la loi. Cette loi a été votée par les Chambres fédérales; comme toutes les lois elle était susceptible de referendum, le referendum a été demandé, elle a été soumise au peuple suisse qui le 15 mars 1903 l'a acceptée.

Voilà donc le régime sous lequel nous vivions et le tarif douanier que nous avions jusqu'à ces dernières années. C'était un tarif-loi accepté par le peuple en vertu de l'art. 89 de la Constitution qui dit: «Les lois fédérales sont soumises à l'adoption ou au rejet du peuple si la demande en est faite par 30,000 citoyens actifs ou par 8 cantons. Il en est de même des arrêtés fédéraux qui sont d'une portée générale et qui n'ont pas un caractère d'urgence.»

La situation était bien nette jusqu'en 1921: Nous avions une loi qui établissait les tarifs douaniers. Cette loi a été soumise au referendum. Le peuple l'a acceptée et tout cela en vertu de l'art. 89 de la Constitution. Les changements qui sont intervenus après la guerre avaient la tendance générale en Europe à une transformation du régime douanier dans le sens de l'accentuation des tarifs. Aucun changement n'était toutefois intervenu dans notre législation au point de vue de la forme dans laquelle une transformation devait s'effectuer; aucun changement n'était intervenu quant à l'art. 89 de la Constitution et en ce qui concerne le referendum; aucun changement n'était intervenu au sujet de la loi sur les tarifs douaniers. Nos dispositions légales et constitutionnelles sont aujourd'hui les mêmes qu'autrefois, c'est-à-dire que les tarifs douaniers sont une matière législative régie par l'art. 89 de la Constitution. Que s'est-il passé? On a modifié cette

loi dans ce qu'elle avait de fondamental c'est-à-dire dans ces tarifs et on l'a fait sans s'occuper de l'art. 89, en violation flagrante et directe de la Constitution.

C'est là qu'intervient l'initiative pour essayer de rétablir la légalité violée par vous-mêmes, violée par le Conseil fédéral. Ce n'est donc pas seulement une question de forme, mais c'est encore une question de fond quant au principe démocratique. Comment devait-on s'y prendre? Comment vous y seriez-vous pris en face d'un Conseil fédéral et d'une majorité des Chambres qui violent ouvertement la Constitution? C'eût été très simple évidemment d'introduire un article nouveau qui eût dit: la Constitution doit être respectée par le Conseil fédéral et par la majorité des Chambres et en particulier l'art. 89 ne doit pas être violé. C'eût été agir ouvertement et franchement, mais cela ne pouvait guère se faire. Les initiants ont cherché à fermer la porte par laquelle la majorité des Chambres et le Conseil fédéral ravissent au peuple suisse ses prérogatives et son droit de referendum.

Je vous rappelle encore une fois le texte de cet art. 89 qui dit que les lois fédérales, les décrets et les arrêtés fédéraux ne peuvent être rendus qu'avec l'accord des deux conseils. Les lois fédérales sont soumises à l'adoption ou au rejet du peuple, si la demande en est faite par 30,000 citoyens actifs ou par huit cantons. Il en est de même des arrêtés fédéraux qui sont d'une portée générale et qui n'ont pas un caractère d'urgence.

C'est par cette dernière phrase qu'on a ouvert une petite porte par laquelle on a arraché au peuple suisse son droit de referendum. Cette dernière phrase dit en effet que lorsqu'il s'agit d'arrêtés fédéraux qui n'ont pas un caractère d'urgence, on peut procéder au referendum, tandis que lorsque ces mêmes arrêtés ont un caractère d'urgence, on peut supprimer la clause référendaire. Ce qui a un caractère d'urgence n'est pas soumis au peuple.

Mais, Messieurs, où est la différence entre l'arrêté d'une portée générale et l'arrêté qui n'a pas une portée générale, mais qui peut avoir un caractère d'urgence? Les commentateurs du droit fédéral, Burckhardt en particulier que j'ai consulté, vous diront que la différence est très difficile à établir, qu'elle ne l'a jamais été d'une façon bien nette. Un arrêté qui n'a pas une portée générale, mais qui pourrait avoir un caractère d'urgence s'appliquerait à des objets concernant l'exécution d'une loi générale. Un arrêté concernant le budget n'est pas soumis au referendum; un arrêté concernant une décision des Chambres sur la situation financière n'est pas soumis au referendum; un arrêté qui aurait un caractère général, c'est Burckhardt et d'autres commentateurs qui le disent, serait celui applicable obligatoirement à tout le monde.

Il est bien évident qu'on ne peut pas transformer une loi comme celle des douanes dont je vous ai parlé qui a déjà été soumise au referendum en 1903, on ne peut pas, dis-je, loyalement, démocratiquement, transformer cette loi de fond en comble et dire en même temps que la disposition qui accomplit cette transformation est un simple arrêté d'urgence qui n'a pas une portée générale. C'est là une interprétation tout à fait impossible. C'est pourtant ce qu'on a fait. On a déclaré que les nouveaux tarifs seraient appliqués et on leur a donné le caractère d'urgence. C'est par cette petite porte là qu'on a violé la Constitution et qu'on a enlevé au peuple son droit de referendum, qu'on a passé outre à la volonté populaire qui

aurait pu s'exprimer peut-être dans un sens négatif. On a fait ce que font les avocats. On dit souvent dans les études d'avocats que le client c'est l'ennemi. Je ne sais pas si c'est partout la même chose, mais on le dit souvent. Pour le politicien, lui, l'électeur c'est l'ennemi. Au-dessus des dispositions nouvelles concernant nos douanes, on pourrait inscrire: Méfions-nous du peuple, et cela pourrait être aussi le refrain de la plupart des orateurs qui à l'heure actuelle se refusent à soumettre au peuple suisse des dispositions comme celles qui concernent les tarifs douaniers. Méfions-nous du peuple suisse, il n'y comprend rien; il n'y voit pas clair. On a trouvé une petite porte de sortie. Ce n'est guère logique, cela ne se tient pas. C'est par une œuvre de prestidigitation qu'on arrive à cette solution (rires).

L'initiative, elle, ferme cette petite porte, elle bouche cette ouverture et c'est en quoi l'art. 29 que nous proposons diffère de l'article actuel. Si vous comparez l'article que nous proposons à l'article actuel, vous constaterez que les dispositions concernant les taxes douanières restent à peu près textuellement les mêmes. Il y a une ou deux phrases qui sont un peu retournées, mais en somme il n'y a pas de changement. Le seul véritable changement concerne cette question du referendum. Vous trouvez en effet d'abord la phrase nouvelle suivante, sous le chiffre 3: «Les droits sur l'importation et l'exportation seront fixés par la voie de la législation fédérale». Voilà qui n'est pas dans l'ancien article. Cela n'y était pas, mais cela allait de soi. Personne n'aurait songé à inscrire cela dans l'art. 29 au moment où il a été rédigé parce que la fixation des droits sur l'importation et l'exportation, présente un caractère général et ne peut avoir que le caractère d'une loi. Par conséquent on n'aurait jamais songé à introduire cette phrase dans l'art. 29, parce que cela n'était pas nécessaire. Mais, Messieurs, quand on a violé ce principe-là, on peut introduire ce rappel au Conseil fédéral et à la majorité des Chambres et on leur dit que la Constitution prévoit que les droits sur l'importation et sur l'exportation seront fixés par la voie de la législation et non pas par la voie de ces arrêtés d'urgence ou en vertu des pleins pouvoirs. Voilà le premier principe que nous introduisons dans la loi.

Et voici le deuxième principe. Les arrêtés d'urgence ne pourront pas être soustraits au referendum.

Voilà, Messieurs: on prend des dispositions générales qui ont un caractère législatif, qui ont le caractère d'une loi. On les baptise d'un autre nom. On les appelle des arrêtés d'urgence et l'on dit: nous n'avons pas besoin du referendum. Quand à nous nous disons que les arrêtés d'urgence ne pourront pas être soustraits au referendum. Nous fermons la porte; il est impossible d'échapper.

Et plus loin, nous avons de nouveau une disposition nouvelle concernant ce pouvoir qu'a le Conseil fédéral déjà maintenant et qui lui restera avec le nouvel article, ce pouvoir du Conseil fédéral de prendre des dispositions extraordinaires à soumettre aux Chambres après exécution pour ratification. Ce sont les dispositions des chiffres 3 et 4 de la loi de 1903. Le nouvel article prévoit de nouveau des dispositions pareilles. Il prévoit que ces décisions du Conseil fédéral seront soumises pour ratification aux Chambres, mais il prévoit — nouvelle garantie — que le referendum

peut être demandé sur cette proposition de loi. Il prévoit que si les Chambres ratifient, le peuple suisse peut être appelé à ratifier à son tour.

Et c'est tout. Et c'est en somme en quoi l'initiative innove. Elle n'innove rien en réalité; elle revient aux dispositions de l'art. 29 d'autrefois et de l'art. 89, mais comme on a trouvé un moyen de tourner la constitution, de tourner l'art. 29, il faut boucher la porte par laquelle ces choses là venaient.

Messieurs, voilà tout le fond de l'affaire. Je crois que tout revient à cela. Il s'agit d'une question de forme, il s'agit avant tout de respecter les droits du peuple. Il s'agit de respecter l'art. 89 de la Constitution. Il s'agit de ne pas supprimer le referendum en matière douanière. C'est là ce que l'initiative demande.

Je sais bien que l'on nous dit: oui, mais que va-t-on faire; nous avons maintenant un tarif douanier, il est appliqué et il rapporte 70 millions à la caisse de la Confédération. Si cet article nouveau est adopté il va falloir tout supprimer. Tout ce que nous avons fait est à vau-l'eau. Tout est renversé, nos 70 millions nous ne les aurons plus.

Il n'est pas dit que vous ne les aurez plus. Vous préjugez de la résolution du peuple suisse, vous préjugez de sa décision. Vous avez la conscience bien peu tranquille pour penser que forcément le peuple suisse ne ratifiera pas votre œuvre.

Si vous prenez les dispositions transitoires, vous voyez qu'il est dit que le tarif d'usage révisé du 8 juin 1921 doit être mis hors d'usage, hors de vigueur immédiatement et en tous cas 90 jours après la votation populaire. Or, en 90 jours on a le temps de faire bien des choses. On a le temps de soumettre au peuple certaines choses que l'on n'a pas voulu lui soumettre, qu'on a voulu lui arracher en somme. Et si dans ces 90 jours le peuple suisse se trouve d'accord avec vous et les tarifs douaniers tels que vous les avez établis, M. Musy continuera à avoir ces 70 millions.

Nous ne prétendons pas que le peuple suisse soit complètement d'accord avec nous, nous n'en savons rien. Vous pourriez discuter indéfiniment sur la question de savoir si le peuple suisse est pour ou contre les tarifs douaniers actuels. C'est justement par suite des décisions que vous avez prises que nous ne savons pas ce que le peuple veut dans ce domaine. Et ce que nous demandons avec cette initiative c'est de pouvoir devant le peuple suisse. Vous avancerez vos arguments et nous avancerons les nôtres. Tous les groupements économiques feront valoir leurs intérêts. Il en sortira ce qu'on voudra, ce que le peuple voudra. Le peuple suisse peut se tromper; s'il se trompe c'est son affaire, c'est à lui à en supporter les conséquences. S'il est vraiment aussi ignorant, aussi peu développé que vous le prétendez, s'il est incapable de juger de ces questions, il fera ses expériences et il apprendra à connaître ces choses: il verra les conséquences de ses actes.

Il ne faut pas traiter le peuple suisse, dont vous êtes les représentants, en être mineur qu'il faut mettre sous tutelle. S'il y a une tutelle et s'il faut obéir, ce n'est pas le peuple qui est sous tutelle et qui doit obéir, mais c'est vous qui devez obéir au peuple, même quand il se trompe, parce que la liberté consiste précisément à pouvoir se tromper (rires).

Par conséquent, tout revient à laisser au peuple les droits de souveraineté qui sont dans sa compétence. Il faut lui laisser son droit de referendum. Vous le lui avez supprimé, vous usez d'un subterfuge

pour lui enlever ses droits en matière douanière. Nous proposons des dispositions qui vous empêchent d'enlever ce droit au peuple, qui vous empêcheront, à moins que vous n'ayez l'audace, les portes étant fermées, de briser les fenêtres. Lorsque toutes les issues, toutes les fissures seront fermées, je pense que tout demême vous aurez assez de respect de la légalité de la volonté populaire et de la démocratie pour appliquer ces dispositions nouvelles. Il n'y a aucun danger pour notre pays à suivre la démocratie; il y a un danger à ne pas la suivre et ce danger, c'est celui que vous avez invoqué maintenant, c'est que vous êtes partis dans une voie où vous ne deviez pas partir, c'est qu'il faudra peut être revenir en arrière. Et alors, le danger ne provient pas de notre initiative, il provient de ce que vous avez fait auparavant, il provient de la violation de la constitution que vous avez commise. Voilà les effets de l'illégalité, mais il ne faut pas dire que ce seraient les conséquences du respect de la Constitution. Non, si le Conseil fédéral est, passez-moi l'expression — profondément embêté, si au point de vue financier il y a des dizaines et des dizaines de millions qu'il ne pourrait plus percevoir, il ne faut pas dire que c'est à cause de l'initiative qui rétablit la légalité: c'est parce que nous avons passé à côté de la voie légale. Nous sommes entrés dans des chemins de traverse. Nous nous sommes égarés dans le maquis de la dictature et de l'arbitraire. Et maintenant qu'on nous ramène sur la grande route, ce sera votre faute s'il y a une perte quelconque, mais ce ne sera pas la faute de ceux qui vous ramènent sur la voie droite, sur la grande route que nous n'aurions jamais dû quitter.

Allgemeine Beratung. — Discussion générale.

Graf: Ich habe im Jahre 1921 zu den Anhängern dieser Bewegung gehört, und ich will Ihnen kurz noch einmal sagen, warum. Der heute geltende Zolltarif ist, und das ist heute noch meine Ueberzeugung, auf un-demokratische Art in Kraft gesetzt worden. Er ist in einem kleinen Komitee ausgearbeitet worden, dann hat ihn der Bundesrat genehmigt und schliesslich konnte der Nationalrat sagen, ob er davon in zustimmendem oder ablehnendem Sinne Kenntnis nehmen wolle. Der Tarif enthält Bestimmungen, die damals nicht als Kampf-, sondern als Schutzpositionen gelten mussten.

Nun erhebt sich die Frage, wem hat die Entwicklung der Zeit recht gegeben, dem Bundesrate, der den Zolltarif vertritt, oder den Initianten? Da wird festgestellt werden können, dass die Zeit dem Bundesrate recht gegeben hat. Keine der Positionen hat sich eigentlich als Schutzzoll auswirken können. Die meisten haben nicht einmal als Kampfpositionen viel gewirkt. Ich hebe nur eine Position heraus, die die schlimmste war und die mir am meisten Bedenken einflösste, die Fleischzölle und den Zoll auf Vieh. Da wissen wir nun, dass seit Inkraftsetzung des Tarifes die Viehpreise ununterbrochen gesunken sind. Ich habe mich persönlich auf dem Lande erkundigt, dass dem so sei, und wenn wir hohe Fleischpreise haben, so hängt das nicht an den Viehpreisen, sondern es sind andere Ursachen da. Heute erhalten die Bauern für ihr Vieh kleine Preise. Um nicht zu ganz schlimmen Zuständen zu kommen, mussten wir zu Einfuhrverboten übergehen. Auf andern Positionen sind durch Verhandlungen die Zölle ohne weiteres ermässigt worden, ich nenne den Zoll auf Wein, der von 32 Fr.

auf 24 Fr. hinuntergegangen ist; ebenso sind die Zölle auf Südrüchte in einem Handelsabkommen mit Italien bedeutend reduziert worden. So kann man wohl zusammenfassen, dass die Valutaverschlechterung im Auslande bewirkt hat, dass den Tarifen des Jahres 1921 nicht dieser Schutzzollzweck angehaftet hat, den man damals befürchtete. Es kommen nun für die Beurteilung der Frage noch andere Momente in Betracht. Da ist erstens die Frage der Handelsvertragsunterhandlungen, und ich begreife es, wenn der Bundesrat auf dieses Moment ein ganz besonderes Gewicht legt. Wir stecken heute leider in einer Periode, in der sich die Handelsvertragsunterhandlungen ungemein schwierig machen. Ich habe mit verschiedenen Herren, die an den Handelsvertragsunterhandlungen mit Spanien und Italien beteiligt waren, persönlich gesprochen, und sie haben mir mitgeteilt, dass die Tarife, die wir zur Verfügung haben, ungenügende Waffen seien, um mit den fein ausgearbeiteten Zolltarifen anderer Länder auch nur einigermaßen konkurrieren zu können. Deshalb die Schwierigkeit der Regelung! Die Erkenntnis mag vielleicht bitter sein, dass wir in Zollfragen nicht mehr völlig autonom sind, wie damals, als Art. 29 in die Bundesverfassung hineinkam, sondern abhängig von der internationalen Wirtschaftspolitik. Es herrschte früher in Europa eine Aera des Freihandels, eine wirtschaftlich gesunde Luft. Heute stehen wir mitten in der Stiekluft des Neunerkautilismus, und da müssen wir den Umständen Rechnung tragen.

Wir haben sodann die Rücksicht auf die Finanzen. Der Bundesrat rechnet aus, dass wir an Zöllen 70 Millionen einbüßen würden. Ich denke, das ist vielleicht etwas schwarz gemalt, aber es steht fest, dass die Finanzen des Bundes durch Aufhebung des jetzigen Tarifs tangiert würden, und ich bin der Auffassung, dass wir alles vermeiden müssen in diesem Saale, was die Finanzwirtschaft der Eidgenossenschaft ungünstig beeinflussen könnte. Es muss eine Verzinsung und Amortisation der Staatsschulden vor sich gehen. Aber wir haben in dieser Legislaturperiode auch zwei Werke zu verwirklichen, die Geld kosten. Als Vertreter von Festbesoldeten liegt es mir stark am Herzen, dass einmal das eidgenössische Besoldungsgesetz unter Dach kommt, nicht nur wegen der Besoldungen an und für sich, sondern auch aus der Erwägung heraus, dass nur durch ein gutes Besoldungsgesetz das Verhältnis zwischen Verwaltung und Personal so geordnet werden kann, dass es als ein gesundes gelten darf. Das Besoldungsgesetz erfordert schlechterdings finanzielle Mittel und die müssen wir bereitstellen. Dann haben wir das grosse Werk der Sozialversicherung. Wir müssen dafür sorgen, dass wenigstens in dieser Legislaturperiode der Verfassungsartikel mit der Deckungsklausel der Volksabstimmung unterbreitet wird, und da haben wir uns geeinigt, dass als Finanzquellen eine direkte Steuer und eine indirekte flüssig zu machen seien. Wir werden die allergrösste Mühe haben, unsern Kantonen begreiflich zu machen, dass sie in die eidgenössische Erbschafts- oder Nachlasssteuer einwilligen. Nun sagt Herr Huggler, dass sich die Sozialdemokratie wehre gegen die Vermehrung der indirekten Steuern. Wir haben aber doch die Erfahrung gemacht, dass auch die direkten Steuern kein so angenehmes Ding sind. In weitem Bevölkerungskreisen, nicht etwa nur in den vermöglichen, sondern auch in den arbeitnehmenden

Bevölkerungsschichten, die ihre Löhne vollständig versteuern müssen, ist eine Unlust zu grösseren direkten Steuern eingetreten. Man macht sich von dieser Abneigung keine Vorstellung, und es ist schlechterdings nicht möglich, eine Vermehrung der direkten Steuern durchzuführen. Wenn wir das tun wollten, so würden nicht nur die finanziell gut situierten Bürger, sondern auch die schlechter gestellten Kreise nein sagen.

Wir müssen uns also auf die indirekten Steuern auch einrichten, und es ist mir vielfach bestätigt worden, man wolle lieber Zölle auf Tabak und andere Genussmittel tragen, als dass man im Jahre zwei oder drei Monatsgehälter an den Steuerfiskus abgeben müsse.

Ich glaube, mit diesen Erwägungen dargetan zu haben, dass man in guten Treuen, ohne ein Ueberläufer zu sein, wie das Herr Huggler genannt hat, seine Meinung über diese Initiative ändern können, und ich stehe nicht an, den Irrtum, den ich im Jahre 1921 machte, zu bekennen. Nun ist aber gesagt und angedeutet worden, dass die Freunde der Initiative das Bedenken haben, dass, wenn die Initiative verworfen würde, dies uns in eine Periode des Schutzzolles hincinführe. Da müssen wir fragen, was bleibt nachher? Es bleibt nach wie vor Art. 29 der Bundesverfassung, den der Freihändler Schmid (St. Gallen) den klassischen Ausdruck unserer ganzen Vorschriften über die Handelspolitik genannt hat. Der bleibt also und er soll — ich möchte das der bundesrätlichen Botschaft gegenüber betonen — nicht nur ein wirtschaftliches Programm sein, sondern eine Verfassungsvorschrift. In diesem Sinne schliesse ich mich dem Antrage der Kommissionsmehrheit an.

Minger: Die Freunde der Initiative schlagen stolz an ihre Brust und stellen sich unserem Schweizervolke als die Hüter der Volksrechte vor. Sie erblicken im provisorischen Zolltarif eine Verletzung unserer Bundesverfassung. Diese Behauptung ist meines Erachtens eine Entstellung der Tatsachen. Art. 29, Abs. 3, der Bundesverfassung gibt dem Bundesrate und der Bundesversammlung das Recht, in ausserordentlichen Umständen besondere Massnahmen zu ergreifen. Nun ist es doch wohl selbstverständlich, dass diese besonderen Massnahmen solange in Kraft bleiben müssen, wie die ausserordentlichen Umstände andauern. Der provisorische Zolltarif ist infolgedessen gar nichts anderes als eine Anpassung an diese gesetzliche Bestimmung. Die Initiative will dem Bundesrate und der Bundesversammlung dieses gesetzliche Recht entziehen und dasselbe einzig an das Volk delegieren. Die Theorie von der Erweiterung der Volksrechte mag vielleicht in den Ohren unseres Schweizervolkes recht angenehm klingen. Aber demgegenüber möchte ich hier folgende Feststellungen machen: Für die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit hat man bisher in unserem Lande ungefähr 500 Millionen Franken aufgewendet. Woher nimmt der Bundesrat und die Bundesversammlung das gesetzliche Recht zu derart weitgehenden Erlassen? Warum hat man in dieser Frage das Volk nicht befragt? Und sind Sie, meine Herren, sicher, dass das Volk diese Massnahmen gutgeheissen hätte? Wie müsste es heute in der schweizerischen Arbeiterschaft aussehen, wären diese Notverordnungen nicht getroffen worden. Ebenso eigenmächtig ist man vorgegangen bei der Festsetzung der Teuerungszulagen an das eidgenössische Personal. Hier beschliesst man jährlich Mehrausgaben von mehr als

200 Millionen Franken, unter Ausschaltung des Mitspracherechtes unseres Schweizervolkes.

Ich habe hier einen Leitartikel der « Berner Tagwacht » vom Juli des letzten Jahres, betitelt « Die Taktik der Unternehmer ». In diesem Artikel wird auf eine Notiz hingewiesen, die im Organ des Baumeisterverbandes, im « Hoch- und Tiefbau » erschienen sein soll, mit folgendem Wortlaut: « Maurer. Wir sind nicht mehr in der Lage, unsern Mitgliedern tessinische Maurer zu vermitteln. Da das tessinische kantonale Arbeitersekretariat in Lugano in unzulässiger Weise sich in die Vermittlung einmischte und die Leute von der Annahme der Arbeit, angeblich wegen ungünstigen Arbeitsbedingungen, abhält, stellten wir die Vermittlung ein. Wer Maurer benötigt, wende sich unverzüglich an das Zentralsekretariat, welches die Beschaffung ausländischer Arbeitskräfte an die Hand nimmt. » Diese Mitteilung wird nun im genannten Leitartikel folgendermassen kommentiert: « Unverfrorener könnte man in einer Zeit, da tausende und abertausende von Arbeitslosen von den Gemeinden und vom Staat unterstützt werden müssen, nicht den Import billiger fremder Arbeitskräfte anpreisen. Die Herren Baumeister suchen, unbekümmert um die inländischen Arbeitskräfte, fremde Lohndrücker . . . » Am Schlusse heisst es dann: « Zunächst ist es an den eidgenössischen Behörden, darüber Auskunft zu geben, wie sie sich zum Arbeiterimport des Baumeisterverbandes stellen. » Und man bezeichnet das Ganze als einen Unfug.

Woher nimmt der Bundesrat hier das gesetzliche Recht, um diese Einwanderung ausländischer Bauhandwerker einzudämmen oder gänzlich zu verbieten? Ich möchte hier den sozialdemokratischen Vertretern das alte Sprichwort in Erinnerung rufen: « Was du nicht willst, das man dir tu', das füg' auch keinem andern zu! » Wir sehen, eine ganze Reihe von wichtigen Verordnungen sind getroffen worden vom Bundesrat, von der Bundesversammlung unter Ausschaltung der Volksbefragung. Warum? Es gibt eben Fälle, und besonders in derart bewegten Zeiten, wie wir sie gegenwärtig durchleben, wo der Bundesrat und die Bundesversammlung die Möglichkeit haben müssen, selbstständig zu handeln. Es ist ja eine schöne Sache um unsere Volksrechte. Aber der Ausdehnung dieser Volksrechte sind ganz bestimmte Schranken gesetzt, und wenn wir diese Schranken überschreiten, so werden unsere Vertreter in den eidgenössischen Räten und unsere Bundesräte eigentlich nur noch die Rolle politischer Hampelmänner zu spielen haben, und unsere Demokratie wird allmählich, aber sicher an einer Ueberdemokratisierung zu Grunde gehen. Jedenfalls steht es denjenigen Kreisen, die ihr Ziel in der Errichtung der proletarischen Diktatur erblicken, nicht sehr gut an, sich als die Hüter der schweizerischen Volksrechte aufspielen zu wollen. Dies einige Bemerkungen allgemeiner Natur.

Was nun die Initiative selbst anbetrifft, so sind die gefährlichen Folgen derselben auf unser ganzes Wirtschaftsleben in wirtschaftlicher und finanzieller Hinsicht von den Berichterstattern der Kommissionenmehrheit und ganz besonders auch von der bundesrätlichen Botschaft in hervorragender Weise gewürdigt worden. Die Annahme dieser Zollinitiative wäre gleichbedeutend einem Durchschneiden der Schlagader unserer schweizerischen Volkswirtschaft. Dabei schlägt man dem Bundesrate die Waffen aus der Hand und macht ihn im zollpolitischen Kampf gegenüber dem

Auslande wehrlos. Am verhängnisvollsten müssten sich in der ersten Zeit die Wirkungen dieser Initiative sicherlich bei der Exportindustrie bemerkbar machen. Wenn unser Herr Kollege Frey, wohl einer der besten Kenner auf diesem Gebiete, in der Kommissions-sitzung den Ausspruch getan hat, dass die Vermögensabgabe-Initiative eigentlich nur ein Knäblein bedeute gegenüber dem Riesen, der hier geboren wurde, so ist das zweifellos die beste Illustration für die grossen Gefahren, die unsere Volkswirtschaft und besonders auch die Exportindustrie durch die Annahme der Initiative bedrohen. Um nicht zu wiederholen, was heute bereits ausgeführt wurde, will ich mich bei diesen allgemeinen Gesichtspunkten nicht länger aufhalten. Dagegen scheint es mir notwendig, vom landwirtschaftlichen Standpunkt aus noch einige Feststellungen zu machen.

Im Gegensatz zum bisherigen Art. 29 sind im Initiativvorschlag die Lebensmittel ausdrücklich angeführt, und zwar an ganz erster Stelle. Was will das heissen? Wenn die Zollinitiative angenommen wird, so ist die schweizerische Landwirtschaft in Zukunft schutzlos der ausländischen Konkurrenz preisgegeben. Wenn das Schweizervolk diesen Verfassungsartikel gutheisst, so kann meines Erachtens im neuen Zolltarif, der in Vorbereitung ist, von einem Schutze der Landwirtschaft gar keine Rede mehr sein, während für die andern Gegenstände des notwendigen Lebensbedarfes noch eine largere Auslegung und Anwendung möglich ist, wie das gegenwärtig auch der Fall ist. Nun gibt es Volkskreise, die einen angemessenen Zoll für Industrie und Gewerbe als notwendig und als erträglich erachten, aber gleichzeitig jeden Zollschatz für die Landwirtschaft ablehnen. Dem gegenüber verlangt heute der schweizerische Bauernstand, auf dem Gebiet der Zollpolitik gleich behandelt zu werden wie jede andere Produktionsgruppe. Dass der Bauernstand hiezu das gute Recht hat, das dürfte genügend hervorgehen aus dem Inhalt der Botschaft des Bundesrates, und wir werden dann auch Gelegenheit haben, auf dieses Kapitel etwas näher einzutreten anlässlich der Beratung des bevorstehenden Zolltarifes. Der provisorische Zolltarif hat der schweizerischen Landwirtschaft gegenüber früher eine Besserung gebracht. Aber die Gleichstellung mit den übrigen Wirtschaftsgruppen ist auch heute noch nicht vorhanden. Die landwirtschaftlichen Zölle haben in erster Linie als Ausgleich zu dienen für die Lasten, die der Bauer in den gewerblichen und industriellen Zöllen übernehmen muss, und wir wissen ja heute, dass ohne staatlichen Schutz die schweizerische Landwirtschaft ebenso wenig existieren könnte wie jede andere Wirtschaftsgruppe. Die Initiative ist somit in erster Linie ein Akt der Unfreundlichkeit, um nicht ein anderes Wort zu gebrauchen, gegenüber der schweizerischen Landwirtschaft.

Die Absicht, die einer derartigen Handlungsweise zugrunde liegt, dürfte in erster Linie darin gesucht und gefunden werden, dass die Initianten die grossen Konsumentenkreise für die Initiative interessieren und gewinnen wollten, um auf diese Art den schweizerischen Bauernstand zu majorisieren. Dabei habe ich allerdings eine Vermutung, nämlich die, dass auf sozialdemokratischer Seite diese Ueberlegungen doch vielleicht noch etwas weiter ausgedehnt wurden. Man hat sich in sozialdemokratischen Kreisen ganz sicherlich auch darüber Rechenschaft gegeben, wie sich der schweizerische Bauernstand zwangsläufig gegenüber

dem neuen Zolltarif verhalten müsste, wenn das Schweizervolk diese Initiative annimmt und damit für alle Zeiten einen Schutz der landwirtschaftlichen Produkte ablehnt. Welches müsste wohl dieses Verhalten sein? Wenn der Bauer zollpolitisch nicht mehr geschützt ist, so wird er doch sicherlich verlangen müssen, dass diejenigen Bedarfsartikel, die er nötig hat, wie Maschinen, Werkzeuge, Gerätschaften aller Art, fertige Wagen, ferner Kleider, Schuhe, oder Möbel usw., dass alle diese Bedarfsartikel auch zollfrei und möglichst billig in unser Land hereingeführt werden. Ein derartiges Verhalten des schweizerischen Bauernstandes erscheint mir im Falle der Annahme der Initiative als eine Selbstverständlichkeit. Dass dem so ist, das wissen die Herren Sozialdemokraten gerade so gut wie ich. Es ist möglich, dass sich ihre ganze Spekulation gerade auf dieser einfachen Ueberlegung aufbaut. Für diesen Fall bedaure ich es, dass Herr Platten nicht mehr da ist. Er würde sicherlich den sozialdemokratischen Vorhang etwas auf die Seite schieben und uns nach dieser Richtung wertvolle Mitteilungen machen können.

Durch die Annahme der Initiative wird der Bauer ganz automatisch zum Zolltarifsgegner, und die Verhältnisse werden ihn zwingen, gegen den Zolltarif in seiner Gesamtheit Stellung zu nehmen. In diesem Moment, vermute ich, würden dann doch die Sozialdemokraten als Bundesgenossen zu den Bauern stossen, und diese beiden Gruppen haben die Mehrheit im Schweizerland. Deshalb wäre von diesem Moment an jeglicher Zolltarif überhaupt nicht mehr möglich, und damit bekäme das *Débâcle*, welches die Annahme der Zollinitiative vorübergehend in unserem schweizerischen Wirtschaftsleben auslösen müsste, einen dauernden Charakter, und zwar in potenziert Form. Dann wäre das Zeitalter des Freihandels auch für unsere Schweiz angebrochen. Aber dieser so viel gepriesene Freihandel kommt mir im gegenwärtigen Moment vor wie ein Dammdurchbruch bei Hochwasser, und in diesem Falle würde unsere Schweiz vom Wellenschlag des internationalen Wirtschaftslebens ganz einfach überflutet. Ich überlasse es jedem einzelnen, sich darüber klar zu werden, was für Folgen, was für Verwüstungen eine derartige schweizerische Verheerungspolitik in unserem Lande auslösen müsste.

Nur eines möchte ich noch feststellen. Die bundesrätliche Botschaft berechnet den Ausfall der Zolleinnahmen bei Annahme der Initiative auf 60 bis 70 Millionen Franken. Das dürfte für den Moment richtig sein. Aber es würde gar nicht lange dauern, bis diese Zolleinnahmen überhaupt gänzlich wegfallen würden. Wenn man vorher das ganze schweizerische Wirtschaftsleben in Fesseln gelegt hat, so erscheint mir die Erschliessung neuer Finanzquellen auf direktem Weg einfach ausgeschlossen. Unser ganzes Staatswesen müsste meines Erachtens derart in Unordnung geraten, dass eine bürgerliche Regierung diesen verwickelten Verhältnissen so ziemlich ohnmächtig gegenüber stünde, und zweifellos wäre alsdann der Nährboden zur Verwirklichung des sozialdemokratischen Ideals, zur Errichtung des Sozialstaates in der Schweiz vorbereitet.

In mir hat sich die Ueberzeugung herausgebildet, dass der politische Hintergrund dieser Initiative sicher nicht weniger gefährlich ist, als es der Fall war bei der Initiative über die Vermögensabgabe. Dabei nehme ich allerdings ohne weiteres an, dass die bürger-

lichen Vertreter, die am Zustandekommen dieser Initiative mitwirkten, sich ursprünglich dieser politischen Gefahren in keiner Weise bewusst waren, und der Vertreter des Verbandes schweizerischer Konsumvereine ist schliesslich nicht der einzige « Schär », der sich in einer Falle verwickelte. (Heiterkeit). Jedenfalls haben wir Vertreter der schweizerischen Landwirtschaft die Pflicht, schon heute auf das zukünftige Verhalten des schweizerischen Bauernstandes, falls die Initiative angenommen wird, hinzuweisen, und es soll unser Warnungsruf rechtzeitig ertönen. Wir setzen unsere Hoffnung auf unser Vertrauen in die bessere Einsicht der Mehrheit des Schweizervolkes. Wir erwarten von diesem Schweizervolke, dass es auch diese Initiative, die nichts anderes bedeutet als einen ganz gefährlichen Angriff auf unser bürgerliches Staatswesen, mit aller Wucht verwerfen werde.

Grimm: Der Zweck unserer Initiative ist die Revision der Verfassung in zweien ihrer Artikel. In ihrem Hauptbestandteil will die Initiative einen dauernden Zustand, eine dauernde Richtlinie für die künftige Handelspolitik des Landes schaffen. Es ist deshalb unrichtig, wenn man die Initiative nur beurteilt vom Gesichtspunkte der augenblicklichen Lage aus, und dabei nicht ausgeht von den Grundlagen unserer Wirtschaft. Nur wer die Grundlagen unserer Wirtschaft ins Auge fasst, wird das richtige Verhältnis zur Zollinitiative gewinnen können.

Ich habe nicht notwendig, Ihnen mit vielem Zahlenmaterial ausgerüstet darzulegen, welches die Basis der schweizerischen Volkswirtschaft ist. Die Gliederung ist bekannt. Ich erinnere nur daran, dass auch bei uns trotz aller Widerstände, jene Entwicklung, die wir in West- und Mitteleuropa feststellen konnten, nicht zu verhindern war: die Entwicklung vom Agrarstaat zum Industriestaat, die den Zug vom Dorf in die Stadt bringt und schliesslich dem Finanzkapital und der Industrie eine immer grössere Bedeutung im Wirtschaftsleben verleiht. Wir haben im Jahre 1888 im ganzen 41,9 % der Bevölkerung, die in der Urproduktion tätig waren, im Jahre 1910 waren es noch 29,6 %. Wenn wir eine Wirtschaftsstatistik hätten, die etwas rascher arbeiten würde, und die die letzten Ergebnisse der Volkszählungen nicht erst veröffentlicht in 10 oder 15 Jahren nach dem Erhebungstermin, so würden wir wahrscheinlich feststellen können, dass seit dem Jahre 1910, trotz den Kriegsjahren, abermals eine Verminderung der Urproduktion am Anteil der Gesamtwirtschaft eingetreten ist. Wir haben umgekehrt eine Zunahme von Industrie und Gewerbe von 14,8 % im Jahre 1888 auf 45,7 % im Jahre 1910, im Handel eine Steigerung vom Jahre 1888 bis zum Jahre 1910 von 7,9 auf 10,8 % und im Verkehr eine solche von 3,7 auf 6,7 %.

Vom Boden dieser Tatsachen aus ist meines Erachtens die Zollinitiative zu betrachten, denn sie bezieht sich nicht nur auf den provisorischen Gebrauchstarif von 1921, sondern auf die allgemeinen Richtlinien unserer Handelspolitik. Auf diese grundsätzliche Seite kommt es an. Wir haben es ja während des Krieges und jetzt wiederum seit dem Kriege erlebt, dass alle jene Bestrebungen, aus der Schweiz wiederum eine Autarkie zu machen, scheitern müssen, dass die Schweiz sich ökonomisch auf die Dauer nicht selbst genügen kann, nicht einmal vorübergehend.

Dass diese Entwicklung weitergeht, das beweist die Handelsstatistik und beweisen die Zahlen der Einfuhr und Ausfuhr. Ich will Sie nicht mit weitem Zahlenreihen langweilen, wohl aber darauf verweisen, dass die Entwicklung vom Agrarstaat zum Industriestaat und unsere Stellung auf dem Weltmarkte massgebend sein muss für das, was im allgemeinen auf dem Gebiete der Handels- und Zollpolitik zu geschehen hat.

Nun stossen hier stets zwei Tendenzen aufeinander. In der Botschaft des Bundesrates wird von der Erhaltungspolitik auf wirtschaftlichem Gebiete gesprochen. Mit andern Worten, von einer Erhaltungspolitik, die ausmündet letzten Endes in eine Protektionswirtschaft, eine Schutzzollpolitik in der Meinung, durch sie das Bestehende aufrechterhalten zu können, so dass weitere ernsthaftere Erschütterungen zu vermeiden wären. Die andere Tendenz ist die — und wir stellen uns auf den Boden dieser Anschauung —, dass es sich nicht nur um die Erhaltung, sondern um eine vernünftige Weiterentwicklung der Wirtschaft und der internationalen Handelsbeziehungen handeln müsse. Von dieser Grundlage ausgehend und das Verhältnis der selbständig zu den selbständig Erwerbenden, das sich seit Jahren und Jahrzehnten immer mehr zu Ungunsten der selbständig Erwerbenden verschoben hat, indem ihr Anteil prozentual geringer wurde, berücksichtigend, ergibt sich als Richtlinie, dass unsere Handels- und Wirtschaftspolitik geleitet werden muss von dem Bestreben, die Produktionsbedingungen des Landes so günstig als möglich zu gestalten. Die Bessergestaltung der Produktionsbedingungen des Landes beruht jedoch nicht nur darin, dass zahlenmässig in den Geschäftsbüchern des Industriellen, des Unternehmers, des Landwirtes usw. am Ende des Jahres ein Gewinn herauskommt. Die Bessergestaltung der Produktionsbedingungen umfasst auch den Arbeiter und setzt voraus, dass er ein Auskommen finde, das ihm das Leben ermöglicht und erträglich macht. Die Wirtschafts- und Handelspolitik der Schweiz muss darauf ausgehen, dass der Arbeiter seine Lebenskosten nicht zu übersetzten Preisen zu bezahlen hat. Die Handels- und Wirtschaftspolitik des Landes darf also nicht auf eine Verteuerung der Lebenshaltung hinauslaufen. Das muss das Wegleitende sein. Man darf nicht mit Rücksicht auf die Erhaltung von Gruppen und Grüppchen, die wirtschaftlich auf die Dauer doch nicht bestehen können, zu einer Politik greifen, die diese Gruppen und Grüppchen auf Kosten der Mehrheit der Bevölkerung schützt, und schliesslich dazu führt, dass das Ganze einen weitaus grösseren Schaden erleidet, als wenn im Zuge der Entwicklung das eine oder andere Zweiglein unserer Volkswirtschaft abdorrt und verschwindet.

Es wird davon gesprochen, dass wir den freihändlerischen Standpunkt vertreten. Davon ist gar keine Rede. Wir sind weder Freihändler noch Schutzzöllner. Der Freihandel ist eine historische Kategorie. Er war notwendig im Anfange der kapitalistisch-industriellen Entwicklung. Heute ist die Zeit des Freihandels in industriell entwickelten Staaten vorbei. Es fällt uns also gar nicht ein, uns auf den Boden des Freihandels zu stellen. Was wir wollen ist eine organische Weiterentwicklung der Wirtschaft, in dem Sinne, dass die untern Schichten der Bevölkerung in gleichem Masse Anteil haben können an den Errungenschaften der Wirtschaft und der Kultur, wie das die

übrigen Schichten der Bevölkerung für sich beanspruchen. Und wenn ich von diesem Standpunkte ausgehe, so ist auch schon die Frage beantwortet, die Herr Minger vorhin aufgeworfen hat. Herr Minger hat in etwas weniger drastischen Worten, obschon er Berner ist, als der Zürcher Alfred Frey in der Zolltarifkommission das angeblich furchtbare Verhängnis dargestellt, das sich einstellen müsste, sobald einmal die Zollinitiative zur Anwendung gelangen würde. Nein, Herr Minger, wir stehen auf dem Standpunkte, dass ein kleines Land ganz selbstverständlich heute nicht eine selbständige Wirtschafts- und Handelspolitik treiben kann. Die Handelsbeziehungen sind international, und es fällt keinem von uns ein, etwa zu behaupten, wir brauchen nicht auf die Handelspolitik anderer Länder Rücksicht zu nehmen. Es ist ganz selbstverständlich, dass in dieser Beziehung keine Regierung des Landes frei ist und dass sie auf die Tatsachen des internationalen Wirtschaftslebens, auf die Tatsachen des Weltmarktes Rücksicht zu nehmen hat. Insofern ist es also auch für uns klar, dass sich bei dem heutigen Kräfteverhältnis und der internationalen Situation auf wirtschaftlichem Gebiete die verschiedenen Wirtschaftsgruppen des Landes eine gewisse Basis der Verständigung suchen müssen, wenn konkret, realpolitisch etwas geschehen soll. Und hier liegt der springende Punkt. Hat der Bundesrat in den letzten Jahren versucht, diese Verständigung herbeizuführen? Das ist nicht der Fall. Der Bundesrat hat mit der einen oder andern Gruppe konferiert, und eine wichtige andere Gruppe, die Konsumenten, auf die Seite gestellt. Es war ein sehr hübscher Moment, als uns einmal in der Sitzung der Zolltarifkommission in Siders die Herren Alfred Frey und Dr. Laur und noch ein dritter Unterhändler als Vertreter der Konsumenten vorgestellt wurden (Heiterkeit), offenbar weil auch sie Nahrungsmittel nötig haben, Brot, Fleisch, Wein usw. Selbstverständlich ist gar keine Rede davon, dass diese Herren als Vertreter der Konsumenten gelten können. Bei den ganzen Verhandlungen über den Zolltarif und jetzt auch bei den Vorbereitungen des neuen Tarifs, der nach dem provisorischen Tarif kommen soll, sind die Konsumenten konsequent übergangen worden. Man hat auf ihrem Rücken Kompromisse geschlossen zwischen Landwirtschaft, Gewerbe und Industrie. Dagegen haben wir uns zu wehren. Wir kämpfen dagegen, dass man die Konsumenten ausschalte und nur die erwähnten drei Wirtschaftsgruppen berücksichtige.

Es ist nun freilich behauptet worden der Gebrauchstarif bringe keine Verteuerung der Lebenshaltung und Herr Baumberger, der auf diesem Gebiete einige Erfahrung besitzt, ist auf dieses Argument hin umgefallen. Auch Herr Graf hat seine Stellungnahme damit begründet, dass eine Verteuerung der Lebenshaltung durch den Gebrauchstarif 1921 nicht eingetreten sei. Nimmt man nur die reinen Zahlen, so kann man bei oberflächlicher Betrachtung zu einer solchen Auffassung kommen. Aber es kommt doch nicht nur auf die Zahlen an, sondern auf die Vergleichsgrundlage. Und wenn die Verteuerung der Lebenshaltung durch den Gebrauchstarif von 1921 keinen zahlenmässigen Ausdruck fand, so mag das darin liegen, dass andere Faktoren preisverbilligend gewirkt haben. Wären diese Faktoren nicht vorhanden gewesen, so würde die Wirkung des Gebrauchstarifes eine vollständig klare sein. Im übrigen

gen liegt ja schon im Begriff des Schutzzolles das Zugeständnis der Preisverteuerung.

Nun habe ich mich auch um die mit Zahlenangaben belegten Behauptungen der Botschaft interessiert. Ich stelle bei dieser Gelegenheit erneut fest, dass eine genauere Ueberprüfung der Zahlen der bundesrätlichen Botschaften nicht überflüssig ist. Es wird an zwei oder drei Stellen auseinandergesetzt, dass beispielsweise in der Landwirtschaft die Preise sich bereits wiederum den Vorkriegspreisen genähert hätten und nur noch ein Unterschied von 15, 20 oder 25 % vorhanden sei, mehr aber auf keinen Fall. Wie steht es mit dieser Behauptung? Wenn Sie die landwirtschaftliche Marktzeitung verfolgen, ein Organ, das in Brugg redigiert und herausgegeben wird und infolgedessen zweifellos nur ganz einwandfreies Material enthält, ergeben sich wesentlich andere Schlüsse. Ich habe nur einige Artikel herausgegriffen. Im Jahre 1913 war der Produzentenerlös für ein Kilogramm Milch 18,3 Rp., im Jahre 1923, d. h. gegenwärtig, 24,5 Rp., eine Differenz von 33,9 %. Tiere und Fett: fette Ochsen 100 kg Lebendgewicht im Jahre 1913 zahlt 107,9 Fr., im Jahre 1922 159,5 Fr., Differenz 47,1 %. Fette Rinder pro 100 kg Lebendgewicht 106,2 im Jahre 1913, und 156,2 im Jahre 1922, Differenz 47,2 %. Bei Kälbern ist die prozentuale Differenz 44,1 %, und beim Kilogramm Schlachtgewicht 61,2 %, bei den Schweinen macht die Differenz 74 % aus. Wenn Sie das Getreide nehmen, so beträgt hier die Differenz gegenüber 1913 121,5 % bei Weizen, 97,2 % bei Korn, 130,7 % bei Roggen. Das sind Notierungen auf Grund der landwirtschaftlichen Marktzeitung. Es kann also zweifellos nicht richtig sein, wenn der Bundesrat behauptet, die Annäherung an die Vorkriegspreise habe sich in einem weitgehenden Masse vollzogen. Und da ich schon beim Korrigieren bin, will ich noch eine Bemerkung anbringen in bezug auf die Steuerberechnungen. Ich will nicht auf das Zahlenmaterial der Gesellschaft der Nationen zu sprechen kommen, dort sind ganz andere Verhältniszahlen gegeben, sowohl für die Schweiz, als für das Ausland. Ich kenne diese Grundlagen nicht und will deswegen nicht behaupten, dass jene Angaben richtig seien. Aber als ich die Zahlen gelesen habe über die Verbrauchssteuern und Abgaben, d. h. über die indirekten Steuern, die die Gemeinden aufzubringen haben, da konnte ich mich eines Lächelns nicht erwehren. Wir haben in der Stadt Bern allein im letzten Jahre an Reinerträgen aus den industriellen Betrieben eine Summe, die die angegebenen 2,9 Millionen Franken annähernd erreichen, die in der Botschaft als Gesamtleistung sämtlicher Gemeinden an indirekten Steuern angegeben wird. Nach dem Finanzjahrbuch haben die industriellen Werke der Städte Basel, Bern, Genf und Zürich im Jahre 1921 einen Reinertrag von 17,6 Millionen Franken. Ueber den Begriff dieses Reinertrages sind wir uns doch klar. Es handelt sich um indirekte Steuern. Wenn nun in diesen vier Städten allein für das Jahr 1921 17,6 Millionen Franken zu verzeichnen sind, kommt man in der Botschaft und veranschlagt für das Jahr 1921 4 Millionen Franken für sämtliche Gemeinden in der Schweiz. Ich will damit zeigen, wie wenig man auf die Zahlen der Botschaft abstellen kann und wie nötig es ist, dass derartige Zahlenreihen kontrolliert werden und man ihnen nicht blindlings Glauben schenken kann. Das nebenbei.

Ich habe erklärt, es müsse versucht werden, eine Wirtschaftspolitik zu führen, die die Lebenshaltungskosten erträglich macht und dadurch die Konkurrenzfähigkeit unserer Exportindustrie ermöglicht. Um Ihnen an einem Beispiel zu zeigen, wie das Lohnproblem zusammenhängt mit dem Lebenskostenproblem und wie die Wirtschaft letzten Endes von der Gestaltung der Lebenskosten abhängig ist, will ich Ihnen sagen, dass in der Stadt Bern zum Beispiel der Gaspreis um 5 Rp. pro Kubikmeter herabgesetzt werden könnte, wenn wir nicht die Eingangsgebühren und die hohe Fracht von Basel bis Bern hätten. Sie werden uns antworten, man müsse eben die Löhne reduzieren, es gebe gar keine andere Möglichkeit, als dass die Arbeiterschaft billiger und länger arbeite, und dann werde die Wirtschaft gesunden. Das ist jedoch nicht der Weg zur Gesundung der Wirtschaft. Es ist keine Gesundung der Wirtschaft, wenn nur der Oberbau der Gesellschaft prosperiert und die untere Schicht der Nation nicht imstande ist, sich anständig durchs Leben zu schlagen. Wenn unser Land sich wirtschaftlich selber nicht genügen kann, wenn seine eigene Wirtschaft nicht ausreicht, um die Bedürfnisse des Volkes zu decken, wenn der nationale Markt nicht genügt, um die Erzeugnisse der Produktion aufzunehmen, so bleibt nichts anderes übrig, als eine Anpassung an die gegebenen Bedingungen, als eine Weiterentwicklung unserer ganzen Wirtschaft in dem hier bereits dargelegten Sinne. Eine Wirtschaftspolitik, die diese Tatsache vernachlässigt, mag momentan da und dort irgend einen Erfolg herausholen, gesunden aber wird die Wirtschaft auf die Dauer nicht, eine solche Politik trägt im Gegenteil zu ihrem Ruin bei.

Ich möchte mich in diesem Zusammenhange entschieden verwahren gegen die Unterschiebungen, die uns in der Kommission gemacht wurden und die zum Teil in der Botschaft enthalten sind und auch im Votum des Herrn Minger durchklangen. Man unterstellt uns, dass wir mit der Initiative unlautere Zwecke verfolgen. Dagegen verwahren wir uns. Wir verfechten die Interessen der Arbeiterschaft so, wie die andern Vertreter der übrigen Wirtschaftsgruppen die Interessen ihrer Gruppen vertreten. Wir erheben Anspruch darauf, dass man uns das Recht, diese Interessen zu vertreten, zuerkennt, und dass man uns bei der Diskussion so wichtiger Fragen nicht Motive unterstellt und unterschiebt, die jeder Grundlage entbehren.

Man behauptet, die Annahme der Initiative bedeute eine vollständige Desorientierung der schweizerischen Wirtschaft; es bestehe nachher keine Möglichkeit mehr, diese ruinierte Wirtschaft zu rekonstruieren.

Ich weiss nicht, ob die Herren, die so argumentieren, den Text der Initiative gelesen haben. Die Initiative ermächtigt den Bundesrat, in ausserordentlichen Zeiten zu ausserordentlichen Mitteln zu greifen. Wenn wir diese Bestimmung in das Bundesrecht aufnehmen mit der Ergänzung, dass die ausserordentlichen Massnahmen nachher durch das Parlament und eventuell durch das Volk sanktioniert werden müssen, so begeben wir uns damit nicht auf Neuland. Wir haben in der Verfassung des Kantons Bern eine ganz ähnliche Bestimmung. Dort ist der Regierungsrat auf Grund irgend eines Verfassungsartikels ermächtigt, in ausserordentlichen Zeiten bestimmte

Massnahmen zu ergreifen. Er hat solche Massnahmen schon wiederholt ergriffen und musste nachher dem Parlament Rede und Antwort stehen, Rechenschaft ablegen und dem Parlament anheimgeben, was weiter zu geschehen habe. Die Anwendung dieses bereits bestehenden Grundsatzes auf das Gebiet der Zollpolitik des Bundes ist es, was die Initiative in der Hauptsache will, und weiter nichts.

Freilich wird uns aus einem Gefühl einer gewissen diktatorischen Ueberhebung heraus erklärt, das Volk könne in so komplizierten Fragen nicht entscheiden. Wenn es einen Erfolg verspräche, würde ich Ihnen einige der Presstimmen zum 3. Dezember 1922 zitieren, jene Stimmen, die am Tage nach der Abstimmung über die Vermögensabgabe den gesunden, vernünftigen Sinn des Volkes priesen, als ein Jubel durch Ihre ganzen Reihen ging und wo Sie erklärten, das Volk habe mit grosser Vernunft und Sachkenntnis wieder einmal entschieden, was im Schweizerlande gehen soll. Zwei Monate später nun kommen Sie mit dem kläglichen Zeugnis, das Volk verstehe nichts. Dasselbe Volk, das Sie vor zwei Monaten auf das Piedestal höchster Urteilkraft gestellt haben, das Sie bejubelt und besungen haben, das ist jetzt plötzlich ignorant, unwissend, dumm, einfältig, und hat nicht das Recht, in zoll- und handelspolitischen Fragen mitzusprechen. Entweder-oder! Wenn das Volk wirklich entscheidungsreif ist, wie Sie es behaupteten, wirklich entscheidungsreif ist, wie Sie es nach dem 3. Dezember behaupteten, brauchen Sie gar keine Angst zu haben. Das Volk wird dann in unverbrüchlicher Treue zu seiner Majestät dem Bundesrate stehen, in unverbrüchlicher Treue den Linien seiner Politik folgen, und niemand wird das Volk veranlassen — kein Sozialdemokrat, kein Kommunist, kein Grütlianer und nicht einmal Herr Schär (Basel) —, auf die andere Seite zu treten. Entweder war es richtig, was Sie nach dem 3. Dezember gesagt haben und dann ist ihre heutige Angst nicht berechtigt, oder dann war eben jener Jubel und jener Triumph hohl und leer, und dann sollten Sie fürderhin mit solchen Verherrlichungen vorsichtiger sein.

Wir haben, wie betont, die Ueberzeugung, dass die Initiative, wenn sie angenommen ist, jene verheerenden Wirkungen, die jetzt dargestellt werden, nicht zeitigen wird, und zwar aus dem einfachen Grunde, weil, wenn der Bundesrat Vorschläge für die Zollpolitik bringt, die eine gewisse Mittellinie innehalten und nicht jene übersetzten Positionen darstellen, wie sie im Gebrauchstarif 1921 enthalten sind, eine Referendumsgefahr nicht vorliegt. Diese Referendumsgefahr ist aber dann vorhanden, wenn, wie in den letzten Jahren, über den Kopf der Konsumenten hinweg Zollpolitik getrieben wird und die Zollansätze ins Ungemessene erhöht werden. Das alles ist ganz selbstverständlich. Weil Sie diese Gefahr fürchten, weil Sie mit andern Worten nicht zugeben wollen, dass die einseitig protektionistische Politik abgebaut werde, wollen Sie die Ausschaltung des Referendums; deshalb wollen Sie diese Machtvollkommenheit in die Hände des Bundesrates legen und ihm ein Mittel verschaffen, über die Bedürfnisse der Konsumenten und damit eines grossen Teiles der Wirtschaft hinweg, die Schutzzollpolitik weiterzuführen. Wir stehen, wie gesagt, auf einem andern Standpunkt und sind der Meinung, dass das Volk etwas zu dieser Frage zu sagen habe. Wir bekämpfen den Zustand, dass über

die lebenswichtigen Interessen von Hunderttausenden und Hunderttausenden von Schweizerbürgern in kleinem Konventikel entschieden werde, und dass der, der sich vermisst, die Arbeit dieses Konventikels zu kritisieren, mit einer Handbewegung auf die Seite geschleudert wird und man ihm alle möglichen unlautern Motive unterschiebt.

Wir sind uns ja über den Gang der Zollinitiativkampagne nicht im Unklaren. Wir sind uns durchaus bewusst, dass ein Teil jener reichlichen Finanzquellen sich wieder erschliessen werde, wie sie sich erschlossen haben zur Finanzierung der Kampagne gegen die Vermögensabgabe. Wir haben auch aus dem Ton der Botschaft den Ton vernommen, der in der Abstimmungskampagne angeschlagen werden wird gegen uns. Aber alles das wird uns nicht anfechten, zu erklären, dass diese Initiative dem Interesse der schweizerischen Volkswirtschaft entspricht, und dass früher oder später unser Gedanke sich durchsetzt. Ich will nur an eine Tatsache erinnern, wie die Entwicklung uns recht gibt. Als in diesem Saale über die Einfuhrbeschränkungen diskutiert wurde, da haben wir die Befürchtung ausgesprochen, das Ausland könnte Repressalien ergreifen. Man hatte damals erklärt, davon sei gar keine Rede, diese Befürchtung bestehe nicht, denn wir ständen mit unseren Massnahmen noch immer weit hinter dem zurück, was das Ausland gegenüber der Schweiz getan habe. Aber als dann die verdeckte Ausfuhrprämie für die Uhrenindustrie kam, da hat uns Frankreich genau so freundlich behandelt wie in der Zonenfrage, und hat erklärt: Diese Ausfuhrprämie wird eingestellt oder wir verschliessen euch den französischen Markt. Ganz ähnlich ist es dann gegangen mit Italien. Unsere damaligen Befürchtungen sind bestätigt worden. Die Abschliessung unseres Marktes gegenüber aussen, in der Weise, wie es jetzt geschieht und noch weiter geschehen soll, führt unweigerlich zu Gegenmassnahmen des Auslandes und wir erwürgen uns schliesslich gegenseitig selber, wenn wir so weiterfahren. Damit steht die Zollinitiative auf einem Boden, der über das hinausgeht, was heute hier diskutiert wird. Die Zollinitiative will zugleich zeigen, dass unsere Wirtschaftspolitik eine vorausschauende sein soll, dass sie nicht nur abstellen darf auf den Augenblick, und dass man auch daran denken muss, das wahr zu machen, was in jener Wirtschaftskonferenz zu Genua gesprochen worden ist: dass eine gegenseitige wirtschaftliche Verständigung der Staaten angestrebt werden muss, die nicht erreicht werden kann durch das immer höhere Heraufschrauben der Schutzzölle, eine wirtschaftliche Verständigung, die nur dadurch eintreten kann, dass die Mauern, die jetzt jeder Staat um sich herum errichtet, niedergelassen werden. Insofern ist es ganz richtig, dass wir mit der Initiative auch einen idealen Zweck verfolgen, dass wir in der Propaganda ungescheut darauf hinweisen werden, weil in der Niederreissung der Zollmauern die Lösung der zwischen den Nationen bestehenden wirtschaftspolitischen Gegensätze liegt und jeder andere Versuch auf die Dauer scheitern wird.

Balmer: Wer auf dem Boden des Bundesrates steht, der kann in der Sache sich möglichst kurz fassen, denn die bundesrätliche Botschaft ist in so erschöpfender und vorzüglicher Weise abgefasst, dass darüber nicht mehr viel Worte zu verlieren sind. Wenn ich hier kurz das Wort ergreife, so tue ich das, um

meinem Befremden Ausdruck zu geben, dass wir hier im Saale nicht alle einmütig und zum voraus der Ueberzeugung sein können, dass die Annahme dieser Zollinitiative das Wirtschaftsleben der Schweiz und sämtliche Kreise unserer Bevölkerung auf das schwerste treffen würde. Wir sind ein Volksparlament und jeder von uns ist der Vertreter des ganzen Volkes. Wir dürfen nicht ausarten in ein Interessenparlament. Wohl gibt es ja Fragen, wo diese oder jene Wirtschaftsgruppe zu unterstützen ist, aber es gibt wieder Fragen, wo das allgemeine, wo das ganze Landesinteresse auf dem Spiele steht. Eine solche Frage liegt heute vor uns. Die zwingende wirtschaftliche Notwendigkeit hat alle unsere Nachbarstaaten veranlasst, der eingetretenen Bedrohung der nationalen Produktion so zu begegnen, wie es eben der Moment und der Augenblick verlangte. Die Schweiz ist in allen diesen Massnahmen nicht etwa vorausgeeilt, sondern sie hat ihren Nachbarstaaten Nachfolge leisten müssen. So hat z. B. Deutschland schon im Jahre 1917 ein allgemeines Einfuhrverbot eingeführt. Generelle Einfuhrbewilligungen wurden nur erteilt für solche Waren, für die das Land unbedingt auf den Import angewiesen war. Spezielle Einfuhrbewilligungen wurden sehr spärlich erteilt. Unsere grösste Konkurrenz sind die valutaschwachen Länder. So hat z. B. Deutschland nur seit dem rapiden letzten Marksturz auf der ganzen Linie seine Produktionspreise gegenüber dem letzten Jahr wieder erheblich reduziert. Deutschland war uns ein mächtiger und gefährlicher Gegner schon vor dem Kriege, und zwar zufolge seiner billigen Rohprodukte, speziell der Kohle. Billige Rohprodukte sind eine wirtschaftliche Waffe und eine wirtschaftliche Macht, gegen welche man mit keinerlei Mitteln ankämpfen kann. Die gegenwärtige Besetzung des Ruhrgebietes in Deutschland wird für das wirtschaftliche Deutschland dauernd oder vorübergehend von den verhängnisvollsten Folgen sein. Unser gegenwärtiges Zollsystem sichert uns nicht nur den Schutz unserer ganzen Inlandsproduktion, sondern gibt uns auch eine Waffe in die Hand zum Schutze unserer Handelsverträge. Eine unnatürliche Erscheinung ist, dass gerade diejenigen Kreise unserer Bevölkerung die Zollinitiative am meisten empfehlen, welche dadurch indirekt wohl am meisten betroffen werden. Es ist das die werte Arbeiterklasse. Die Botschaft sagt uns auf Seite 23, dass die Lebenshaltung seit Inkrafttreten des Zolltarifes vom 1. Juli 1921 nicht teurer, sondern billiger geworden ist und dass der Index von 229 am 1. Januar 1921 und von 205 am 1. Juli 1921 auf 153 im Oktober des letzten Jahres zurückgegangen ist, und dass vergleichsweise der Index heute in England auf 172 steht. Es ist nicht zu bestreiten und es ist unumwunden zuzugeben, dass mit der Annahme der Zollinitiative die Lebenshaltung auch noch erheblich billiger würde. Das Ausland würde uns mit billigem Valutavieh überschwemmen und würde seine Produkte uns zu Preisen anbieten, um die wir nicht mehr arbeiten können. Das alles würde den Konsumenten, der Arbeiterschaft zugute kommen. Dabei würde aber unsere Landwirtschaft zugrunde gehen. Einer billigeren Lebenshaltung würde aber automatisch auch der Abbau der Löhne folgen. Mit diesem Abbau der Löhne wäre es für unsere Arbeiterschaft aber noch nicht genug; weder eine billigere Lebenshaltung noch der Abbau der Löhne würde unserer Industrie und unserer ganzen Produk-

tion ermöglichen, der fremden Valutakonzurrenz standhalten zu können. Wer über diese Valutakonzurrenz und diese Valutapreise einigermaßen orientiert ist, der muss der vollendeten Ueberzeugung sein, dass wir einer wirtschaftlichen Deroute und einer wirtschaftlichen Auflösung auf der ganzen Linie entgegengehen würden. Und wer würde unter diesen Verhältnissen am meisten zu leiden haben? Wäre es der Arbeitgeber oder wäre es der Arbeitnehmer? Der Industrielle, der doch in der Lage sein kann, ohne dadurch sofort in Not versetzt zu sein, einstweilen seine Fabrik und seine Tore zu schliessen, oder der Arbeitnehmer, der doch auf den täglichen Lohn angewiesen ist? Die Landwirtschaft würde diesbezüglich noch besser wegkommen. Der Bauer, wenn es auch mit der Zeit zugrunde gehen müsste, ist doch Selbstproduzent und er würde nicht sofort und unmittelbar in die Not versetzt sein. Wie stünde er dann mit der Arbeitslosenfürsorge und mit der Finanzierung sozialer Werke, dieser dringenden Postulate unserer Arbeiterschaft? Die Finanzkraft des Bundes wäre gebrochen und der Kredit des Landes wäre untergraben und niemand hätte mehr das Anrecht, auf Hilfe des Bundes Anspruch erheben zu können. Das Wirtschaftsleben unseres Landes ist solidarisch. Jede Wirtschaftsgruppe bedarf der andern und wenn die eine leidet, so leiden auch die andern. Wenn die Industrie leidet, so leidet die Landwirtschaft und umgekehrt, wenn die Landwirtschaft leidet, so leidet auch die Industrie. Analog ist dieses Verhältnis auch zwischen Arbeitnehmer und Arbeitgeber. Ich kann daher nicht wohl einsehen, dass gerade unsere verehrten Vertreter der Arbeiterschaft nicht anerkennen können, dass mit der Annahme der Zollinitiative gerade die Arbeiterschaft am allermeisten betroffen würde. Die Annahme der Zollinitiative würde für unser Land von den verhängnisvollsten Folgen sein und würde einen sozialen und wirtschaftlichen Selbstmord unseres schönen Landes bedeuten. Ich empfehle Ihnen, die Initiative abzulehnen.

M. Maunoir: Nous avons été mes amis libéraux et moi avec les socialistes quand il s'est agi de lutter contre les restrictions d'importation. Nous serons en revanche contre eux en ce qui concerne l'initiative douanière. Aujourd'hui nous envisageons ces deux questions comme absolument distinctes et sans vouloir revenir sur la question de la restriction des exportations, j'ai toujours considéré que c'était un expédient dangereux au point de vue économique et que nous devions nous y opposer de toutes nos forces, dangereux dans son principe, dangereux dans son application car nous l'avons vu à l'œuvre. Ce que nous avions prévu est arrivé. Il a fallu faire une exception à ces limitations de restrictions. L'arbitraire le plus absolu a nécessairement régné dans leur octroi.

Par contre, si nous sommes contre l'initiative douanière, c'est que nous envisageons non pas seulement le principe pour les besoins de la cause, mais aussi les résultats auxquels les socialistes initiants veulent arriver.

Messieurs, au point de vue des principes, M. Naine a fort bien su dorer la question en nous rappelant les droits sacrés du peuple au nom duquel il prenait la parole. Malheureusement, à la pratique, nous n'avons pas toujours vu les socialistes revendiquer les droits du peuple. — Quand il s'est agi des allo-

cations de renchérissement de la vie, on n'a pas tant revendiqué le droit de referendum, mais on a été content de se retrancher derrière des arguments d'ordre pratique pour éviter autant que possible que le peuple soit appelé à se prononcer, et risque de compromettre une œuvre à laquelle on tenait tout particulièrement. Par conséquent, nous ne sommes pas meilleurs les uns que les autres, et dans beaucoup de circonstances, nous revendiquons les droits du peuple — c'est entendu — mais il y a toujours, tant à droite qu'à gauche, quelques petites exceptions qui se font jour et qui tendent à sauvegarder certains intérêts en jeu.

En ce qui concerne cette initiative, je disais que, sous les prétendus droits du peuple, on masque au fond un autre but: on cherche à faire condamner par le peuple les augmentations des droits d'entrée, de manière à faire supprimer tout impôt indirect et à remettre toute la charge, de nouveau, sur l'impôt direct. Eh bien, Messieurs, nous estimons qu'étant donné le fait qu'actuellement la Suisse est déjà, comparativement à tout autre pays, très en retard dans la proportion de l'effort demandé à l'impôt indirect vis-à-vis de celui que donne l'impôt direct, nous ne pouvons, en ce qui nous concerne, que souscrire à l'existence des impôts indirects sous la forme des droits de douane, afin de laisser aux cantons la possibilité de vivre par le moyen des impôts directs qui doivent leur être principalement affectés.

Nous estimons aussi que, au point de vue économique, il y a un très grand danger à vouloir faire tomber ce tarif d'usage qui nous est indispensable. Pour pouvoir lutter d'égal à égal avec les autres pays, nous sommes obligés d'avoir à notre disposition un tarif de combat, un tarif qui nous permette de traiter avec nos voisins en leur offrant des concessions. Tout à l'heure, dans son discours, M. Grimm lui-même a reconnu que même les plus libres échangistes ne peuvent pas indéfiniment rester libre-échangistes absolus. Il y a quelque chose de changé. Nous sommes en face d'une quantité de nations qui toutes ont recours au protectionnisme d'une manière plus ou moins étendue. Même si nous avons des idées très libre-échangistes, nous sommes obligés, dans une certaine mesure, d'entrer dans les vues de ceux qui estiment que certaines dispositions plus ou moins protectionnistes doivent être prises. C'est précisément une question de mesure: Les uns trouveront qu'on va trop loin, d'autres estiment qu'on ne va pas assez loin dans cette voie. Mais quel est celui qui peut toujours détenir la formule idéale, la préconiser et l'imposer à toutes les opinions! On a fait le reproche, même M. Grimm, de ce qu'on n'avait pas assez consulté les consommateurs. Sous ce rapport je puis, dans une certaine mesure, lui rendre justice. Je crois aussi que les consommateurs n'ont pas été suffisamment consultés et qu'on s'est peut-être préoccupé trop exclusivement des intérêts des agriculteurs d'un côté et de ceux des industriels, de l'autre. On aurait pu cependant entendre des voix plus nombreuses pour la défense des consommateurs.

Mais enfin, on a objecté à cela que tout le monde est consommateur. C'est parfaitement vrai. Quel est celui qui aurait été l'idéal représentant des consommateurs? Celui qui mange beaucoup, celui qui boit beaucoup? Ou bien celui qui boit et mange normalement? Je reconnais que la critique est aisée

et l'art est difficile, une fois de plus dans le cas particulier.

Je voudrais attirer votre attention justement sur le but qui est perpétuellement poursuivi par le parti socialiste. M. Huggler a dit tout à l'heure qu'il n'était pas du tout partisan de la ruine financière comme on le croyait. Peut-être n'est-on pas directement partisan de cette ruine financière, mais on est partisan de tous les moyens qui y conduisent! Nous avons vu l'initiative du 3 décembre qui consistait à écraser les fortunes. Nous voyons aujourd'hui surgir cette nouvelle initiative qui a pour but de supprimer la possibilité d'un impôt indirect. C'est toujours vers le même but qu'on tend, et pourquoi? Pour arriver à quel résultat? Est-ce qu'un exemple ne nous est pas donné actuellement par l'augmentation des charges fiscales et par les conséquences et répercussions qu'elle exerce directement sur le commerce? De tous côtés on cherche à diminuer les achats. Tout le monde se soumet même à des restrictions de consommation, ce qui contribue au maintien de la crise. A plus forte raison, si on tend à écraser davantage la fortune par l'impôt direct, on arrivera à un résultat désastreux.

Lorsqu'on prétend défendre ainsi les intérêts des travailleurs — on va à l'encontre directe de ces intérêts — parce que, lorsque nous aurons tout écrasé, lorsque nous aurons écrasé l'industrie, le commerce, il n'y aura plus personne qui bénéficiera de toutes ces mesures exagérées qu'on aura prises.

Nous devons donc voir exactement le but poursuivi par le parti socialiste et je suis obligé de constater une fois de plus — ce n'est pas la première fois que je le dis et ce n'est pas la dernière que je le dirai — que le parti socialiste sait très bien profiter de la mauvaise humeur pour tâcher de se créer des bataillons de volontaires d'occasion, qu'il n'aurait pas sans cela derrière lui dans les différentes tentatives qu'il fait. Nous avons vu déjà à plusieurs reprises cette tendance à exploiter la mauvaise humeur du peuple. On dit aux gens: «Vous souffrez de la vie chère; venez à nous, avec notre initiative douanière, nous allons faire supprimer tous ces droits.» Vous en avez d'autres qui disent: «Vous souffrez des récriminations qui se font de droite et de gauche contre la manière de pratiquer des douanes; venez à nous, nous allons lutter contre ces douanes.» De mauvaise humeur en mauvaise humeur on arrive ainsi à constituer un certain nombre de bataillons compacts. Quant à nous, nous devons nous placer à un point de vue plus élevé.

Certes, je le dis franchement, nous avons aussi des critiques à faire sur beaucoup de points, mais nous devons les faire objectivement et ne pas nous en servir pour tomber dans un extrême contraire. Je dis que nous avons des critiques à faire. Dans l'élaboration du tarif d'usage, on nous avait dit dès le début qu'il paraissait naturel de mettre les droits du tarif douanier en harmonie avec le prix des marchandises. On a toujours contesté cette interprétation, mais il n'en est pas moins vrai que c'est elle qui, au début, nous a été donnée. On nous a dit: «Vous payez pour telle marchandise trois fois plus cher que précédemment, par conséquent les droits qui frappent cette marchandise peuvent être proportionnellement augmentés.» On s'en est servi dans certains cas, pour quelques postes du tarif, mais on a aussi majoré

beaucoup plus considérablement certains droits du tarif d'usage. On nous a dit, je le trouve dans le message du Conseil fédéral, qu'il fallait également tenir compte de la situation économique dans cette œuvre d'adaptation et que la valeur des marchandises devait être prise en considération suivant les circonstances, mais on ajoutait à la page 13 que cette valeur ne constitue qu'un des facteurs à envisager et qu'elle ne pouvait pas à elle seule être déterminante. Pour ce motif entre autres la valeur des marchandises n'était pas le facteur principal lorsque fut établi le nouveau tarif douanier. Je suis d'accord pour admettre que cela ne pouvait pas être mathématique, mais j'estime qu'à la faveur de ce principe qui est à la base de l'élévation du tarif douanier on a quelque peu exagéré, en particulier pour un certain nombre de postes contre lesquels nous avons nous-mêmes été appelés à protester.

Il y a encore une autre source de récrimination que je dois faire valoir ici pour prier en grâce l'administration d'y remédier. Je sais bien que le Conseil fédéral est au-dessus d'elle, mais le sait-il, et si oui, je lui demande de réagir contre la manière de la douane suisse de se comporter actuellement à nos frontières. La douane suisse a pris non seulement des habitudes de fiscalité, mais elle est particulièrement importune et manque totalement de doigté vis-à-vis des personnes qui habitent les régions avoisinant la frontière. Vous ne pouvez pas vous figurer, par exemple, dans notre petit canton, qui malheureusement est entouré d'un beaucoup plus grand nombre de kilomètres de frontières étrangères que suisses, quelles sont les vexations auxquelles sont exposés les citoyens. Je vous citerai en particulier — je sais que cela a été immédiatement corrigé par M. Gassmann — mais il faut le rappeler, le cas de ce promeneur qui, revenant, des bois de Veyrier, de l'autre côté de la frontière, avec 3 kg de champignons se voit réclamer 40 cts. de droit. Je pourrais encore vous signaler le cas d'un de mes collègues, avocat au barreau de Genève, qui part pour deux jours à Paris et qui malheureusement part avec un paletot neuf. Quand il revient avec son paletot, 48 heures après, on l'arrête à la douane: «Mais vous avez un paletot neuf.» Et lui de répondre: «Mais non, je suis parti de Genève avec ce paletot.» «Vous auriez dû le faire timbrer», lui fut-il répondu par le douanier.

Ce sont là des éléments qui ont pour effet direct d'exaspérer la population contre la douane et je ne crains pas de dire cela, bien que je sache que cela risque d'être un élément favorable à l'initiative douanière, ce que je déplore. Même en ce moment, lorsque je prends position contre cette initiative douanière, je suis convaincu que je vais provisoirement contre le vœu de la majorité de mes concitoyens qui sont fort mécontents des douanes et qui ne cherchent qu'une occasion de manifester contre elles. Mais, en faisant ces observations de détail, j'estime qu'il faut voir au-delà et n'envisager que les résultats définitifs qu'aurait l'adoption de l'initiative douanière.

Je ne veux pas allonger cet exposé, ma conclusion est la suivante: je demanderai à mes concitoyens, principalement à ceux de Genève, je leur demanderai de voter contre l'initiative douanière, parce que je considère qu'elle est un danger au point de vue économique et financier, mais je prie instamment l'administration de nous accorder des allègements

dans l'application des mesures douanières à notre frontière.

Dollfus: Wie der Bericht des Bundesrates vom 28. Dezember 1922 richtig bemerkt, kommt es den Initianten speziell darauf an, den gegenwärtigen Zolltarif abzuschaffen. Diese Tendenz ist sehr populär, bei den Arbeitern und bei den Fixbesoldeten, bei Konsumenten überhaupt, weil diese der irrthümlichen Meinung sind, dass der Zolltarif die Hauptursache für die Teuerung, für die hohen Kosten des Lebensunterhaltes sei. Es kommt also vor allem darauf an, zu beweisen, dass diese Meinung irrig ist. Im Herbst 1921, als der neue Zolltarif eingeführt wurde, stand der Index auf 210, wenn wir die Preislage des Jahres 1913 als Index 100 betrachten. Heute ist dieser Index auf 160 gefallen, wenn wir die Angaben als Basis nehmen wollen, die der Bundesrat uns bei der Diskussion der Teuerungszulagen machte, oder auf 152, wenn wir dem Bericht vom 28. Dezember 1922 glauben wollen. Es ist möglich, dass der Bundesrat in diesem Berichte etwas zu optimistisch gewesen ist. Halten wir uns also ruhig an den Index 160. Immerhin beweist die Tatsache, dass das Sinken des Index von 210 auf 160 unter der Herrschaft des neuen Zolltarifes erfolgte, dass der Zolltarif den Preisabbau nicht verhindert hat. Es ist ferner zu konstatieren, dass, ad valorem gemessen, der neue Zolltarif nicht höher ist als der frühere, den niemand beanstandete. 1912 bildeten die Gesamteinnahmen aus den Zöllen 6 % der Preise der eingeführten Waren. Bei der Einführung des neuen Zolltarifes, d. h. bei den Maximalpreisen, die damals erreicht waren, war sogar dieser Prozentsatz ein geringerer, er betrug nur 4 %. Heute sind wir wieder auf 6 % gelangt, dank der Verminderung der Preise, d. h. auf dem Niveau, welches 1912 herrschte. Aber mit einem sehr wichtigen Unterschied zugunsten der Gegner jeder Zollerhöhung; dass heute die direkten Steuern 75 % der Einnahmen von Bund, Kantonen und Gemeinden ausmachen, während sie 1913 nur 62 % ausmachten. In der Annahme, dass der Zolltarif die gesamte Lebenshaltung um 6 % erhöhe, was nicht der Fall ist, würde die Abschaffung jedes Schutzzolles den Index um ungefähr 9 % reduzieren, also von 160 auf 151. Die Verantwortung für den ganzen Rest, der dann immer noch verbleibenden, mehr als 50 %igen Teuerung gegenüber 1913, tragen Faktoren, die mit dem Zolltarif nichts zu tun haben. Ich nenne die Einfuhrverbote — Sie sehen, dass ich nicht durch dick und dünn mit Herrn Schulthess marschiere — die verminderte Produktivität der Arbeit, die unverhältnismässig hohen Generalspesen, die zu hohen Gewinne der Zwischenhändler. Wenn es sich darum handeln würde, diese Faktoren zu bekämpfen, würde ich aus vollster Ueberzeugung mitmachen. Aber gegen die Initiative vom 22. März 1922 muss ich und müssen viele meiner konservativen Freunde energisch Front machen, denn diese würde, wenn dies auch nicht ihr Zweck ist, den Ruin der schweizerischen Landwirtschaft zur Folge haben. Indem wir die landwirtschaftliche Bevölkerung, besonders den kleinen Bauer der Gebirgskantone, verteidigen, verteidigen wir die höchsten idealen Güter der Nation: die Bodenständigkeit, die ehrliche, nüchterne Altvätersitte, die Anhänglichkeit zur Scholle, wenn diese noch so undankbar, wenn dieser das karge Brot in.

angestrengtestem Kampf, der vom Achtstundentag nichts weiss, Tag für Tag abgerungen werden muss. Solches Ausharren, solche Tugenden des Fleisses, der gemeinschaftlichen solidarischen Arbeit in der Familie, stählen den Charakter, erzeugen Familiensinn, einfache Sittlichkeit und Vaterlandsliebe. Ich zweifle am Patriotismus keiner einzigen sozialen Klasse unseres Vaterlandes; aber ich glaube behaupten zu dürfen, dass es für die Schweiz ein grosses Unglück wäre, wenn die landwirtschaftliche Bevölkerung unter jene 27 % der Gesamtbevölkerung sinken würde, welche sich erhalten haben, trotz grosser Not und trotz der Krisen, die je und je aufeinander gefolgt sind.

Meine Herren, man wagt unserer landwirtschaftlichen Bevölkerung die mässige, jedem Gebot eidgenössischer Solidarität entsprechende Protektion des Zolltarifes streitig zu machen, in einem Augenblick, da der Index immer noch 160 beträgt, aber der Preis der landwirtschaftlichen Produkte nur noch 25 % über demjenigen der Vorkriegszeit steht. Gehen Sie in die Tessiner Gebirgstäler oder in die kleinen Rebbergdörfer der Bezirke Bellinzona und Riviera; gehen Sie nach Fusio, wo seit drei Jahren keine einzige Taufe mehr stattgefunden hat; gehen Sie in das Val Sambuco, den höchsten Teil der Lavizzara, wo die Bevölkerung verschwunden ist; gehen Sie in die ausgestorbenen Weiler im Maggiatal, und im Valcolla, wo nur noch Ruinen stehen. Dort, wo die Bevölkerung noch nicht ausgestorben oder ausgewandert ist, treten Sie in die armselige Hütte des Bergbauern, betrachten Sie die Einfachheit der Lebenshaltung, Sehen Sie die Entbehrungen, in denen diese Leute leben. Dann wird es Ihnen wie bittere Ironie vorkommen, wenn Sie sich das Bild vor Augen halten, das ich letzthin in einem sozialdemokratischen Blatte gesehen habe, wo auf der einen Seite eine dicke Bauernfrau ihren noch dickeren Schweinen die Milch eimerweise vorgiesst und auf der andern Seite eine magere Proletarierfrau steht, die keine Milch hat für ihre noch mageren Kinder. Meine Herren, so anspruchslos wie der Bauer im Gebirge, und der Tessiner Kleinbauer überhaupt, lebt kein Proletarier in den Städten.

Vor mir liegt eine interessante Broschüre, die meines Wissens allen Mitgliedern dieses Rates verteilt wurde. Diese Broschüre behauptet auf Seite 56 der Zolltarif bringe für Fleisch eine Verteuerung von einem Franken pro Kilogramm. Der Bericht des Bundesrates spricht Seite 21 von 15—17 Rp. Ich habe keine Angaben, um die Richtigkeit der einen oder andern Behauptung zu kontrollieren. Aber ich will Ihnen etwas anderes aus jener Broschüre zitieren. Auf Seite 53 derselben wird Herr Nationalrat Sulzer Lügen gestraft, weil er behauptet hat, dass die Mehrbelastung des neuen Zolltarifes 80 Fr. pro Haushalt ausmache. Die Broschüre macht sich über diese Behauptung lustig und sagt, jedes Kind könne sich an den Fingern abzählen, dass 270 Millionen Franken auf 900,000 Haushaltungen verteilt, auf den Haushalt 300 Fr. ausmachen. Aber dieselbe Broschüre gibt Seite 42 und 43 zu, dass der Bund aus dem neuen Zolltarif nicht 270 Millionen Franken, sondern nur ungefähr die Hälfte, also 135 Millionen, ziehen wird. Und da der frühere Tarif von 1906 einen Betrag von 75 Millionen ergab (siehe Broschüre Seite 41), so bleibt als Mehrbelastung ein Betrag von 60 Millionen;

auf 900,000 Familien verteilt, ergibt sich ein Betrag von 66 Fr. pro Haushalt. Nehmen wir statt dieser 60 Millionen nun 70 Millionen als Mehrertrag an, wie es uns auch vom Bundesrat angegeben wird, so kommen wir auf ungefähr 80 Fr., wie auch Herr Nationalrat Sulzer ausgerechnet hat. Wir sagen auf italienisch: «Se tanto mi da tanto.» Nach diesem Exempel überlasse ich es gerne Ihnen, ob Sie dem Franken der Broschüre oder den 15—17 Rp. des Bundesrates glauben wollen.

Eines ist sicher: dass die magere Kuh oder das Schwein, oder das bisschen Kastanien oder das Fässchen Nostrano das einzige ist, mit dem der Kleinbauer sich einmal im Jahr das nötige Geld für Kleider und Schuhe, für die notwendigsten Requisiten der Lebenshaltung beschaffen kann; und dass die Preise für Kuh und Schwein, für Kastanien und Nostrano stetig fallen, während der Index für Schuhe und Kleider immer noch auf 160 steht.

Meine Herren, dieser Bauer ist im November 1918 aus dem Livinen- und dem Bleniotal, aus dem Malcantone und der Capriasca nach Zürich marschiert, weil Sie ihn gerufen haben, um Sie vor Gefahr zu retten. Es ist immer der gleiche Feind, wenn auch in andern Waffen, den dieser Bauer am 3. Dezember letzten Jahres, Schulter an Schulter mit Ihnen, geschlagen hat, und der nun die Bundesfinanzen ruinieren und die soziale Fürsorge verunmöglichen will, um den Bundesrat der Regierungsunfähigkeit zu überweisen. Heute, da dieser Bauer in schwerer Not an die eidgenössische Solidarität appelliert, damit Sie ihn und seine Familie vor dem materiellen Untergang schützen, heute, meine Herren, ich bitte Sie darum, lassen Sie ihn nicht im Stich.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 31. Januar 1923.
Séance du matin du 31 janvier 1922.

Vorsitz: — Présidence: Hr. Jenny (Bern).

1692. Zollinitiative Begutachtung.
Initiative douanière. Préavis.

Fortsetzung. — Suite.

(Siehe Seite 12 hiervor. — Voir page 12 ci-devant.)

Schär: Der bisherige Verlauf der Diskussion würde mich zwingen, ein sehr ausgedehntes Votum abzugeben, um auf alle Einwendungen der gegnerischen Diskussionsredner und der Botschaft, vom Standpunkte eines bürgerlichen Anhängers der Zollinitiative, zu erwidern. Sie wissen ja, dass unter den Anhängern der Initiative verschiedene politische und wirtschaftliche Richtungen vertreten sind, die nicht immer die gleiche Auffassung haben bezüglich aller

Zollinitiative. Begutachtung.

Initiative douanière. Préavis.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1923
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	1692
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	30.01.1923
Date	
Data	
Seite	12-41
Page	
Pagina	
Ref. No	20 029 468

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

angestrengtestem Kampf, der vom Achtstundentag nichts weiss, Tag für Tag abgerungen werden muss. Solches Ausharren, solche Tugenden des Fleisses, der gemeinschaftlichen solidarischen Arbeit in der Familie, stählen den Charakter, erzeugen Familiensinn, einfache Sittlichkeit und Vaterlandsliebe. Ich zweifle am Patriotismus keiner einzigen sozialen Klasse unseres Vaterlandes; aber ich glaube behaupten zu dürfen, dass es für die Schweiz ein grosses Unglück wäre, wenn die landwirtschaftliche Bevölkerung unter jene 27 % der Gesamtbevölkerung sinken würde, welche sich erhalten haben, trotz grosser Not und trotz der Krisen, die je und je aufeinander gefolgt sind.

Meine Herren, man wagt unserer landwirtschaftlichen Bevölkerung die mässige, jedem Gebot eidgenössischer Solidarität entsprechende Protektion des Zolltarifes streitig zu machen, in einem Augenblick, da der Index immer noch 160 beträgt, aber der Preis der landwirtschaftlichen Produkte nur noch 25 % über demjenigen der Vorkriegszeit steht. Gehen Sie in die Tessiner Gebirgstäler oder in die kleinen Rebbergdörfer der Bezirke Bellinzona und Riviera; gehen Sie nach Fusio, wo seit drei Jahren keine einzige Taufe mehr stattgefunden hat; gehen Sie in das Val Sambuco, den höchsten Teil der Lavizzara, wo die Bevölkerung verschwunden ist; gehen Sie in die ausgestorbenen Weiler im Maggiatal, und im Valcolla, wo nur noch Ruinen stehen. Dort, wo die Bevölkerung noch nicht ausgestorben oder ausgewandert ist, treten Sie in die armselige Hütte des Bergbauern, betrachten Sie die Einfachheit der Lebenshaltung, Sehen Sie die Entbehrungen, in denen diese Leute leben. Dann wird es Ihnen wie bittere Ironie vorkommen, wenn Sie sich das Bild vor Augen halten, das ich letzthin in einem sozialdemokratischen Blatte gesehen habe, wo auf der einen Seite eine dicke Bauernfrau ihren noch dickeren Schweinen die Milch eimerweise vorgiesst und auf der andern Seite eine magere Proletarierfrau steht, die keine Milch hat für ihre noch mageren Kinder. Meine Herren, so anspruchslos wie der Bauer im Gebirge, und der Tessiner Kleinbauer überhaupt, lebt kein Proletarier in den Städten.

Vor mir liegt eine interessante Broschüre, die meines Wissens allen Mitgliedern dieses Rates verteilt wurde. Diese Broschüre behauptet auf Seite 56 der Zolltarif bringe für Fleisch eine Verteuerung von einem Franken pro Kilogramm. Der Bericht des Bundesrates spricht Seite 21 von 15—17 Rp. Ich habe keine Angaben, um die Richtigkeit der einen oder andern Behauptung zu kontrollieren. Aber ich will Ihnen etwas anderes aus jener Broschüre zitieren. Auf Seite 53 derselben wird Herr Nationalrat Sulzer Lügen gestraft, weil er behauptet hat, dass die Mehrbelastung des neuen Zolltarifes 80 Fr. pro Haushalt ausmache. Die Broschüre macht sich über diese Behauptung lustig und sagt, jedes Kind könne sich an den Fingern abzählen, dass 270 Millionen Franken auf 900,000 Haushaltungen verteilt, auf den Haushalt 300 Fr. ausmachen. Aber dieselbe Broschüre gibt Seite 42 und 43 zu, dass der Bund aus dem neuen Zolltarif nicht 270 Millionen Franken, sondern nur ungefähr die Hälfte, also 135 Millionen, ziehen wird. Und da der frühere Tarif von 1906 einen Betrag von 75 Millionen ergab (siehe Broschüre Seite 41), so bleibt als Mehrbelastung ein Betrag von 60 Millionen;

auf 900,000 Familien verteilt, ergibt sich ein Betrag von 66 Fr. pro Haushalt. Nehmen wir statt dieser 60 Millionen nun 70 Millionen als Mehrertrag an, wie es uns auch vom Bundesrat angegeben wird, so kommen wir auf ungefähr 80 Fr., wie auch Herr Nationalrat Sulzer ausgerechnet hat. Wir sagen auf italienisch: «Se tanto mi da tanto.» Nach diesem Exempel überlasse ich es gerne Ihnen, ob Sie dem Franken der Broschüre oder den 15—17 Rp. des Bundesrates glauben wollen.

Eines ist sicher: dass die magere Kuh oder das Schwein, oder das bisschen Kastanien oder das Fässchen Nostrano das einzige ist, mit dem der Kleinbauer sich einmal im Jahr das nötige Geld für Kleider und Schuhe, für die notwendigsten Requisiten der Lebenshaltung beschaffen kann; und dass die Preise für Kuh und Schwein, für Kastanien und Nostrano stetig fallen, während der Index für Schuhe und Kleider immer noch auf 160 steht.

Meine Herren, dieser Bauer ist im November 1918 aus dem Livinen- und dem Bleniotal, aus dem Malcantone und der Capriasca nach Zürich marschiert, weil Sie ihn gerufen haben, um Sie vor Gefahr zu retten. Es ist immer der gleiche Feind, wenn auch in andern Waffen, den dieser Bauer am 3. Dezember letzten Jahres, Schulter an Schulter mit Ihnen, geschlagen hat, und der nun die Bundesfinanzen ruinieren und die soziale Fürsorge verunmöglichen will, um den Bundesrat der Regierungsunfähigkeit zu überweisen. Heute, da dieser Bauer in schwerer Not an die eidgenössische Solidarität appelliert, damit Sie ihn und seine Familie vor dem materiellen Untergang schützen, heute, meine Herren, ich bitte Sie darum, lassen Sie ihn nicht im Stich.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 31. Januar 1923.
Séance du matin du 31 janvier 1923.

Vorsitz: — Présidence: Hr. Jenny (Bern).

1692. Zollinitiative Begutachtung.
Initiative douanière. Préavis.

Fortsetzung. — Suite.

(Siehe Seite 12 hiervor. — Voir page 12 ci-devant.)

Schär: Der bisherige Verlauf der Diskussion würde mich zwingen, ein sehr ausgedehntes Votum abzugeben, um auf alle Einwendungen der gegnerischen Diskussionsredner und der Botschaft, vom Standpunkte eines bürgerlichen Anhängers der Zollinitiative, zu erwidern. Sie wissen ja, dass unter den Anhängern der Initiative verschiedene politische und wirtschaftliche Richtungen vertreten sind, die nicht immer die gleiche Auffassung haben bezüglich aller

Einzelheiten, so wenig wie unter den Gegnern der Initiative die Herren Sulzer und Minger immer mit einander einverstanden sein werden. Dagegen fällt die Entscheidung über das Schicksal der Initiative nicht hier, sondern in der Volksabstimmung, deshalb ist es nicht notwendig, hier das Thema zu erschöpfen. Ich werde deshalb versuchen, mit meinen reglementarischen 30 Minuten auszukommen und die einlässliche Behandlung und Widerlegung aller Gegenargumente in unserer Presse besorgen und die Artikel als Separatabdruck allen Kollegen zustellen, damit sie Punkt für Punkt Argumente und Gegenargumente prüfen können. Sie werden dann sehen, dass wir in keiner Weise belehrt wurden und nach jeder Richtung auf dem Boden stehen geblieben sind, den wir im Herbst 1921 bezogen haben. Hier rechneten wir ja nicht auf Erfolg. Wenn wir das tun würden, hätten wir die Initiative nicht eingeleitet; die Initiative richtet sich ja wesentlich gegen die Auffassung des Bundesrates und der Bundesversammlung, wenigstens in ihrer heutigen Mehrheit. Darum hat es keinen Sinn, über die Opportunität eines Gegenvorschlages sich zu äussern. In Kleinigkeiten, wie Fristansetzung, Verdeutlichung von Sätzen, die vom Bundesrat absichtlich undeutlich oder zweideutig interpretiert werden wollen, könnten wir entgegenkommen. Wir hätten auch, wenn die Bundesversammlung die Verlängerung des provisorischen Tarifes über den 30. Juni 1923 hinaus verweigern wollte, was heute noch im Zweifel steht, oder wenn entsprechend den gemachten Zusicherungen bis zum 30. Juni 1923 ein gesetzlicher Tarif schon in Kraft gewesen wäre, die Uebergangsbestimmung streichen müssen. In diesem Sinne war die Vollmacht, die Herr Sulzer kritisierte, zu verstehen, und nicht so, wie er sie auslegen wollte. Auch bezüglich der Insinuation, wir wollten die Handelsverträge mit Befristung unter 15 Jahren dem Referendum unterstellen, was keinem einzigen Initianten eingefallen ist und auch nicht aus der Vorlage herausgelesen werden muss, sondern nur hinein interpretiert werden kann, haben wir entgegenkommender Weise eventuell eine Modifikation des Textes offeriert. Man hat aber massgebender Seite erklärt, man wolle lieber gegen eine schlecht redigierte Initiative kämpfen, als gegen eine verbesserte. Ueber diese Fragen wird Herr Kollega von Arx noch nähere Ausführungen machen.

Ueber den Zweck der Initiative ist viel ungeheimtes Zeug geschrieben und behauptet worden, und zwar lange bevor die Initiative überhaupt fest stand und ihr Wortlaut bekannt war. Zeitweise hat man sich lustig darüber gemacht, sie bringe nichts Neues, sie sei ein Schlag ins Wasser. Dann aber hat man mit Terror dagegen gearbeitet, der diesmal nicht aus Russland importiert war. Dieser Terror hat an vielen Orten seine Wirkung getan, besonders in kleineren Landgemeinden. Ich habe hier noch drei Unterschriftenbogen aus einer bernischen Landgemeinde mit Unterschriften, die mir ein bernischer Konsumverein unbeglaubigt zuschickte; als ich sie zurücksandte mit dem Bemerkem, die Unterschriften müssten beglaubigt werden, wurde mir erklärt, man wage es nicht, aus Angst vor den Gemeindebehörden, die unter Umständen diese Unterschriftgeber bekanntmachen könnten. (Bravo!) Wenn jemand diese Unterdrückung der Volksrechte mit Bravo begleitet, ist er meines Erachtens kein Demokrat. Also trotz-

dem hat die Initiative über 150,000 Unterschriften erreicht. Eine grosse Anzahl sind nachträglich noch eingereicht worden bei den Sammelstellen, konnten aber nicht mehr nach der neuen Praxis bezüglich der sechs Monate auf der Bundeskanzlei abgegeben werden. Die Zahl dieser Unterschriften wäre noch bedeutend grösser geworden, wenn wir nicht die Stosskraft der Initiative einigermaßen geschwächt hätten dadurch, dass wir aus patriotischen Gründen gegenüber dem Bundesrat Entgegenkommen bewiesen hätten. Wir haben die Lancierung der Initiative verschoben vom Juni 1921 bis Mitte Oktober, um dem Bundesrat mit Rücksicht auf die unmittelbar bevorstehenden Handelsvertragsverhandlungen nicht Schwierigkeiten zu machen. Diese Handelsvertragsverhandlungen sind dann allerdings erst ein Jahr später an die Hand genommen worden. Ich will noch nebenbei erwähnen, dass der sogenannte Kampftarif vom Februar 1922 mit seinen ungeheuer hohen Ansätzen von uns aus nicht bekämpft worden ist, ein Beweis dafür, dass wir uns den wirtschaftlichen Notwendigkeiten anzupassen verstehen. Wenn nun der Bundesrat weiss, dass man solche Rücksichten genommen hat, so ist es meines Erachtens doch etwas verwerflich, dass man nun in der Beurteilung der Initianten und der Initiative nach einem nicht nachahmenswerten Rezept arbeitet. Das Vaterland ist wieder einmal in Gefahr. Dieses Rezept hat bei der Lex Häberlin versagt, bei der Vermögensabgabe geholfen und ist auch bei der Fabrikgesetzrevison verwendet worden. Aber allzuoft angewendet, würde es bei der urteilsfähigen Bevölkerung seine Wirkung einbüßen. Die Initianten sind entweder Bösewichter oder Ignoranten. Dieses Urteil wird in etwas höflicheren Worten in der Botschaft des Bundesrates verwendet, wobei es dann doch für eine Landesregierung etwas Beschämendes hat, zuzugeben, dass in einem so kleinen Lande unter den Stimmberechtigten über 150,000 solcher minderwertiger Mitbürger vorhanden seien. Da ist denn doch die Erklärung des Kollegen Sulzer, der uns den guten Glauben zugebilligt hat, viel staatsmännischer und kluger.

Ueber die Veranlassung und die Entstehungsgeschichte der Initiative ist in meiner Broschüre, die Ihnen allen zugestellt wurde, alles Notwendige enthalten. Ich will es deshalb nicht wiederholen. Jedoch bei diesem Anlass betone ich, dass keine einzige der in der Broschüre enthaltenen Angaben und Zahlen bis jetzt hat widerlegt werden können, im Gegenteil, ich kann Ihnen beweisen, dass ich in der Darstellung der Wirkungen hinter den Tatsachen zurückgeblieben bin. Herr Prof. Laur hat mir seinerzeit bei einer Disputation, die ich in Basel vor anderthalb Jahren mit ihm hatte, zugestanden, dass, wenn man die Einfuhr vom Jahre 1913 mit den Zollsätzen vom Juni 1921 belegt hätte, mit der Bruttoverzollung einen Zollertrag von zirka 310 Millionen und nicht nur von 270 Millionen Franken, wie ich ausgerechnet habe, herausgekommen wäre. Ich hatte eine Nettoberechnung zugrunde gelegt. Und in der Mitteilung der virtuellen Belastungen, der Wertbelastung einzelner Importprodukte durch die neuen Zollansätze sind bei einzelnen Ansätzen auch wieder viel zu niedrige Belastungen ausgerechnet worden. Ich habe hier eine Zuschrift des Maire vom Village-Neuf, von Neudorf, im Elsass. Er hat eine Zuschrift an die Basler Regierung gerichtet, aus der hervorgeht, dass Gemüse

zum Teil mit Zollansätzen bis zu 200% des Wertes belegt sind. Der neue Ansatz beträgt 10 Fr., dazu kommen 2 Fr. als sogenannter Tarazuschlag. Nun gibt es Zeiten, wo man z. B. Bohnen in Basel auf dem Markt für 6 Fr. kaufen kann; dann wäre ein solcher Zoll von 12 Fr. von prohibitiver Wirkung. Wir haben ja allerdings ein Sicherheitsventil im kleinen Grenzverkehr. Ich lege diese Erklärung, wenn jemand es nicht glauben will, auf den Tisch des Hauses.

Auch gegenüber Herrn Dollfus muss ich meine Behauptung in jeder Richtung aufrecht erhalten. Der Zoll auf Schweinefleisch beträgt 70 Fr., und nicht 17 Fr., wie Herr Dollfus glauben machen will. Dazu kommen 10% Tarazuschlag, Grenzgebühren und Veterinärgebühren. Dies hat noch kürzlich der Vorsteher der baslerischen Konsumvereine ausgesprochen: Wenn wir Schweinefleisch einführen, so kommt uns die Grenzbelastung auf 95 Rp. pro kg. Das kann nicht bestritten werden. Auch eine andere Behauptung von Herrn Dollfus, die ich bei diesem Anlass gerade erledigen will, dass die Schutzzölle hauptsächlich den Bergbauern dienen, muss zurückgewiesen werden. Herr Dollfus mag sich bei seinem Fraktionskollegen Herrn Seiler-Wallis erkundigen, der eine andere Auffassung hat darüber, wie übrigens auch andere, die die Bergverhältnisse mindestens ebensogut kennen, wie Herr Dollfus. Den Bergbauern kann nur durch Subvention oder durch Beschaffung von Fremden- und andern Industrien geholfen werden, denn die Bergbauern sind meistens nur Selbstversorger und kommen nicht auf den Markt mit ihren Produkten.

Ich möchte nun weiter darauf hinweisen, dass wesentlich auch der Bruch gegebener Versprechungen bei Ausarbeitung des provisorischen Gebrauchstarifes die Initiative mit veranlasst hat. Vor zwei Jahren, als hier über die dem Bundesrat zu erteilende Ermächtigung verhandelt wurde, gaben eine Reihe von Befürwortern der Ermächtigungen uns bestimmte Zusicherungen über die Grenzen dieser Ermächtigung, über das Mass der Erhöhungen so die Kollegen Jenny, Sulzer, Tschumi, Baumberger und hauptsächlich Bundesrat Musy. Ich habe mir über diese Versprechungen Abschriften aus dem damaligen stenographischen Protokoll gemacht, das wir ja nicht drucken lassen wollten, und werde sie alle zu gegebener Zeit veröffentlichen. Meine Redezeit reicht nicht aus, allen Kollegen heute das vorzuhalten, was sie damals gesprochen haben. Sie können es nachher nachlesen oder mir die Redezeit verlängern, damit ich mich ausführlicher äussern kann. Für heute begnüge ich mich, das Zwiegespräch zwischen Herrn Baumberger und Bundesrat Musy zu zitieren, weil es grundlegend war. Herr Baumberger erklärte damals: «Die Ausgleichung der Zollansätze zum heutigen Geldwert ist notwendig. Ich stelle keinen Antrag für eine Begrenzung der Zölle nach oben, nachdem Herr Bundesrat Musy in der Kommissionssitzung erklärt hat, hierüber im Rate namens des Bundesrates beruhigende Erklärungen abgeben zu wollen». Dann hat Herr Bundesrat Musy erwidert, indem er erklärte, er wolle dieser Einladung nachkommen, eine gewisse Zahl der Positionen werde unverändert bleiben oder nur eine schwache Erhöhung erfahren, jedenfalls unter 100%, also nicht verdoppelt werden, andere Positionen würden erhöht werden, aber ohne dass die Erhöhung 100% überschreite. Die Ansätze, die eine Verdoppelung erfahren, werden nicht sehr zahlreich sein, und

die Anwendung des dreifachen Koeffizienten, also die Vervielfachung, das ist das Maximum, werde ganz seltene Ausnahmen bilden. Die Kommission hat ferner den Wunsch ausgedrückt, dass die Erhöhung der Zollansätze im Rahmen der Vorschriften des Art. 29, Ziff. 1, etc. vorgenommen werde.

Wir glaubten ursprünglich, dass eine solche Bestimmung überflüssig sei; aber der Bundesrat erhebt keinerlei Einwendungen, denn sie liegt ganz in der Richtung seiner Intentionen. «Vor einem Jahre wird der neue Tarif vor dem Rate liegen». Kollege Baumberger hat dann vor der Schlussabstimmung die Ausführungen des Bundesrates noch einmal wiederholt und erklärt, unter diesen Voraussetzungen werde er nun seine Bedenken zurückstellen und für die Vorlage stimmen.

Wie ist es dann nachher gekommen? Ich will nur erwähnen, dass einzelne Ansätze vervierundzwanzigfach wurden. Bei den Pferden z. B. von 5 auf 120, Eier verfünfehnfach! Ich will hier keine weiteren Belastungen nennen. Was dann die virtuelle Belastung anbetrifft, mache ich darauf aufmerksam, dass die Vorschriften von Ziffer A, 1–3, nicht eingehalten wurden, dass z. B. Kognak mit unter 5% Wert belastet wurde und Artikel wie Gemüse und Kartoffeln mit 100 bis 150%. Ein Kronzeuge, dass dieses Versprechen abgegeben und nicht gehalten wurde, ist Kollege Baumberger selbst. Er hat im Juni 1921 in seiner Interpellation das betont und es dann in seiner Zeitung wiederholt. Ich nagle ihm hier ausdrücklich fest und möchte noch einmal erklären: Wir kennen nicht zweierlei Bundesräte. Wir haben keine Bundesräte, deren Worte man respektieren soll und andere, deren Worte man nicht ernst zu nehmen hat! Wir haben das Recht, dass dasjenige, was man uns hier erklärt, auch ernst gemeint sei. Die Ueberschreitung der Grenzen der Ermächtigung war schon ein Affront gegen Herrn Bundesrat Musy. Es müssen aber stärkere Kräfte als der Bundesrat an der Arbeit gewesen sein. Man hätte wenigstens vorher, wie ich das schon in meiner Broschüre betont habe, an das Parlament gelangen und sagen müssen: Entbindet uns von diesen Worten. Ich glaubte eben an die Worte des Bundesrates wie Herr Kollege Baumberger an das Envangelium. (Heiterkeit.) Ich hatte z. B. noch im Mai 1921 erklärt, ich lasse mich nicht in die Opposition gegen den neuen Zolltarif hineinziehen; er werde erträglich ausfallen. Umso grösser war dann meine Ueberraschung, als man den Zolltarif publizierte. Hätte man für den provisorischen Tarif das Referendum vorbehalten, dann hätte man solche Entgleisungen vermieden. Die erteilte Ermächtigung wäre dann nicht so missbraucht worden.

Es ist noch ein zweiter wichtiger Grundsatz verletzt worden: Das Steuerrecht des Volkes. Das Volk soll selbst entscheiden, wie es sich mit Abgaben belasten will. Das ist der Anfang aller parlamentarischen Demokratie. Studieren Sie die Entwicklung des englischen und des ursprünglichen französischen Verfassungsrechtes. Ueberall kommt die Mitwirkung des Volkes davon her, dass es mitreden will bei seinen Belastungen. Nun können Sie nicht bestreiten, dass Zölle indirekte Steuern sind. Sie geben selbst zu, dass auf Grund des neuen Tarifes über 70 Millionen Franken neue Steuern dem Volke auferlegt werden, ohne dass es etwas dazu sagen könnte. Das ist undemokratisch. Ich behaupte noch einmal: Wenn

man sich auf eine Notlage beruft, können wir nachweisen, dass man schon lange Gelegenheit gehabt hätte, den Zolltarif auf gesetzlicher Basis zu erhöhen, wenigstens in einzelnen Positionen. Es ist heute noch die Möglichkeit, den Wein- und Tabakzoll bis zum 1. Juli auf gesetzliche Basis zu stellen, wenn Sie nur wollen. Wir werden dagegen keine Opposition machen. Ich will das ausdrücklich feststellen. Dann wäre auch ein wesentlicher Teil der Einnahmen, die Sie heute als verloren betrachten, wieder eingeholt.

Ich könnte hier noch eine Reihe von Punkten nennen über das Verhältnis der Belastung durch direkte und indirekte Steuern, über den Einfluss der neuen Steuern auf die Lebenshaltung, auch über die Indexverhältnisse etwas anführen, wobei ich bemerke, dass Herr Sulzer mit Recht den Vergleich mit England abgelehnt hat. Ich könnte auch sprechen über den Zusammenhang zwischen der Finanzkonferenz von Kandersteg und den Erklärungen Dr. Boveris im November 1920; mit der Zollerhöhung, aber meine Zeit läuft ab, und da kann ich nur die wichtigsten Seiten der Fragen berühren.

Die Initiative will ein Verdikt des Volkes schaffen darüber, ob das Volk einverstanden sei mit der Schwenkung zum Schutzzoll oder nicht. Sie wissen, seit 25 Jahren ist Prof. Laur in der Schweiz tätig, eine Schwenkung in unserer Zollpolitik herbeizuführen. Er führt den Kampf gegen die Politik der billigen Lebensmittel seit über 25 Jahren, und hat das, so lange das Volk etwas zu sagen hatte, nur zum Teil erreichen können. Auf dem Wege der Vollmachten hat er es nun ganz erreicht. Man hat sich über die Verfassungsbestimmungen hinweggesetzt und erklärt: Eigentlich ist die Abstimmung von 1903 schon eine authentische Interpretation des Art. 28 der Bundesverfassung gewesen, in dem Sinne, dass man sich vom Freihandel abgekehrt und dem Schutzzoll zugewendet hat. Wir behaupten, das ist nicht richtig. Aber heute müssen wir mit verkehrten Fronten fechten. Anstatt, dass die Landwirte den Art. 29 abschaffen, und auf Grund der Verfassung dann Schutzzoll in höchster Potenz durchführen, sagen sie, nein, wir wollen den Verfassungsartikel belassen, aber ihn falsch anwenden. Wir aber sagen, man solle dem Volke wieder einmal Gelegenheit geben, sich darüber auszusprechen, ob es mit der Freihandelspolitik einverstanden ist oder eine Schwenkung zum Schutzzoll vornehmen will. Es ist nötig, dass sich das Volk rechtzeitig darüber ausspricht, sonst gewöhnen sich gewisse Leute an den Schutzzoll. Ich habe hier 15 Seiten Exzerpte aus den berühmten Reden Lloyd Georges, betitelt «Bessere Zeiten». Es geht daraus hervor, dass der Schutzzoll ein sehr gefährliches Medikament ist. Lloyd George hat einmal gesagt, der Schutzzoll sei wie Flugsand, ein Volk, das sich ihm ergeben habe, versinke immer mehr in ihm wie im Flugsande, je länger es sich bemühe, daraus herauszukommen, desto tiefer versinke es und komme dabei schliesslich um. Das wollen wir dem Schweizervolke ersparen. Wenn sich aber das Schweizervolk gegen die Initiative ausspricht, dann fasse ich persönlich das so auf, dass es sich dann wirklich dem Schutzzollsystem ergeben hat. Dann mögen unsere Exportindustrien sehen, wie sie weiterkommen, dann können sie gute Miene zum bösen Spiele machen und zusehen, wie sich ihre Position gestaltet. Es sind nicht alle Industriellen mit Herrn Sulzer gleicher

Meinung. Ich habe hier von einem Präsidenten eines radikal-demokratischen Gemeindevereins, dem Direktor eines wichtigen schweizerischen Betriebes, eine Zuschrift erhalten. Dieser Mann hat mir schon bei der Unterschriftensammlung gegen 300 Unterschriften gesandt. Der Mann schreibt: «Meine Firma verspürt als Exportindustrie jeden Tag die unheilvollen Wirkungen der gegenwärtigen Hochschutzzpolitik in Bern und ich könnte es mit meinem Charakter nicht vereinbaren, einer Sache teilnahmslos gegenüber zu stehen, die für die weitere gedeihliche Entwicklung der Schweiz von allergrösster Bedeutung ist».

Es ist also nicht überall so, wie jetzt die Handelskammern tun. Ich habe hier Erklärungen aus den früheren Kämpfen, aus Zeiten, deren Zollansätze die reinsten Waisenknaben waren gegen die heutigen. Ich habe z. B. hier Erklärungen der Basler Handelskammer mit Unterschriften der Herren Geigy-Merian und Traugott Siegfried gegen den Tarif von 1891.

Ich habe meine Redezeit überschritten und will zum Schluss nur noch betonen: Die Verfassungsinitiative verfolgt durchaus legitime Zwecke. Sie will u. a. auch eine Abklärung unserer Einstellung zu allen diesen Fragen durch eine Befragung des Volkes ermöglichen. Auch die Gegner der Initiative sollten wünschen, dass dem Volke Gelegenheit gegeben wird, sich vor Ausarbeitung des neuen Tarifes darüber zu äussern. Der Kampf, den wir heute führen, müsste sonst nach Aufstellung des neuen Tarifes erfolgen. Da heisst es dann, es sei alles pressant, es sei jetzt keine Zeit mehr dazu. So wird eben antizipando der Kampf aufgenommen. Ich habe die Auffassung, dass wir dem Volke gegenüber eine starke Position haben, eine stärkere als die, die wir hier haben und werden mit allen Kräften für den Erfolg der Initiative fechten.

von Arx: Wenn wir die Botschaft des Bundesrates über die Vorlage lesen, so könnten wir meinen, es ginge um den Kampf gegen den Drachen, von dem uns die Sage berichtet. Der böse Lindwurm ist die Zollinitiative. Der Zusammensturz von Handel und Gewerbe, Industrie und Landwirtschaft, gewaltige Ausdehnung der Arbeitslosigkeit, ja der Sturz in das Chaos wird uns vorausgesagt, wenn das Volksbegehren Annahme finden würde. Es ist nicht verwunderlich, wenn man in Voraussicht so grossen Unheils die Anhänger des Volksbegehrens zum Teil als Leute ohne Einsicht, zum Teil als Feinde des Staates hinstellt.

Wir haben uns bemüht, die Gründe für diese heftige Sprache zu finden. Hätten wir sie gefunden, dann wäre für uns die Pflicht klar gewesen, an die Brust zu klopfen und dieses gefährliche Volksbegehren eiligst zu verlassen, wie es der Sünder Graf unter dem Beifall der himmlischen Heerscharen bereits getan hat. (Heiterkeit.) Wir haben aber die Gründe nicht finden können. Man ist für die Anklage, die man von oben herab einem Teile der Volksgenossen ins Gesicht geworfen hat, die sachliche Begründung schuldig geblieben.

In der Botschaft des Bundesrates und in den Reden hier im Saale wurde versucht, den neuen Zolltarif als eine gute und nützliche Sache hinzustellen. Von einem Kundigen, dessen Beruf, über Fragen der Volkswirtschaft zu sprechen, auch von denen anerkannt worden ist, die ihm heute gegen-

überstehen, von Prof. Peter Schmidt in St. Gallen, ist das Urteil über den neuen Zolltarif gefällt worden. Er führte aus, dass bei der Aufstellung des neuen Zolltarifes die allgemeinen grossen Gesichtspunkte völlig ausser acht gelassen worden seien. Während man bei den früheren Zolltarifen die eigenartige Lage der Industrien, ohne deren Bestand die Hälfte unseres Volkes nicht leben kann, zur Grundlage für die Zollaufstellung genommen hat, überliess man das Werden des neuen Zolltarifes dem Zusammenspiel enger Interessengruppen. Man hat den neuen Zolltarif aufgestellt, indem man allen nach höheren Zöllen rufenden Interessenten entgegenkam und unter ihnen den Ausgleich traf, wobei man die Zölle vervielfachte. Das Ergebnis war, dass in der ganzen Volkswirtschaft in allen Zweigen, Rohstoffe, Halbfabrikate, Maschinen, Werkzeuge, alle Hilfsmittel bis zum Packmaterial und zu Kisten und Schachteln und alle Nahrungsmittel bis zu Eiern und Gemüse und Südfrüchten verteuert wurden. Und diese Verteuierung nannte man mit einem neuen Ausdruck «Gesamtsschutz». Es war ein Gesamtsschutz auf Kosten der Gesamtheit. Prof. Peter Schmid schloss seine Ausführungen, indem er sagte: «Wenn Wirtschaft heisst, die Kosten zu steigern, um den Ertrag zu schmälern, dann ist dieser Zolltarif ein Meisterwerk der Wirtschaftspolitik!» — Und diese Verteuierung auf allen Gebieten erfolgt in einer Zeit, da ein Hauptzweig unserer Volkswirtschaft, nämlich die Industrie, die für das Ausland zu arbeiten hat, auf eine möglichste Verbilligung angewiesen ist. In der Botschaft des Bundesrates hat man nach Jahr und Tag versucht, uns glaubhaft zu machen, dass die Verteuierung, die vorausgesagt worden war, nicht erfolgt sei. Durch Zahlen, durch Prozente, will man uns nachweisen, wie sanft die Last des Zolltarifes auf dem Schweizervolke laste.

Sie sei nämlich nicht fühlbar geworden deshalb, weil das Ausland und der Zwischenhandel die Verteuierung die Zollerhöhung auf sich genommen hätte. Das Ausland und der Zwischenhandel hätten, um das Schweizervolk die Zollerhöhungen nicht spüren zu lassen, ihren eigenen Gewinn, den sie bis anhin zu machen gewohnt waren, verkürzt. Das ist die Logik dieser Ausführungen. Sonst ging die Erfahrung dahin, dass die Zollerhöhungen die Schlupfwinkel für hohe Zwischenhandelsgewinne seien, und dass die Zollerhöhung den Schaden nicht nur dadurch bringe, dass die Waren verzollt werden, sondern noch viel mehr dadurch, dass der Zwischenhandel und die Fabrikanten des Inlandes wetteifern, um die durch die Zollerhöhung erzielte Preissteigerung auszunutzen und auszudehnen. Heute sollen wir nun glauben, dass sich das Verhalten des Zwischenhandels, das aus dem angeborenen Erwerbsinn hervorgeht, sich geändert und dass eine Umkehr der Natur stattgefunden habe, so sehr sogar, dass man sich gewohnte Gewinne freiwillig geschmälert hätte. Wenn es sich so verhielte, dann könnte man den leidenschaftlichen Eifer nicht verstehen, mit dem heute die Interessenten sich für diesen Zolltarif gegen das Volksbegehren ins Zeug legen. Wenn das Schweizervolk mit Schutzzoll ebenso billig kauft, wie ohne Schutzzoll, warum dann die gewaltige Aufwendung in Brugg und Bern? Es ist nicht zu verkennen, dass hier ein Widerspruch besteht, den man auch nicht mit Zahlen und Prozenten aufheben kann.

Die Erklärung dafür, dass der Zolltarif nicht bereits durch den Sturm der öffentlichen Meinung weggefegt worden ist, liegt darin, dass seine Anwendung in die Zeit fiel, da die Preise von ihrer während der Kriegsjahre erklommenen, schwindelnden Höhe zurückzusinken begonnen hatten. Zolltarif und Einfuhrbeschränkungen vermochten den Rückgang nicht ganz aufzuhalten, aber sie haben den Rückgang der Preise auf halbem Wege aufgehalten. Es ist richtig, dass die Masse der Konsumenten unter solchen Umständen die verteuernde Wirkung des Zolltarifes nicht zu unterscheiden vermocht hat. Aber es ist eine Täuschung des Volkes, glaubhaft machen zu wollen dass, die Verteuierung nicht dennoch erfolgt sei.

Aus dieser Ueberlegung kommen wir dazu, den Zolltarif auch weiterhin als eine schädliche Sache zu bekämpfen. Der Kampf drängt sich uns noch viel mehr auf, weil wir wissen, dass der neue Zolltarif dem Volke unter Verletzung der Verfassung auferlegt worden ist. In der Verfassung ist vorgeschrieben, dass im Zollwesen die Ordnung auf dem Wege der Gesetzgebung des Bundes vor sich zu gehen habe, d. h. es ist die Form des Bundesgesetzes zu wählen, bei welchem stets die Mitsprache des Volkes gilt. So hält es die Verfassung bei allen für das Leben der Nation wichtigen Angelegenheiten. Nirgends aber war die Mitsprache des Volkes mehr am Platze als in der Zollfrage, auf dem Gebiete, wo die Gefahr besteht, dass einflussreiche Interessengruppen die Gelegenheit ausnützen, um sich Vorteile zu verschaffen auf Kosten der Gesamtheit. Da besteht die Notwendigkeit, dass dem Volke die grosse Prüfung vorbehalten bleibt, daraufhin ob in der Vorlage die Interessen der Gesamtheit gewahrt worden sind. Die Rücksicht auf den kommenden Volksentscheid wird stets schon in der Vorberatung im Parlament bewirken, dass man auszugleichen versucht und dass man für das Volk annehmbare Lösungen anstrebt. Dass es sich so verhält, hat der Lehrer des Staatsrechtes, Herr Prof. Fleiner, in seinem neuen Werke über das Bundesstaatsrecht ausgeführt. Er sagt dort: Stets, wenn in der Verfassung der Weg der Gesetzgebung erwähnt ist, wird von der Verfassung die Gesetzesform verlangt. Man hat das Vorgehen, das man gewählt hat, rechtfertigen wollen, indem man sich darauf berief, dass in der Verfassung, in Art. 29, Abs. 3, eine besondere Bestimmung bestehe, nach welcher es unter gewissen Bedingungen erlaubt sei, von der Gesetzesform abzuweichen. Nachdem nämlich die Verfassung die Prinzipien aufgestellt hat, nach welchem die Zölle festzusetzen sind, wird ein Nachsatz beigefügt, dass es dem Bunde zustehe, unter aussergewöhnlichen Umständen von diesen Bestimmungen abzuweichen. Dem Bunde, heisst es, und wer ist der Bund? Das sagt uns wiederum die Verfassung. Wagt man im Ernste zu behaupten, dass das Volk nicht auch zum Bunde gehöre? Dem Bunde heisst, auf dem Wege der Bundesgesetzgebung und so ist es auch bis anhin ausgelegt worden. Als man die Bestimmungen traf, die uns für den Zollkrieg rüsten sollten, hat man sie in ein Bundesgesetz gelegt, nämlich in das Bundesgesetz betreffend den Zolltarif vom Jahre 1902. Dass es sich so verhält, geht auch aus dem Kommentar des Herrn Prof. Burckhardt hervor, der ja sozusagen amtliche Kraft besitzt. Er führt als Beispiel für die Anwendung dieser Ausnahmebestimmungen von Art. 29, Al. 3, an, dass die Gewährung von Zollerleichterungen für die Sömme-

zung von Vieh durch das Bundesgesetz vom Jahre 1902 erfolgt ist. Also hierüber kann kein Zweifel bestehen: Das Gesetz, die Verfassung, verlangt, dass unter allen Umständen die Mitsprache des Volkes Raum habe. Bei der Erstellung des Zolltarifes aber hat man die Mitsprache des Volkes bewusst ausgeschaltet. In dem schon erwähnten Werke von Prof. Fleiner über Bundesstaatsrecht hat dieses Verfahren seine bleibende Verurteilung gefunden. Es sagt Prof. Fleiner, unter keinen Umständen dürfte die Form des allgemein verbindlichen Bundesbeschlusses dazu missbraucht werden, um mit Hilfe der Dringlichkeitsklausel das Referendum des Volkes auszuschalten in Materien, in welchen nach der Verfassung die Mitsprache des Volkes vorgesehen ist. Das ist klares Recht. Dem neuen Zolltarif liegt ein Missbrauch, eine Verletzung, ein Bruch der Verfassung zugrunde. Das Ungestüm der Einen, sich die wirtschaftlichen Vorteile zu verschaffen, und die Schwäche auf der andern Seite haben es ermöglicht, über klares Recht hinwegzuschreiten. Es haben die Herren des Systems von Brugg in dem Proporzparlament dieser Zeit ihre unübertreffliche Kammer, ihre Chambre introuvable gefunden. So ging es zu:

« Ob schwarzen, ob blauen Gewandes,
Erschliessen die Priester des Baals,
Und weiheten die Früchte des Landes
Den Göttern inmitten des Saals. »

Die Frucht, die man dargebracht hat, war das Recht des Volkes. Um das Recht herzustellen, ist das Volksbegehren erhoben worden. Wir begreifen, dass man dieses Volksbegehren als eine Störung empfindet, nachdem man den Gewinn aus dem neuen Zolltarif bereits gesichert glaubte. Und nun ist ein grosser Lärm entstanden über die Gefährdung der Volkswirtschaft, des Vaterlandes. Man warnt das Volk vor einem Uebermass von Demokratie, das alte Lied, das man schon vor 100 und 50 Jahren gesungen hat, wenn es galt, die Errungenschaften der Demokratie für das Volk zu sichern. Heute aber geht es gar nicht um die Erweiterung der Demokratie, sondern es geht darum, bereits erkanntes Recht dem Volke zu wahren. Wir sind in der Notlage, einen Angriff auf bestehendes Recht der Verfassung abzuwehren und dem Volke entrissenes Gut zurückzuholen. Das Volksbegehren soll die Zollpolitik in den Rahmen der Verfassung zurückführen. Den gleichen Zweck will der Vorschlag der Liga für Handelsfreiheit verfolgen. Dieser Vorschlag zeigt Vorteile und Nachteile. Er ist getragen vom ehrlichen Willen zur Verständigung. Wir hätten diesen Vorschlag angenommen, wenn die Aussicht vorhanden wäre, dass man auf der andern Seite die Verständigung will. Dieser Wille ist durchaus nicht vorhanden. Man will den harten Kampf, deshalb müssen wir ihn ausfechten.

Nicht um Schutzzoll oder Handelsfreiheit geht es heute, sondern darum, ob es erlaubt sei, entgegen der Verfassung über den Kopf des Volkes hinweg in dieser Sache zu handeln. Den Anhängern des Zolltarifes ist es anheimgestellt, noch heute die Form der Verfassung zu wahren. Es ist nicht zu spät. Noch heute kann man den Wagen, auf den die Garben geladen sind, auf dem Boden der Verfassung in die Scheune bringen. Aber die Sache ist die: man traut dem Volke nicht. Man traut ihm zu, dass es die Zustimmung verweigern könnte und deshalb hat man hochfahrend, von oben herab dem Volke die Urteils-

fähigkeit in dieser Sache abgesprochen, diesem Volke, das doch vor kurzem mit sicherer Hand die Umsturzvorlage zugleich mit der Vorlage über die Vermögensabgabe verworfen hat. Darum, weil man dem Volke nicht traut, hat man uns auch den Untergang der Volkswirtschaft, des Vaterlandes angedroht. Mit Recht wird man sich im Volke darüber beschweren, dass in dem Verfahren ihm diese Botschaft zur Popanz zu gestalten, eine Missachtung liege. Zu diesem Verfahren gehört auch die Erzählung von den Handelsverträgen. Es wurde uns gesagt, dass das Volksbegehren, wenn es angenommen würde, die Schweiz in den Handelsverträgen vertragsunfähig machen würde, weil im Volksbegehren festgelegt sei, dass in Zukunft die Bundesgesetzgebung zu gelten habe. Es würden also solche Verträge unter das Referendum fallen. Nun aber habe ich nachgewiesen, dass bereits im alten Texte, in der alten Fassung, die Bundesgesetzgebung vorgesehen ist. Der neue Vorschlag bringt nicht eine Neuerung. Wenn nach der alten Fassung der blosse Bundesbeschluss möglich war, so wird das auch der Fall sein nach der neuen Verfassung. Die Sache ist eben die, dass für Handelsverträge besonderes Staatsrecht gilt, bei welchen das Referendum nicht eingreift, ausgenommen bei Staatsverträgen, die über 15 Jahre dauern. So verhält sich die Sache. Wir sehen den grossen Aufwand, wir hören die erstaunlichen Behauptungen und hören die Drohungen, und da sagen wir: Mit solchen Mitteln verfehlt man keine gute Sache!

Wenn wir heute für das Recht des Volkes uns wehren, dann haben wir das feste Vertrauen, dass das Volk reif ist, in diesen Sachen des Zolles zu urteilen. Wir bauen auf das verständige und reife Schweizervolk, und deshalb haben wir auch keine Angst vor dem angedrohten Untergange der Volkswirtschaft und des Vaterlandes. Wir haben die Zuversicht, dass unser Volk imstande sein wird, auch die Opfer auf sich zu nehmen, welche die Notwendigkeit der Zeit, die Wohlfahrt des Staates von ihm erheischen.

Schirmer: Herr Nationalrat Grimm hat sich gestern darüber aufgehalten, dass Industrie, Gewerbe und Landwirtschaft sich zusammengefunden, um eine konsumentenfeindliche Politik zu treiben. Es ist kein Zufall, dass diejenigen Kreise, denen die Sorge um die Erhaltung unserer Produktion obliegt, sich heute zusammenfinden müssen. Man könnte über diesen Satz stundenlang sprechen. Ich begnüge mich, hier festzustellen, dass es ausserordentlich gefährlich ist, wenn man glaubt, in unserm Lande, überhaupt in jedem Lande, in jeder Wirtschaft nur eine ausgesprochene Konsumentenpolitik treiben zu können. Es ist wohl jedermann zuerst an irgendeinem Orte Produzent, bevor er Konsument sein kann, denn man muss auf unserer Erde zuerst einmal arbeiten, bevor man die Mittel hat, leben zu können. Wenn aber behauptet wird, im Gewerbe und in der Landwirtschaft und in der Industrie sei es leicht, einfach als produzierender Stand diese Zollpolitik zu verteidigen, so möchte ich hier darauf hinweisen, dass auch in diesen Kreisen ein jeder nicht nur Produzent, sondern wohl in vermehrtem Masse auch Konsument ist. Wenn wir in unsern Kreisen nur gerade vom egoistischen Standpunkt des Einzelnen aus die Frage beurteilen wollten, dann käme auch bei uns mancher vielleicht zur Annahme dieser heutigen Zollinitiative.

Allein ebensowenig wie man in der Gesamtheit die Frage nur von der eigenen Nasenspitze aus beurteilen darf, so darf man es auch nicht in den Kreisen einzelner Bevölkerungsgruppen. Es wird deshalb auch bei uns der Aufklärung und Opfer, persönlicher Opfer an manchen Orten bedürfen, um diesen Anschlag auf die gedeihliche Entwicklung unserer Wirtschaft abzulehnen.

Ich möchte hier noch auf etwas hinweisen, was Herr von Arx gesagt hat bezüglich der Belastung des Zolltarifes für unsere Wirtschaft, und in Verbindung damit den Vertreter der Exportindustrie, der offenbar in St. Gallen wohnt, daran erinnern, dass, wenn wir die Zölle heute abschaffen, wir diesen Ausfall in unserm Finanzhaushalt doch wieder aufbringen müssen. Es ist ausserordentlich interessant, zu sehen, dass die gleichen Kreise, die heute die Zollinitiative befürworten, dann masslos sind in ihren Ansprüchen, wenn es gilt, vom Staate etwas zu verlangen. Statt dass man sucht, nach und nach das Gleichgewicht wieder zu erreichen, schafft man immer grössere Differenzen. Ich möchte gerade die Herren der Exportindustrie daran erinnern, dass, wenn einmal die Zölle wegfallen sie doch wieder in erster Linie angehalten würden, die Lasten des Staates tragen zu helfen, dass also eine Entlastung unserer Industrie aus diesem Gesichtspunkte heraus nicht entstehen würde. Man kann eben in einem Lande nicht mehr verbrauchen, als man produziert, und wenn wir die Einnahmen wegfallen lassen, so ist das eine Verschiebung, aber damit ist nicht gesagt, dass wir diese Einnahmen nicht auf einem andern Wege aufbringen müssen. Sie können nun die Sache drehen, wie Sie wollen, ich habe dies in diesem Saale schon einmal gesagt, jede Steuer, heisse sie Zoll, heisse sie Einkommensteuer, heisse sie Vermögenssteuer, belastet in ihrer Auswirkung die Produktion. Darum herum kommen wir nicht. Deshalb ist es schliesslich ganz müssig, sich darüber zu streiten, wie diese Verteilung am zweckmässigsten erfolge.

Dass übrigens den Herren, die den Initiativvorschlag ausgearbeitet haben, schon bei der Ausarbeitung dieses Vorschlages nicht ganz wohl war, beweist der Umstand, dass sie sich Vollmacht geben liessen, Vollmacht in dieser Initiative, je nach den Verhältnissen einem Gegenvorschlag zuzustimmen. Ist nun das diese viel gepriesene Demokratie, von der die Verteidiger der Initiative sprechen, wenn sie sich selbst von ihren Initianten Vollmacht geben lassen müssen, im gegebenen Falle sich den Verhältnissen anzupassen? Ich glaube, in diesen Dingen liegt ein innerlicher Widerspruch, der beweist, dass man eben in wirtschaftlich komplizierten Zeilen handeln muss, und nicht Dogmatik treiben kann.

Nun werden Sie es verstehen, wenn ich mich als St. Galler noch mit einigen Worten mit dem Gegenvorschlage, der aus unserm Kanton gestellt wurde, beschäftige. Es wäre ja zweifellos, trotz dem innerlichen Widerspruch in der Initiative, glücklich, wenn ein solcher Verständigungsvorschlag gefunden werden könnte. Allein es ist nicht leicht, hier die bereits auseinandergegangenen Ansichten zusammenzufassen, ganz abgesehen davon, dass es vielleicht unmöglich ist, überhaupt einen geeigneten Gegenvorschlag zu finden. Die Ueberlegung, dass es für einen dringlichen Bundesbeschluss eine qualifizierte Mehrheit brauche, ist auf den ersten Blick

durchaus sympathisch, und wenn hier in diesem Saale ein jeder nach seiner Ueberzeugung stimmen dürfte, so wie er sie aus der Beratung und der Beurteilung der Situation sich gemacht hat, dann könnte man mit einer Zweidrittelmehrheit sich unter Umständen abfinden. Wir haben aber etwa 44 bis 45 Herren der sozialdemokratischen Partei, welche nicht immer nach ihrer Ueberzeugung stimmen, sondern so, wie es in ihrer Fraktion beschlossen wird. Ich habe in den drei Jahren, in denen ich dem Parlamente angehöre, die sozialdemokratische Fraktion vielleicht einmal, höchstens zweimal nicht absolut geschlossen stimmen sehen. Das kommt nicht daher, dass diese 45 Herren in der Fraktion immer genau bis zum letzten Punkt die gleiche Auffassung haben. Aber sie haben bessere Disziplin als die andern Gruppen und eine bessere Unterordnung unter das, was bei ihnen beschlossen und befohlen wird. Wenn wir nun eine so grosse Gruppe in unserm Proporzparlament haben, welche von Anfang an in diesen Dingen Nein stimmt, dann können Sie sich ausrechnen, was eine qualifizierte Mehrheit bedeutet. Es hiesse das direkt die Stimmkraft der Sozialdemokraten in einer Art und Weise in unserm Parlamente zur Geltung zu bringen, die nun Gottlob der Bedeutung der sozialdemokratischen Partei in unserm Lande nicht entsprechen würde.

Aus diesem Grunde ist es ganz ausgeschlossen, dass wir den gutgemeinten Vorschlag der St. Galler Initianten hier annehmen können. Sie haben offenbar diese Auswirkung Ihres Vorschlages ganz übersehen. Es bleibt also nichts anderes übrig, als auf dem Boden, wie er uns geboten ist, den Kampf zu führen. Wenn Herr Schär gesagt hat, man wolle lieber einer schlecht redigierten Initiative gegenüberreten als einer verbesserten, so ist das auch nicht gerade ein Kompliment für die Initiative, so wie sie uns vorliegt. Es wird trotzdem Aufklärung und Arbeit brauchen, ich habe das schon betont, um unser Schweizervolk daran zu erinnern, was seine Pflicht ist. Aber es ist mir nicht bange, dass im Volksentscheid das Volk so sprechen werde, wie es den Bedürfnissen unseres Landes entspricht.

Baumberger: Der Sprechende gehört zu denjenigen, die auf die Initianten keinen Stein werfen möchten. Wer den Debatten vom Februar 1921 und vom Juni desselben Jahres in diesem Saale beiwohnte, der muss es verstehen, dass eine solche Bewegung zum Ausbruch gelangt ist. Nun ist es etwas ganz anderes, wenn man das Produkt der Bewegung betrachtet, nämlich das Initiativbegehren als solches, das in meinen Augen ein wirtschaftlich absolut verfehltes ist. Ich muss schon sagen, dass es mir schwer wird, zu glauben, dass ein wirtschaftlich so versierter Kollega, wie Herr Dr. Schär von Basel, mehr oder weniger Vater dieses Begehrens sein soll, das ich keinem einzigen schweizerischen Volkswirtschaftler zugetraut hätte.

Und nun muss ich Ihnen weiter sagen, dass mich der gestrige Verlauf der Debatte im ganzen recht befriedigt hat. Es sind Aeusserungen gefallen, speziell von den Vertretern der sozialdemokratischen Partei, die unsereinen mit Genugtuung erfüllen können und zeigen, dass sich in jenem Lager doch nun langsam eine gewisse Wandlung der Geister vollzieht. Es hat mich ungemein gefreut, von Herrn

Huggler zu hören, dass er das Prinzip des Zollschatzes anerkennt. Sobald man einmal auf jener Seite dieses Prinzip anerkennt, dann trennen uns keine grundsätzlichen Differenzen mehr, sondern höchstens die Quantität, die ziffernmässige Höhe des Zollschatzes bei der einzelnen Position, und darüber kann man sich verständigen. Nicht weniger mit Genugtuung hat mich erfüllt, dass Herr Kollega Huggler für seine Fraktion ferner in Anspruch nahm, so etwas wie die Hüterin eines soliden Finanzhaushaltes des Bundes zu sein, und dass er sogar so weit gegangen ist, zu erklären, sie müssten ja « Esel » sein — ein zoologisches Bild —, wenn sie einer Zerrüttung der Bundesfinanzen die Hand reichen wollten. Ich will bei der zoologischen Partie des Bildes nicht verweilen, aber bemerken will ich, dass es ein eigentümlicher Schutz der Bundesfinanzen ist, wenn man eine Vermögensabgabeinitiative ergreift.

Und ein noch eigentümlicherer Schutz des Finanzhaushaltes des Staates ist es, wenn man sich an gewisse Ereignisse im November 1918 erinnert, die von seite der Partei des Herrn Huggler teils provoziert, teils protegirt wurde. Immerhin möchte ich mit Vergnügen konstatieren, dass Herr Huggler für seine Partei nun ebenfalls Anspruch darauf erhebt, zu den finanzhaltenden Elementen im Staate zu gehören. Das ist ein ganz wichtiger Fortschritt. Mit Genugtuung hat mich dann auch erfüllt, dass Herr Huggler zugestanden hat, dass die Annahme dieser Initiative finanzielle Schwierigkeiten für den Bund im Gefolge haben würde. Es steht diese sehr wichtige Zugabe zwar etwas im Widerspruch mit der vorherigen Betonung, die ich bereits erwähnt habe. Aber Herr Huggler sagt uns: « Ja, wenn es finanzielle Schwierigkeiten gibt für den Bund, da seid Ihr Bürgerliche doch selber schuld daran; warum habt Ihr seinerzeit die direkte Bundessteuer nicht angenommen, die wir euch präsentierten? » Nach Herrn Huggler hat sein Freund Herr Kollega Naine gesprochen, und er hat uns in hochpathetischem Tone zugerufen: « Vous vous méfiez du peuple! » Mit seiner direkten Bundessteuer mutete uns aber Herr Kollega Huggler gerade etwas zu, wobei man sich über die Volksmeinung hinwegsetzen würde. Denn das wird Herr Kollega Huggler so gut wissen wie ich: Wenn wir eine direkte Bundessteuer dem Volksentscheid unterbreiten, dann würde er ein blaues Wunder erleben können (**Huggler** : Nein). Wir wollen dann sehen!

Also das stimmt nicht. Immerhin im grossen und ganzen Genugtuung über solche Wendungen und Wandlungen, speziell Genugtuung dann auch in bezug auf eine Aeusserung des Herrn Kollegen Grimm, der erklärte: « Wir begreifen ganz gut, dass man im Zollwesen nicht autonom, sondern abhängig ist von den Wellungen und Wallungen der ausländischen Zollpolitik. » Wieder ein wesentlicher Fortschritt in der Auffassung des zollpolitischen Wesens auf Ihrer Seite, das heisst auf Seite der Sozialdemokraten. Und diese Aeusserungen haben in mir die Hoffnung erweckt, dass der Moment doch kommen wird, in dem wir uns am Ende in Zollsachen verständigen können, wobei wir gar nicht so lange warten müssen, wie es der Fall wäre, wenn wir dies auf die Wirtschaftskonferenz oder auf die Völkerbundskonferenz von Genua abstellen würden, die Herr Kollega Grimm zu meiner Freude in einem schönen Sinne zitiert hat, so dass ich beinahe zum Verdacht gekommen

bin, Herr Grimm hätte sich zu Genua bekehrt, und mit der Bekehrung zu Genua denn auch den ersten Schritt zur Bekehrung zum Völkerbund getan.

Meine Herren, wenn wir nun diese Zugeständnisse festlegen und hierüber Genugtuung äussern, so können wir nicht dieselbe Genugtuung aussprechen gegenüber dem Votum des Herrn Naine. Herr Naine hat uns alle miteinander auf die Anklagebank geschleppt als Verfassungsverächter, als Verfassungsverletzer. Das ist eine schwere Anklage, und Herr Naine ist den Beweis dafür schuldig geblieben. Ich protestiere meinerseits gegen eine solche Anklage, und wenn ich dagegen protestiere, weiss ich mich in Uebereinstimmung mit sämtlichen Mitgliedern der katholisch-konservativen Fraktion. Warum Verfassungsverletzung? Herr Kollega Naine bestreitet die Berechtigung, in diesem Falle die Dringlichkeitsklausel anzuwenden. Dass der Rat formell berechtigt war, hier die Dringlichkeit auszusprechen, das wird niemand bestreiten. Aber ich glaube, es ist auch eine materielle Berechtigung vorhanden, und diese hat sich bis zur Evidenz nach dem 21. Februar 1921 herausgestellt. Damals, im Februar 1921, konnte man noch ein klein wenig optimistisch sein über die allgemeine Lage. Diese allgemeine Lage hat sich seit dem Februar 1921 nur verschlechtert und immer wieder verschlechtert. Den plastischen Ausdruck findet diese Verschlechterung, wenn wir den schweizerischen Kurszettel und den Berliner Kurs dann miteinander vergleichen: Im Februar/Juli 1921 und nun im Januar und Februar 1923, diesen ungeheuren Sturz von 8 auf 0,01 und 0,009. Die Lage hat sich so gestaltet, dass in der Folge niemand von uns die Verantwortung hätte übernehmen können, wenn für jene Massnahmen damals nicht die Dringlichkeit beschlossen worden wäre.

Ja, mein verehrter Herr Kollega Schär, was wäre die Folge gewesen, wenn wir diese Massnahmen überhaupt nicht gehabt hätten? Die Folgen wären gewesen eine grenzenlose Ueberschwemmung unseres Landes, die beinahe bis zu dessen Ausplünderung angestiegen wäre, mit fremder, minderwertiger Valutaware; die Folge wäre gewesen die völlige Stilllegung verschiedener inländischer Produktionszweige; die weitere Folge wäre gewesen eine ungemaine Schädigung der ohnehin bedrückten Landwirtschaft. Ich bin kein Freund der parlamentarischen Dringlichkeitsklärung, und wenn einmal eine Totalrevision der Bundesverfassung kommt, so ist der Sprechende einer der ersten, die sagen: Die Dringlichkeitserklärungen des Parlamentes sollen eingeschnürt werden durch Festsetzung von qualifizierten Mehrheiten. Aber im vorliegenden Fall wird man keinen Vorwurf machen können, sondern es wird die Zeit kommen, in der objektivere, unbefangene Beurteiler als wir sagen werden: Jene Dringlichkeitserklärung war ein Akt der Weitsicht und ein Pflichtakt.

Die Entwicklung unseres Zollwesens ist ein sehr interessantes Kapitel und könnte gerade den Freunden dieser Initiative recht viel zu denken geben. Der Sprechende hat in der schweizerischen Zollpolitik schon agiert, als noch Freihandel à outrance Trumpf war in ihr, als noch Geigy-Merian von Basel der allmächtige Tonangeber für die schweizerische Zollpolitik war. Dann ist infolge der Bismarckschen Zollpolitik eine neue Aera gekommen, wir können sie die Aera des Kampfzoll nennen, unter dem

grössen Zürcher Wirtschafts- und Handelspolitiker Cramer-Frey, und mit dieser Kampfzollpolitik, die uns durch die Zollgestaltung des Auslandes aufgezungen wurde, ging die Schweiz notgedrungen über zur Schaffung von Wehr und Waffen in ihrem Tarif gegenüber dem Ausland, zu Kampfzöllen. Man glaubte, damit ein Bleibendes erreicht zu haben. Aber die Schutzzollbewegung in Europa und auch in den Vereinigten Staaten von Amerika schwoll immer mehr und noch mehr an, und dann kam ein neues Element in die schweizerische Zollpolitik, und dieses neue Element war der Zollschutz. Ich muss sagen, der Sprechende war beim Uebergang zum Zollschutz zögernder als einzelne Herren von der äussersten Linken. Ich rechne es speziell Herrn Kollegen Greulich — ich habe ihn schon einmal bei einer früheren Gelegenheit zitiert — zum grossen Verdienst an, dass er einer der Mutigsten war beim Uebergang zum Zollschutz für die schweizerische Landwirtschaft, und bemerke, dass Herr Kollega Huggler mit seinen gestrigen Betonungen eigentlich nur in den Fußstapfen von Altmeister Greulich gewandelt ist.

Meine Herren, in diesen drei Namen oder diesen drei Prinzipien: Freihandel unter Geigy-Merian, Kampfzoll unter Cramer-Frey, ausgesprochener Schutz-zoll unter, sagen wir, Bundesrat Schulthess, oder, wenn Sie wollen, unter Herrn Alfred Frey, aber nicht unter Herrn Laur, haben Sie die drei Etappen unserer Zollpolitik, die sich ganz logisch und, ich möchte sagen, in eiserner Konsequenz entwickelt haben.

Fragen wir aber umgekehrt: War denn das wirtschaftlich eine so unglückliche Zeit für die Schweiz, diese letzten 50 Jahre, in der sich diese Entwicklung unseres Zollwesens vollzogen hat? Der Wirtschaftshistoriker wird Mühe haben, in der Schweizergeschichte ausser der Zeit gegen das Ende des 30jährigen Krieges, eine Aera namhaft zu machen, in der die schweizerische Wirtschaftsentwicklung so gewaltig fortgeschritten, der schweizerische Wohlstand in dem Masse gewachsen ist, wie in der Zeit von 1870 bis zum Ausbruch des Weltkrieges. Und in dieser Zeitperiode des Wirtschaftsaufstieges ist der soziale Aufstieg im Schweizerland zum Ausdruck gekommen wie noch nie vorher. Und in die gleiche Zeit fällt auch die Festigung zweier Hauptstände der Schweiz, die ständische und materielle Festigung des Bauernstandes und des Gewerbestandes, wieder in einem Masse, wie es vorher nie vorhanden war. Das alles ist genau in die Periode gefallen, in der die schweizerische Zollpolitik diese Bewegung machte vom Freihandel weg bis zum Zollschutz. Ich gebe zu, man kann nicht beweisen, dass dieser Uebergang vom Freihandel zum Zollschutz ein Verdienst an dem Aufschwung der genannten Periode hatte. Aber das ist evident, dass diese Entwicklung absolut kein Hindernis gebildet hat für einen in der Schweizergeschichte beispiellosen wirtschaftlichen Aufstieg. Das soll auch gesagt werden.

Wenn ich Ihnen dieses Bild gegeben habe, so ist es für mich ein Uebergang zum Vorwurf des Herrn Huggler, der Gebrauchstarif von 1921 sei ein grenzenloser Lebensmittelverteurer gewesen. Ich gebe ohne weiteres zu, dass Zollerhöhungen niemals zur Verbilligung der Lebenshaltung beitragen. Darüber, glaube ich, sind wir alle einig. Aber eine ganz

andere Frage ist es, inwieweit Zollerhöhungen eine Verteuerung ausmachen. Die Preisbildung ist ein so vielgestaltiges, ein so feines Problem, dass da noch ganz andere Faktoren mitspielen als nur Zölle. Wir hatten eine Periode im letzten Jahre mit ungemain hohen Fleischpreisen und ungeheuer tiefen Inlandviehpreisen, und zwar war der Gegensatz zwischen Vieh- und Fleischpreisen ein derartiger, dass an einzelnen Orten, wenn ich mich nicht irre, die Behörden eingriffen. Ich glaube, unser verehrter Herr Kollega, Regierungsrat Tobler, könnte uns hierüber am besten Auskunft erteilen. Angesichts dieser Erscheinung frage ich, wo ist hier der Zoll als Fleischverteurer aufgetreten? Nicht der Zoll hat diese übertriebenen Fleischpreise geschaffen, sondern ein wenig der Gewinnanteil der Metzger. Andere Leute sagen, dass Bell, Pulver, Kraft usw. hier auch schuld seien. Wenn ich mich recht erinnere, standen dieser Bellalliance die schweizerischen Konsumvereine auch nicht ganz fern (Heiterkeit), ich glaube das irgendwo gelesen zu haben. Es ist mir übrigens auch noch bestätigt worden. Wenn Herr Kollega Schär in seiner Broschüre auf Seite 60 schreibt: Wenn wir diesen abscheulichen Tarif nicht hätten, würde in einzelnen Positionen jedes Kilogramm Fleisch um zirka einen Franken billiger sein, so heisst das doch, dass der Tarif das Kilogramm Fleisch um einen Franken verteuere, nicht wahr? Sie finden das auf Seite 6, 7. Zeile von oben (Heiterkeit). Ich verstehe von der Metzgerei nicht viel und vom Viehandel noch weniger, aber ich frage doch, glauben Sie, dass das Kilogramm Fleisch um einen Franken billiger würde, wenn wir nun zum Gebrauchstarif von 1906 oder zum Generaltarif von 1902 zurückkehren würden? Das glaubt auch Herr Dr. Schär nicht, auch wenn der schweizerische Konsumverein im ganzen Lande herum Konsummetzgereien errichten würde, die wahrscheinlich gleich billig arbeiten würden, wie die landwirtschaftlichen Betriebe des gleichen schweizerischen Konsumvereins (Heiterkeit).

Noch ein anderer Faktor. Wir haben ungefähr zu gleicher Zeit in der Zolltarifkommission mit Schmerzen konstatieren müssen, dass schreiende Differenzen zwischen dem Weltmarktpreis und dem Preis der Detaillisten für eine ganze Reihe von Produkten bestanden, Differenzen, die in den meisten Fällen mit den Zollerhöhungen nichts oder nur ganz wenig zu tun hatten. Da war wieder nicht der Zolltarif schuld, sondern ganz andere Umstände. Die Zolltarifkommission hat sich Mühe gegeben, diese zu eruieren, um Abhilfe zu schaffen. Ich muss schon sagen, auch die sozialdemokratischen Mitglieder der Kommission haben keine Vorschläge gewusst, um Abhilfe zu bringen. Sie sehen also, dass nicht alles auf das Konto des Zolltarifes zu setzen ist, sondern dass oft ganz andere Faktoren massgebend sind.

Als letzter wesentlicher Faktor der Verteuerung fällt noch in Betracht die immer grössere Bequemlichkeit der Konsumenten und das immer geringere Verständnis der Konsumenten beim Einkauf, ich möchte sagen, der Mangel an Kaufsinn, den das heutige Publikum aufweist. Ja, meine verehrten Herren, wenn unsere Grossmütter so schlechte Einkäuferinnen gewesen wären, wie es zur Hauptsache das heutige Geschlecht ist, so wäre es nicht so vorwärts gegangen im Schweizerlande. Der Konsument hat eben auch eine Pflicht gegenüber dem Verkäufer.

Er muss ihn auch ein wenig erziehen können und nicht nur immer nach dem Staate schreien, dieser soll es für ihn tun. Es ist auch beim Publikum, die Krämer zu erziehen.

Noch ein kurzes Wort über die Handelsverträge. Herr Huggler hat da bei aller Kenntnis der Volkswirtschaft doch recht sonderbare Ansichten geäußert. Er sagte, die Initiative berühre die Handelsverträge absolut nicht, die blieben selbstverständlich nach wie vor in Kraft. Ich glaube, Herr Huggler stellt sich die Sache nicht ganz so vor, wie sie dann sein wird. Nehmen wir einmal an, die Initiative sei angenommen und betrachten wir die Lage beim Weinzoll. Der Weinzoll ist festgelegt in den Handelsverträgen mit Spanien und Italien mit Fr. 24. Nach Annahme der Initiative tritt der Generaltarif von 1902 in Kraft, in dem meines Wissens der Weinzoll mit Fr. 16 eingestellt ist. Gewiss, Italien und Spanien werden wegen dieser Herabsetzung bei uns nicht reklamieren, sie werden vielmehr sagen, uns ist es noch so recht, wenn ihr guten Schweizer auf einmal von 24 Fr. auf 16 Fr. heruntergeht. Wenn man aber glaubt, nun sei aber doch noch der Ansatz auf Wein in den neuen Handelsverträgen in Kraft, dann irrt man sich, denn der schweizerische Weinimporteur, und auf den kommt es an, würde sich dagegen wehren. Er wird sich auf den Standpunkt stellen, nachdem der Generaltarif von 1902 Recht und Gesetz geworden sei, wolle er nicht der Esel sein — ich will nun auch das zoologische Bild von Herrn Huggler weiterverwenden — und Fr. 24 per 100 kg Zoll zahlen, währenddem nach Gesetz nur Fr. 16 zu zahlen sind. So präsentiert sich die Lage, und sie wird sich weiter so gestalten, wenn der Bundesrat dann wahrscheinlich in einer Note und Aide-Note, oder wie man das diplomatisch nennen will, den Regierungen mitteilt, unser Schweizervolk hat, in Anbetracht eurer ausgezeichneten Eigenschaften, es für gut befunden, eine Anzahl Zölle noch mehr herabzusetzen, tiefer als sie in unseren Verträgen mit euch festgesetzt sind. Wir notifizieren euch, dass in Zukunft unser Weinzoll nur noch so und so viel, unser Eierzoll nur noch so und so viel betragen wird, und so weiter, und so fort. So arbeitet man mit der Initiative für das Ausland, aber nicht für die Schweiz.

Herr Huggler hat auch noch den Art. 4 des Zollgesetzes von 1902 zitiert und erklärt, mit diesem habe der Bundesrat immer noch eine starke Waffe. Dieser Art. 4 ist aber kein Wehrartikel für Unterhandlungen, sondern er ist der Kriegsartikel nach gescheiterten Unterhandlungen. Er ist dazu da, um angewendet zu werden, wenn ein Staat sich weigert, mit uns einen Handelsvertrag abzuschliessen, oder wenn er uns Zumutungen bei Handelsverträgen macht, dass wir einen Abschluss versagen müssen. Das ist darum keine Waffe für den Bundesrat bei Unterhandlungen, sondern eben ein Kriegsartikel nach den letzteren.

Sie mögen so hart urteilen wie Sie wollen über die zwei Zollakte vom Jahre 1921, das werden Sie nicht bestreiten dürfen, wenn Sie die Sache wirklich objektiv und vorurteilslos verfolgen und vorurteilslos das Fazit ziehen, dass der Gebrauchstarif von 1921 bisher nicht mit einem Passivum, sondern mit einem Aktivum abgeschlossen hat. Ueber die wirtschaftlichen und sozialpolitischen Folgen, die die Annahme der Initiative im Gefolge hätte, verliere ich kein

Wort mehr in diesem Saale. Herr Kollega Graf hat Ihnen gestern dies alles eindringlich dargelegt. Eines aber noch möchte ich betonen und Ihre Aufmerksamkeit darauf lenken. Wenn die Initiative angenommen wird, so bringt sie die schweizerische Landwirtschaft in eine fast verzweifelte Lage, und der schweizerische Bauer wird eben die Mittel und Wege suchen müssen, um sich dennoch aufrechtzuerhalten. Wo wird er aber die Mittel finden und hernehmen müssen? Im Milchpreis, meine Herren. Die Annahme der Zollinitiative bedeutet in meinen Augen eine kommende Milchpreiserhöhung nicht nur von fünf Rappen, sondern um noch viel mehr. Was ist dann der Nutzen der Initiative für die Arbeiterschaft, was der Nutzen für das kleine konsumierende Volk? Auch da haben Sie eine Verantwortung, meine Herren von der äussersten Linken.

Unsere Fraktion beantragt einstimmig Ablehnung der Initiative (Beifall).

Kurer: Es ist ausserordentlich erfreulich, dass die Beratungen von gestern und heute sich in aller Ruhe und Sachlichkeit vollzogen haben, im Gegensatz zu andern Erscheinungen, die man hier schon erleben oder mit ansehen musste. Herr Grimm hatte ja gestern recht, zu einem Teil wenigstens, als er für die Initianten in Anspruch nahm, sie hätten in guten Treuen gehandelt. Jedenfalls anerkenne ich das vor allem für diejenigen, die hinter meinem solothurnischen Ratskollegen, Herrn von Arx, stehen und ich glaube, es auch sogar gegenüber Herrn Dr. Schär tun zu dürfen. Es ist aber auch ausserordentlich klug, wenn nicht bloss gestern und heute die Frage ruhig behandelt worden ist, sondern wenn es auch im Laufe der kommenden Wochen geschieht.

Unter denjenigen, die die Initiative unterzeichnet haben, finden wir Leute aus allen Berufsklassen und aus allen politischen Parteien, auch den bürgerlichen. Da steht es nun aber in einem ganz seltsamen Kontrast, wenn Herr Dr. Schär unlängst in einem Artikel geschrieben hat — er zürnt natürlich darüber, dass Herr Graf sich in die Einheitsfront des Bürgertums eingestellt hat —: «Dieser Jubel ist jedenfalls etwas verfrüht, jedenfalls darf aus dem Stimmenverhältnis in den Kommissionen nicht auf das Stimmenverhältnis im Volke geschlossen werden. Dass bei der jetzigen Zusammensetzung der Räte eine starke Mehrheit vorhanden ist, welche die grössten und erdrückendsten Schutzzölle unbesehen frisst, wenn solche vom Bundesrat vorgeschlagen werden, war uns zum vornherein bekannt.» Ich glaube, eine derartige Sprache gegen das Parlament steht auch ausserhalb des Parlamentes Leuten sehr schlecht an, die uns heute erklären, die Initiative sei im Grunde genommen Selbstzweck; denn das sagt man implizite, wenn man hier erklärt: Wir rechnen ja sowieso beim Volke draussen nicht auf Erfolg. Man tut sehr gut daran, in dieser Art und Weise nicht auf Erfolg zu rechnen! Denn es ist eine Tatsache, für die Beweise leicht beizubringen wären, dass sogar im Hauptquartier der schweizerischen sozialistischen oder hauptsozialistisch eingestellten Konsümler, das heisst beim Verband schweizerischer Konsumvereine in Basel, die Meinungen über die angeführte Stellungnahme des Herrn Schär ausserordentlich verschieden sind. In der zweiten Hälfte der letzten Woche hat mir ein Herr Dr. Schär sehr nahestehender

Mitarbeiter in Basel erklärt, man sei dort ausserordentlich unangenehm berührt und behalte sich, je nach dem Ergebnis der Beratungen hier in Bern die definitive Stellungnahme zur Initiative vor.

Diese Auffassung ruhiger Konsumentenvertreter ist durchaus begreiflich. Denn der Satz ist gestern und heute doch mit aller Deutlichkeit belegt worden: Es gibt im Grunde genommen gar keine wesentlichen Unterschiede wirtschaftlicher Natur zwischen den Interessen der Produzenten und der Konsumenten. Das blödeste Auge muss die objektive Solidarität der einzelnen Berufsgruppen erkennen und aus der Erkenntnis dieser objektiven Solidarität wächst eben auch bei den ruhigen Konsumentenvertretern das Pflichtgefühl für die subjektive Solidarität heraus.

Ich bin eigentlich ein Parteigänger der Freihandelsidee. Das ist für denjenigen begreiflich, der, wie ich, den heute in Europa herrschenden nationalen Egoismus verurteilt. Und sicher ist, dass es nicht bloss eine Aufgabe der Schweiz, sondern auch Europas und der Welt ist, mit der Zeit, aber nur mit der Zeit, wieder zum Freihandelssystem zurückzukehren. Voraussetzung für diese Rückkehr zum Freihandelssystem, das seiner Zeit die schweizerische Wirtschaft für den Weltmarkt freigemacht hat, ist aber eben die Rückkehr normaler Zeiten, wenigstens besserer Zeiten, als wir sie heute haben. Es liesse sich im Zusammenhange mit diesem Gedanken noch verschiedenes sagen. Lassen sie mich das übergehen mit Rücksicht auf die Fülle der Erwägungen, die gestern und heute hier gehört werden konnten. Aber auf eines möchte ich noch aufmerksam machen: Das Ganze, um das es sich handelt und worüber unser Volk zu entscheiden haben wird, ist eigentlich eine Frage des Vertrauens zu Bundesrat und Parlament. Wenn Bundesrat und Parlament nicht mehr fähig wären, sich selbst in das Fühlen und Denken des Volkes auch hineinzufühlen und hineinzudenken, dann würde es sich nicht um einen Kampf gegen die Zollinitiative handeln müssen, sondern um Korrekturen und Remedur an ganz andern Orten und in ganz anderer Form.

Vertrauen in den Bundesrat und in das Parlament! Warum? Wir müssen unseren Bundesrat bei der Handhabung des feinfühligsten Instrumentes der Handelsverträge vertragsfähig und vertragswürdig erhalten. Herr Dr. Schär hat heute gesagt, er habe die Lancierung der Initiative verzögert, um dem Bundesrat bei seinen Vertragsunterhandlungen keine Schwierigkeiten zu machen. Also schon die Initiative allein ist deshalb verzögert worden. Herr Dr. Schär und seine mit ihm sich verantwortlich fühlenden Hintermänner haben also eingesehen: dadurch gefährden wir den Bundesrat und dessen Vertragsfähigkeit bei den schwebenden Vertragsunterhandlungen. Wie käme es erst dann, wenn nach Annahme der Initiative wir für die Zukunft einer konstanten Hetze unter dem Volke, der Konsumenten gegen die Produzenten und der Produzenten gegen die Konsumenten, ausgesetzt wären, wenn wir zu keiner Ruhe in der Betrachtung der wirtschaftlichen und wirtschaftspolitischen Verhältnisse kämen? Wie stünden wir in Zukunft da, wenn wir konstant mit Referendum und mit Abstimmungen zu rechnen hätten, deren eine Fülle zu erwarten wäre, wenn die Initiative tatsächlich angenommen würde? Also die Notwendigkeit, unseren Bundesrat vertragsfähig und in den

Augen des Gegenkontrahenten vertragswürdig zu erhalten, zwingen uns zur Ablehnung der Initiative in der scharfen Form, wie sie namentlich Art. 3 und 4 zeigen.

Ich mache es nun aber bei dieser Gelegenheit wie gestern Herr Maunoir: Wenn wir uns auch als Gegner der Initiative bekennen, so möchten wir in diesem Moment doch auch gewisse Wünsche zuhanden des Bundesrates deponieren. Einmal wünschen wir endlich, auch um der Ruhe wirtschaftlicher Erwägungen in unserem Volkswillen, rascheste Klarheit vom Bundesrat über die Frage des Getreide- und Tabakmonopols und wie die Dinge alle heissen, und sodann begnügen wir uns nicht mit der Promesse in der Botschaft des Bundesrates, wonach die Arbeit der kleinen Kommission, welche den Zolltarif vorbereitet, nachher einer grösseren Kommission unterbreitet werde, von Vertretern der verschiedenen Strömungen. Ich glaube, wir hätten heute den Kampf um die Zollinitiative nicht hier und im Laufe der nächsten Wochen nicht draussen im Volke, wenn der Bundesrat unseren Anregungen vom November 1917 Folge geleistet hätte und zu den Vorberatungen Leute im Sinne wirtschaftlicher Ausschüsse oder sogar eines Wirtschaftsrates sich selbst aus allen wirtschaftlichen Kreisen und aus den verschiedenen Parteien an die Seite gegeben hätte. Es genügt uns die Promesse, wie sie in der Botschaft steht, wonach man das eventuell tun würde, nicht, sondern heute und in der Zukunft wird eine festgefügte Zusammenarbeit zwischen dem Ressortdepartement und den verschiedenen wirtschaftlichen Gruppen notwendig sein. Wir fürchten, wenn wir Gegner der Initiative sind und nach den Worten der Herren Grimm und Dr. Schär, welchen wir in diesem Falle glauben dürfen, wissen, dass die Initiative fällt, das, was Herr Dr. Schär im schon zitierten Artikel noch weiter anführt — als gewaltigen « Böhlima », dem man dem ganzen Schweizervolk vor die Augen hält —, durchaus nicht. In dem Artikel heisst es nämlich weiter: « Wird die Initiative abgelehnt, so kommen in dem neuen Generalzolltarif des Bundesrates ganz ungeheuerliche Ansätze, noch viel höhere als in dem jetzt geltenden, von uns bekämpften provisorischen Gebrauchstarif. » Wir fürchten das nicht, denn wir wissen: dann wäre auch das Parlament und hinter dem Parlament das Volk wieder da, das sich gegen jedes Uebermass entschieden wehren würde.

Es ist in der Botschaft wiederholt auch der Handel angezogen worden, allerdings auch nur in der Freundlichkeit, dass man ihm wegen übertriebener Zwischengewinne eines an das Schienbein gehauen hat. Auch gestern und heute hat es verschiedenen Herren beliebt, dieses Lied von den übertriebenen Zwischengewinnen zu singen. Anstatt singen könnte man zwar in diesem Falle für die « Stimmabgabe » einen andern Ausdruck gebrauchen. Wir, die Vertreter des selbständigen kaufmännischen Mittellandes, sind Gegner der Initiative aus der objektiven Solidarität der wirtschaftlichen Verhältnisse heraus. Der alte Satz hiess: Hat der Bauer Geld, dann hat's die ganze Welt! Wir erweitern diesen Satz: Hat der Bauer für seine Erzeugnisse nicht einen gerechten und entsprechenden Preis, hat das Gewerbe, das Handwerk und die Kleinindustrie nicht ein angemessenes Entgelt für Ware, Leistung und Risiko und geht es der ganzen Industrie schlecht, — vermehren sich ferner wegen

des schlechten Standes von Gewerbe und Industrie die Massen der Arbeitslosen in der Arbeiterschaft und in der Angestelltenschaft, dann hat eben auch der Handel nichts. Aus diesem Aufeinanderangewiesensein der verschiedenen Berufsgruppen ziehen wir für uns den Schluss: Wir machen nicht mit bei der uns unter Umständen naheliegenden Initiative, sondern bekämpfen sie wegen der höheren Gründe, die uns zu dieser Bekämpfung zwingen.

Es war erfreulich, am letzten Sonntag bei der Delegiertenversammlung des schweizerischen Gewerbeverbandes in Olten die einmütige Auffassung zu entschlossener Abwehr seitens dieser Vertretung der umfassenden Organisation des Handwerks, des Gewerbes, der Kleinindustrie und des mittelständigen Handels zu beobachten. Wir haben in diesem Kreise sicherlich Hunderte und Tausende, die die Initiative unterschrieben haben. Wir sind uns zur Stunde noch bewusst, dass es unserer energischen Arbeit bedarf, um jene Kreise zu bekehren. Deswegen unsere Bitten an Bern in der Form, wie wir sie angebracht haben. Die Pflicht der politischen und wirtschaftlichen Führung, so wie wir sie auffassen, heisst aus den Reklamationen der Berufsgenossen, die man vertritt, herauszuschälen, was berechtigt und was unberechtigt ist, zu distinguieren, und dann frei und offen die Reklamationen hinsichtlich des Ungerechten auch vertreten. Aber höchste Pflicht des politischen und des wirtschaftlichen Führers ist es, auch die Organisationen, an deren Spitze man steht, vor übereilten Schritten und falschen Konsequenzen abzuhalten. Und so werden auch die Führer des schweizerischen Gewerbestandes, des Handwerks, des Gewerbes, der Kleinindustrie und des kaufmännischen Mittelstandes, diejenigen unter uns, die bisher bei der Initiative mitgewirkt haben, zu bekehren suchen. Wir werden sie überzeugen, dass die Erkenntnis kommt, bei allen, nicht bloss bei einzelnen, dass es jetzt heisst, sich einstellen in das Gesamtinteresse. Das Gesamtinteresse unserer Volkswirtschaft aber bedingt Zurückweisung der Initiative (Beifall).

König: Es ist interessant zu beobachten, wie die Anhänger der Zollinitiative Umwege suchen müssen, um die vermeintliche verteuernde Wirkung des gegenwärtigen Gebrauchstarifes einigermassen zu belegen. Der einfachste Weg wäre doch gewiss der, dass man auf die Preisbewegung der Waren seit Inkraftsetzen des neuen Tarifes abstellte und daraus eine Verteuerung ableitete. Weil aber die Anhänger der Initiative ganz genau wissen, dass sie aus dieser Preisbewegung keine tatsächliche Verteuerung ableiten können, namentlich bei den Lebensmitteln nicht, weil sie im Gegenteil sicher selbst wissen, dass diesbezügliche Untersuchungen zum gegenteiligen Beweis führen müssten, suchen sie allerlei Umwege.

Herr Grimm hat gestern einen derartigen Ausweg gesucht, indem er darauf hingewiesen hat, dass ja die Preise der landwirtschaftlichen Produkte immer noch erheblich über dem Vorkriegsstand stehen. Selbst wenn es in dem Masse richtig wäre, wie Herr Grimm behauptet hat, so müsste ich ihm sagen, dass damit über die verteuernde Wirkung des Zolltarifes noch sehr wenig gesagt ist. Es freut mich sehr, konstatieren zu können, dass Herr Grimm ein ausgeprägtes Verständnis für das statistische Material des Bauernverbandes und speziell der landwirtschaftlichen Marktzeitung hat.

Und wenn Herr Grimm anwesend wäre, so würde ich ihm gerne persönlich danken für das gute Zeugnis, das er der Zuverlässigkeit dieses Materials ausgestellt hat. Und ich würde ihm meinerseits auch gerne das Zeugnis ausstellen, dass er diese Zeitung offenbar nicht nur liest, sondern deren Angaben auch ausgezeichnet zu benutzen versteht. Er hat nämlich gestern um seine These zu beweisen, ausgerechnet diejenigen Produkte herausgegriffen, bei denen tatsächlich noch ein erheblicher Preisunterschied zwischen den jetzigen Preisen und den Vorkriegspreisen besteht. Er hat aber alle diejenigen Produkte schön im Stillen gelassen, bei denen dieser Preisunterschied nicht mehr besteht. Er hat zum Beispiel nicht gesagt, dass der Preis der Kartoffeln ziemlich genau auf den Vorkriegsstand gesunken ist, dass er bei Wein sogar darunter gegangen ist. Er hat nicht gesagt, dass bei Obstwein der Preis nur 51 % des Vorkriegsstandes beträgt und bei Obst sogar nur 40 % des Vorkriegsstandes. Alle diese Angaben hat Herr Grimm nicht gemacht. Würde man aber sein Verzeichnis vervollständigen, und sämtliche Produkte in den Kreis der Betrachtung ziehen, dann käme man zum Schluss, dass doch offenbar die Zahlen der bundesrätlichen Botschaft stimmen müssen.

Und noch eines hat Herr Grimm nicht beachtet. Es kommt, wenn man den Einfluss der Produktpreise auf die Lage der Landwirtschaft abschätzen will, viel darauf an, welchen Anteil der Erlös aus den betreffenden Produkten an den Gesamteinnahmen aus der Landwirtschaft ausmacht. Herr Grimm hat viel Aufhebens davon gemacht, dass ja der Getreidepreis sogar mehr als 100 % über dem Vorkriegspreis stehe. Das mag stimmen. Aber wenn man weiss, dass die Einnahmen aus dem Getreideverkauf im schweizerischen Durchschnitt nur 2 oder 3 % der gesamten landwirtschaftlichen Einnahmen ausmachen, so sieht man, dass man eben den Einfluss dieser relativ guten Preise auf die gesamte Lage der Landwirtschaft nicht überschätzen darf. Anders steht es bei denjenigen Produkten, deren Erlös einen relativ erheblichen Anteil an den Gesamteinnahmen ausmacht; zum Beispiel beim grossen Schlachtvieh, wo er etwa 20 % der Gesamteinnahmen ausmacht, steht der gegenwärtige Preis ziemlich genau 25 % über dem Vorkriegsstande und bei der Milch, deren Erlös etwa 30 % der Gesamteinnahmen ausmacht, nur 18 % über dem Vorkriegsstand. Herr Grimm hat bei der Milch vorsichtigerweise auf das Krisenjahr 1913 als Ausgangspunkt abgestellt. Im Jahre 1912 dagegen, also in einem normalen Jahre, betrug der Milchpreis bereits 20,2 Rp. und im Mai des vergangenen Jahres (1922) durchschnittlich 20 Rp., war also ziemlich genau auf den Vorkriegsstand gesunken. Nun ist er seither wieder etwas angestiegen, nämlich auf 23 Rp. bis zu dem Zeitpunkt, da die Zahlen für die Botschaft gesammelt wurden.

Wenn man alle diese Momente in Betracht zieht, so wird man zum Schlusse kommen, dass offenbar die Zahlen der bundesrätlichen Botschaft stimmen, und dass es nicht richtig ist, dass die Preise der landwirtschaftlichen Produkte noch so hoch über dem Vorkriegsstande stehen, wie Herr Grimm es dartun wollte.

Ich muss nun Herrn Grimm noch etwas weiter führen auf diesem Gebiete und ihn und seine Herren Kollegen darauf aufmerksam machen, dass überhaupt

mit der Höhe der Produktenpreise allein noch nicht sehr viel gesagt ist in bezug auf die Lage der Landwirtschaft, sondern dass es auch auf die Höhe des Betriebsaufwandes ankommt, und dass das Verhältnis zwischen Ertrag und Aufwand dann schliesslich massgebend ist für die Rendite der Landwirtschaft. In dieser Beziehung muss ich mitteilen, dass wir beobachtet haben, dass in den letzten Jahren einerseits der Ertrag (in Geldwert gemessen) zurückgegangen ist, während auf der andern Seite der Aufwand im landwirtschaftlichen Betrieb sozusagen der gleiche geblieben ist. Nach den Erhebungen des Bauernsekretariates betrug der Rohertrag im Jahre 1920/21 pro Hektare 1650 Fr. und ist im Jahre 1921/22 (provisorische Ergebnisse) auf 1210 Fr. zurückgegangen. Dagegen der Aufwand, der sich im Jahre 1920/21 pro Hektare auf 1255 Fr. belief, ist nur zurückgegangen auf 1190 Fr., frisst also gegenwärtig sozusagen den Gesamtertrag hinweg. Infolgedessen ist denn auch die Rendite im Durchschnitt auf 0,2 % gesunken; ich hoffe, dass Herr Grimm und seine Genossen von der Zuverlässigkeit dieses Resultates ebenso sehr überzeugt sind, wie von den Angaben, die Herr Grimm gestern selbst gemacht hat. Und wenn Herr Grimm in diesem Punkte die Zuverlässigkeit unserer Angaben nicht anerkennen sollte, dann möge er sich bitte erkundigen bei dem Verband schweizerischer Konsumvereine, oder beim A. C. V. in Basel; der wird ihm sagen, unsere Zahlen seien höchstens insofern nicht ganz zuverlässig, als sie viel zu hohe und zu günstige sind gegenüber den Ergebnissen der Bauerngüter, die von den Konsumvereinen betrieben werden.

Was nun die Zukunft anbetrifft, so sehen wir voraus, dass der Aufwand in der Landwirtschaft nicht erheblich reduziert werden kann. Infolgedessen bleibt, um den billigen Ausgleich zu schaffen, gar nichts anderes übrig, als dass die Produktpreise wieder etwas in die Höhe gehen, nicht mit dem Ziel, eine Teuerung der Lebenshaltung herbeizuführen, sondern um auch dem Bauer ein einigermaßen anständiges Auskommen zu sichern. Angesichts dieser Tatsache stelle ich fest, dass leider die Preise der landwirtschaftlichen Produkte nicht so weit über dem Vorkriegsstand stehen, wie Herr Grimm es gestern behauptet hat, und es würde mich ausserordentlich freuen, wenn Herr Grimm vielleicht in einem Jahr an Hand der Angaben der landwirtschaftlichen Marktzeitung nachweisen könnte, dass die Preise der landwirtschaftlichen Produkte vielleicht wieder etwa 50 % über dem Vorkriegsstande stehen. Das wäre nichts Ungeheuerliches. Herr Grimm und seine Kollegen werden ohne weiteres zugeben müssen, dass die Löhne und Gehälter noch verhältnismässig viel mehr über dem Stande der Vorkriegszeit stehen, als die Preise der landwirtschaftlichen Produkte. So viel zu den Ausführungen des Herrn Grimm.

Auch Herr Dr. Schär, der berufene Vertreter der Konsumenten, hat verschiedene Auswege gesucht, um seinen Standpunkt zu belegen. Er hat wieder einmal auf die Verschiedenheit der Interessen der Klein- und Grossbauern aufmerksam gemacht. Ich kann Herrn Dr. Schär mitteilen, dass wir ganz genau ausgerechnet haben, inwiefern ein Interesse der verschiedenen Grössenklassen der landwirtschaftlichen Betriebe am Zolltarif besteht. Es hat sich eine ganz auffällige Gesetzmässigkeit in dem Sinne ergeben, dass das Interesse verhältnismässig wächst, je kleiner

der Betrieb ist. Ich habe keinen Anlass, diese Angaben hier im einzelnen anzuführen, indem ich der Meinung bin, dass die Abstufung der Zollansätze innerhalb der Landwirtschaft und der verschiedenen landwirtschaftlichen Betriebszweige Sache der Bauern ist, und ich möchte Herrn Dr. Schär bitten, hier uns, respektive den Bauern die Beurteilung zu überlassen, ob diese Abstufung eine richtige ist oder nicht. Herr Dr. Schär hat im weiteren neuerdings Angst machen wollen vor der gewaltigen Zollbelastung, indem er einzelne Zölle in Prozenten des Wertes ausrechnet. Ich kann ihm mitteilen, dass diese prozentuale Zollbelastung in einer Publikation des Bauernverbandes, die in absehbarer Zeit erscheinen wird, in aller Offenheit dargestellt werden wird. Wir haben also durchaus keine Angst vor einer richtigen Berechnung in dieser Richtung. Herr Dr. Schär hat auch sonst noch einige alte Ladhüter hervorgeholt. Er hat von der gewaltigen Vielfachung einzelner Zollansätze gesprochen, die bei der Ausarbeitung des Gebrauchstarifes stattgefunden habe; er hat auch neuerdings Bezug genommen auf Zusicherungen von Herrn Bundesrat Musy usw. Ich frage Herrn Dr. Schär, warum hat er als Vertreter des Verbandes schweizerischer Konsumvereine, wenn er doch so sehr von der verteuernenden Wirkung des Zolltarifes überzeugt ist, nicht den Nachweis geleistet, dass seit Inkraftsetzen des neuen Gebrauchstarifes tatsächlich eine derartige Verteuerung stattgefunden habe? Ich habe Herrn Dr. Schär schon in der Oktobersession 1921 dazu aufgefordert. Damals konnte man als mildernden Umstand, dass Herr Schär den Nachweis nicht leistete, anführen, dass die Zeit seit der Inkraftsetzung des neuen Tarifs noch zu kurz sei. Nun sind aber 1½ Jahre verflossen seit Inkrafttreten des Gebrauchstarifes. Trotzdem ist Herr Dr. Schär und überhaupt niemand in der Lage, eine verteuernende Wirkung nachzuweisen; warum nicht? Weil sie tatsächlich nicht besteht!

Darum möchte ich den umgekehrten Nachweis erbringen, dass speziell die Preise der landwirtschaftlichen Produkte nicht gestiegen sind, sondern fast ausnahmslos zurückgegangen sind. Ich stelle die Preise der landwirtschaftlichen Produkte vom Juni 1921 denen zu Ende des Jahres 1922 gegenüber. Es betrug der Preis für fette Ochsen prima Qualität für das Kilogramm Lebendgewicht im Juni 1921 Fr. 2. 61, Ende des Jahres 1922 Fr. 1. 59; für fette Kühe prima Fr. 2. 25 im Juni 1921 und Ende 1922 Fr. 1. 18; noch stärker ist der Preisrückgang bei alten Kühen von Fr. 1. 91 auf 82 Rp., bei fetten Kälbern von Fr. 3. 38 auf Fr. 2. 09, bei fetten Schweinen von Fr. 2. 97 auf Fr. 2. 35 (wobei ich darauf verweise, dass die Schweinepreise zeitweise schon bedeutend tiefer gesunken waren). Bei frischen Landeiern, bei denen ja die bekannte Verfünzfachung des Zollansatzes stattgefunden hat, stand der Preis im Juni 1922 5 Rp. tiefer als im Juni 1921. Der Preis der Milch ist zurückgegangen von 36 auf 23 Rp., für Käse von 4 Fr. auf Fr. 2. 38, Butter von Fr. 6. 60 auf Fr. 5. 50, Honig von 7 Fr. auf Fr. 4. 20, Obstwein von 28 Rp. (pro Liter) auf 16 Rp., Rotwein von Fr. 1. 80 auf 1 Fr., Weisswein von Fr. 1. 60 auf 70 Rp. (im Durchschnitt). Auch bei den Saisonartikeln, bei denen ich die Preise vom Dezember 1921 denen vom Dezember 1922 gegenüberstelle, konstatieren wir einen deutlichen Preisrückgang: bei den Kartoffeln von Fr. 13. 50 für 100 kg auf 12 Fr., bei Kohl und Kabis von 15 Fr.

auf 11 Fr., bei gelben Rüben von 10 Fr. auf 8 Fr., bei Tafelpäpfeln von 30 Fr. auf 12 Fr. Wenn ich in dieser Zusammenstellung absichtlich alle wichtigen Produkte aufgezählt habe, so geschah es eben deshalb, dass nicht auch uns gegenüber der Einwand vorgebracht werden kann, wir hätten nur geschickt ausgewählt. Tatsache ist also, dass die Preise sämtlicher landwirtschaftlichen Produkte seit Inkrafttreten des neuen Zolltarifes ganz erheblich gesunken sind. Nun ist es ja möglich, dass, wenn die neuen Zölle nicht wären, der Preisrückgang vielleicht noch erheblicher wäre. Aber ich stelle fest, dass trotz der Zölle ein so weitgehender Preisabbau stattgefunden hat, dass er zu einer scharfen Krise in der Landwirtschaft geführt hat. Darum glauben wir mit Recht sagen zu können: soweit vielleicht eine gewisse Hemmung des Preissturzes durch die Einführung des neuen Gebrauchsstarifes stattgefunden hat, war diese Hemmung absolut nötig. Sie war notwendig nicht nur für die Landwirtschaft, sondern auch für das Gewerbe und für die Industrie, und sie war auch gerechtfertigt mit Rücksicht auf die Interessen der Konsumenten, respektive sie war mit deren Interessen vereinbar.

Und nun will uns die Zollinitiative diesen bescheidenen Zollschatz noch fast vollständig wegnehmen. Ich beharre darauf, dass das einer der Hauptzwecke der Zollinitiative ist und darum auch ein Hauptgrund, warum wir unsererseits die Initiative mit aller Schärfe bekämpfen müssen.

Ich brauche auf die handelspolitischen Wirkungen und Schädigungen nicht näher einzutreten; es ist das von anderer Seite geschehen. Auch möchte ich nicht auf die finanziellen Wirkungen näher eintreten. Ich möchte nur erwähnen, dass auch der Tabakzoll reduziert würde und dass der Tabakzoll, der gegenwärtig eine sehr wichtige Einnahme für den Bund abwirft, in seinem Ertrage sozusagen auf den Nullpunkt zurückgehen würde.

Ich möchte zum Schlusse noch bemerken, dass es durchaus angebracht war, wenn Herr Dollfus gestern auf die möglichen Endwirkungen der Annahme der Zollinitiative hingewiesen hat. Es mag ja momentan noch nicht so im Vordergrund erscheinen; aber tatsächlich würde die Annahme der Initiative eine Bewegung noch beschleunigen, die schon im Gange ist, und die als bedenklich bezeichnet werden muss. Tatsächlich ist in einigen ländlichen Bezirken die Bevölkerung in den letzten Jahrzehnten an Zahl ganz erheblich zurückgegangen, und namentlich in einigen Gebirgsbezirken der Kantone Tessin und Graubünden ist der Rückgang ein so grosser, dass er fast ein Viertel bis ein Drittel des Bestandes vom Jahre 1880 ausmacht. Ich möchte weiter darauf verweisen, dass die landwirtschaftliche Bevölkerung in der Schweiz als Ganzes zurückgegangen ist. Nun hat allerdings Herr Grimm gestern angeführt, dass diese Entwicklung der modernen Kulturstaaten von Agrarstaat zum Industriestaat ein gemeinsames Merkmal für sämtliche modernen Kulturstaaten sei. Ich will das nicht bestreiten, ich könnte Herrn Grimm sogar noch statistisches Material zum Belege für seine Ansicht zur Verfügung stellen. Ich kann aber Herrn Grimm auch auf geschichtliche Abhandlungen aufmerksam machen, in denen mit Hinweis auf historische Tatsachen dargetan ist, dass andere Länder, die in früheren Zeiten eine derartige Entwicklung zum einseitigen Industrie- und Handelsstaat durchgemacht

haben, mit der Zeit dem Niedergang und schliesslich dem Untergang entgegengingen, weil eben der zu starke Rückgang der ländlichen Bevölkerung und der landwirtschaftlichen Bevölkerung einen Raubbau an der Volkskraft eines Landes bedeutet. Darum sagen wir: die Erhaltung der landwirtschaftlichen und der ländlichen Bevölkerung liegt auch im Interesse der Industrie und der Städte, überhaupt im Interesse des ganzen Landes. Es ist ein gewisses Gleichgewicht und eine gewisse Gleichberechtigung zwischen den verschiedenen Ständen und zwischen Stadt und Land notwendig, wenn unser Land dauernd auf der Höhe bleiben soll. Darum bekämpfen wir die einseitige Entwicklung, wie sie Herr Grimm neuerdings möchte. Das ist auch ein Grund, warum wir die Zollinitiative bekämpfen, weil sie eben die Gleichberechtigung in bezug auf einen wichtigen Punkt aufheben will. Aus diesem Grunde und angesichts der schädlichen Wirkungen der Initiative in allgemein volkswirtschaftlicher, in handelspolitischer und finanzpolitischer Beziehung lehnen wir die Initiative mit aller Bestimmtheit ab und werden sie vor der Volksabstimmung mit aller Entschiedenheit und Energie bekämpfen.

Odinga: Als ich mich beim Herrn Präsidenten zum Worte meldete, geschah es in der Absicht, auf eine zu erwartende wohlwollende tiefgründige Rede des Herrn Kollegen Schär einiges zu antworten. Wir müssen uns ja rechtzeitig einschreiben in die Rednerliste, noch ehe wir wissen, was der Eine oder Andere äussert, weil wir sonst nach unserem Reglement Gefahr laufen, nicht zu Worte kommen zu können.

Nun bin ich einigermaßen angenehm, andererseits aber auch etwas unangenehm enttäuscht von der Rede, welche Herr Kollega Schär hier gehalten hat. Ich bin angenehm enttäuscht, weil Herr Schär in seiner Rede eigentlich nicht sehr viel und namentlich nichts Wichtiges gesagt hat. Herr Schär hat aus dem Kram von Erinnerungen an das, was früher im Parla- mente gesprochen worden ist, einiges herausgezogen und hat gegen vorjährige Behauptungen und Aeusserungen einzelner Ratskollegen hier polemisiert. Das hat mich angenehm berührt, nicht wegen der Kollegen, die davon betroffen wurden, sondern deshalb, weil ich daraus den Eindruck bekommen habe, dass die Einwände, welche Herr Schär vorzubringen hat gegen die Gegner der Zollinitiative und für seine Sache, sehr mager sind. Unangenehm berührt war ich deshalb, weil ich gehofft hatte, dass Herr Schär hier im Rate das, was er einer Reihe in von Artikeln in konsumvereinlichen Zeitungsorganen geäussert hat, mit allem Nachdruck und aller Verve vorbringen werde und dass er uns namentlich mit dem reichen Zahlenmaterial, das er dort aufgestapelt hat, vielleicht nicht mit allem, aber doch mit einem schönen Teile, aufwarten und uns von der Richtigkeit seiner Darstellung überzeugen werde. Herr Schär hat darauf verzichtet, wie er sagt, aus Oekonomie der Zeit, und hat uns auf seine Publikationen verwiesen. Dadurch bin ich unangenehm enttäuscht, weil ich nun hier dem Zahlenmaterial, das Herr Schär veröffentlicht hat, nicht auch ein gegenteiliges Zahlenmaterial entgegenstellen kann. Ich werde nun gezwungen sein, den gleichen Weg einzuschlagen, den Herr Schär einschlagen will, und in der Presse dem Zahlenmaterial des Herrn Schär das gegenteilige Zahlenmaterial entgegenzustellen. Dabei

habe ich die Hoffnung, dass der Grundsatz der Demokratie, der, wie Herr Schär auch heute hier in den Vordergrund gestellt hat, bei der Schaffung der Zollinitiative gewaltet haben soll, dann auch in den Publikationsorganen walten möchte, welche dem Verbandschweizerischer Konsumvereine, oder speziell dem Herrn Schär, dem allgewaltigen Redaktor dieser Organe, zustehen. (Zuruf Huber: In der Gewerbezeitung auch!) Auch in der Gewerbezeitung wird Herr Schär zum Worte kommen, wenn er sich zum Worte melden will. Ich möchte Herrn Schär einladen, dass er auch die Gegen Gründe und die Gegenzahlen welche gebracht werden, in seinen Organen zum Worte gelangen lassen möchte. Ich zweifle allerdings, dass er das zugehen wird, habe aber immerhin die Hoffnung, dass es etwas anders kommen wird, als der Standpunkt, den Herr Schär an einer Versammlung der Genossenschaftler in Olten am letzten Sonntag eingenommen hat, vermuten lässt. Er soll dort den Standpunkt eingenommen haben — ich weiss nicht, ob es wahr ist oder nicht, es ist mir aber so gesagt worden —, dass in den genossenschaftlichen Spalten nur der Standpunkt für die Initiative zur Geltung kommen solle. Von anderer Seite soll aber diese Ausschliesslichkeit bekämpft worden sein und dieser letztere Standpunkt soll offiziell die Oberhand behalten haben. Ob er zur Ausführung kommen wird, weiss ich allerdings nicht. Das aber weiss ich ganz genau, dass in den Kreisen, die Herr Schär sehr nahe stehen, dass in weiten Konsumentkreisen bürgerlicher Observanz man durchaus nicht überall der gleichen Meinung ist, wie sie Herr Schär hier vertreten hat und wie er sie auch in der Öffentlichkeit vertritt. Ich habe auf einen Artikel, den ich veröffentlicht habe, gerade aus jenen Kreisen eine Reihe von Zuschriften bekommen, welche mir bewiesen haben, dass man dort diesen einseitigen Standpunkt, den Herr Schär einnimmt, durchaus nicht billigt, dass man diesen einseitigen Konsumentenstandpunkt auch nicht verteidigt, sondern von dem Grundsatz ausgeht, dass nicht die Konsumtion im Vordergrund stehe, sondern dass das Primäre auch für uns die Produktion sein soll. Das ist der Standpunkt, auf dem wir je und je standen, den wir verfochten haben und der uns auch dazu geführt hat, dass wir seinerzeit dem Gebrauchstarif und anderen Erlassen des Bundesrates zugestimmt haben. Man hat nun, es ist das im Laufe der Diskussion wiederholt hervorgetreten, gesagt, dass das Belastungsverhältnis welches durch den provisorischen Gebrauchstarif geschaffen worden sei, nicht mehr der Bundesverfassung entspreche; die Bundesverfassung gebe den unmissverständlichen Hinweis, wo und wie die Belastung durch Zölle einzusetzen habe. Ich habe mir die Mühe genommen, in gleicher Weise, wie es von anderer Seite auch geschehen ist, den Kommentar Burckhardt zum Art. 29 der Bundesverfassung zu durchgehen, und dieser Kommentar sagt deutlich: « Die Verfassung gibt zunächst das Verhältnis an, das zwischen der Zollbelastung der verschiedenen Waren bestehen soll, ohne es ziffernmässig festzulegen; sie gibt sodann für die zwei unter Ziff. 1, lit. a und b, erwähnten Warenkategorien eine absolute Norm an, die einem allgemein formulierten Postulat des Freihandels gleichkommt. » Der Kommentar fährt aber dann fort: « Es ist aber klar, dass dem Bunde keine unbedingt verbindlichen Vorschriften gegeben werden konnten; höchste Vorschrift für ihn soll stets das Wohl

des Landes sein, und dieses kann, je nach den allgemeinen Konjunkturen des internationalen Güter-austausches oder der Zollpolitik anderer Länder, eine Erhöhung der schweizerischen Zölle fordern, die dem System der Bundesverfassung nicht entspricht. Die Bundesverfassung hat diese Möglichkeit einmal dadurch angedeutet, dass sie in Ziff. 1, lit. a und b, « möglichst geringe » Eingangsgebühren fordert, welche Grundsätze auf Handelsverträge angewendet werden sollen, « wenn nicht zwingende Gründe entgegenstehen », und dass sie in Ziff. 2 « möglichst mässige » Ausgangsgebühren vorschreibt. »

Aus diesem Kommentar ziehe ich die Folgerung, dass das System des heutigen Zolltarifes, sofern er des Landes Gesamtwohl im Auge hat, durchaus auf dem Boden der Verfassung steht.

Ich habe im Auftrag unseres Herrn Fraktionspräsidenten Ihnen namens der freisinnigen Fraktion noch eine kurze Erklärung abzugeben. Unsere freisinnige Fraktion hat in ihrer gestrigen Sitzung auch einen Vorschlag der Liga für Wirtschafts- und Handelsfreiheit in St. Gallen entgegengenommen und denselben diskutiert. Dieser Vorschlag ist Ihnen durch die Presse und anderweitig bekannt geworden. Wir verkennen die gute Absicht dieses Vermittlungsvorschlages nicht, der gewisse Vorteile gegenüber der Initiative aufweist und offenbar von dem Gedanken getragen ist, eine Brücke der Verständigung zu suchen, aus der Ueberzeugung heraus, dass die Initiative in ihrem Wortlaut heute anzunehmen unmöglich ist. Einmal müssen wir sagen, dass dieser Abänderungsvorschlag reichlich spät kommt, dass er von einer durchaus einseitigen Richtung stammt, und dass er in keiner Weise die Zustimmung der der Initiative zu Gevatter stehenden Persönlichkeiten gefunden hat. Und dann müssen wir feststellen, dass die Situation, wie sie durch die Zollinitiative geschaffen worden ist, es heute durchaus notwendig und dringlich erscheinen lässt, dass vom Schweizervolk eine klare Stellung der Initiative gegenüber bezogen wird und dass das Schweizervolk eine entschiedene und deutliche Antwort auf diese Initiative erteilt. Wir wissen wohl, dass man früher auch schon Gegenvorschläge gemacht und dem Volke Gegenvorschläge unterbreitet hat; aber diese Gegenvorschläge haben je und je doch eine gewisse Unklarheit und Unbestimmtheit in den Gang der Volksabstimmung hineingebracht. Das wäre auch hier zu erwarten. So sehr wir den guten Willen und die gute Absicht der Befürworter dieses Gegenvorschlages anerkennen, so müssen wir doch gegen einen solchen Gegenvorschlag Stellung nehmen.

Unsere Fraktion lehnt aber auch mit fast allen Stimmen die vorliegende Initiative ab. Die Gründe dafür sind im Verlaufe der Diskussion auseinandergesetzt worden, ich will sie nicht wiederholen. Sie lehnt die Initiative ab, aber mit einer bestimmten Forderung. Diese Forderung geht dahin, dass von seite des Bundesrates den Räten und dem Volke das neue Zolltarifgesetz in kurzer Frist zur Behandlung vorgelegt wird. Wir haben in unserer gestrigen Fraktionssitzung von einer Erklärung des Herrn Bundesrat Schulthess Kenntnis genommen, die dahin geht, dass, höhere Gewalt vorbehalten, er bereit sei, dahin zu wirken und alles aufzubieten, dass diese Vorlage bis zum 1. Oktober 1923 den Räten vorgelegt werden solle und vorgelegt werden könne. Ich zweifle nicht

daran, dass Herr Bundesrat Schulthess diese Erklärung auch hier im Rate wiederholen wird.

Diese Zusicherung des Bundesrates dürfte wohl den Beweis bilden, dass der Bundesrat gewillt ist, auch die letzten Reste der ausserordentlichen Vollmachten fallen zu lassen. In der Beseitigung dieser letzten Reste der ausserordentlichen Vollmachten, und da, wo sie noch nicht vollständig aufgehoben werden können, in ihrer Einführung in gesetzliche Formen, erblicken wir die sichere Gewähr der Rückkehr zu den in der Verfassung niedergelegten Grundsätzen und Bestimmungen, die ja durch den Krieg und die Nachkriegszeit da und dort etwas unterbrochen worden sind. Das macht nach unserer Auffassung die Initiative unnötig, und deshalb stimmen wir gegen die Initiative.

Schmid (Oberentfelden): Das Schicksal der Initiative im Ratsaal ist entschieden. Es ist deshalb interessant, dass jene, die gegen die Initiative stimmen werden, es nicht wagen, bestimmte Wirkungen des neuen Zolltarifes, überhaupt jedes Zolles, zuzugeben. Herr Dr. König hat gesagt: «Es ist die preissteigernde Wirkung des neuen Zolltarifes in keiner Weise bewiesen worden. Es kann diese Wirkung auch nicht bewiesen werden, und deshalb ist eine verteuernde Wirkung nicht vorhanden.» Soll das heissen, dass der Zoll überhaupt keine Wirkung auf die Preise hat? Wenn diese Logik diejenige des Herrn Dr. König wäre und diejenige der Gegner der Initiative, dann müsste sie weiter getrieben werden; dann müsste man die Auffassung vertreten, dass der Zoll überhaupt keine Wirkung auf die Preise ausübt. Ich glaube nicht, dass ein einziger Mensch hier im Saale ist, der einer solchen Logik Recht geben wird. Jeder Zoll wirkt auf den Preis. Sonst würden wir die Gegenfrage stellen und die Herren, die hier den neuen Zolltarif vertreten, fragen: «Warum wollt ihr dann überhaupt einen neuen Zolltarif?» Ist das nicht sinnlos, wenn er ja keine Wirkungen auf die Preise ausübt und es so nicht ermöglicht, dass bestimmte inländische Produzenten vor dem Ausland geschützt werden? Ich glaube, es erübrigt sich, über diese Logik zu sprechen, auch wenn sie bis zu einem gewissen Grade drapiert wird durch andere Argumente.

Ich lese in der Botschaft auf Seite 23, dass im Grunde genommen für die Konsumenten der Zolltarif wenig spürbar sei. Es ist dort wörtlich der Satz zu finden, dass ein Teil der Zölle vom Ausland übernommen werde, «ein anderer Teil wird wohl auch vom Zwischenhandel getragen, und die Belastung, die noch bis zum Konsumenten reicht, ist oft kaum fühlbar». Das ist eine alte Behauptung. Man hat immer und immer wieder, und es hat vor allem auch Herr Prof. Dr. Laur das getan, festzustellen versucht, dass der Zwischenhandel, das Ausland ein Interesse daran hätten, Zölle zu tragen. Aber es ist einwandfrei nachgewiesen durch die Statistiken, die vor dem Krieg unter normalen Verhältnissen erschienen sind, und die vor allem von Herrn Dr. Lorenz eingehend verarbeitet wurden, dass eine preisverteuernde Wirkung des Zolles feststeht, und so sollte man das auch nicht bestreiten und sollte nicht mit der Behauptung kommen, dass der Zwischenhandel geneigt sei, die Zollaufschläge zu tragen, wenn man Zeugnisse hat, wie sie beispielsweise Herr Bundesrat Schulthess vor zwei Jahren gab. Herr Bundesrat Schulthess sagte

vor zwei Jahren u. a. der Zwischenhandel belaste, wie der Handel überhaupt, die Produkte viel stärker als die Zölle, und er führte zum Beweise als Beispiel eine Kaffeesorte an: Santos supérieur. Er sagte: «Das Kilo an der Landesgrenze kommt auf Fr. 1.35, im Migros-Handel auf Fr. 2.20, und die Hausfrau zahlt Fr. 3.20 dafür, ein Aufschlag von rund 2 Fr. oder fast 200 %.» Nun werden Sie doch zugeben müssen, dass der Zwischenhandel, der in dieser Art Zuschläge macht, selbstverständlich jede Zollerhöhung benützen wird, entweder um, sofern die Preise steigen, seine Preiszuschläge zu verdoppeln und verdreifachen, oder, wenn die Preise im allgemeinen auf den Weltmarkt sinken, um zu sagen: «Wir können in diesem Moment keine Preisermässigung eintreten lassen, weil die und die Zölle vorhanden sind.»

Nun ist ja die beliebteste Argumentation der Gegner der Initiative hier im Saale die: «Der neue Zolltarif hat seine Wirkungen erwiesen. Es ist damit zu rechnen, dass wir nachher die 70 Millionen Franken Einnahmen verlieren. Das Publikum hat sich daran gewöhnt, diesen Zolltarif zu ertragen, und logischerweise haben wir uns den Kopf darüber nicht zu zerbrechen, wie wir andere Einnahmequellen für die ausfallenden Zölle suchen sollten.»

Ich glaube, auch diese Argumentation ist nur zum Teil richtig. Es ist Tatsache, dass das Publikum sich sicherlich, unter der Not der Zeit, an vieles gewöhnt hat, auch an einen Zolltarif, der es stark belastet, wie der vorliegende, besonders weil seine Wirkungen in die Zeit der Preissenkung fielen. Aber Sie werden zugeben müssen, dass das vielleicht nur der Anfang aller jener Begehren ist, die noch gestellt werden, und dass unter Umständen, wenn wir die Methode gutheissen, die durch den provisorischen Zolltarif sich in diesem Parlament eingebürgert hat, diese Methode in einem andern Zeitpunkt mit ähnlichen Argumenten wiederholt werden kann, und dass wir dann vielleicht eine noch viel stärkere Belastung ertragen müssten, in einer Zeit, wo beispielweise die Preise steigen würden. Infolgedessen glaube ich, ist es müssig, wenn wir uns heute damit befassen, ob der Zolltarif als solcher durch das Publikum ertragen worden ist, ohne Widerspruch. Ich möchte feststellen, dass es nicht der Fall war. Man hat gegen den Zolltarif Stellung genommen. Wichtig ist dagegen für uns die Frage, ob das Vorgehen als solches korrekt war und ob wir es dem Volke zumuten dürfen, dass es dem Bundesrate und dem Parlament die Kompetenz erteile, die diesen Behörden ohne dass das Volk etwas dazu zu sagen hat, gestattet, Preiserhöhungen vorzunehmen, Preiserhöhungen zu veranlassen durch eine Veränderung des Zolltarifes, und damit auf einen Schlag 70 und 100 Millionen und noch mehr Millionen neue Steuern dem Volke aufzuerlegen.

Wir haben im Laufe der Zeit in diesem Saal verschiedene Meinungsänderungen konstatiert, und eine der bedeutsamsten ist diejenige des Herrn Georg Baumberger, der noch vor zwei Jahren eine ganz andere Auffassung kundgab. Ich habe hier seine «Neuen Zürcher Nachrichten» vom Juli 1921 vor mir. Da sagte unter anderm folgendes: «Die Tarifrede des Herrn Bundespräsidenten war unbestreitbar eine Glanzleistung Schulthessischer Wirtschaftsrhetorik, geschickt in der Polemik, noch geschickter im Ausweichen, für den Laien in wirtschaftlichen

Dingen ohne weiteres bestehend, dies besonders im programmatischen Teile; dem wirtschaftlich Geschulteren drängten sich dagegen eine Reihe von Fragezeichen auf.» Herr Georg Baumberger hat heute morgen über die Fleischpreise und die Wirkungen des Zolltarifes auf den Konsumenten gesprochen. Er sagte aber damals unter anderem, in den «Neuen Zürcher Nachrichten» von der Rede des Herrn Bundespräsidenten Schulthess folgendes: «Gewandter als von Herrn Schulthess sind kaum je die Zollerhöhungen verteidigt worden. Gelegentlich war zwar der Auftrag etwas zu dick. So war es doch nur ein Blender, wenn er sagte, es komme für den Konsumenten auf dasselbe heraus, ob das Fleisch etwas mehr belastet werde, wenn dafür der Kaffee ohne Erhöhungen ausgehe. Kaum. Denn erstens braucht der Konsument mehr Fleisch als Kaffee und zweitens kann er beim Kaffee einsparen, beim Fleisch aber schon lange nicht mehr.» Weiter sagte er: «Unausgesprochen war in diesem Teil das Motto vorangestellt: ‚Eine neue Botschaft bringe ich Euch.‘ Wir fügen hier aber gleich bei: ‚Die Botschaft hör’ ich wohl, doch mir fehlt der Glaube.‘ Der Redner gab zu, dass der neue Tarif ein zollpolitisches Novum für unser Land sei, dass er eine Abkehr von unserer bisherigen Zollpolitik bedeute. Dieses Novum sei aber zwingendes Gebot der Stunde für unsere nationale Wirtschaft. Nachdem unser Export durch die Valutamisere zu einem grossen Teil lahmgelegt worden sei.» Dann schreibt er weiter unten: «Diese Argumentation hat gewiss auf den ersten Blick etwas Bestechendes und sie erscheint durchaus logisch, wenn auch von bitterer Logik. Aber sie stimmt nicht mit der Bestreitung, dass der neue Tarif eine fühlbare Mehrbelastung der Lebenshaltung der Konsumenten sei. Wäre der Tarif dies wirklich nicht, dann könnte es auch mit dem durch ihn zu schaffenden Schutz der nationalen Produktion nicht weit her sein.» Das hat Herr Baumberger im Juli 1921 geschrieben. Heute hat er allerdings die neue Botschaft vollständig in sich aufgenommen. Er verkündet den Satz und das mag ja Herr Bundesrat Schulthess mit Genugtuung erfüllen — dass er genau derselben Auffassung wie Herr Schulthess sei, dass er gar nicht begreifen könne, dass es noch Leute gebe, die nichts lernen. Herr Baumberger hat etwas gelernt, er hat gelernt, dass diese Belastungen der Konsumenten nichts sind und dass die nationale Produktion so geschützt werden müsse, wie es Herr Schulthess vorgeschlagen hat. Wir haben das leider nicht gelernt. Das ist ja natürlich für jemand, der eine so rasche Entwicklung durchgemacht hat, wie Herr Baumberger, betrüblich. Aber ich glaube nicht, dass Herr Georg Baumberger uns einen Vorwurf machen kann. Er muss begreifen, dass wir nach wie vor die Interessen jener Volksschichten, die durch den Zolltarif betroffen werden, vertreten, jener Volksschichten, aus denen man nun die 250 oder 300 Millionen Franken — später werden es vielleicht noch mehr sein — herauswirtschaften will. Er muss begreifen, dass wir die Leistungsfähigkeit dieser Volksschichten betrachten und uns fragen: Ist es gerecht, und ist es eine richtige Politik, dass man diese Volksschichten noch mehr belastet?

Wenn Herr Baumberger heute den Milchpreis als Gegenstück anführt, der erhöht werden müsse, was dann schliesslich auf dasselbe herauskomme so glaube ich, trägt doch noch etwas anderes die Schuld an der Wand-

lung des Herrn Baumberger in der Zollfrage als nur der Milchpreis. Herr Baumberger hat inzwischen die Vermögensabgabe-Initiativekampagne durchgemacht und er hat sich dort so sehr in jene Mentalität hineingelebt, dass der Schutz der nationalen Produktion ein Schutz der Besitzenden sei, dass er der Auffassung ist, man könne ohne neue Besitzessteuern nicht 70 oder 80 oder vielleicht 100 Millionen Zolleinnahmen entbehren. Das ist, glaube ich, die Lösung für alle diejenigen, die umgefallen sind. Sie sind der Auffassung, dass man ohne eine gewisse Aenderung des heute bestehenden Steuersystemes den Zolltarif nicht ändern kann. Sie sagen sich, die Konsumenten haben es bis heute ertragen, sie werden es auch weiterhin ertragen, der Besitz aber erträgt keine weitere Belastung mehr. Bei diesem Punkte möchte ich noch eine weitere Bemerkung anbringen. Es ist in diesem Saale, sei es nun bei der Couponsteuer, bei der Progression der Kriegssteuer, bei der Vermögensabgabe, immer mit grösster Wärme von der Tragfähigkeit der Steuerlast gesprochen worden. Es ist ein Hauptargument von den Verfechtern der kapitalistischen Tendenzen, dass sie sagen, man müsse Rücksicht nehmen auf die Lebensfähigkeit jener Bevölkerungsschichten, die durch die Besitzsteuern betroffen würden. Heute aber sagen alle diese Leute nichts davon, dass der Zolltarif in einem ganz erheblichen Masse die Lebenshaltung des grössten Teiles der Bevölkerung belastet. Es ist von Herrn Dr. Lorenz ausgerechnet worden, dass vor dem Kriege, wo die Zolleinnahmen 70 und 80 Millionen Franken jährlich betragen haben, eine fünfköpfige Familie (bestehend aus Vater, Mutter und 3 Kindern) pro Jahr, allein auf Nahrungsmitteln und Bedarfsgegenständen, im Durchschnitt 125 Fr. Zoll zahlte. Wenn wir den Zolltarif erhöhen, wie das geschehen ist, und den Ertrag von 80 auf 240 oder gar auf 300 Millionen Franken steigern, verdoppelt und verdreifacht sich diese Zollbelastung von 125 auf 250 und auf 375 Fr. Diese Leute müssen die übrigen Steuern auch bezahlen, und es besteht der grosse Vorteil für den Fiskus, dass man ihr Einkommen und ihr Vermögen, wenn sie überhaupt etwas haben, ziemlich genau erfassen kann; währenddem der Steuerbetrug oben ein ganz gewaltiger ist. Es kam ja nicht von ungefähr, dass der Schutz des Steuerbetruges bei der Vermögensabgabekampagne eine so grosse Rolle spielte. Wenn man irgendwo und irgendeinmal bei Steuern Rücksicht nehmen muss auf die Tragfähigkeit, so ist es bei den Zöllen der Fall. Gerade bei den Zöllen müssen wir uns vergegenwärtigen, dass die Arbeiterschaft stark betroffen wird. Sie werden nun vielleicht kommen und sagen, es sind nur 6 % des Warenwertes, was die Zollbelastung ausmacht, wie schon im Jahre 1921 von Herrn Bundesrat Schulthess festgestellt wurde, und gestern wieder von Herrn Dollfus, 6 % ohne den Tabakzoll. Dabei ist die Tabaksteuer, wie schon zu wiederholten Malen hier festgestellt wurde, in Form der Zollbesteuerung eine ausserordentlich schwerbelastende. Wobei immer noch nicht die Erträge dieser Zolleinnahmen für soziale Zwecke reserviert sind.

Aber auch wenn die 6 % stimmen, so dürfen wir in dieser allgemeinen Debatte nicht ausser acht lassen, dass die Lebensfähigkeit grosser Volksschichten durch diese Zollpolitik sehr stark berührt wird, und dass letzten Endes diese Bevölkerungsschichten sich eben das auch noch hier gefallen lassen müssen, dass

man von ihnen noch mehr fordert, und das in einer Zeit, wo Forderungen von allen Seiten an sie gestellt werden, wo die Besitzenden, seien es Händler oder Industrielle, Aktionäre oder Obligationäre von ihnen alle möglichen Summen einfordern, wo man verlangt, dass der Lohn reduziert und die Arbeitszeit verlängert werde, nur um die arbeitslosen Einkommen des Besitzenden aufrecht zu erhalten. Darum können Sie nicht verlangen, dass wir unsern Standpunkt ändern, wie das Herr Georg Baumberger getan hat, denn wir erblicken in dieser Aenderung keinen Fortschritt, sondern einen Rückschritt.

Es ist soviel in die sem Saal gesprochen worden über das Volkswohl. Ich muss feststellen, dass die Auffassungen über das, was Volkswohl ist, weit auseinander gehen. Wir betrachten es als dem Wohl des Volkes, des Landes nicht förderlich, wenn man Jahr für Jahr über 80 Millionen Franken für unproduktive Zwecke im Militarismus verbraucht und auf der andern Seite diese Gelder einfach aus dem Volke herausholt durch Zollerhöhungen. Durch die Zollerhöhungen wird das Volk sehr stark belastet und seine Lebensfähigkeit gehemmt. Letzten Endes ist die Volkswohlfahrt doch wohl ein Begriff, der in erster Linie zu tun haben sollte mit dem Wohl der gesamten Bevölkerung und nicht, wie Sie in der Regel meinen, mit dem Wohl, oder sagen wir auch, mit dem Wohlleben einer kleinen Schicht der Bevölkerung. Was sich hier vor unseren Augen abspielt, ist nichts anderes als ein allgemeiner Markt. Das heisst, die Leute, die sich streiten um den Zolltarif, sind Leute, die an der Macht sind. Dass auch hier Differenzen bestehen in der Auffassung, geht aus der Botschaft selbst hervor. Wenn Sie nur die Seite 16 näher betrachten, so finden Sie im 2. Absatz den hübschen Satz: «Musste also der Zolltarif zunächst in Berücksichtigung der ganzen Richtung der Wirtschaftspolitik ausgearbeitet werden, und ist er als einer ihrer Hauptpfeiler zu betrachten, so galt es vor allem aus, grundsätzlich einen Ausgleich unter den interessierten Produktionsgruppen zu finden. Industrie, Gewerbe und Landwirtschaft waren als gleichberechtigt zu behandeln.» Dieser Satz ist die Grundlage des gesamten Marktes. Zuerst hat man sich geeinigt darüber, dass bestimmte Produktionsgruppen gleichberechtigt sein sollen: Gewerbe, Handel und Landwirtschaft, und dann ist man dazu übergegangen, auf dem Rücken des arbeitenden Volkes das Geschäft zu machen. Diejenigen, die nichts bezahlen wollen und welche die Macht besitzen, einigen sich zuerst, um dann nachher die Lasten der Andern zu bestimmen.

So hat man denn die Konsumenten auch nicht geladen. In der Botschaft wird denn auch nur nebenbei von den Konsumenten geredet. Am Schluss der Seite 16 heisst es: «Bei diesem Bestreben haben wir die negative, an den Zolltarif zu stellende Forderung, von der wir oben bereits gesprochen haben, und die darin besteht, dass er nicht für einzelne Produktionszweige fühlbare Erschwerungen schaffe, nicht vergessen. Auch hier erfolgte der Ausgleich, und zwar so, dass man sich bei den einzelnen Ansätzen in mässigen Grenzen gehalten hat. Damit wurde auch gleichzeitig denjenigen eine Konzession gemacht, die sich — zu Unrecht — als ausschliessliche Konsumenten betrachten.» Das ist alles, was man jener grossen Kategorie zubilligt, die eigentlich die Mehrheit des Schweizervolkes bildet. Denn Konsumenten sind alle jene, die in der Fabrik arbeiten, auf den Bu-

reaux, die vielleicht als Kleinbauern nebenbei noch einige Aecker bebauen, im übrigen aber auf Heimarbeit und Fabrikarbeit angewiesen sind. Diese hat man nicht eingeladen, damit sie an den Vorarbeiten teilnehmen konnten; sondern es galt von allem Anfang an als selbstverständlich, dass man einen Teil des Arbeitsertrages der arbeitenden Bevölkerung unter die verschiedenen Schichten der Besitzenden zu verteilen habe und dass der Zollertrag in die Bundeskasse fliesse, wo er wiederum verteilt wird, und zwar wie es Ihnen beliebt, und nicht zum Wohle des Volkes. Ich sage das in aller Absicht, weil ich der Auffassung bin, dass wir das ganze Vorgehen nur von diesem Gesichtspunkte aus begreifen können. Sie wussten dabei, wenn Sie diesen provisorischen Zolltarif, wie er uns vorliegt, und wie er alle jene, die sich «zu Unrecht als ausschliessliche Konsumenten betrachten», belastet, vor einem Jahr oder auch heute noch dem Volke unterbreitet hätten, dass das Volk ihn verworfen hätte oder verwerfen würde. Weil Sie das wussten, haben Sie den andern Weg gewählt, den Weg der Verfassungsverletzung. Ihr Gewissen ist ausserordentlich leicht und Ihr Denken sehr elastisch, wenn es sich darum handelt, solche Artikel zu interpretieren, und wenn es um die Interessen jener Besitzenden geht, die Sie hier im Saale vertreten; und da können Sie natürlich nicht aus Ihrer Haut heraus.

Ich kann hier nicht alles berühren, was in der Diskussion besprochen worden ist und möchte daher nur noch einen Punkt hervorheben: die Landwirtschaft. Herr Dollfus und andere haben uns die bedrängte Lage der Landwirtschaft geschildert. Und diese Lage ist entstanden, trotz dem neuen Zolltarif, der die Landwirtschaft nicht schützen konnte. Wir haben das vorausgesehen, nämlich die Erschütterung durch die allgemeine wirtschaftliche Krise. Wenn Herr Graf etwas lernen sollte von der Abhängigkeit der schweizerischen Wirtschaft, so müsste er auch hier anerkennen, dass wir ausserordentlich abhängig sind von der wirtschaftlichen Entwicklung Europas. Deshalb ist es notwendig, festzustellen, dass Wirtschaftsgebiete in der Grösse der Schweiz, wie durch Zollgrenzen abgeschnürt werden, viel zu klein sind, um ein selbständiges Wirtschaftsgebiet zu bilden. Vor Jahrhunderten bedeuteten die Städte das Zollgebiet. Dieses Gebiet wurde durch die Zollschranken abgeschlossen. In der heutigen Zeit ist an ihrer Stelle der kleine nationale Staat getreten. Aber in Wirklichkeit ist das Wirtschaftsgebiet bereits so gross geworden, dass die Zollgrenzen für den Verkehr und Wirtschaft hinderlich und damit überflüssig sind. Sie stören nur die normalen Verbindungen. Ich weiss, dass Sie uns als Illusionisten betrachten, wenn wir so reden. Ich habe aber trotzdem die vollendete Ueberzeugung, dass unsere Auffassung richtig ist. Herr Dollfus soll uns die Rätsel lösen, wieso unter der bürgerlichen Politik, unter der kapitalistischen Politik, die Sie betreiben, die Kleinbauern des Tessins auswandern müssen. Er soll uns die Frage beantworten, wie hoch der Schutzzoll sein muss, damit die Kleinbauern im Tessin gerettet werden können. Diese Frage werden Sie nicht befriedigend beantworten können, weil kein Zollschutz genügt, um die wirtschaftliche Entwicklung aufzuhalten. Deshalb glaube ich auch, es sei sinnlos, dass man in dieser Situation einen grossen Teil der Bevölkerung, der lebenskräftig bleiben sollte, mit weiteren indirekten Steuern

belastet. Man muss in dieser Richtung Mass halten, und ich glaube nicht, dass das in vorliegendem provisorischem Zolltarif der Fall ist. Wenn es aber nach Ihrer Auffassung der Fall sein sollte, müssten Sie dort den Mut haben, dieser Initiative zuzustimmen, und nicht ein Prinzip zu opfern (das ja in Ihrer Demokratie gelten sollte), nämlich das Prinzip, dass man das Volk letzten Endes selber über seine Steuern nicht entscheiden lässt. Aber gerade das wollen Sie nicht, wie Ihnen von verschiedenen Seiten gesagt worden ist, und trotzdem werden Sie nachher im Volke von Demokratie reden und ihm vorzumachen suchen, dass es demokratisch sei, wenn es auf seine Rechte verzichte. Ich meine, das ist eine Politik, die nicht nur hier, sondern auch in anderen Fragen zum Ausdruck gekommen ist. Hier im Rate ist ja die Frage der Zollinitiative schon entschieden. Sie werden, Ihrer ganzen Veranlagung und Auffassung entsprechend, unsere Initiative ablehnen. Wir werden uns weiter im Volke draussen bemühen, um Aufklärung zu schaffen, und wir werden jedenfalls die wirtschaftliche Entwicklung für uns haben.

Bundesrat Schulthess: Verschiedene Redner haben in dieser Debatte die Frage der Einfuhrbeschränkungen gestreift. Ich möchte deshalb im Vorbeigehen noch einmal den Standpunkt des Bundesrates zu dieser Frage kurz präzisieren. Wir haben immer und zu allen Zeiten erklärt, dass die Einfuhrbeschränkungen ein Uebel seien, das wir indessen in den Kauf nehmen müssen, um ein grösseres Uebel, nämlich die Ueberschwemmung der Schweiz mit ausländischer Valutaware, zu verhindern. Wir sind bemüht, die Einfuhrbeschränkungen so rasch als möglich abzubauen und überall dort fallen zu lassen, wo sie nicht mehr absolut notwendig sind. Allein die Entwicklung, die der Kurs gewisser ausländischer Währungen genommen hat, die immer steigende Entwertung dieser Währungen, hat uns die Durchführung unserer Absichten erschwert. Deshalb konnten wir nicht in dem Masse an den Abbau der Einfuhrbeschränkungen denken, wie es der Fall gewesen wäre, wenn insbesondere die Mark sich auf einem höheren Kurse stabilisiert hätte.

Zwei Dinge werden in bezug auf die Einfuhrbeschränkungen jeweilen diskutiert: ihre Aufrechterhaltung überhaupt und zweitens die Art und Weise, wie sie eventuell dekretiert werden sollen. Ueber den ersten Punkt habe ich mich eigentlich schon geäußert. Wir werden möglichst abbauen — das haben wir auch in den italienischen Verhandlungen erklärt — und neue Einfuhrbeschränkungen nur im Falle der allerdringendsten Bedürfnisse einführen. Wir haben übrigens bereits in den letzten Monaten so gehandelt, indem sozusagen keine Einfuhrbeschränkungen mehr erlassen worden sind.

Was die Art und Weise des Zustandekommens von Einfuhrbeschränkungen betrifft, so verweise ich darauf, dass Art. 29 der Bundesverfassung in seinem Schlusssatz vorsieht, gegenüber ausserordentlichen Verhältnissen und Umständen können ausserordentliche Massnahmen in Abweichung von den Prinzipien, die der Art. 29 für das Zollwesen aufstellt, getroffen werden. In Ausführung dieser Bestimmung hat Art. 4 des Zolltarifgesetzes einen Fall, der unter den Schlusssatz des Art. 29 der Bundesverfassung fällt, geregelt. Er hat den Bundesrat ermächtigt, dann Abwehrmassregeln zu treffen, zu Zollerhöhungen

oder auch zu andern Massnahmen, zum Beispiel also auch zu Einfuhrbeschränkungen oder Einfuhrverboten zu schreiten, wenn fremde Staaten unsere wirtschaftlichen Schwierigkeiten durch ihre Massregeln veranlassen. Der Gesetzartikel hat aber den andern Fall nicht vorausgesehen, dass unsere wirtschaftlichen Schwierigkeiten nicht auf die Massregeln des Auslandes, sondern auf die wirtschaftlichen Verhältnisse zurückzuführen sind. Wir beabsichtigten, im kommenden Zolltarifgesetz auch diesen Fall zu berücksichtigen und Ihnen vorzuschlagen, dass nicht der Bundesrat, wohl aber die Bundesversammlung ermächtigt werde, eventuell dann Einfuhrbeschränkungen zu erlassen, wenn die wirtschaftlichen Verhältnisse dies dringend fordern. Auf diese Art und Weise gedachten wir für die Einfuhrbeschränkungen die gesetzliche Basis zu schaffen. Da nun das Entstehen des Zolltarifgesetzes wegen der Schwierigkeiten, heute einen neuen Tarif zu schaffen, etwas länger auf sich warten lässt, so gedenken wir, weil wir auf einem andern Gebiete, dem der Fürsorge gegen die Arbeitslosigkeit, immer noch auf Grund der ausserordentlichen Vollmachten handeln müssen, einen Beschluss oder ein Gesetz zu präparieren, welches der Bundesversammlung die nötigen Kompetenzen gäbe, die nötigen Massnahmen zur Abwehr der Krise speziell auf diesen beiden Gebieten in der Uebergangsperiode und bis zum Erlass definitiver gesetzlicher Regelungen zu treffen und die notwendigen Vorschriften aufzustellen. So, aber nicht durch die Unterstellung der einzelnen, terminierten Beschlüsse unter das Referendum, wollen wir dem Volke Gelgenheit geben, sich über die Einfuhrbeschränkungen auszusprechen, wenn dies gewünscht wird.

Ich sage das nur im Vorbeigehen; denn dieser Gegenstand steht ja heute nicht zur Behandlung. Wir werden uns darüber schon verständigen können. Ich wollte aber gewisse Anspielungen und Bemerkungen verschiedener Redner in diesem Saale nicht unbeantwortet lassen. Ich wiederhole, dass wir in bezug auf die Einfuhrbeschränkungen mit der grössten Vorsicht vorgehen und nichts tun, was nicht absolut notwendig und unumgänglich erforderlich ist.

Nun zum eigentlichen heutigen Traktandum. Es ist unbestreitbar, und wird wohl auch von den Freunden der Initiative nicht in Abrede gestellt werden — manche haben es mit Bedauern registriert —, dass die Zollinitiative seit dem Moment, wo sie lanciert worden ist bis heute an Boden verloren hat. Sie haben hier im Saale loyale Erklärungen gehört von Männern, die sagen, dass sie in der heutigen Situation der Zollinitiative nicht zu Gevatter stehen können und die annehmen, dass die Kritik, die seinerzeit an dem Gebrauchstarif, den der Bundesrat erlassen hat, geübt worden ist, als übertrieben und ungerechtfertigt zu betrachten sei. Solche Erklärungen können in einer so rasch lebenden und sich so rasch entwickelnden Zeit nicht überraschen. Man darf es denen, die ihre Meinung geändert haben, nicht übel nehmen. Als wir 1921 die Frage hier diskutierten, und im Verlaufe des Jahres dann die erste Bewegung gegen den Zolltarif einsetzte, da schätzte man sicherlich die wirtschaftliche Lage Europas und der Schweiz schon nicht glänzend ein. Aber seither sind auch die pessimistischsten Erwartungen noch übertroffen worden. Wir müssen zu unserem Leidwesen konstatieren, dass die Tendenz der Staaten, sich zu schützen, sich

abzuschliessen, stets weitergeht, und dass die Wirtschaft auf der ganzen Linie nicht aufwärts, sondern abwärts geht. Der Bundesrat hat darafs in diesen Dingen vielleicht doch etwas weiter gesehen, obwohl man ihm das sehr oft, ja fast in der Regel abstreitet, als andere, die ihn kritisierten. Er hat sich gesagt, dass, wie die Dinge schon 1921 standen, es noch viel schlimmer kommen müsse. Er hat darauf, in seinem Zolltarif und in seiner ganzen Wirtschaftspolitik, Rücksicht genommen. Diejenigen, die heute, entgegen früheren Aeusserungen anerkennen, der Standpunkt des Bundesrates sei verständlich, ja sogar gerechtfertigt, haben nun eben angesichts der Dauer der Krise und der ganzen Entwicklung der Dinge eingesehen, dass sie sich 1921, als sie noch an den Eintritt einer wahren Friedensperiode glaubten und hofften, dass jene schönen, guten Zeiten bald wiederkehren werden, getäuscht haben. Sie haben deshalb eingesehen, dass man sich in dieser ausserordentlichen Zeit mit ausserordentlichen Mitteln behelfen muss. Es handelt sich auch für uns heute nicht darum, die Richtung unserer Zollpolitik auf Jahrzehnte und Jahrzehnte hinaus definitiv zu bestimmen. Eine künftige Zeit wird darüber zu entscheiden haben. Vielleicht ist es eine spätere Generation, vielleicht sind es nur andere Männer, vielleicht auch wir noch, die zu prüfen haben werden, wie nach Rückkehr normaler wirtschaftlicher Verhältnisse unsere Zollpolitik im Interesse des Landes endgültig zu orientieren ist. Heute stehen wir in der Krise und im stetigen Wechsel und wir haben diejenigen Massregeln zu treffen, und diejenigen Wege zu weisen, die zur tunlichsten Milderung der Krise heute als möglich und notwendig erscheinen. Mit denen, die grundsätzlich Freihändler sind, werden wir später zu reden und uns mit ihnen auseinanderzusetzen haben, und später werden wir uns vielleicht leichter verständigen als heute, wenn ruhige Zeiten wirklich wieder einmal eingekehrt sind. Gegenwärtig müssen wir den Schwierigkeiten des Tages und der Stunde wehren und Massregeln treffen, die im Schlusssatz des Art. 29 der gegenwärtigen Bundesverfassung, wonach in ausserordentlichen Fällen ausserordentliche Mittel angewendet werden können, vorgesehen sind. Zu allen Zeiten hat man jeweilen, wenn wichtige wirtschaftliche Vorlagen zur Behandlung gelangten, Propheten gehört, die von einer Wendung sprachen und von dieser sogenannten Umkehr Unheil voraussagten. Im Jahre 1902, als der Generaltarif behandelt wurde, der heute mit Recht als freihändlerisch gilt, wurde dieser als schutzzöllnerisch verschrien und ein bemerkenswerter schweizerischer Wirtschaftler hat dazumal erklärt: «Mit der Annahme dieses Tarifs gehört der Freihandel der Schweiz bis auf weiteres der Geschichte an. An seine Statt ist ein neuer Kurs getreten, der auf staatlicher Fürsorge und Hebung des Ertrages der Landwirtschaft und aller möglichen mittleren und kleinen Produktionszweige gerichtet ist. Ob ein so kleines Land mit so stark entwickelter Exportindustrie dadurch mehr gewinnt, als es durch die Verteuerung der Lebensbedingungen der Arbeiterschaft, ihrer Hauptindustrien und des ganzen Volkes zu verlieren hat, darüber soll nun also das Experiment entscheiden.»

Das Experiment hat entschieden, und heute anerkennt jeder, dass die Handelsverträge, welche auf Grund jenes Tarifes vom Jahre 1902 abgeschlossen

worden sind und abgeschlossen werden konnten und die ganze Zollpolitik der Schweiz richtig waren und zu einer sehr starken und schönen Entwicklung der schweizerischen Industrie und Wirtschaft geführt haben. Heute, sage ich, ist das, was dazumal als schutzzöllnerisch galt, schon freihändlerisch, und in diesem Zusammenhang ist zu bemerken, dass in der gestrigen Debatte von verschiedenen Seiten erklärt wurde, am Freihandelsprinzip können wir, so wie die Dinge heute liegen, mit Rücksicht auf die wirtschaftlichen Verhältnisse und die Politik anderer Staaten nicht ohne weiteres festhalten, sondern wir müssen uns eben heute nach den Verhältnissen richten. Auch von sozialdemokratischer Seite hat man erklärt: «Wir sind keineswegs schlechthin auf den Freihandel eingeschworen.» Eine ähnliche Erklärung ist auch von einer bürgerlichen Seite gefallen, die im übrigen mit unserer Handels- und Zollpolitik vielleicht nicht in allen Teilen einig geht. Die Ideen und Verhältnisse marschieren eben, man muss sich zu allen Zeiten ihnen anzupassen versuchen.

Die Bewegung, die nun gegen den Gebrauchstarif eingesetzt hat, ist gewiss von den Autoren gut gemeint. Zweifellos wollen Herr Dr. Schär und diejenigen, die mit ihm gearbeitet haben, nach ihrer Ueberzeugung, die allerdings nach meiner Ansicht irrtümlich ist, redlich nur das Gute für unser Land. Darüber ist nicht zu streiten. Das habe ich zu allen Zeiten anerkannt. Andererseits wird Herr Dr. Schär ja auch zugeben müssen, dass nun Leute mitgehen und mitlaufen, die vielleicht andere, politische Zwecke verfolgen, denen es nicht so sehr um das wirtschaftliche Wohl und wirtschaftlichen Konsequenzen zu tun ist wie ihm. Der Bundesrat hat aber keineswegs eine abschätzige Bemerkung gemacht über die 150,000 Leute, die die Initiative unterschrieben haben; er tritt ihnen durchaus nicht nahe. Aber wer die tägliche Literatur liest und alles das verfolgt, was über den Bundesrat und seine Tätigkeit gesagt wird, der wird finden, dass das, was wir gelegentlich in einer Botenschaft schreiben, Rosenwasser ist gegenüber dem, was man uns serviert. Und man muss sich nicht darüber wundern, wenn wir einmal, wenn Sie wollen, mit Lebhaftigkeit und einem gewissen Temperament und nicht nur schläfrig dasjenige zurückweisen, was man ungerechtfertigterweise uns vorwirft. So empfindlich sollte man dort nicht sein, wo man die Worte nicht abzuwägen gewohnt ist. Ich meinerseits habe schon ganz andere Dinge verschluckt und befinde mich deswegen nicht weniger wohl.

Also sage ich, die Bewegung war zweifellos von den massgebenden führenden Personen eine wohlgemeinte, sie war aber eine irrtümliche und ist heute noch irrtümlicher, als sie früher gewesen ist. Die ganze Initiativbewegung ist aus gestattet und begleitet von der Autorität des Herrn Nationalrat Dr. Schär, Vizepräsident des Verbandes Schweizerischer Konsumvereine, und ich bin überzeugt davon, dass sehr weite Kreise des Volkes auf ihn schauen und sich sagen, ein Mann in dieser Stellung muss die Dinge zu beurteilen verstehen, wir können und wollen ihm folgen. Bei aller Achtung vor Herrn Dr. Schär und bei aller persönlichen Sympathie wird er es mir nicht übel nehmen, wenn ich erwähne, dass der Herr Präsident des Schweizerischen Konsumvereins anderer Meinung ist als er. Herr alt Nationalrat Jäggi ist Gegner der Initiative, und ich gestatte mir also von

vorneherein zu sagen, dass eine in den Kreisen des Konsumvereins weitverbreitete Ansicht der Ueberzeugung des Herrn Schär entgegensteht. Die Autorität des Konsumvereins kann also nicht ins Feld geführt werden, denn die Meinungen sind dort geteilt, wie auch ein gewisser Entscheid beweist, der vor wenigen Tagen in Olten gefasst worden ist, dass in den Organen des Konsumvereins beide Ansichten zum Worte kommen sollen. Wenn nun Herr Dr. Schär, um mich sehr milde auszudrücken, in etwas herber Weise, wollen wir einmal sagen, dasjenige kritisiert, was wir getan haben, und behauptet, dass wir durch die Funktion des Betriebes, den wir leiten, die Lebenshaltung verteuert hätten, so sage ich, dies liegt in der Natur der Dinge, soweit überhaupt eine solche Verteuierung eingetroffen ist. Nicht nur bei der schweizerischen Eidgenossenschaft und in der Bundesverwaltung hat sich seit dem Jahre 1902 vieles bedeutend geändert, sondern auch im Verbands Schweizerischer Konsumvereine. Ich habe schon wiederholt hier betont, dass der Verband Schweizerischer Konsumvereine seinerzeit eine Politik befolgen konnte, die für die Konsumenten vorteilhaft war. Er wirkte preisregulierend nach unten. Aber die Verhältnisse sind ihm über den Kopf gewachsen, und heute liegen die Dinge etwas anders. Heute stehen wir vor der Tatsache, dass auch der Verband Schweizerischer Konsumvereine zu einer Verteuierung der Lebenshaltung beiträgt, wie ich an einigen Ziffern zeigen möchte. Ich erhebe keine Vorwürfe, sondern ich konstatiere nur die Tatsache, ich möchte nicht besser sein als Herr Dr. Schär, aber auch kein weniger guter Patriot, als er es ist.

Im Jahre 1913 betrug der Warenverkauf des Allgemeinen Konsumvereins Basel, also nicht des Zentralverbandes, dessen Vizepräsident Herr Dr. Schär ist, im ganzen 27 Millionen. Im Jahre 1921 betrug der Verkaufswert wohl zum guten Teil zufolge der gestiegenen Preise 56 Millionen, also rund das Doppelte. Die Kosten der allgemeinen Verwaltung des Allgemeinen Konsumvereins Basel sind vom Jahre 1913 von 1,7 Millionen gestiegen auf 4,9 Millionen im Jahre 1921, also in einem bedeutend höhern Prozentsatz, nämlich um das Dreifache, die Summe der Warenabgaben hingegen nur um das Doppelte. Und dabei ist festzustellen, dass die Steigerung des Wertes der Warenabgabe nicht etwa zu verwechseln ist mit der entsprechenden Vermehrung des Warenquantums, denn die Preise sind bekanntlich gestiegen, und wenn man vielleicht die Quantitäten nachsehen würde, so wären diejenigen, die man im Jahre 1921 für 56 Millionen abgab, nicht erheblich grösser als die im Jahre 1913 zu 27 Millionen verkauften. Trotzdem sind die allgemeinen Unkosten, um welche die Waren bei der Abgabe an das Publikum belastet werden müssen, fast um das Dreifache gestiegen, und die Löhne des Verkaufspersonals von 781,000 Fr. im Jahre 1913 auf 2,1 Millionen Franken im Jahre 1921. Das Personal des Verbandes Schweizerischer Konsumvereine ist gestiegen von 359 Personen im Jahre 1912 auf 788 Personen im Jahre 1921. Die Lohnaufwendung von 808,000 Fr. auf 4,748,000 Fr. und die Steigerung in Prozenten erreicht, wenn man den Satz von 1912 mit 100 ansetzt, im Jahre 1921 beiläufig 586 %.

Ich betone noch einmal, ich möchte deshalb weder dem Verbands Schweizerischer Konsumvereine noch dem Allgemeinen Konsumverein Basel einen Vorwurf

machen oder Steine auf sie werfen, aber ich erwähne die Tatsachen und stelle ferner objektiv fest, dass infolgedessen absolut und sogar relativ genommen, der Vermittlungszuschlag offenbar beim Verband Schweizerischer Konsumvereine in allen Verbänden und speziell auch beim Konsumverein Basel erheblich gestiegen ist. Diese Steigerung war natürlich auch von einer entsprechenden Steigerung der Zuschläge im Privathandel begleitet. Es wäre nicht uninteressant auszurechnen — ich habe dafür nicht Zeit und nicht das notwendige Material —, um wieviel Millionen die schweizerischen Konsumenten mehr belastet werden dadurch, dass die Bruttovermittlungsspesen für Waren in der erwähnten Proportion gestiegen sind und dann diese Summe mit der Zollbelastung zu vergleichen. Ich anerkenne ohne weiteres und sage es ausdrücklich an die Adresse des Herrn Dr. Schär, diese Ziffern, die ich hier genannt habe, sind nicht absolut auf das Prozent genommen konkludent. Es wären, sollten sie zuverlässig sein, eine ganze Reihe komplizierter Umrechnungen zu machen. Es sind im Betriebe der erwähnten Genossenschaften neue Zweige dazu gekommen, und alte weggegangen. Aber die erwähnten Ziffern geben immerhin eine Generalidee, ein gewisses Bild.

Weil ich beim Konsumverein bin, so möchte ich gerade noch kurz etwas anderes hervorheben, weil man auch von der Landwirtschaft spricht und gelegentlich bestreitet, dass ein Schutz notwendig sei. Auf Seite 21 des Berichtes und der Rechnung des Allgemeinen Konsumvereins Basel steht geschrieben: «Die Hauptgründe für den ungünstigen Abschluss der Abteilung Landwirtschaft liegen allerdings zum grossen Teil in den misslichen Verhältnissen, in denen sich zurzeit die schweizerische Landwirtschaft befindet. Im Laufe des Jahres 1921 sanken die Preise für Nutzvieh um mehrere hundert Franken per Stück, was zur Folge hatte, dass bei der Inventuraufnahme vom 8. Januar 1922 unser Viehbestand zu wesentlich niedrigerem Preise eingesetzt werden musste, als im Vorjahre. Das gleiche ist auch bei unserem Bestand an Zucht- und Mastschweinen eingetreten, sowie auch beim Pferdmaterial. Anfangs 1921 hatten wir auf unsern Gütern 23 Pferde, 136 Stück Rindvieh und 171 Zucht- und Mastschweine. Anfangs 1922 wies unser Bestand an Lebeware auf: 30 Pferde, 148 Kühe, Ochsen und Rinder und 18 Kälber, ferner 25 Zuchtschweine, 4 Eber, 94 Mastschweine, 19 Fasel und 30 Ferkel.

Einen bedeutenden Verlust haben wir auch bei der Schweinezucht zu verzeichnen. Während die Ferkel im Jahre 1921 einen Preis von 50 bis 60 Fr. per Stück erzielten, ging der Preis im Herbst auf 15 bis 20 Fr. zurück, so dass aus dem Erlös beim Verkauf der Ferkel kaum der Kostenaufwand für das Futter der Zuchtschweine gedeckt werden konnte.»

Kurz, wir sehen, dass der Allgemeine Konsumverein Basel im Jahre 1921 an der Landwirtschaft mehr als 69,000 Fr. verloren hat, ein Beweis, dass also auch gute, zuverlässig und genau rechnende Unternehmungen der Landwirtschaft im Jahre 1921 eben mit einem Defizit abgeschlossen haben. Das Jahr 1922 wird das Defizit kaum einbringen, sondern wahrscheinlich noch eine weitere Entwicklung nach unten aufweisen. Das festzustellen, durch einen so unbestreitbaren Kronzeugen, wie der Allgemeine Konsumverein Basel es ist, das, meine ich, sei nicht ganz ohne Interesse

gewesen. Es wird in den Berichten auch an andern Orten gelegentlich im Texte geltend gemacht, dass eigentlich die Unkosten etwas zu hoch sind für den Umsatz. Ich will auf diese Dinge nicht eintreten und aus allem, was ich Ihnen mitgeteilt habe, einen höchst bescheidenen Schluss ziehen. Ich sage noch einmal, dass ich gegen den Konsumvereinen, dem Allgemeinen Konsumverein Basel oder dem Verbands Schweizerischer Konsumvereine nicht Vorwürfe erhebe, sondern nur das folgende unterstreiche: Die ganzen wirtschaftlichen Verhältnisse haben für alle Organismen, die staatlichen, die städtischen, die privaten und die genossenschaftlichen gewaltige Verschiebungen gebracht, und wenn man heute anfangen wollte auszurechnen, wer an den höhern Preisen von heute schuld ist, so müssten neben den Produktions- und den Ankaufspreisen im Auslande eine ganze Reihe von Faktoren in Betracht gezogen werden und namentlich eine Reihe von Faktoren, die nach meiner Ueberzeugung viel intensiver und viel energischer gewirkt haben als es von den Zöllen behauptet werden kann. Unter diese Teuerungsfaktoren fallen die Kosten der Warenvermittlung, die die Konsumvereine nicht zurückzuhalten vermochten.

Nach diesem Exkurs ins Gebiet des Konsumvereins kehren wir zurück zu unseren Zöllen. Was bezweckt und was will die Initiative, die uns vorgelegt ist? Es wurde gestern ziemlich klar gesagt, Herr Naine hat es besonders deutlich ausgesprochen. Man behauptet, die Bundesversammlung und der Bundesrat zusammen hätten den Sinn und Geist des Art. 29 verletzt und sie treiben nun eine Schutzpolitik, die man nicht wolle, eine Schutzpolitik, die beseitigt werden müsse. Und weil man doch nicht alle Zölle in der Bundesverfassung niederlegen kann, da sie sonst etwas weitläufig würde, so sucht man andere Mittel und Wege und will in allen Dingen bis hinaus zum Kleinsten den Entscheid dem Volke vorbehalten und ihm Gelegenheit geben, sich auszusprechen. So ist also der Ausgangspunkt der Aktion die Beanstandung des bestehenden Gebrauchstarifs, der als übertrieben bezeichnet wird. Herr Schär hat früher und auch heute wieder angeführt, mit welcher hohen Koeffizienten gewisse alte Ansätze multipliziert werden müssen, um die heutigen Ansätze zu ergeben. Wenn er das Spiel fortsetzen will, so wird er insbesondere dort einen hohen Koeffizienten erhalten, wo an Stelle der Zollfreiheit im früheren Tarife heute auch nur ein ganz bescheidener Zoll gesetzt worden ist. Dort wird er den Koeffizienten nicht ausrechnen können, der erforderlich ist, um durch die Multiplikation mit Null die bescheidenste Eingangsgebühr zu finden! Man darf sich durch diese Koeffizienten nicht verbüffen und nicht imponieren lassen, sondern man muss die direkte Einwirkung, die absolute und die reelle Höhe des Zolles im Hinblick auf den Warenwert und im Hinblick auf die ganzen heutigen Verhältnisse in Betracht ziehen. Dann wird das ganze Bild anders. Ich wiederhole: Ausgangspunkt der Bewegung ist also die Abneigung gegen den heutigen Zolltarif, der soll fort und an seine Stelle soll eine andere zollpolitische und handelspolitische Richtung treten. Das wurde hier gesagt. Halten wir das fest, nehmen wir den Kampf auf auf dieser Basis und lassen wir uns nicht einlullen durch diejenigen, die sagen, die Zollinitiative sei eine ganz ungefährliche Sache, es handle sich überhaupt gar nicht um die Zölle, sondern nur um Volksrechte. Wir könnten

Zölle vorschlagen, so hoch wir wollten, es handle sich nur darum, dass das Schweizervolk nicht um eines der heute bestehenden oder eines der Rechte gebracht werden könnte, die man allfällig noch erträumen könnte, um seine schon beträchtlichen Volksrechte noch zu vermehren. Nein, so ist es nicht, das ist nur das demokratische Gewand des Postulates. In Frage steht die Wirtschafts- und Finanzpolitik, und diejenigen, die da sagen, wenn die Initiative angenommen werde, könne ja nachträglich der Bundesrat einen ähnlichen Beschluss erlassen wie der heutige Gebrauchstarif, einen Beschluss, der von der Bundesversammlung genehmigt werde und keinem Widerstand des Volkes begegne, täuschen sich oder wollen andere täuschen. Davon ist keine Rede. Die Freunde der Initiative werden sich, wenn sie es ernstlich und redlich meinen, sofort sagen müssen, dass man nicht nur so am Schnürlein ziehen und dem Volke heute sagen kann, herunter mit dem angeblichen Wuchertarif, um morgen mit einem ähnlich gerichteten, nur etwas geschniegelten Tarif hervorzutreten. Das geht nicht. Man muss sich klar sein, dass der Ausgangspunkt der Initiative wirtschaftlicher Natur ist und dass er nicht demokratischen Forderungen entsprungen ist.

Die Art und Weise, wie nun die Idee verwirklicht werden soll, gibt auch in diesem demokratischen Gewande zu den grössten Bedenken Anlass. Wir haben in der Botschaft die Konsequenzen der Annahme der Zollinitiative im Hinblick auf unsere Zollgesetzgebung dargelegt. Der Verfassungsartikel schreibt vor, dass die Eingangs- und Ausgangsgebühren auf dem Wege der Bundesgesetzgebung festgesetzt werden sollen mit Ausschluss des dringlichen Bundesbeschlusses. Daraus haben wir in Uebereinstimmung mit dem Chef des Justizdepartementes den Schluss gezogen, dass ein subjektives Recht des Bürgers geschaffen würde auf die gesetzliche Festlegung des Zolles. Der eine könnte erklären, ich gebe nicht zu, dass ein Zoll anders als durch das Gesetz erniedrigt wird und ein anderer würde sich verwahren dagegen, dass irgendein Zoll, z. B. ein Lebensmittelzoll anders als auf dem Gesetzgebungswege erhöht wird und beide hätten, wenn die Initiative angenommen wird, recht. In beiden Fällen müsste auf dem Wege des Gesetzes vorgegangen werden. Daraus ergibt sich die unabwiesbare Folgerung, dass Handelsverträge, die ihrem Inhalte und Zwecke nach vor allem in gegenseitigen Zugeständnissen auf den bestehenden gesetzlichen Zöllen bestehen, entweder direkt oder indirekt dem Referendum unterstellt werden müssen. Dies müsste entweder direkt oder so geschehen, dass, dem Handelsvertrag vorausgehend, ein präparatorisches Gesetz geschaffen würde, welches die Zölle so festlegen würde, wie sie in den Handelsverträgen bestimmt werden sollen! So ist die Initiative auszulegen. Es ist nicht meine Schuld, wenn der Artikel etwas sagt, was die Initianten nicht gewollt hätten. Man muss überlegen, wenn man eine Initiative redigiert. Eine Verfassungsbestimmung ist eine ernste Sache. Wir müssen mit dem Texte rechnen, wie er vorliegt, und dieser ist auszulegen, wie ich soeben darlegte.

Der Schweiz würden also durch die Annahme der Initiative für ihre Handelsbeziehungen mit dem Auslande die Waffen entrissen und überdies die Hände gebunden. Ich sage, die Waffen würden entrissen, weil wir keinen Tarif mehr hätten, auf Grund dessen wir mit dem Auslande mit irgendwelcher Aussicht

auf Erfolg verhandeln könnten. Schon in den Verhandlungen mit Spanien und Italien hat es sich als eine Inkonvenienz erwiesen, dass unser als zu hoch verschriebener Gebrauchstarif, der naturgemäss die Basis der Verhandlungen bildete, zu bescheidene und tiefe Ansätze hatte. Wenn Sie z. B. die Ansätze gewisser industrieller Produkte im schweizerischen und in einem andern Tarife, sagen wir im italienischen, vergleichen, so werden Sie finden, dass unsere Ansätze mit einem erheblichen Koeffizienten multipliziert werden müssen, um den andern gleichzukommen. So kam es, dass wir in den erwähnten Verhandlungen auf unserem Gebrauchstarife nur bescheidene Zugeständnisse bewilligen konnten und dass die fremden Delegationen scheinbar nicht viel nach Hause brachten, obwohl ihnen tatsächlich die Festlegung des Gebrauchstarifes schon einen grossen Vorteil bot. Wenn nun der Gebrauchstarif verschwände, wenn das Schweizervolk uns diese Basis für unsere wirtschaftlichen Beziehungen zum Auslande unter den Füssen wegziehen würde, wie die Initianten es wollen, dann hätten wir gar keine Waffe mehr. Dann können Sie an der Grenze an unsere Zollämter schreiben: «freier Eintritt». Die Einfuhr nach der Schweiz wäre praktisch genommen sozusagen gar nicht mehr belastet. Kein Staat hätte mehr ein Interesse daran, von uns eine Konzession auf zollpolitischem Gebiete zu verlangen, kein Staat hätte infolgedessen ein Interesse daran, uns eine Konzession zu machen. Wer würde darunter leiden? Sicherlich würde die Inlandindustrie und die Landwirtschaft, weil die Schweiz durch fremde Produkte überschwemmt würde, leiden, ebenso ihre Arbeiter und Angestellten, die vielfach arbeitslos werden müssten, aber nicht minder die Exportindustrie, der wir die Tore des Auslandes nicht mehr sprengen könnten, wenn dieses von uns keine Zollkonzessionen zu verlangen braucht! Es ist ein eigentümlicher, ein verhängnisvoller, in gewissem Sinne ein tragischer, aber auch ein komischer Irrtum, dass es noch Leute gibt, die sich Vertreter der Exportindustrie nennen und die glauben, sie hätten ein Interesse an der Beseitigung des Gebrauchstarifes und an der Annahme der Zollinitiative.

Man wird uns antworten, ja, diese Schwierigkeiten lassen sich alle aus der Welt schaffen. Der Bundesrat braucht bloss sofort einen Beschluss zu fassen auf Grund der bereits besprochenen Bestimmungen der Initiative, den er der Bundesversammlung unterbreitet und dem Referendum unterstellt. Das Referendum wird nicht ergriffen werden. Ich glaube solchen Prophezeiungen nicht. Was hätte dann die Initiative überhaupt zu bedeuten? Ich zweifle nicht daran, dass, wenn die Initiative angenommen sein wird, die Sieger den Sieg auch auskosten wollten, dass sie die Konsequenzen ziehen und erklären würden, man will überhaupt keine Schutzzollpolitik mehr, was nach Schutzzoll aussieht, muss weg, wir wollen das sogenannte freie Spiel der Kräfte. Das wäre ein Zustand, sage ich, bei dem das freie Spiel der Kräfte einträte für das Ausland gegenüber der Schweiz und wir gefesselt am Boden lägen. So wäre es bestellt um das freie Spiel der Kräfte! Infolgedessen muss den Anfängen gewehrt werden und gerade vom Standpunkt der internationalen Beziehungen aus, die ja grundlegend und wichtig sind, muss die Zollinitiative mit aller Energie und mit allem Ernste bekämpft werden. Ich brauche nicht weiter zu sprechen von den Interessen derjenigen,

die für das Inland arbeiten, von diesem Gebiete, das heute viel wichtiger geworden ist, weil — nicht zu Folge unserer Handelspolitik, sondern gerade zufolge der ganzen Wirtschaftsverhältnisse — der Absatz nach dem Auslande viel schwieriger geworden ist und infolgedessen mehr Arbeitskräfte ihre Beschäftigung in der Inlandsproduktion suchen müssen. Ich will nur noch ein Wort sagen von den finanziellen Konsequenzen, ohne meinem Kollegen vom Finanzdepartement vorzugreifen.

Der Ausfall würde sich um die 70 Millionen im Jahre bewegen. Unsere Zölle gingen in ihrem Ertrag auf die Hälfte herunter. Unsere Rechnung würde zu 40—50 % abgedeckt, und die entsprechenden Summen müssten auf dem Wege des Anleihens und der Ausgabe von Schatzscheinen usw. aufgebracht werden. Ein Staat, der sich in eine solche Lage begibt, bringt sich um den Kredit und die Eidgenossenschaft hätte sicherlich nachher steigende Schwierigkeiten, zu annehmbarem Zinsfusse Anleihen unterzubringen, wenn die höchste Instanz des Landes, das Volk, einen solchen Hieb gegen die schweizerische Wirtschaft und die schweizerischen Finanzen führen würde. Von sozialistischer Seite wird man mir einwenden, wir kennen andere Finanzquellen, eine haben wir ja bereits vorgeschlagen, ähnliche Anregungen werden wiederkommen. Wir aber können nie Hand bieten, am allerwenigsten aber in der heutigen ernsten und schwierigen Zeit, zu finanzpolitischen Versuchen und Abenteuern, die das Land an den Rand des Ruins bringen, und es noch viel mehr schädigen würden. Wir müssen auf der soliden Bahn einer richtigen, geschäftlichen und finanzpolitischen Erkenntnis bleiben, und wir dürfen uns nicht zu phantastischen Manövern verleiten lassen.

Ein Punkt liegt mir speziell am Herzen. Wie sollen soziale Fortschritte erzielt werden, wie soll unsere soziale Gesetzgebung ausgebaut werden, wie soll nur dasjenige, das sozial bereits auf dem Gebiete des Versicherungswesens geschah, aufrechterhalten werden, wenn dem Bunde der Grossteil seiner Mittel entzogen wird? Wie sollen wir weiterschreiten, wie sollen wir in allen diesen sozialen Angelegenheiten und auf allen Gebieten auch gegenüber unserem Personal dasjenige tun, was dieses selbst als berechtigt betrachtet und dem ja der Bundesrat im Masse des Möglichen entgegenzukommen sich stets bemüht hat.

Ich sage also, wir würden uns auf eine abschüssige Bahn begeben, und gepaart würden die finanziellen und wirtschaftlichen Schwierigkeiten, die sich ergeben müssten, das Land zu Boden drücken. Denn im gleichen Moment, in dem der finanzielle Streich geführt würde, wird auch die Wirtschaft getroffen; die Produktion müsste zurückgehen, der Verdienst schwinden, die Steuern und Abgaben sich reduzieren, und so würde durch die Kumulierung von Wirkung und Rückwirkung ein Zustand entstehen, für den ich nicht verantwortlich sein möchte, für den sicherlich auch die Bundesversammlung und das ganze Schweizervolk die Verantwortlichkeit nicht übernehmen kann und nicht übernehmen will.

Die Dinge sind ernst. Man hat uns gesagt: Ihr hättet in der Zollpolitik nicht einseitig vorgehen, hättet auch die Konsumenten hören und sie zuziehen sollen bei den Vorbereitungen des Zolltarifes. Ich habe Ihnen schon früher von dieser Stelle aus erklärt, dass diese Arbeiten vor allem eine fachmännische Auf-

gabe waren, die rasch und sachkundig durchgeführt werden mussten. Ich sage nicht, es sei eine Geheimwissenschaft, und noch weniger, dass ich sie beherrsche. Aber es gibt relativ wenig Männer in der Schweiz, die damit wirklich vertraut sind, und ihre Mitarbeit braucht man. Es galt dazumal, rasch zu handeln. Aus der Verschiedenheit der Ansichten wäre auch nicht viel anderes herausgewachsen, wenn man noch andere Kreise zugezogen hätte.

Dabei möchte ich gerade auf die Bemerkung, die Herr Grimm gestern machte, antworten. Wenn die Kreise, denen er angehört, wünschen, dass wir sie zur Mitarbeit heranziehen, so glaube ich, es sei an ihnen, das zu ermöglichen; es sei an ihnen, den Willen zu zeigen, dass sie auf dem Boden der Verfassung, der Wirtschaft und der Wirklichkeit, auf dem Boden der Nation am Wohle des Landes mitzuarbeiten wünschen. Wir haben noch niemals eine Mithilfe zurückgestossen; wir regieren gegen niemand, und wir haben in vielen Dingen, in der Handelspolitik und beim Zolltarif, gerade die Interessen der Kreise wahrgenommen, die die Vertreter der äussersten Linken allein zu vertreten vorgeben. Mit Grund also kann dieser Einwurf der Einseitigkeit nicht erhoben werden.

Nun hat man weiter gesagt, namentlich Herr Dr. Schär, es seien Versprechungen abgegeben worden in Beziehung auf die Gestaltung des Zolltarifs, die nicht gehalten worden seien. Ich nehme für mich in Anspruch, stets von Anfang an klar und deutlich gesagt zu haben: Massgebend sind für diesen Zolltarif vor allem aus wirtschaftliche Rücksichten. Wenn nun auf anderer Seite, von seite des Finanzdepartementes, erklärt worden ist, dass man ein gewisses Mass nicht zu überschreiten gedenke, so wurden damit selbstverständlich die fiskalischen Rücksichten und die fiskalischen Bemessungen gemeint. Wir haben hier, bevor der Beschluss gefasst wurde, ausdrücklich betont, dass man sich nicht binden könne und dass bestimmte Proportionen naturgemäss mit Rücksicht auf die Unsicherheit aller Faktoren nicht festgelegt werden können. Und im übrigen, wie oft geschieht es im Leben, wenn man an eine Aufgabe näher herantritt, sie zu durchdringen beginnt und sie schliesslich beherrscht, dass man zu etwas modifizierten und anderen Ansichten kommt! So hat uns vielleicht die zu erwartende, wirtschaftliche Entwicklung auch dazu geführt, in den Zollansätzen etwas weiter zu gehen als man ursprünglich beabsichtigte. Das haben wir Ihnen mitgeteilt, unterbreitet und Sie, meine Herren von der Bundesversammlung, haben den Tarif gutgeheissen.

Ich würde es verstehen, wenn Herr Nationalrat Schär von seinem Standpunkte aus bestimmte Positionen des bestehenden Gebrauchstarifes herunterzusetzen beantragen würde. Aber ich kann es nicht verstehen und nicht billigen, dass wegen einzelner Ansätze, die nach seiner Ansicht etwas zu hoch ausgefallen sind und, wie er meint, vielleicht auch nicht ganz früheren Erklärungen entsprechen, das Land in ein zoll- und handelspolitisches Abenteuer gestürzt, dass der Gebrauchstarif weggefegt und dass an seine Stelle nichts treten soll, zum Schaden der Schweiz und des ganzen Schweizervolkes.

So schießt die Kritik ganz zweifellos über das Ziel hinaus. Es ist richtig, dass in dieser Frage zwei Lager einander gegenüberstehen, und ich zolle den Bestrebungen, diese Differenzen beizulegen, alle

Anerkennung. Diese Bestrebungen hätten an und für sich meine ganze Sympathie. Aber heute scheint mir diese Möglichkeit überholt zu sein. Im Laufe der letzten Woche wurde mir mitgeteilt, dass einzelne Kreise, welche dem Initiativbegehren sympathisch gegenüberstehen, bereit wären, dahin zu wirken, dass es modifiziert würde und in dieser modifizierten Form an Stelle des ursprünglichen Projektes trete. Damals waren aber die Stellungen bezogen, die bundesrätliche Botschaft war bereits erschienen, die Kommission hatte ihren Beschluss gefasst und überdies lag auch keine Garantie dafür vor, dass wirklich die Mehrheit der Vertreter derjenigen Verbände, die berechtigt sind, über das Initiativbegehren zu verfügen, bereit und in der Lage gewesen wären, einem Gegenvorschlag zuzustimmen, den wir auch unsererseits und Sie, meine Herren, hätten akzeptieren können. Ich finde nämlich, ein Gegenvorschlag hätte von vorneherein nur dann einen Sinn gehabt, wenn der Hauptvorschlag damit beseitigt worden wäre. Ich habe mir vor Ausarbeitung der Botschaft überlegt, ob ein Gegenvorschlag versucht werden solle, und ich bin davon vollständig zurückgekommen, wesentlich geleitet von der Meinung, dass es besser sei, wenn man die gestellte Frage, so wie die Initianten es wollen, ohne Umschweife klipp und klar auf ein Ja oder Nein dem Volke unterbreite. Hätten wir einen Gegenvorschlag gebracht, so wäre uns sicherlich der Vorwurf nicht erspart geblieben: Ihr wollt durch diesen Gegenvorschlag nur Verwirrung stiften, nachher werden die zwei Ja ungültig erklärt und alle möglichen Schwierigkeiten werden entstehen; wir wollen keinen Gegenvorschlag, wir wollen, dass die Frage, unbehindert von solchen Schwierigkeiten, dem Volke gestellt werde.

In der Tat, es hat etwas für sich. Heute scheint mir nun nach allgemeiner Meinung die Frage überholt zu sein, umsomehr als Herr Schär in Beziehung auf diesen Gegenvorschlag sehr reservierte Erklärungen abgegeben hat und dem Vorschlag, der von St. Gallen aus uns unterbreitet worden ist, doch sehr grosse Schwierigkeiten entgegenstehen und schwere Fehler anhaften. Denn es scheint mir vor allem aus, und der Bundesrat, dem ich die Sache unterbreitet habe, teilt diese Ansicht, nicht angängig zu sein, für dringliche Bundesbeschlüsse in einem bestimmten Gebiet eine qualifizierte Mehrheit zu fordern und zumal eine solche von drei Vierteln. Wir halten dafür, dass überhaupt in bezug auf die Volksrechte die Zollgesetzgebung und die Zollmaterie genau behandelt werden solle wie die andern Gebiete der Bundesgesetzgebung. Es hat keine Berechtigung und keinen Zweck, hier anders vorzugehen, im Gegenteil: Wenn irgendwo, so kann hier, wo die internationalen Beziehungen eine so grosse Rolle spielen, das Bedürfnis sich geltend machen, rasch auch auf einem ausserordentlichen Wege Entschlüsse zu fassen, und vor allem aus darf davon keine Rede sein, dem Parlament das Recht der definitiven Genehmigung der Handelsverträge zu entziehen. So scheint mir denn ein Gegenvorschlag heute nicht mehr tunlich zu sein.

Was ich Ihnen aber erklären kann, das ist, dass wir Ihnen so rasch wie möglich, und zwar wenn immer möglich bis Ende September 1923, den Entwurf eines neuen Gesetzes über den Zolltarif vorlegen wollen. Sie werden ihn so rasch als möglich behandeln, so dass das Volk in relativ kurzer Frist — inzwischen können sich die wirtschaftlichen Verhältnisse noch etwas ab-

klären — in der Zollpolitik Stellung beziehen und sich über Annahme oder Verwerfung eines neuen Zolltarifgesetzes aussprechen kann.

Das, meine Herren, ist die reguläre, die richtige und normale Funktion der Demokratie auch auf dem Gebiete des Zollwesens, und etwas anderes braucht es nicht mehr. Ich gestehe Ihnen, ich habe alle Achtung vor der Demokratie. Aber ich muss Ihnen auch sagen, dass ich angesichts des sich stets ausbreitenden Elendes und der grossen Schwierigkeiten in der Tat andere Postulate heute für viel dringlicher betrachte als zu studieren, ob man eventuell noch irgend einen provisorischen Beschluss der Bundesversammlung auch noch dem Volke unterbreiten könnte. Wir haben genügend Volksabstimmungen. Ich lasse die Mitwirkung des Volkes in den grossen Fragen, auf dem Gebiete des Zolltarifwesens, absolut zu, ich fordere sie sogar und wünsche sie, und mir bangt nicht vor ihr. Aber das betrachte und bezeichne ich als unmöglich, dass eine ganze Reihe von Einzelentscheiden und Einzelfragen jeweilen auch noch dem Volksentscheid unterstellt werden sollen, so dass das Volk schliesslich müde und fast angeekelt vor zu viel Abstimmerei all diesen wichtigen Fragen gar nicht mehr das nötige Interesse entgegenbringt.

Die Diskussion hat sich gestern und heute schon über alle noch irgendwie massgebenden Punkte ausgesprochen. Ich will mich enthalten, auf all das einzutreten, was heute und gestern bereits gesagt worden ist. Ich habe nur einige Punkte herausheben wollen und ich komme nun zum Schlusse und sage: Die Zollinitiative, so wie sie vorliegt, ist eine grosse wirtschaftliche und finanzielle Schädigung des Bundes. Sie trifft unser Land und die schweizerische Eidgenossenschaft ins Herz, und das in einem Moment, in dem sich alle Bürger um die Fahne des Bundes scharen sollten, um das drohende Unheil, das von allen Seiten auch uns immer näher kommt, abzuwenden und aus der Einigkeit die Kraft zur Abwehr zu schöpfen. In diesem Momente das Land zu schwächen, ist nicht erlaubt, das ist eine Sünd am Vaterland. Deshalb verlangt der Bundesrat von Ihnen mit aller Energie die Ablehnung der Zollinitiative und er wird auch den Kampf vor dem Volk ohne Furcht und ohne Zögern aufnehmen (Bravo).

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici le débat est interrompu.)

Nachmittagssitzung vom 31. Januar 1923.
Séance de relevée du 31 janvier 1923.

Vorsitz: — Présidence: Hr. Jenny (Bern).

1692. Zollinitiative.
Initiative douanière.

Fortsetzung. — *Suite.*

(Siehe Seite 41 hiervoor. — Voir page 41 ci-devant.)

M. Jaton: M. le Président et Messieurs, les paroles qui ont été prononcées dans cette assemblée hier et aujourd'hui par les chefs socialistes démontrent à l'évidence que l'initiative concernant la garantie des droits populaires dans la question douanière, soit la modification de l'art. 29 de la Constitution fédérale, n'est qu'un prétexte pour démolir les bases actuelles de notre gouvernement fédéral et pour les remplacer par la démagogie et par l'agitation au-dessus desquelles devront seuls surnager et dominer les pontifes du socialisme suisse.

La première étape envisagée par ces grands politiques a été le prélèvement sur les fortunes privées qui, sous prétexte d'humanité et soi-disant pour assurer un meilleur sort à la vieillesse malheureuse et abandonnée a donné lieu à la dernière votation fédérale du 3 décembre 1922, de si pitoyable mémoire pour ces messieurs de l'extrême-gauche et pour quelques rêveurs, leurs associés d'occasion. Cette première tentative de désorganisation de la société actuelle a heureusement échoué grâce à la sagesse du peuple suisse, lequel n'a pas voulu se laisser entraîner par les promesses affriolantes de ses mauvais bergers qui, à cette occasion promettaient plus de beurre que de pain, puisque le résultat certain de l'acceptation de cette initiative par le peuple suisse aurait eu pour première conséquence la fermeture d'un grand nombre d'usines suisses, ce qui aurait mis sur le pavé un nombre considérable d'ouvriers, bernés et trompés par leurs chefs politiques.

Sous prétexte de défendre les droits populaires, une seconde initiative demandant que toutes les questions douanières soient soumises à la votation du peuple a été lancée par les mêmes chefs politiques, afin d'arriver par des moyens détournés à priver le gouvernement des ressources qui lui sont absolument nécessaires et même indispensables pour permettre un fonctionnement normal des divers rouages — peut être trop compliqués, je le reconnais — de l'administration fédérale où encore aujourd'hui les branches gourmandes sont nombreuses et doivent disparaître le plus tôt possible pour être remplacées par une administration plus simple et plus rationnelle. Jusqu'à ce que l'aube de ce jour béni paraisse à l'horizon, il faut des ressources à la Confédération, il lui faut même toujours plus d'argent, si nos pouvoirs publics veulent enfin pouvoir réaliser certaines œuvres sociales que chacun aujourd'hui reconnaît

Zollinitiative.

Initiative douanière. Préavis.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1923
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	1692
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	31.01.1923
Date	
Data	
Seite	41-65
Page	
Pagina	
Ref. No	20 029 469

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

klären — in der Zollpolitik Stellung beziehen und sich über Annahme oder Verwerfung eines neuen Zolltarifgesetzes aussprechen kann.

Das, meine Herren, ist die reguläre, die richtige und normale Funktion der Demokratie auch auf dem Gebiete des Zollwesens, und etwas anderes braucht es nicht mehr. Ich gestehe Ihnen, ich habe alle Achtung vor der Demokratie. Aber ich muss Ihnen auch sagen, dass ich angesichts des sich stets ausbreitenden Elendes und der grossen Schwierigkeiten in der Tat andere Postulate heute für viel dringlicher betrachte als zu studieren, ob man eventuell noch irgend einen provisorischen Beschluss der Bundesversammlung auch noch dem Volke unterbreiten könnte. Wir haben genügend Volksabstimmungen. Ich lasse die Mitwirkung des Volkes in den grossen Fragen, auf dem Gebiete des Zolltarifwesens, absolut zu, ich fordere sie sogar und wünsche sie, und mir bangt nicht vor ihr. Aber das betrachte und bezeichne ich als unmöglich, dass eine ganze Reihe von Einzelentscheiden und Einzelfragen jeweilen auch noch dem Volksentscheid unterstellt werden sollen, so dass das Volk schliesslich müde und fast angeekelt vor zu viel Abstimmerei all diesen wichtigen Fragen gar nicht mehr das nötige Interesse entgegenbringt.

Die Diskussion hat sich gestern und heute schon über alle noch irgendwie massgebenden Punkte ausgesprochen. Ich will mich enthalten, auf all das einzutreten, was heute und gestern bereits gesagt worden ist. Ich habe nur einige Punkte herausheben wollen und ich komme nun zum Schlusse und sage: Die Zollinitiative, so wie sie vorliegt, ist eine grosse wirtschaftliche und finanzielle Schädigung des Bundes. Sie trifft unser Land und die schweizerische Eidgenossenschaft ins Herz, und das in einem Moment, in dem sich alle Bürger um die Fahne des Bundes scharen sollten, um das drohende Unheil, das von allen Seiten auch uns immer näher kommt, abzuwenden und aus der Einigkeit die Kraft zur Abwehr zu schöpfen. In diesem Momente das Land zu schwächen, ist nicht erlaubt, das ist eine Sünde am Vaterland. Deshalb verlangt der Bundesrat von Ihnen mit aller Energie die Ablehnung der Zollinitiative und er wird auch den Kampf vor dem Volke ohne Furcht und ohne Zögern aufnehmen (Bravo).

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici le débat est interrompu.)

Nachmittagssitzung vom 31. Januar 1923. *Séance de relevée du 31 janvier 1923.*

Vorsitz: — Présidence: Hr. Jenny (Bern).

1692. Zollinitiative. Initiative douanière.

Fortsetzung. — Suite.

(Siehe Seite 41 hiervoor. — Voir page 41 ci-devant.)

M. Jaton: M. le Président et Messieurs, les paroles qui ont été prononcées dans cette assemblée hier et aujourd'hui par les chefs socialistes démontrent à l'évidence que l'initiative concernant la garantie des droits populaires dans la question douanière, soit la modification de l'art. 29 de la Constitution fédérale, n'est qu'un prétexte pour démolir les bases actuelles de notre gouvernement fédéral et pour les remplacer par la démagogie et par l'agitation au-dessus desquelles devront seuls surnager et dominer les pontifes du socialisme suisse.

La première étape envisagée par ces grands politiques a été le prélèvement sur les fortunes privées qui, sous prétexte d'humanité et soi-disant pour assurer un meilleur sort à la vieillesse malheureuse et abandonnée a donné lieu à la dernière votation fédérale du 3 décembre 1922, de si pitoyable mémoire pour ces messieurs de l'extrême-gauche et pour quelques rêveurs, leurs associés d'occasion. Cette première tentative de désorganisation de la société actuelle a heureusement échoué grâce à la sagesse du peuple suisse, lequel n'a pas voulu se laisser entraîner par les promesses affriolantes de ses mauvais bergers qui, à cette occasion promettaient plus de beurre que de pain, puisque le résultat certain de l'acceptation de cette initiative par le peuple suisse aurait eu pour première conséquence la fermeture d'un grand nombre d'usines suisses, ce qui aurait mis sur le pavé un nombre considérable d'ouvriers, bernés et trompés par leurs chefs politiques.

Sous prétexte de défendre les droits populaires, une seconde initiative demandant que toutes les questions douanières soient soumises à la votation du peuple a été lancée par les mêmes chefs politiques, afin d'arriver par des moyens détournés à priver le gouvernement des ressources qui lui sont absolument nécessaires et même indispensables pour permettre un fonctionnement normal des divers rouages — peut être trop compliqués, je le reconnais — de l'administration fédérale où encore aujourd'hui les branches gourmandes sont nombreuses et doivent disparaître le plus tôt possible pour être remplacées par une administration plus simple et plus rationnelle. Jusqu'à ce que l'aube de ce jour béni paraisse à l'horizon, il faut des ressources à la Confédération, il lui faut même toujours plus d'argent, si nos pouvoirs publics veulent enfin pouvoir réaliser certaines œuvres sociales que chacun aujourd'hui reconnaît

indispensables dans une société soucieuse des intérêts moraux et matériels de tous ses membres, en particulier de ceux qui sont réellement les déshérités de la vie et qui peinent continuellement sans jamais entrevoir la fin de leur misère.

Mais pour pouvoir créer ces œuvres sociales, il faut commencer par combler les déficits. Pour cela il faut donner à notre gouvernement fédéral les moyens de trouver de l'argent pour boucler ses comptes annuels. Ainsi que cela a déjà été dit à maintes reprises dans cette assemblée, deux méthodes sont en présence: les impôts directs et les impôts indirects, ces derniers représentés principalement en Suisse, par les droits de douane. Dans aucun pays on n'a pu se contenter d'un seul de ces impôts et c'est en général par une combinaison plus ou moins heureuse des impôts directs atteignant le capital et des impôts indirects supportés par toute la population proportionnellement à sa consommation et surtout aux objets de luxe que les divers gouvernements parviennent, si ce n'est à combler, du moins à diminuer le gouffre béant des déficits annuels. Les chiffres donnés à la commission par M. le chef du département des finances sont suggestifs. En 1921, notre tarif d'usage entrant en vigueur le 1^{er} juillet et les recettes douanières ont été, si je suis bien renseigné, de 117 millions, tandis qu'elles n'auraient été que de 54 millions approximativement avec l'ancien tarif de 1902, soit une moins value de 63 millions. En 1922, la différence aurait été plus grande encore, l'application du tarif d'usage actuel a rapporté 150 millions, tandis que les recettes douanières basées sur les tarifs généraux de 1902, n'auraient été que de 75 millions soit une différence en moins de 50 %, 75 millions pour la dite année 1922.

Messieurs les chefs socialistes, soyez logiques. Je vous le demande: par quoi aurions-nous pu remplacer ces recettes absolument nécessaires pour diminuer le déficit considérable de nos administrations publiques: C.F.F., Postes, Télégraphe, Téléphone, servant à tous les citoyens, indispensables à toutes les classes de la société? Avec quoi aurions-nous payé jusqu'à présent les allocations considérables de renchérissement versées aux fonctionnaires et aux ouvriers de la Confédération?

J'entends votre réponse, vous nous l'avez déjà donnée plusieurs fois; en faisant disparaître le budget du département militaire et en supprimant notre armée de milices. Dans les circonstances économiques que nous traversons, elle serait bien à plaindre notre petite Suisse si elle ne possédait plus aucun moyen propre de défense et qu'elle dût avoir recours simplement à l'appui des grandes puissances, si peu d'accord entre elles. Nous comprenons très bien, Messieurs les socialistes, que cette armée de milices vous ait gagnés en novembre 1918 et qu'elle vous fasse encore réfléchir en 1923, ce qui est heureux pour le pays, mais nous, les bourgeois, comme vous nous appelez quelquefois avec ironie, nous voulons conserver des droits douaniers modérés, nous permettant d'instruire et d'entretenir convenablement notre armée de milices, sauvegarde de nos libertés populaires et peut-être un jour nécessaire pour aider au refoulement des bandes armées rouges et jaunes de vos amis slaves.

Je ne crois pas sortir du sujet en parlant comme je le fais, car votre politique douanière touche à la

politique générale du pays, elle en est même la conséquence directe. Vous voulez déséquilibrer le budget pour arriver à vos fins politiques. Ainsi que cela a déjà été dit par d'autres orateurs, il est impossible de réduire les recettes de la Confédération au moment où les dépenses ordinaires et extraordinaires tendent continuellement à augmenter. En le faisant nous nous décernerions à nous-mêmes, partis bourgeois, un brevet d'incapacité administrative; ce serait, vous le pensez bien, nous suicider par persuasion, ce qui conviendrait peut-être à nos adversaires politiques, mais ce que nous ne ferons jamais. Soyez-en certain, Messieurs les socialistes, nous lutterons jusqu'au bout pour ce que nous estimons le bien et l'intérêt supérieurs de la patrie et de ses habitants.

M. le conseiller fédéral Musy nous a déclaré en commission que les recettes douanières couvraient avant 1914 le 80 % des dépenses générales de la Confédération, tandis qu'actuellement elles ne couvrent plus que le 50 % environ. Les impôts directs représentaient ainsi avant 1914 le 20 % et en 1922 le 50 % des recettes totales de la Confédération. Aujourd'hui, s'il y a disproportion entre les recettes douanières et les impôts directs d'avant 1914, et ceux d'aujourd'hui, cette disproportion est toute en faveur des citoyens qui sont touchés par le nouveau tarif douanier. Il serait injuste de ne pas le rappeler ici. Les impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes représentaient annuellement avant la guerre mondiale une somme de 171 millions de francs. En 1922, ils se sont montés à 530 millions, soit 76 % des recettes totales, tandis que les impôts indirects, tant critiqués par nos adversaires politiques, ne représentent plus chez nous que le 24 % des recettes actuelles. Sans vouloir prendre la France comme modèle d'imposition, il est peut-être bon de mentionner que dans ce pays si chargé, les impôts directs représentent le 40 % et les impôts indirects le 60 % des recettes totales.

D'autre part il n'est pas inutile d'indiquer également qu'en Suisse les impôts indirects, soit les recettes douanières, représentent aujourd'hui 45 fr. par tête de population et en Belgique 79 fr., en Angleterre 180 et en France 190 fr. par tête de population totale. Vous voyez donc, Monsieur le président et Messieurs, que nous pouvons encore être heureux d'habiter notre petite Suisse, les droits de douane y étant moins élevés et par conséquent la vie moins chère que partout ailleurs.

Malgré nos divergences politiques et surtout économiques, un terrain d'entente permettant d'équilibrer nos budgets fédéraux pourrait être trouvé. Il suffirait de le vouloir; mais c'est précisément ce qu'on ne veut pas dans certains groupes politiques.

Si nos milieux viticoles romands n'écoutaient que leurs intérêts personnels et s'ils se souvenaient d'avoir été sacrifiés dans le traité avec l'Espagne, ils voteraient en faveur de l'initiative douanière, car le vin peut certainement être classé dans les objets de luxe et par conséquent il pourrait être soumis aux taxes les plus élevées. Mais nos vigneron et nos paysans sont de bons patriotes, ils savent que la solidarité est absolument indispensable entre toutes les classes de la société. C'est pourquoi ils viendront voter en nombre contre l'initiative douanière que nous reconnaissons comme inopportune, imprécise et d'au-

tant plus dangereuse pour les intérêts vitaux de notre pays.

Monsieur le président et Messieurs, ce bloc enfarné ne nous dit rien qui vaille (rires). C'est pour les motifs que je viens d'indiquer que les députés radicaux vaudois au Conseil national repousseront l'initiative concernant la garantie des droits populaires dans la question douanière, engageront les électeurs vaudois à venir nombreux au scrutin et à voter non le jour du verdict populaire.

Präsident: Die Voraussetzungen sind nun vorhanden, wo nach den Bestimmungen des Reglementes der Vorsitzende verpflichtet ist, dem Rate die Frage auf Schluss der Beratung zu stellen. Sie werden die Anfrage in der Abstimmung beantworten.

Abstimmung. — Votation.

Für Schluss der Beratung	81 Stimmen
Dagegen	36 Stimmen

Präsident: Die Zweidrittelsmehrheit ist erreicht.

Ziffernweise Beratung. — Discussion des Beratung.

Titel und Ingress. — Titre et préambule.

Präsident: Zum Titel und Ingress des Bundesbeschlusses über die Wahrung der Volksrechte in Zollfragen ist noch ein Antrag Forrer eingereicht worden, der zum ersten Alinea einen Zusatz aufnehmen will. Es wird nach Antrag Forrer das erste Alinea heissen im Eingang:

«Nach Einsicht des Volksbegehrens über die Wahrung der Volksrechte in der Zollfrage (Art. 20 der Bundesverfassung), eines Berichtes des Bundesrates vom 28. Dezember 1922, sowie nach Kenntnissnahme seiner Erklärung, dass die Gesetzesvorlage betreffend den Zolltarif den Räten wenn immer möglich bis zum 1. Oktober 1923 unterbreitet werde...»

Forrer: Zunächst sind zwei kleine Lapsus calami zu korrigieren. Der deutsche und der französische Text stimmen nicht überein. Im deutschen Text ist Art. 20 der Bundesverfassung angerufen, in der Uebersetzung der Art. 29. Es muss Art. 29 stehen bleiben. Dann soll es heissen 1. Oktober, wie die Erklärung des Bundesrates lautete, statt 31. Oktober.

Zu diesem so korrigierten Antrag zum Ingress der Vorlage erlaube ich mir ganz kurz folgende Begründung. Wir wissen aus der Botschaft des Bundesrates, dass er feierlich erklärt, nach Möglichkeit dafür sorgen zu wollen, dass eine rasche gesetzliche Regelung des Zolltarifes stattfindet. Es muss dafür gesorgt werden, dass das in Wirklichkeit auch zur Durchführung gelange und deshalb halte ich dafür, dass man diese Erklärungen nicht nur im Sinne der Botschaft abgibt, sondern dass sie so verankert werden, wie sie mit einem bestimmten dies ad quem Herr Bundesrat Schulthess namens des Bundesrates abgegeben hat. Es wird zur Beruhigung dienen, wenn man weiss, dass ein bestimmter Termin vorgesehen ist, bis zu welchem die gesetzliche Ausarbeitung der Vorlage stattfinden soll und ein bestimmter Termin,

auf den wir die Vorlage des Gesetzesentwurfes zu erwarten haben. Deshalb habe ich den Antrag gestellt, dass das auch in der Vorlage selbst, im Ingress, expressis verbis zum Ausdruck komme. Das beruhigt nicht nur mit bezug auf eine rasche Ausarbeitung des Zolltarifgesetzes, sondern schafft auch eine Beruhigung hinsichtlich einer gesetzlichen Regelung der Einfuhrbeschränkungen, da ja die Absicht besteht, dass mit der Revision des Gesetzes speziell, im Art. 4 auch eine Regelung der Einfuhrbeschränkungen stattfinden soll. Ich möchte Ihnen aus diesen Gründen empfehlen, mein Amandement zum Ingress der Vorlage anzunehmen.

Angenommen. — Adopté.

I.

Angenommen. — Adopté.

II.

Präsident: In Ziffer II. stehen sich die Anträge der Kommissionsmehrheit und -minderheit gegenüber. Es ist der Antrag gestellt worden, diese Abstimmung unter Namensaufruf vorzunehmen. Ich frage an, ob dieser Antrag die nötige reglementarische Unterstützung findet. — Es ist der Fall. Herr Schär wünscht vor der Abstimmung noch eine persönliche Erklärung abzugeben.

Schär: Nach dem Reglement habe ich das Recht eine Erklärung abzugeben. Sachlich kann ich mich nicht mehr äussern, obschon Anlass genug bestände, auf einzelne der Voten, die nach meinem Votum erfolgt sind, zu antworten, namentlich auf diejenigen, die mich persönlich und auch die Konsumvereine in die Diskussion gezogen haben.

Ich will aber hier noch eine persönliche Erklärung abgeben, die ich zwar gerne Herrn Baumberger überlassen hätte. Herr Baumberger hat mir falsche Angaben unterschoben. Ich habe gegen diese Behauptung protestiert; Herr Baumberger hat aber darauf beharrt. Ich wusste, dass die Angaben des Herrn Baumberger auf Seite 61 nicht stimmen. Ich habe nun das Zitat kontrolliert und konstatieren können, dass Herr Baumberger drei Worte, die wesentlich sind, vergessen hat. (Heiterkeit.) Es heisst « einzelne Positionen » und nicht « sämtliche Positionen ». Das ändert den Sinn der Behauptung ganz wesentlich. Ich kann nichts dafür, dass Herr Baumberger kurzsichtig ist; aber ich möchte mich verwahren, dass man in dieser Art und Weise etwas Unrichtiges unterschiebt. (Heiterkeit.)

Abstimmung. — Votation.

Mit Ja, das heisst für Annahme der Initiative, stimmen die Herren:

(Votent oui, c'est-à-dire acceptent l'initiative M.M.):

Affolter, von Arx, Belmont, Blaser, Bratschi (Matten), Bratschi (Bern), Brodtbeck, Bucher, Canova, Dicker, Eugster-Züst, Eymann, Farbstein, Frank, Graber, Greulich, Grimm, GrosPierre, Hitz, Höppli, Huber, Huggler, Ilg, Kägi, Keel, Killer, Klöti, Mercier, Müri, Naine, Nicole, Nobs, Perrin, Reinhard, Rosselet, Schär, Schmid (Oberentfelden), Schmid (Olten),

Schneeberger, Schneider, Weber (St. Gallen), Weber (Kempten), Weibel, Wirz, Zeli. (45).

Mit Nein, das heisst für Verwerfung der Initiative, stimmen die Herren:

(Votent Non, c'est-à-dire rejettent l'initiative M.M.):

Ast, Balestra, Balmer, Baumann (Rüti), Baumann (Schafisheim), Baumberger, Billieux, Biroll, Blumer, Bolle, Bopp, Boschung, Bossi, Bujard, Burger, Bürgi, Burkhard, Burki, Caflisch, Cailer, Calame, Chamorel, Choquard, Couchepin, de Dardel, Dedual, Dollfus, Duft, Eigenmann, Eisenhut, Evéquoz, Fazan, Forrer, Freiburghaus, Gamma, Gaudard, Gelpke, Girod, Gottret, Graf, Grünenfelder, Hadorn, Häfliger, Hardmeier, Held, Hofmann, Hoppeler, Jäger, Jaton Jenny (Ennenda), Joss, Knüsel, König, Kurer, Lachenal, Leuenberger, Lohner, Mächler, Maggini, Maillefer, von Matt, Maunoir, Meili, de Meuron Meyer (Zürich), Meyer (Zug), Micheli, Miescher, Ming, Minger, Moser (Hitzkirch), Moser (Neuhausen), Müller, Nietlisbach, Nyffeler, Obrecht, Odinga, Oehninger, Olgiati, Perrier, Petrig, Pfister, Pignet, Pitteloud, Pittet, de Rabours, Rochaix, Ruh, Rusca, Schirmer, Schopfer, Schüpbach, Schwander, Seiler (Liestal), Siegenthaler, Spychiger, Stähli, Steiner (Schwyz), Steiner (Kaltbrunn), Steiner (Baar), Steuble, Stohler, Sträuli (Winterthur), von Streng, Streuli (Horgen), Stuber, Sulzer, Tarchini, Tobler, Troillet, Tschumi, Ullmann, Vigizzi, Vonmoos, Waldvogel, Walser, Walther, Weber (Grasswil), Wulliamoz, Wyrsh, Zimmerli, Zschokke, Züblin. (123).

Herr Jenny (Bern), als Präsident, stimmt nicht.
(M. Jenny (Bern), président, ne prend pas part au vote.) (1).

Abwesend sind die Herren: — (Sont absents M.M.):

Abt, Bersier, Bertschinger, Bonhôte, Burren, Cornaz, Eggspühler, Frey, Gabathuler, Genoud, Gnägi, Grand, Gutknecht, Hauser, Hofstetter, Holenstein, Hunziker, Jobin, Morard, Mosimann, Schenkel, Scherrer, Seiler (Zermatt), Steiner (Malters), Stöll, Welti, Wunderli, Z'graggen. (28).

III.

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Proposition de la commission.

Adhésion au projet de la Conseil fédéral.

Angenommen. — *Adopté.*

An den Ständerat.
(Au Conseil des Etats.)

1442. Reorganisation der Bundesbahnen.

Réorganisation des chemins de fer fédéraux.

(Siehe Seite 911 des Jahrganges 1922. — Voir page 911 de l'année 1922.)

Redaktionelle Bereinigung. — *Rédaction définitive.*

Walser, Berichterstatter der Kommission: In der Vorlage der Redaktionskommission sind zwei kleine Irrtümer zu bereinigen. Am Schlusse des Ingresses sind die Worte «und ergänzt» stehen geblieben, während die Redaktionskommission beschlossen hat, sie zu streichen. Weiter ist beim Art. 13 im letzten Absatz, wo von der speziellen Leitung und Ueberwachung der einzelnen Geschäftszweige die Rede ist, das Wort «speziell» zu streichen.

Schlussabstimmung. — *Votation finale.*

Für Annahme des Gesetzentwurfes	124 Stimmen
Dagegen	16 Stimmen

An den Bundesrat.
(Au Conseil fédéral.)

1499. Postverkehrsgesetz.

Loi sur les communications postales.

Fortsetzung. — *Suite.*

(Siehe Seite 1 hievor. — Voir page 1 ci-devant.)

Art. 13.

Obrecht, deutscher Berichterstatter der Kommission: Bei Art. 13, der sich befasst mit den Frankotaxen für Postkarten, wurde in der Kommission der Antrag gestellt, es sei zu unterscheiden zwischen der gewöhnlichen amtlichen Postkarte und der sogenannten Bildpostkarte, die wir im Volksmunde als Ansichtskarte bezeichnen, und es sei für diese Bildpostkarte eine verbilligte Taxe einzuführen, in der Weise, dass die Portotaxe für die Ansichtskarte bloss 7½ Rp. betragen würde, währenddem für andere Postkarten die 10 Rp. beibehalten würden. Dieser Antrag wurde damit begründet, dass das graphische Gewerbe und viele Kreise des Papier- und Buchhandels finanziell ein Interesse hätten am Wiederaufblühen der sogenannten Ansichtskarte und dass es eine wertvolle Unterstützung dieser Kreise wäre, wenn man die Frankotaxen verbilligte. Es wurde ferner bemerkt, dass auch die Fremdenindustrie ein gewisses Interesse daran hätte, weil mit diesen Ansichtskarten Reklame gemacht wird für die Schönheiten unseres Landes. Die Kommission hat sich diesem Antrage nicht anschliessen können. Er blieb in Minderheit. Die Gründe liegen darin, dass man die Ansichtskarte doch eher als Luxusgegenstand betrachtet und es uns schien, es sei nicht am Platze, ausgerechnet auf diesem Luxusgegenstande nun die erste Posttaxenverbilligung platzgreifen zu lassen. Wenn man die Postgebühren verbilligen wolle, so hätte man viel näherliegende Beförderungsgegen-

Zollinitiative.

Initiative douanière.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1923
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	1692
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	31.01.1923
Date	
Data	
Seite	65-68
Page	
Pagina	
Ref. No	20 029 470

comités qui s'étaient placés à la tête d'un mouvement d'initiative, s'étaient fait donner par ceux que j'appellerai les commettants, le droit de retirer l'initiative, d'après les circonstances. Je me suis souvent demandé s'il n'y aurait pas une amélioration très utile quoique très modeste, du droit d'initiative dans l'idée d'exiger que, à l'origine du mouvement, il y ait un comité assez large d'hommes responsables qui, de jure, c'est-à-dire de droit, auraient la possibilité de retirer l'initiative, de la modifier, de se rallier à des contre-projets préparés par l'Assemblée fédérale. Sur ce terrain, je crois qu'il y a possibilité de s'entendre. Il y a là une raison très sérieuse de procéder, avec calme, à l'étude demandée. On a aussi prétendu, par exemple, dans la presse, qu'il faudrait abolir la forme de l'initiative formulée, pour ne s'en tenir qu'à la forme de l'initiative générale non formulée. Contre cette idée milite le fait que presque toutes les initiatives sur lesquelles le peuple a eu à se prononcer, étaient formulées. Cela signifie que l'initiative formulée est la forme la plus adéquate du droit d'initiative populaire.

Je termine, Messieurs — et je vous demande infiniment pardon si j'ai un peu lassé votre patience — et voici ma conclusion: le droit d'initiative est intangible; il ne peut s'agir de se laisser aller, même en apparence seulement, à un mouvement de réaction; des transformations profondes du droit d'initiative ne sont point à conseiller parce que toute transformation profonde attaquerait la substance même du droit. Des améliorations sont possibles, des perfectionnements peuvent être réalisés, le Conseil fédéral est disposé à les étudier. C'est dans ce sens et avec ces réserves qu'il accepte la motion de M. Brügger (Bravos).

Dietschi: Im Namen meiner politischen Freunde erlaube ich mir, Ihnen den Ordnungsantrag zu stellen, hier die Beratung über diesen Gegenstand zu unterbrechen und die weitere Beratung und Entscheidung über die Motion des Herrn Ständerat Brügger auf die Aprilsession zu verschieben. Die Frage, welche die Motion des Herrn Brügger berührt, ist von so grosser politischer Bedeutung und Tragweite, sie ist so schwierig und heikel, wie Sie aus den Ausführungen sowohl des Herrn Motionärs als des Herrn Bundesrat Motta gesehen haben, dass es wünschenswert ist, sie nach allen Seiten gründlich, gewissenhaft und vorurteilslos zu prüfen. Meine politischen Freunde empfinden daher das Bedürfnis, die Frage im Schosse ihrer Fraktion zu besprechen. Das war für sie zum voraus nicht möglich, weil sie die Begründung in ihrem Wortlaut nicht künnten. Nun, da diese Begründung sowohl als auch die Stellungnahme des Bundesrates dazu vorliegt, sind wir in der Lage, dazu Stellung zu nehmen in der Fraktion. Es scheint, dass der Herr Motionär mit dieser Art der Erledigung einverstanden ist. Im Namen meiner politischen Freunde empfehle ich Ihnen daher, diesen Antrag genehm zu halten.

Brügger: Ich kann meinerseits nur erklären, dass ich es für selbstverständlich halte, wenn jemand diese Frage sich noch näher überlegen will, wir ihm durch Annahme einer derartigen Ordnungsmotion dazu Gelegenheit geben,

M. le conseiller fédéral **Motta:** Le Conseil fédéral ne fait aucune opposition à la motion d'ordre de M. le conseiller aux Etats Dietschi.

Angenommen. — *Adopté.*

1692. Zollinitiative. Begutachtung.

Initiative douanière. Préavis.

Bericht des Bundesrates vom 28. Dezember 1922 (Bundesblatt 1923, I, 76). — Rapport du Conseil fédéral du 28 décembre 1922 (Feuille fédérale 1923, I, 77).

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates vom 31. Januar 1923.

Proposition de la commission.

Adhésion à la décision du Conseil national du 31 janvier 1923.

Bolli, Berichterstatter der Kommission: Es ist vorhin das Wort von der «Generalidee» gefallen. Dieses Wort hat mir alte militärische Erinnerungen wachgerufen und mir den Gedanken nahegelegt, es würde vielleicht bei der Zollinitiative, die wir heute zu behandeln haben, zur Einleitung am besten von der «Ausgangssituation» gesprochen werden. — Die Meinungen sind ja gemacht und man könnte sich eigentlich sehr kurz fassen; aber es scheint mir doch, bei der Wichtigkeit des Traktandums und bei der Tragweite, die unser Entscheid auch in der Volksabstimmung haben wird, sind wir gezwungen, uns etwas näher mit der Sache zu befassen. Nur glaube ich, wie Sie sehen werden, es sei die Diskussion vielleicht auf einen etwas anderen Standpunkt zu stellen und von andern näher liegenden Gesichtspunkten aus zu führen, als sie in der Hauptsache sowohl in der Botschaft des Bundesrates wie im andern Rate geführt worden ist, wo mehr die wirtschaftspolitische Diskussion das Feld beherrschte.

Es haben also 151,321 Stimmberechtigte der Schweiz am 22. März des Jahres 1922 ein Initiativbegehren einreichen lassen unter der Flagge «Für die Wahrung der Volksrechte in der Zollfrage». Das Initiativbegehren hat die Ihnen bekannte, in der Botschaft wiedergegebene Fassung. Es handelt sich um die Ersetzung des jetzigen Art. 29 der Bundesverfassung, der das zollpolitische Programm unseres Landes enthält, durch einen andern Artikel und eine entsprechende Ergänzung von Art. 89, der das Referendum bei den Bundesgesetzen regelt. Ich will bei diesem Anlass daran erinnern, dass der Bundesrat beantragt, es sei das Initiativbegehren, unter Bekanntgabe des Wortlautes, dem Volke der Eidgenossen und den Ständen zur Verwerfung zu empfehlen, ohne dass seitens des Bundesrates eine Gegenvorlage in Erwägung gezogen worden wäre.

Der Bundesrat begründet diesen Antrag in einer vorzüglichen, inhaltlich und formell sehr schön

abgefassten Botschaft. Der Nationalrat hat grundsätzlich dem Verwerfungsantrag des Bundesrates zugestimmt. Er ist ebenfalls auf die Idee eines Gegenvorschlages nicht eingetreten. Er motiviert aber im Ingress der Bundesbeschlussesvorlage seinen Antrag weiter dahin, dass er noch hinzufügt: «sowie nach Kenntnisnahme seiner (des Bundesrates) Erklärung, dass die Gesetzesvorlage betreffend den Zolltarif den Räten, wenn immer möglich bis zum 1. Oktober 1923, unterbreitet werde.» Es wird also neu eingeführt, gewissermassen zur Stützung des Antrages auf Ablehnung der Initiative, die Erklärung des Bundesrates, dass dieser bis spätestens am 1. Oktober d. J. wenn immer möglich eine Vorlage betreffend ein neues Zollgesetz und einen neuen Zolltarif den Räten unterbreiten werde.

Wie aus dem Inhalt der Initiative selbst und aus deren Geschichte hervorgeht, war die äussere Veranlassung dazu der dringliche Bundesbeschluss vom 18. Februar 1921 betreffend vorläufige Abänderung des Zolltarifes; ebenso der auf Grund dieses Bundesbeschlusses erlassene Gebrauchstarif, Bundesratsbeschluss vom 8. Juni 1921, in Kraft getreten am 1. Juli desselben Jahres. Ich habe gestern schon Gelegenheit gehabt, Ihnen eine der Veranlassungen dieses Inkrafttretens des Erlasses ausgerechnet gerade auf den 1. Juli 1921 vorzustellen und in Erinnerung zu bringen.

Die Initianten bzw. ihre Führer sagen, die verfassungsmässigen Volksrechte seien verletzt, es sei dem Volke das Recht des Referendums entzogen worden, und es sei nun an der Zeit, diese Volksrechte gegenüber dem Vorgehen des Bundesrates und der Bundesversammlung zu wahren. Und nun handelt es sich darum: Wollen wir an Stelle des Art. 29 der Bundesverfassung einen andern, den der Initianten, setzen? Und sollen dabei konsequenterweise auch die Erlasse, die den Anlass zur Initiative gegeben haben, ebenfalls in nichts zerfallen; und soll nebenbei der Art. 89 der Bundesverfassung auch noch ergänzt werden? Das ist die Frage.

Sehen wir uns nun die Botschaft des Bundesrates an, so ist zu konstatieren, dass sie zunächst einen Vergleich zieht zwischen der Initiative und dem jetzigen Art. 29. Der Bundesrat findet mit Recht, dass der erste Teil eigentlich im wesentlichen dem bisherigen Artikel entspricht. Das Schwergewicht liegt im zweiten Teil, in der Aufhebung des gegenwärtigen Zolltarifes, der andern ausserordentlichen Erlasse über das Zollwesen, der Ueberweisung der Eingangs- und Ausgangsgebühren fast ausschliesslich an die Bundesgesetzgebung, der Ausschaltung der dringlichen Bundesbeschlüsse.

Nun geht der Bundesrat aber nicht unmittelbar über zur Erörterung der Initiative und ihrer Wirkung. Diese Dinge liegen ja in der Zukunft. Es handelt sich darum, ob neues Verfassungsrecht für diese Zukunft geschaffen werden soll.

Aber der Bundesrat beschäftigt sich im grösseren Teil seiner Botschaft viel mehr mit der Vergangenheit, er beschäftigt sich mit der Veranlassung zur Initiative, mit den Gründen, die von den Initianten vorgebracht werden, den Vorwänden einzelner Führer, er verteidigt sich gegen die Angriffe der Parteien, die die Initiative lanciert haben. Er rechtfertigt sich, sein Verhalten und das Verhalten der Bundesversammlung. Er tut die Notwendigkeit der raschen Schaffung eines

neuen Zolltarifs dar; er erörtert die ganze zollpolitische Situation; unsere zollvertraglichen Verhältnisse mit Deutschland, Italien, Oesterreich und Spanien, wie sie infolge Ablaufs der Zollverträge mit diesen Ländern im Jahre 1917 sich gestaltet haben. Er beschäftigt sich mit unsern Handelsbeziehungen zu Nordamerika. Dann mit den Verhältnissen, die der Krieg geschaffen hat und die in der Nachkriegszeit und wegen der Valutastürze entstanden sind; mit der Notwendigkeit der Beschaffung von Einnahmen für die durch ausserordentliche Ausgaben der Nachkriegszeit schwer beanspruchte Bundeskasse; mit der Schwierigkeit — ja Unmöglichkeit, rechtzeitig auf dem ordentlichen Wege der Gesetzgebung einen Generaltarif zu schaffen — als wirksame Waffe bei kommenden Unterhandlungen, als Schutz der einheimischen Produktion, als Kanal für die Zuführung weiterer Mittel an die Bundeskasse. Er erörtert die zwingende Notwendigkeit, vorgängig des gesetzlichen einen provisorischen Generaltarif zu erlassen. Und dann werden ausführlich die Grundzüge dieses zu erlassenden Gebrauchstarifs erörtert, seine Existenzberechtigung, seine Notwendigkeit dargetan, seine positiven und negativen Funktionen. Dabei wird unsere Wirtschaftslage, ihre immer sich mehrende Schwierigkeit geschildert, und es wird erörtert, warum der Kampf gegen den Zusammenbruch der verschiedenen Produktionszweige unseres Landes in dieser Weise hat geführt werden müssen, für die Industrie, für das Gewerbe, für die Landwirtschaft. Mit durchschlagender Begründung wird die unzertrennliche Zusammengehörigkeit der wirtschaftlichen Gruppen dargetan und die Notwendigkeit, dass diese Wirtschaftsgruppen die Zusammenhänge und die naturgemässe Solidarität erkennen, ihr gemeinsames Interesse einsehen.

Der Beweis wird geleistet, dass der provisorische Generaltarif die schlechten Erwartungen — nämlich die Voraussagen der Führer der Initianten — nicht erfüllt hat. Er hat den Preisabbau nicht verhindert. Trotz Zolltarif und trotz Einfuhrbeschränkungen ist die Lebenshaltung billiger geworden. Die Indexziffern auf den notwendigsten Lebensmitteln sind hinuntergegangen und fallen ständig. Sie sind intensiver hinuntergegangen als in England, das doch punkto Zufuhr viel besser daran ist als unser Land. — Und endlich wird die Ueberleitung in den neuen gesetzlichen Zolltarif besprochen. Die Verzögerung wird gerechtfertigt mit der Beanspruchung der Funktionäre durch die vierteljährlichen Verhandlungen mit Italien über den gestern von uns genehmigten Zollvertrag. Ich habe Ihnen gestern meine Meinung schon auseinandergesetzt darüber, was ich halte von dieser Abhaltung des Personals zugunsten von Zollvertragsverhandlungen. Ich finde, die Zeit sei ausserordentlich gut angewendet gewesen, und ich würde es für bedauerlich halten, wenn man solche Verhandlungen deswegen unterliesse oder verzögerte, um den neuen Generaltarif zu schaffen, bezüglich dessen ich nicht so rosig in die Zukunft sehe, wie manche andere Leute.

Aber an wen adressiert sich alles das, was in der grossen Hälfte der Botschaft vom Bundesrat ausgeführt wird? Formell an uns, an die Bundesversammlung. Der Bundesrat sagt uns aber sehr wenig oder gar nichts Neues; er sagt es nur etwas anders, zusammengefasst, man kann sagen logischer, durchschlagender, als er es in den zahlreichen Botschaften

und den mannigfachen Vorträgen gesagt hat, die uns schon in all diesen Zollangelegenheiten vorgelegt und gehalten worden sind. Materiell also richtet sich der Bundesrat viel weniger an uns als an die Initianten, als an das Volk. Und so wertvoll diese Darlegungen sind, so muss doch gesagt werden, dass sie eigentlich zur Behandlung der Initiative, wenn man streng formell sein wollte, direkt nicht gehören.

Ich muss gestehen, ich habe bei der Lektüre dieser Ausführungen für mich fast den Gedanken bekommen: Liegt da nicht doch das Indizium einer gewissen Nervosität im Bundeshause vor? Gegen die Presse, die in täglichen Angriffen auf die Behörden losschlägt, ihre angebliche Schutz Zollpolitik geißelt, die mit Pauken- und Trompeten- und auch mit Trommelschall auf die Behörden losmarschiert — und es hat gute Tambouren darunter, weil in Basel die guten Tambouren gedeihen — gegen diese Dinge verteidigt sich eigentlich der Bundesrat. Aber für uns war das mehr oder minder nicht notwendig. Ich weiss nicht, ob man nicht bei diesem Anlass dem Gedanken Ausdruck geben dürfte, es sollte in diesem grossen Hause vielleicht etwas weniger nervös auf die stürmischen Angriffe in der Zeitung gehorcht werden, und man sollte vielleicht die Tagwacht auf höherer Warte blasen hören, als gerade hier unten in der Tiefe.

Sei dem aber, wie ihm wolle, so ist ja die Verteidigung sehr interessant, und ich habe wirklich den Wunsch, dass die Ausführungen des Bundesrates möglichst grosse Verbreitung im Lande finden möchten. Denn es werden hier doch mit einem grossen Ernst die Politik des Bundes und seine Massnahmen gerechtfertigt. Nur finde ich persönlich, es sei wohl allzu sehr der Ton der Verteidigung angeschlagen worden, man verteidige sich zu ausführlich und allzu eifrig. Man riskiert dabei, bei der Gegenpartei den Gedanken zu erwecken, man habe doch selbst das Gefühl, sich rechtfertigen zu müssen. Wer sich allzu stark verteidigt, der erweckt den Anschein, dass er dazu einen gewissen Anlass habe. Und ich finde, dass Anlass dazu durchaus nicht bestehe.

In einem Geschäftsbericht wären solche Ausführungen von ausserordentlichem und harmloserem Wert. Ich glaube, es wäre eine schädliche Entwicklung des Rechtes der Initiative, von dem wir heute auch schon gesprochen haben und über das so schöne Worte gefallen sind, wenn im Wege dieses Volksrechtes weniger Verfassungsartikel zur Diskussion gebracht als Abstimmungen veranlasst werden könnten über die Politik des Bundes, des Bundesrates oder der Bundesversammlung. So dass der Inhalt des vorgeschlagenen Verfassungsartikels eigentlich Nebensache wäre und der Entscheid des Volkes fallen würde darüber, wie es sich zu der Politik stellt, die zu der Initiative Veranlassung gegeben hat. Man darf sich also den Boden der Diskussion nicht verschieben lassen, man darf nicht die Entscheidung in der Frage suchen, ob man mit der Politik einverstanden sei, ob sie gerechtfertigt gewesen sei, ob sie verfassungsmässig gewesen sei, sondern man muss sich fragen: Ist es wünschbar, dass dieser in verbindlicher Formulierung vorgeschlagene Verfassungsartikel mit allen seinen Bestimmungen, mit den voraussichtlichen Wirkungen an die Stelle der bisherigen Verfassungsbestimmung trete?

Man kennt ja eigentlich die innern Gründe, die

jeden einzelnen Initianten zu seiner Unterschrift geführt haben, nicht. Die Motivierung ist jedenfalls ausserordentlich verschieden. Bei den 150,000 Unterzeichnern sind gewiss Motivierungen vorhanden, die bei den tausend hier anders sind als bei den tausend dort. Im grossen und ganzen wird man drei Gruppen unterscheiden können. Ich möchte sagen zwei gewissermassen gutgläubige Gruppen und eine Gruppe, die weitergeht und der der gute Glaube nicht mehr zuerkannt werden kann.

Zu den gutgläubigen Gruppen, die aus innerer Ueberzeugung und aus der Missstimmung heraus über die wirtschaftliche Lage und die Verhältnisse, die durch die Krise im Lande geschaffen worden sind, ihre Unterschrift gegeben haben, möchte ich vor allem zählen diejenigen, die gegen die Hintansetzung der Volksrechte demonstrieren, die durch ihre Unterschrift kräftig Widerspruch erheben wollten gegen die nach ihrer Auffassung und ihrem Glauben verübte Verletzung der Volksrechte.

Diesen wäre zu sagen, und das könnte näher ausgeführt werden, dass die Volksrechte durch die angegriffenen Erlasse gar nicht verletzt worden sind. Ich glaube, es kann der Nachweis geleistet werden, dass der Bundesrat und die Bundesversammlung bei den Massnahmen, die sie getroffen haben, vollständig auf dem Boden der Verfassung oder zum mindesten des Geistes der Verfassung gestanden haben. Der Art. 29 der Verfassung sieht in seinem letzten Satz vor, dass bei ausserordentlichen Umständen vom Bunde besondere Massnahmen getroffen werden können. Man kann sicher sein, dass diejenigen, die den jetzigen Art. 29 geschaffen haben, an solche ausserordentliche Verhältnisse, wie sie unsere Generation überfallen haben, allerdings nicht dachten. Sie haben sich nicht so einen gewaltigen Umsturz vorgestellt. Aber wenn sie sich weniger schwere «ausserordentliche Umstände» vorgestellt haben, sollen dann die «besonderen Massnahmen» deswegen unterbleiben, weil der Zusammenbruch und die Wirrnis eine viel grössere geworden ist, als man sie sich ursprünglich vorgestellt hat? Ist es nicht erst recht im Geiste der Verfassung, dass man gerade dann eben von diesen vorgesehenen besondern Massregeln Gebrauch macht?

Wenn man den Art. 4 des bestehenden Zollgesetzes ansieht, so konstatiert man wiederum, dass dem Gesetzgeber, der in Ausführung von Art. 29 der Bundesverfassung diese Bestimmungen erlassen hat, ebenfalls weniger schwere Verhältnisse vorgeschwebt haben. Er hat sich nur vorgestellt die Misshandlung unserer Ware und unserer Ausfuhr durch einen einzelnen Staat. Man hat sich im Jahr 1902 nicht vorgestellt, dass ein ungeheurer Weltkrieg auch einen grossen, ungeheuer grossen Zusammenbruch bringen werde. Aber gewiss ist, dass es auch wieder im Sinn und Geiste dieser Bestimmung liegt, ausserordentliche Massnahmen zu treffen, die den ausserordentlichen Umständen angepasst sein müssen.

Man hat also Verfassung und Gesetz jedenfalls dem Geiste nach gehandhabt. Es ist zu sagen, die Geschichte des Verfassungsrechtes in allen Staaten lehrt es, dass Verfassungsgrundsätze nicht engherzig und nicht formaliter interpretiert werden sollen, sondern dass sie entwickelt werden sollen ihrem Sinne und Geiste, ihrer Bedeutung und ihrem Ziele

nach. Das lehren alle Verfassungen. Das lehrt zum Beispiel eine der ältesten, vorbildlichen Verfassungen, die Verfassung der grossen Republik jenseits des Meeres. Also ich glaube: Gutgläubig waren diese Demonstranten. Und sehr begrüssenswert ist es, dass der Bürger sich auf sein Recht besinnt, dass er, wenn er es verletzt glaubt, darauf reagiert. Es ist ein Zeichen gesunden politischen Lebens, wenn ihn seine Liebe und Leidenschaft für den Staat veranlassen, zu demonstrieren, sobald er sein Recht verkürzt glaubt. Aber auf der andern Seite ist zu sagen, dass es ein Irrtum war, dass die Demonstranten irreführt worden sind durch einzelne Führer, durch die Presse usw. und dass Anlass zu einer solchen Demonstration nicht vorhanden war.

Einer zweiten Gruppe von Initianten war es wohl weniger um die konstitutionelle Seite der Sache zu tun, um die Wahrung der formellen Volksrechte, als vielmehr um den Protest gegen die angeblich in den verfehmten Erlassen liegende Schutz Zollpolitik des Bundesrates und der Räte. Diese suchen einen Entscheid des Schweizervolkes herbeizuführen über diese Schutz Zollpolitik, die sie für die Teuerung verantwortlich machen. Ich glaube nicht, dass man mit Recht von solcher Schutz Zollpolitik reden kann, wenigstens nicht von unangebrachter. Man kann nur von einer Schutzpolitik gegenüber ausserordentlichen Verhältnissen sprechen, von einer Politik der Erhaltung unserer Wirtschaft, von einer Politik, die geboten war gegenüber den ausserordentlichen Umständen. Es weiss ja jedermann, darüber ist gar nicht zu diskutieren, das Ideal für unser Schweizerland wäre grundsätzlich der Freihandel. Und wenn einmal alle Türen auf der ganzen Welt sich wieder öffneten und der frische Luftzug der gesunden Konkurrenz durch die Welt gehen könnte, so wäre das für niemand besser als gerade für unser Schweizerland. Aber der Fall liegt ja nicht vor, die Türen sind ja geschlossen, sind verrammelt. Allerlei Hindernisse, stellenweise noch kriegerische Drahtverhaue, liegen davor. Und da soll man der Politik des Schutzes und der Abwehr nicht huldigen? Wir allein hier in unserem kleinen Lande? Das weiss jedermann, dass, wenn unser Land sich nicht zur Wehr setzen würde, nicht nur die Produzenten, sondern bald auch die Konsumenten schwer darunter leiden müssten.

Aber auch die freihändlerischen Initianten sind gewiss guten Glaubens gewesen bei der Unterzeichnung der Initiative, und ich glaube, diese zweite Gruppe wird die grössere Mehrzahl der Unterschriften geliefert haben, daran ist wohl kein Zweifel. Es ist ein gutes Zeichen für die Mentalität unseres Schweizervolkes, dass der Glaube an das Ideal des Freihandels nicht ausgerottet ist, dass er lebenskräftig fortbesteht. Das gibt uns die Gewähr, dass in dem Momente, wo die Möglichkeit der Rückkehr zu normaleren und gesünderen Verhältnissen eintritt, wir von selbst wieder dazu getrieben werden; und dass alle die unangenehmen und die des dauernden Schutzes unwürdigen unerwünschten wirtschaftlichen Gebilde und Erscheinungen, die sich hinter dem Schutzwall entwickeln, nicht weiter ihre Existenz fristen können. Jede solche Organisation, jede Schutzmassnahme zeitigt neben ihren grossen und guten Folgen auch immer einige unangenehme Nebenerscheinungen.

Auch diesen protestierenden Initianten des Freihandels kann jedoch gesagt werden, dass sie eigentlich

tatsächlich keinen Grund zu ihrem Protest hatten. Es ist heute schon ein Erfolg der Botschaft des Bundesrates, der Ausführlichkeit, des überzeugenden Inhaltes und des guten Tones, der in der Botschaft herrscht, dass eine Anzahl von Wirtschaftsgruppen, die der Initiative ursprünglich zugestimmt haben, deren Unterschriften unter der Initiative stehen, erklärt haben, sie sähen ein, dass mit der Initiative keine Besserung erzielt werden könne und dass die Initiative, so wie sie vorliege, unannehmbar sei.

Die dritte Gruppe ist der Teil der Initianten, welcher die beiden andern Gruppen verführt, ihre Harmlosigkeit benutzt, von der Entrüstung profitiert, dem guten Glauben übel mitgespielt hat. Das ist die Gruppe, die weitere Ziele verfolgt, die jeden Anlass benutzt, um den verhassten kapitalistischen Staat zu zertrümmern, ihn zunächst auszuhöhlen und, wenn er ausgehöhlt ist, dann in Trümmer zu schlagen, um auf diesen Trümmern das neue schöne tausendjährige Zukunftsreich des Marxismus aufzurichten.

Ich glaube nicht, dass von den beiden ersten Gruppen viele Leute an diese Seite der Sache gedacht haben. Zu beachten ist, dass der Ingress der Initiative eben recht harmlos klingt. Er enthält den alten Art. 29 der Bundesverfassung mit einer relativ geringen Aenderung, mit der Voranstellung der Lebensmittel. Auch der erste Satz des dritten Teiles ist harmlos. Man weiss, wie solche Initiativen entstehen, und wie es in unserer Zeit des vielen und flüchtigen Lesens im Volk — und gelegentlich auch im Ratsaal — geht: man liest die Sache nicht ganz durch, man befriedigt sein Gefühl mit dem Lesen der Einleitung eines ersten Teiles: Und ein harmloser Referendumsbürger, der die Initiative gelesen hat, die Ziff. 1, dann Ziff. 2 und noch den Anfang der komplizierten Ziff. 3, und der nicht gerade den Text der Bundesverfassung vor sich hatte, der hat sich sagen müssen: «Ja, Donnerwetter, es ist wirklich höchste Zeit, dass man diese Grundsätze nun einmal in die Verfassung einführt! Das ist selbstverständlich! Was ist das für eine Ordnung, dass das nicht schon längst in der Bundesverfassung ist? Wenn das einmal in der Bundesverfassung steht, dann wird es auch besser, dann wird das Brot und das Fleisch billiger werden, dann wird uns geholfen sein.»

Dieser erste Teil der Initiative, der in Ziff. 1 und 2 und im ersten Satz von Ziff. 3 enthalten ist, klingt so harmlos, ist klar, offen, diskutabel. Er enthält Selbstverständlichkeiten, die jedermann begrüssen muss, auch mit der Aenderung, die gegenüber dem bestehenden Satz der Bundesverfassung vorgenommen wird. Das war gewissermassen die *captatio benevolentiae*. Das war die Werbeformel, die dann eben die Leute zur Unterzeichnung veranlasst hat. Man lese nur selbst die Initiative im ersten und lese darauf den zweiten Teil: und sehe, wie verkrallt, wie zusammengewürstet dann dieser ganze zweite Teil ist. Er enthält nun eben die verdeckten, die nicht leicht erkennbaren Ziele der Initiative, die Ziele der dritten Initiantengruppe. Das ist also, vom zweiten Satz der dritten Ziffer an bis und mit dem Schluss, der Charakter der Initiative. Ich glaube, wir tun wirklich gut, obwohl die Sache schon wiederholt diskutiert worden ist, uns angesichts der uns obliegenden verantwortlichen Entscheidung diesen zweiten Teil noch etwas näher anzusehen.

Der erste Hauptsatz ist: «Die Festsetzung der Eingangsgebühren erfolgt auf dem Wege der Bundesgesetzgebung.» Und dazu die Bestimmung: «Dringliche Bundesbeschlüsse unter Ausschluss des Referendums sind hierbei nicht zulässig.»

Also nicht nur das Zollgesetz, nicht nur der Zolltarif, die bis jetzt dem Referendum unterstellt waren und ihm weiter unterstellt bleiben sollen, werden ausschliesslich in das Gebiet der Gesetzgebung verwiesen, sondern alle die Eingangs- und Ausgangsgebühren im Einzelnen, jede für sich, sind durch Gesetz festzulegen. Man hat sich bei staatsrechtlicher Autorität orientiert und ist darüber ins Klare gekommen, dass damit das Recht eines jeden Bürgers begründet würde, über die verschiedenen Eingangs- und Ausgangsgebühren abstimmen zu können; und dass er sich eine Eingangsgeld oder eine Ausgangsgeld nicht gefallen lassen müsste, die nicht durch Gesetz, das dem Referendum unterstellt worden war, bestimmt worden wäre; auch die vertraglich festgesetzten Gebühren gehören dazu.

Sie wissen ja, nach welchem System wir bisher in der Schweiz vorgegangen sind und das auch in der Zukunft bleiben wird. Wir werden einen Generaltarif schaffen, ein neues Zollgesetz, und mit diesem Generaltarif wird man zu dem andern Staate gehen und sagen: «Das sind unsere Gebühren, Ihr habt die und die Gebühren; wie wollen wir nun unsern gegenseitigen Verkehr gestalten? Ihr habt eure Gebühren zu reduzieren, dann wollen wir die unsern auch herabsetzen. Wenn Ihr unsere Uhren, nicht zu annehmbaren Bedingungen hineinlasst, so werden wir eure landwirtschaftlichen oder industriellen Produkte, eure Seide, eure Orangen, eure Weine auch nicht ungestraft hereinlassen.» — Das soll nun in der Zukunft unmöglich sein, weil ja über jede Gebühr das Referendum ergriffen werden kann. Wenn man strenge nachsieht, so wird dann auch der Art. 6 des bestehenden Zollgesetzes unter die Gesetzesform fallen, es müsste auch darüber unter Umständen abgestimmt werden. Es wird dort ausgeführt, dass der Bundesrat im Veredelungsverkehr «weitere Ausnahmen» im Sinne der Zollermässigung oder der gänzlichen Zollbefreiung unter den dort genannten Bedingungen bewilligen kann. Auch solche Ausnahmeerlasse des Bundesrates wären also eigentlich ausgeschlossen ohne Referendum. Was heisst das praktisch? Ich habe es Ihnen schon gestern angetönt bei Anlass des italienischen Zollvertrages. Es ist klar, dass schon mit dieser einzigen Bestimmung unseren Behörden für die Verhandlungen mit dem Ausland, für den Abschluss von Zollverträgen, die Hände gebunden werden, dass es unmöglich sein wird, mit dem Ausland in wirksamer Weise zu unterhandeln. Man weiss, wie es geht. Das Ausland wird unsere Behörden auslachen und sagen: «Wir kennen ja die Stimmung bei euch, das Volk muss ja darüber abstimmen, welche Zusicherungen könnt Ihr uns geben?» Es wird auch so weit kommen — warum sollte das nicht möglich sein? — dass die wirtschaftlichen Interessen des Auslandes in Gestalt aller möglichen Agitationen und Umtriebe zu uns hereinkommen, die Stimmung schüren, die Leidenschaften aufstacheln. Es wird also ein Zustand eintreten, der ausserordentlich schädlich sein wird.

Von den Verfassern der Initiative ist allerdings eingesehen worden, dass es unter Umständen not-

wendig sein dürfte, doch vorübergehende Massnahmen zu treffen. Im Hinblick auf diese Umstände ist dann der zweite Hauptsatz der Initiative geschaffen worden. Man müsste natürlich blind sein, wenn man nicht einsehen wollte, dass unter Umständen ausserordentliche Massnahmen rasch getroffen werden müssen. Keine Zeit hat soviel erlebt wie die unsrige. Aber in welche spanischen Stiefel nun diese ausserordentlichen Massnahmen eingeschnürt werden, das zeigt schon der einfache Wortlaut: «Es soll dem Bundesrat das Recht vorbehalten sein, unter ausserordentlichen Umständen in Abweichung von den Bestimmungen über die Wahrung der Volksrechte vorübergehend besondere Massnahmen zu treffen.»

Und nun das Verfahren, das dann die Initiative vorschreibt! Stellen Sie sich das vor. Der Bundesrat erklärt also eine solche ausserordentliche Massnahme vorläufig in Kraft. Die Bundesversammlung genehmigt die Massregel nachträglich; wenn sie nicht in diesem Zeitpunkt versammelt ist, bei ihrem nächsten Zusammenkommen. Aber wenn die Genehmigung nicht binnen drei Monaten erfolgt, so fällt der Erlass dahin. Wenn die Bundesversammlung ihn nicht genehmigt, entfällt er selbstverständlich auch. Genehmigt sie aber, so geschieht das — und das ist nun interessant und wichtig — durch einen nicht dringlichen Bundesbeschluss, der also dem Referendum unterstellt werden muss. Deshalb ist denn auch die Erweiterung des Art. 89 der Bundesverfassung notwendig geworden. Es soll eine Ausnahme geschaffen werden vom Art. 89, der von den dringlichen und nicht allgemein verbindlichen Bundesbeschlüssen spricht. Wird der Bundesbeschluss dann in der Volksabstimmung verworfen, so ist er binnen drei Monaten aufzuheben.

Neu an dem Verfahren ist die Befristung mit drei Monaten. Es würde das zur Folge haben, dass eigentlich die Bundesversammlung in Permanenz bleiben müsste. Denn es kann ja notwendig werden, solche Massnahmen von heute auf morgen zu treffen, abzuändern, durch neue zu ersetzen.

Dann ist neu das Verbot des dringlichen Bundesbeschlusses. Ich will nicht auf die Diskussion der Bedeutung des dringlichen, des nicht allgemein verbindlichen Bundesbeschlusses und deren Verhältnis zum Bundesgesetz nach Art. 89 der Bundesverfassung näher eintreten; wir haben ja jüngst darüber gesprochen. Aber es würde doch singuläres Recht geschaffen; es würde speziell für die Zollgesetzgebung und die Zölle und für die Zollverträge eine Ausnahme gegenüber dem allgemeinen Verfassungsrecht eingeführt werden. Ist das notwendig oder gut? Sind die Gründe, die zur Schaffung der Institution von sofort, ohne Referendum, in kraft tretenden Bundesbeschlüssen geführt haben, nicht gerade bei der Zollgesetzgebung und bei den Handelsverträgen vorhanden? Wir haben ja den Anschauungsunterricht schon seit ein paar Jahren erlebt. Wir kennen die dringende Notwendigkeit, dass unter Umständen rasch eingegriffen werden muss.

Dann die schikanösen Fristansetzungen. Stellen Sie sich vor, ein solcher Bundesratsbeschluss werde von der Bundesversammlung genehmigt. Wie lange geht es dann, bis zur Abstimmung im Volke geschritten werden kann? Ich rechne, bis zur Publikation im Bundesblatt und, wo es nötig ist, wird man wohl 15 Tage nach dem Beschlusse rechnen

müssen. Dann läuft die Referendumsfrist 90 Tage. Für die Konstatierung, die Kontrolle der eingehenden Unterschriften usw. werden wohl wieder 15 Tage notwendig sein. Die Abstimmung darf frühestens 30 Tage nach der Bekanntmachung stattfinden, dass das Referendum zustande gekommen ist, und nach der Bekanntmachung des Erlasses. Also werden mindestens 150 Tage, sagen wir mindestens 5 Monate vergehen, bis das Volk sich äussern kann über einen solchen Bundesbeschluss. Meine Herren, wir wissen es und haben es erfahren, dass in solcher Zeitfrist die Situation sich wiederholt verändern kann. Ein Bundesratsbeschluss müsste dem andern folgen. Man könnte das schöne Bild erleben, dass solche Bundesbeschlüsse gewissermassen schichtenweise aufeinanderliegen würden, bis über den ersten Beschluss abgestimmt werden könnte. Wenn man diese Fristen bedenkt, wenn man die spanischen Stiefel betrachtet, in die das Verfahren eingeschnürt wird, so ergibt sich: das ist praktisch und faktisch, dem Erfolg nach, nichts anderes als die Sabotierung, die Verunmöglichung der Verteidigung unseres Landes in Wirtschaftskrisen, die Verunmöglichung der Notwehr gegenüber den Angriffen der fremden Wirtschaft.

Dann der dritte Hauptsatz dieser Initiativziffer 3. Es werden Uebergangsbestimmungen zum neuen Art. 29 vorgeschlagen, und es verfallen danach der Aufhebung: der dringliche Bundesbeschluss betr. die vorläufige Abänderung des Zolltarifes, ebenso der auf Grund dieses Beschlusses erlassene abgeänderte Gebrauchstarif, der gegenwärtig in Kraft ist.

Man könnte zunächst formell die Frage aufwerfen: Haben wir nun die Verfassungsinitiative in der Tat eingeführt, damit auf dem Wege der Verfassungsinitiative gesetzliche Erlasse beseitigt werden? Denn es handelt sich doch bei dem Beschluss vom 18. Februar 1921 und beim provisorischen Generaltarif vom 8. Juni 1921 um Gesetzeserlasse. Und nun kommt eine Initiative, die im Wege der Abstimmung über einen Verfassungsartikel — denn die Gesetzesinitiative haben wir ja im Bunde noch gar nicht — die Abänderung des Gesetzes beantragt. Man müsste, streng genommen, die Frage einlässlicher erörtern. Ich will sie aber jetzt nicht näher verfolgen; aber mir scheint, dass es doch ein unzulässiges Vorgehen ist, auf diese Art und Weise unbequeme Gesetze zu beseitigen, indem man etwas, das inhaltlich Gesetzesinitiative ist, in die Maske der Verfassungsinitiative kleidet.

Aber nehmen wir die Sache materiell. Welcher Rechtszustand würde entstehen bei Annahme der Initiative? Aufgehoben würden also der bestehende Gebrauchstarif, die Einfuhrbeschränkungen, die besondere Tabakbesteuerung, die Zölle, die man auf den vertraglich nicht gebundenen Positionen zu erheben beschlossen hat. Wegfallen würde die Handhabung von Art. 4 und 6 des Zollgesetzes, die ich bereits erwähnte. Würde der Tarif von 1902 wieder in Kraft treten? Er ist ja in der Volksabstimmung angenommen worden; das wäre der verbleibende vom Referendum sanktionierte Erlass. Man sagt ja! Ich will das nicht näher erörtern. Ich glaube auch, formell würde er wieder in allen Teilen aufleben. Aber in der praktischen Wirkung, in der Bedeutung für unsere Wirtschaft, hätte dies gar keine Wirkung gegenüber den heutigen Verhältnissen. Ich habe Ihnen gestern bei Anlass der Behandlung des ita-

lienischen Zollvertrages dargetan, dass dieser Tarif keine Kraft mehr haben würde. Es hat ja unser bestehender provisorischer Gebrauchstarif unsern Unterhändlern nicht einmal die genügenden Waffen zum Märkten und Marktenlassen beim Rosshandel über Zollgebühren gegeben. Und irgendwelche Aenderung des bestehenden Tarifes von 1902 könnte nur im Wege der Gesetzgebung stattfinden, und zwar nicht nur beim neuen Tarif, sondern auch jede Aenderung, die im Wege des Handelsvertrages geschlossen würde.

Man sage nicht, der Handelsvertrag ist ein Staatsvertrag und bildet die Ausnahme. Wenn man das hätte wollen, dann hätte es in der Initiative selbst gesagt werden müssen. Der Wortlaut der Initiative ist durchaus formell; er würde absolut verbindlich sein. Es ist zu konstatieren, dass in dieser Beziehung einzelne Führer der Initiative auch diese Auffassung haben, während ich allerdings gesehen habe, dass andere der Meinung sind, dass die Staatsverträge vorbehalten sein könnten.

Es braucht keine längern Ausführungen: Ein solcher staatsrechtlicher Zustand würde wiederum die Entwaffnung unserer Behörden und unserer Wirtschaft gegenüber dem Ausland bedeuten.

Und es hätte das so nebenbei auch noch die Wirkung, dass die Bundeskasse jährlich um etwa 70 Millionen weniger einnehmen würde!

Das ist der Inhalt des zweiten Teils der Initiative, und das sind, zunächst rein formal betrachtet, die Wirkungen.

Zusammenfassend ist zu sagen: Die Initiative ist schon ihrer Form nach offenbar nicht das Ergebnis der für einen solchen Verfassungsartikel notwendigen reiflichen Prüfung. Der Bundesrat tut das im Eingang seiner Botschaft dar. Ich verweise namentlich auch auf die Divergenz zwischen dem deutschen und dem französischen Text.

Die Initiative verbirgt in der harmlosen und verlockenden Form der Wahrung und Mehrung der Volksrechte, beabsichtigt oder unbeabsichtigt, Ziele und Wirkungen, die unserem Lande und Volke nur zum schweren Schaden gereichen könnten.

Die erste Wirkung im Falle der Annahme wäre, dass dem Bund ein jährlicher Ausfall von ca. 70 Millionen Franken erwachsen würde. Wo wäre der Ersatz dafür zu finden? Wenn die bisherigen Zölle wegfallen, auch die Tabakzölle, so würden ihm keine weitem Einnahmequellen offen stehen, besonders angesichts der in der Botschaft dargetanen gewaltigen Belastung unseres Volkes durch kommunale und staatliche Steuern.

Und wenn nun das Defizit des Bundes von 84 auf 154 Millionen steigt, wie soll die Balance gefunden werden? Glauben Sie, sie könne gefunden werden durch den Abbau der Saläre der Beamten der Bundesverwaltung und der Bundesanstalten? Oder durch Streichung der Teurungszulagen? Oder durch Verzicht auf eine Anzahl notwendiger Subventionen. Oder in der Reduktion oder Streichung der Arbeitslosenunterstützung? — Jedenfalls könnte keine Rede mehr davon sein, in irgend einer Form und irgend einer Art Mittel bereitzustellen für soziale Werke des Bundes, z. B. für eine Alters- und Invalidenversicherung, ein Werk, an dem ja weite Kreise des Volkes hängen und auf dessen Verwirklichung sie harren. Es würde der Bund also zunächst seiner schönsten Aufgaben beraubt werden; er stünde mit leeren Hän-

den da gegenüber den Anforderungen, die die Zeit an ihn stellt. Sein Ansehen und seine Ehre und seine Kraft im Innern würden zerrüttet, nach aussen würden sein Kredit und seine Macht erschüttert und geschmälert werden.

Das Ausland könnte nach Belieben seine Zollschranken der Schweiz gegenüber aufrechterhalten, sie erhöhen, unsere Industrie vernichten, die einheimische Produktion niederschlagen durch tödenden Konkurrenzkampf; die Mittel zur Abwehr würden uns fehlen oder versagen.

Und alles das würde nun auf die ganze Wirtschaft des Landes allmählich eine zerstörende Wirkung ausüben. Man stelle sich nicht vor, dass dann eine dauernde Verbilligung der Lebensmittel eintreten werde, wenn der Strom fremder Valutawaren einmal ins Land flutet. Unser Land würde einstweilen zwar mit der Konkurrenzware überschwemmt werden. Wenn dann aber unsere einheimische Industrie, unsere Inlandsproduktion an den Boden geschlagen wäre, so würde bald der Fremde die Preise machen, weil er sich das Monopol geschaffen hätte. Ganz gewiss ist es, dass ein grosser Wirrwarr und ein grosser Schaden eintreten würde; endgültigen Gewinn hätte Niemand von der Sache, weder der unselbständig Erwerbende noch der Produzent. Es würden immer mehr alle Teile, gleichmässig leiden und alles würde dem Ruin entgegengehen. Gewinn hätte daran während längerer Zeit, vielleicht auf die Dauer nur die Rotte der Schieber. Daran haben natürlich die Initianten am wenigsten gedacht. Aber die Erfahrung würde das meines Erachtens mit Notwendigkeit lehren.

Damit habe ich die Auffassung, die die Kommission von der Initiative hat — sie ist einmütig bis auf eine Enthaltung —, Ihnen dargetan; ich habe vielleicht da und dort eine persönliche Note mit unterfliessen lassen. Die Kommission beantragt Ihnen, es sei dem Nationalrat zuzustimmen und dem Volke und den Ständen die Initiative zur Verwerfung zu empfehlen.

Es ist nicht nötig, dass ich Ihnen über die Möglichkeit eines Gegenvorschlages weitere Ausführungen mache. Ein solcher ist bei uns nirgends präsentiert worden, nirgends in Diskussion gekommen. Wie die Sache liegt, kann ein Gegenvorschlag, der in der Presse und in den Versammlungen bekannt gemacht worden ist, hier nicht in Erwägung kommen. Er wäre übrigens auch nicht diskutabel, könnte nur Verwirrung schaffen.

Ich beantrage Ihnen auch, namens der Kommission, Zustimmung zu der Erwähnung des Versprechens des Bundesrates, dass er die neue Vorlage eines Zollgesetzes wenn immer möglich bis zum 1. Oktober einbringen werde. Ich persönlich hätte das nicht für notwendig gehalten, aber: superfluum non nocet. Man kann diese Formel meinethalben wählen, um diejenigen zu beruhigen, die wirklich ernste Beunruhigung wegen der Handhabung der verfassungsmässigen Formen haben. Wir stimmen also in allen Teilen dem Nationalrat zu und beantragen Ihnen, ein Gleiches zu tun.

M. Béguin: S'il est incontestable que les principaux parrains de l'initiative douanière sont animés des intentions que le Conseil fédéral leur prête dans

son message et que le but qu'un grand nombre d'entre eux espèrent atteindre, par ce moyen, est le même que celui poursuivi par de précédentes initiatives, déjà repoussées par le peuple, il serait imprudent de méconnaître que des quantités d'électeurs qui ont signé l'initiative douanière, y ont adhéré de bonne foi et pour des motifs qui méritent une sérieuse attention. C'est ce qui explique que, dans le canton de Neuchâtel, par exemple, on a pu recueillir, en faveur de cette révision constitutionnelle, plus de quinze mille signatures, chiffre très supérieur à celui des effectifs socialistes. Il est arrivé que les pouvoirs publics eux-mêmes ont cru devoir adopter des résolutions recommandant aux autorités fédérales de travailler avec énergie à l'abaissement du prix de la vie, en s'opposant à toute aggravation des droits d'entrée sur les denrées de première nécessité. Je dois rappeler, à ce propos, qu'au cours de ces dernières années, le Conseil fédéral a reçu communication de résolutions de cette nature votées par le Grand Conseil neuchâtelois en 1920, en 1921 et en 1922. Ces manifestations procèdent d'un sentiment de crainte que l'on a approuvé, à un moment donné, de voir la politique douanière de notre pays s'engager dans une voie ultra-protectionniste, dangereuse pour les industries d'exportation, pour le commerce et pour les cantons frontières.

En soi, il n'est pas excessif de prétendre que la Constitution doit contenir de sérieuses garanties des droits populaires dans le domaine des péages fédéraux: beaucoup de signataires de l'initiative ne désirent rien de plus et ils ont estimé utile d'exprimer leur volonté à ce sujet. Ils envisagent qu'il y a quelque chose à faire dans cet ordre d'idées.

Cette attitude apparaît aussi comme une réponse — en une forme absolument démocratique —, à la décision, d'il y a deux ans, de l'Assemblée fédérale, de ne point soumettre aux formalités du referendum l'arrêté fédéral du 18 février 1921, aux termes duquel le Conseil fédéral a été autorisé à adapter provisoirement, en tenant compte des prescriptions de l'art. 29, chiffre 1, a—c, de la Constitution fédérale, les droits du tarif douanier à la situation économique de l'époque et à mettre les nouveaux droits en vigueur à l'époque qui lui paraîtra opportune.

Un examen attentif de l'ensemble du problème soulevé par l'initiative douanière m'a convaincu que l'adoption du texte nouveau proposé constituerait une grave erreur politique, économique et financière. Il est désirable que cette conviction devienne également celle de la majorité des électeurs des régions où des milliers de citoyens non socialistes ont souscrit au projet présenté. Un débat approfondi dans les deux Conseils de l'Assemblée fédérale pourra y contribuer et démontrera, je l'espère, que l'initiative doit être repoussée, même par ceux qui n'ont point approuvé la procédure suivie en 1921.

Car ces citoyens obtiennent satisfaction sur un point essentiel: ils eussent désiré ne point exclure la possibilité d'une consultation populaire sur le tarif adopté il y a deux ans, en modification du tarif de 1902, soumis lui-même au souverain, qui l'a sanctionné après une vive campagne. Or, l'initiative leur fournit précisément l'occasion de formuler leur jugement sur ce tarif, puisqu'elle contient une prescription aux termes de laquelle le tarif d'usage élaboré d'urgence en 1921 sera, en cas d'acceptation de l'initiative,

abrogé dans un délai de trois mois, dès la date de la votation populaire.

Avec d'autres membres du Parlement qui ont déjà émis cette opinion, j'estime que, de la discussion publique, se dégage un fait essentiel: c'est la réhabilitation du tarif de 1921. Les appréhensions que son entrée en vigueur ont fait naître se sont révélées mal fondées. Non seulement ce tarif n'a pas provoqué un renchérissement de la vie, mais il n'a pas arrêté le mouvement de baisse de tous les produits, notamment des denrées alimentaires. La meilleure preuve de la réalité de cette affirmation, c'est que les réductions de salaires, librement consenties, ont pu être admises depuis que le nouveau tarif déploie ses effets.

Les conditions dans lesquelles ce nouveau tarif a été élaboré ont permis de croire qu'il n'avait pas été suffisamment tenu compte, lors du relèvement des taux, des intérêts des consommateurs et du commerce, groupements dont on a dit qu'ils n'ont pas été représentés comme il aurait fallu lors des travaux préliminaires. Le Conseil fédéral a déjà fait droit à quelques-unes de ces observations. Il a réduit certains droits vraiment trop élevés. Le traité avec l'Espagne en a modifié d'autres et le traité avec l'Italie a diminué telles positions dans un sens conforme aux intérêts des consommateurs, qui sont le plus grand nombre, les producteurs étant également des consommateurs pour quantité de produits nécessaires à l'existence.

Personne ne contestera d'ailleurs qu'il y avait obligation absolue d'adapter notre régime douanier à la situation nouvelle. Il est certain que le tarif de 1902 est tout à fait suranné et ne correspond plus, en aucune façon, aux circonstances créées par la guerre européenne.

Il suffit de rappeler, à ce propos, qu'en 1912 l'imposition moyenne, par les droits de douane, représentait environ 6,29 % de la valeur des marchandises importées. Cette valeur ayant subi une hausse énorme, tandis que les droits de douane restaient stationnaires, les taxes ne formaient plus, au début de 1921, que le 3 % du prix des marchandises.

Si l'on se place au point de vue fiscal — qui est d'une extrême importance en ce moment —, on constate que la rupture d'équilibre saute aux yeux, puisque les recettes douanières, de 84 millions en 1913, formaient le 84 % du budget des recettes fédérales et que, tombées à 63 millions en 1919, elles ne représentaient plus que le 28 % du budget.

Les conséquences de l'application du tarif révisé, ainsi que les tempéraments résultant des décisions du Conseil fédéral et de la conclusion de traités de commerce, ne permettent plus d'affirmer que l'œuvre du Gouvernement est entachée d'un protectionnisme exagéré, ni de prétendre qu'elle a influencé défavorablement le coût de la vie. Les opinions ont donc pu se modifier depuis la cueillette des signatures en faveur de l'initiative douanière et nos efforts doivent tendre, dans les contrées où les adhésions à l'initiative ont été nombreuses, à en appeler d'une population mal renseignée à un corps électoral mieux informé.

Le fond de la législation douanière ne serait d'ailleurs point modifié par l'adoption de l'initiative, puisque les principes posés par celles-ci sont la reproduction presque textuelle des principes inscrits actuellement dans la Constitution. Nous ne pour-

rions donc souscrire à cette revision constitutionnelle que si elle constituait un progrès.

Ce serait peut-être le cas si elle tendait à prévoir qu'en toute matière, la clause d'urgence ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers, par exemple. Ce principe, d'une majorité qualifiée pour l'admission de l'urgence, dans le domaine législatif, existe en droit public cantonal et communal; on s'en trouve bien. La Confédération ne courrait aucun danger s'il était admis aussi en matière fédérale, mais l'introduire en la seule matière des péages fédéraux, ne se justifie pas et, sur ce terrain, on ne peut suivre les initiants, car ils ont fait une œuvre incomplète et, partant, critiquable. Le contre-projet, élaboré dans la Suisse orientale, présentait le même défaut et aurait eu, en conséquence, le même insuccès s'il avait été déposé.

Partisan d'une stricte observation des lignes directrices et des formes prévues par la Constitution, je pense cependant qu'une démocratie bien organisée est celle où les pouvoirs publics sont armés pour agir vite et bien, dans les limites de la loi, lorsque la situation du pays le commande. A cet égard, le peuple souverain sera bien inspiré en continuant à déléguer à ses mandataires des compétences que l'acceptation de l'initiative douanière leur enlèverait.

Il faut aussi que le peuple consente librement — ce qu'on l'engage à faire en lui proposant le rejet de l'initiative —, à donner aux autorités — dans un intérêt national évident —, la faculté de réduire des droits d'entrée et de sortie par des conventions avec l'étranger. On ne peut admettre que chaque fois que le pouvoir exécutif veut conclure un traité de commerce, il soit tenu, avant de l'adopter, de reviser la loi avec faculté de referendum. Cette clause découragerait certains Etats de nous proposer des conventions commerciales. Les délais nécessités par la revision de la loi dureraient très longtemps; ils nous seraient préjudiciables. Et ce système douanier serait soumis à des transformations perpétuelles qui ne permettraient pas d'établir un tarif d'usage de quelque durée. Les conséquences de cette prescription seraient néfastes pour l'exportation et le commerce en général. Elle doit être combattue même par les libres échangistes et par les amis du respect des droits populaires.

En résumé, on ne voit point ce que la Suisse aurait à gagner d'une modification constitutionnelle qui aurait, entre autres résultats, celle de la priver de recettes indispensables à l'exécution de ses tâches les plus immédiates; salaires suffisants, chômage, lutte contre la tuberculose, etc. En revanche, on discerne fort bien — le message du Conseil fédéral et l'exposé de M. le rapporteur l'ont clairement démontré —, les difficultés économiques qu'aurait pour notre pays la suppression brusque du nouveau tarif douanier et la transformation, en pleine crise, d'une législation compliquée et délicate.

Déjà, les auteurs de l'initiative soumettant les traités internationaux au referendum facultatif en ont exclu les traités de commerce. Nous pouvons nous placer au même point de vue, en ce qui concerne l'une des innovations contenues dans l'initiative douanière. La thèse des socialistes, auteurs de l'initiative, doit donc être repoussée, si séduisante qu'elle soit. Je souhaite que le combat d'opposition entraîne, dans son développement, les citoyens qui ont adhéré

de bonne foi à l'initiative — sans en mesurer toutes les conséquences —, essentiellement en vue de se livrer à une manifestation libre échangiste, mais point dans la pensée de s'associer à l'ébranlement de la structure financière de l'Etat. J'aime à espérer qu'éclairés par les débats des Chambres sur la portée du projet que nous discutons, ils ne se borneront pas à comprendre, ou même à approuver, l'attitude de leurs représentants à Berne, mais qu'ils contribueront, avec la grande majorité du Parlement, à faire rejeter par le peuple et par les cantons, l'initiative douanière.

M. Savoy: On a dit parfois que notre pays était un laboratoire dans lequel étaient mises à l'épreuve les idées avancées de la politique et de la sociologie. Nos institutions, très démocratiques, favorisent grandement ces expériences, mais l'honneur de posséder ce laboratoire ne va pas pour nous sans danger. Un exemple récent — celui du 3 décembre dernier —, nous fait entrevoir les préjudices que notre pays peut éprouver en continuant de pareils essais. Ce sont ces dangers qui m'engagèrent à signer la motion développée hier par M. Brügger.

Aujourd'hui, nous nous trouvons encore en présence d'une nouvelle tentative de désorganisation de nos institutions politiques et économiques, inspirée par des conceptions, dont la parenté avec celle de l'initiative sur le prélèvement des fortunes est frappante. Le Conseil fédéral a pu dire, avec beaucoup de bonnes raisons, que si de prime abord le sens de l'initiative douanière n'apparaît pas aussi clair que celui du projet rejeté le 3 décembre, il n'en demeure pas moins vrai que nous sommes, une fois de plus, en présence d'une attaque politique dirigée contre l'Etat. C'est à juste titre qu'un membre de notre commission a dit, dans notre séance de Zurich, que cette initiative doit avoir été inspirée par des idées venues du proche Orient. Or, ce que nous savons des expériences qui se font au pays d'origine de la nouvelle initiative ne peut nous encourager à les essayer chez nous.

Examinons les motifs, ou les prétextes, qui sont à la base de l'initiative. L'étude de ces motifs nous fera voir clairement que nous ne nous trouvons pas en présence d'un effort pour sauvegarder les droits populaires, ni pour améliorer la situation économique et sociale de notre pays. Les principes essentiels qui sont à la base de l'initiative, et que celle-ci voudrait inscrire dans la Constitution, comme fondement de notre législation douanière, ne diffèrent que fort peu de ceux déjà inscrits dans l'art. 29 de notre charte. Le traitement imposé aux denrées alimentaires et aux objets nécessaires à la vie est conçu dans un esprit identique, dans la constitution et dans l'initiative, c'est à dire, qu'ils doivent être taxés aussi bas que possible. Mais ce que veut avant tout l'initiative c'est:

- a) d'abroger le tarif douanier actuel;
- b) d'empêcher l'adoption d'arrêtés urgents en matière de douanes; arrêtés soustraits au referendum.

Je laisse de côté les autres points soulevés pour m'attacher à ces deux prescriptions.

Or, Messieurs, abroger le tarif douanier actuel causerait non seulement un grave préjudice à nos finances fédérales, puisque ce serait le retour

à un tarif devenu insuffisant en raison des circonstances économiques actuelles, mais cette abrogation jetterait de graves et peut être d'irréparables perturbations dans notre industrie, notre agriculture, déjà si durement éprouvées par une grave crise qui n'a pas d'exemple dans l'histoire économique du monde.

On peut difficilement concevoir qu'au moment où l'industrie et l'agriculture souffrent et souffrent beaucoup, on veuille par des mesures que les uns qualifient d'imprudentes et d'autres de démagogiques, aggraver des situations déjà douloureuses. Mais, Messieurs, si j'envisage la situation qui serait faite en particulier à notre agriculture, on est vraiment effrayé en songeant aux conséquences funestes qu'apporterait le retour à l'ancien tarif douanier pour cette branche importante de notre activité nationale.

Ainsi que le fait fort bien remarquer le Conseil fédéral dans son message la protection douanière accordée à notre agriculture est modérée et elle est justifiée.

C'est ainsi que le droit de 60 cts. par 100 kg sur les céréales est extrêmement modéré. Nous mangeons en Suisse un pain dont la qualité et le prix ne sont pas affectés par ces droits. Nous savons — l'expérience serait-elle déjà oubliée? — ce qu'il en coûte à un pays de négliger l'encouragement à la culture des céréales.

Pour avoir du blé, il ne suffit plus de mettre à la disposition des agriculteurs des semences d'élite, des engrais, des machines. Tout cela est indispensable assurément, mais il est un autre facteur de la production dont les effets, pour être impondérables, n'en sont pas moins certains.

Il s'agit de l'aide que les habitants de la ville, les consommateurs — peuvent apporter aux travailleurs des champs. Aide morale, bien entendu. Or, l'initiative socialiste et toutes les critiques qui traînent dans certains journaux à l'adresse des agriculteurs ne sont certainement pas faites pour favoriser la production et l'encourager.

Les droits de douane sur les animaux et les fruits ont une portée économique. Aujourd'hui, alors que nos agriculteurs manquent de fourrages, alors qu'ils sont obligés d'en acheter à des prix exorbitants, alors qu'ils doivent vendre leurs animaux à vils prix — encore trop heureux lorsqu'ils trouvent des acheteurs — on taxerait d'exagéré le relèvement du droit à l'importation des bœufs qui n'augmente pas plus de 15 à 17 centimes par kg le prix de la viande.

Nos agriculteurs voient dans l'initiative socialiste une grave attaque contre leur profession et je suis certain d'être leur interprète ici, en remerciant le Conseil fédéral d'avoir pris, avec beaucoup d'énergie, leur défense. Je voudrais que les considérations, très justes et nullement exagérées, contenues dans les pages 21 et suivantes du message puissent être méditées par tous les citoyens qui auront à se prononcer sur l'initiative.

D'après les enquêtes que nous avons sous les yeux, la rémunération du travail d'un agriculteur exploitant son domaine était, en 1920, de 72,3 cts. à l'heure (journée de 12 heures). Ce chiffre est en ce moment encore beaucoup plus bas. Or, avec ce salaire, le paysan doit subvenir à son entretien, payer les loyers, et faire face à toutes les pertes et à tous les frais d'exploitation. Le taux de la rente des capitaux investis dans l'agriculture n'a pas été supérieur en 1921, à 2,4 %, alors

qu'il était du 3,65% avant la guerre. En méditant ces chiffres qui dénotent une situation lamentable, peut-on être étonné des doléances formulées par notre agriculture, de l'exode rural et de ses tristes conséquences sociales et économiques.

Sans doute les pouvoirs publics sont venus en aide aux agriculteurs au cours de ces dernières années sous différentes formes. Cette aide a été utile, elle a permis de soulager dans une certaine mesure l'agriculteur, mais toute cette action ne peut supprimer les graves conséquences de la crise actuelle. On ne saurait trop répéter, avec le Conseil fédéral, que si l'on abandonnait l'agriculture à son sort, elle irait purement et simplement à la ruine, surtout à une époque comme celle que nous vivons. A la faveur du change, l'étranger submergerait la Suisse de bétail à bon marché et lui offrirait ses produits agricoles à des prix qui décourageraient nos producteurs. Pendant la période transitoire actuelle, notre agriculture se ruinerait, des valeurs très importantes disparaîtraient et le paysan qui est déjà acculé à une condition voisine du désastre verrait celle-ci devenir intenable. A-t-on oublié que l'agriculture est la première, la plus importante des industries nationales, celle qui fait vivre toutes les autres? Elle ne peut être livrée à la concurrence grandissante du monde entier. Or, elle le serait si l'initiative socialiste aboutissait.

On cherche dans cette campagne en faveur de l'initiative à jeter le consommateur contre le producteur, à faire croire que le producteur est favorisé par les tarifs douaniers, au détriment du consommateur. Pour ce qui concerne l'agriculture — et cela est aussi vrai pour l'industrie — les chiffres des statistiques, les nombres indices — qui n'ont pas été contestés —, prouvent que le coût de la vie n'est pas augmenté en Suisse par les tarifs douaniers en vigueur, ainsi que l'a rappelé encore tout à l'heure M. Béguin.

Mettre en opposition le producteur et le consommateur c'est mal poser le problème: c'est attiser la lutte des classes, c'est faire une œuvre mauvaise, car producteur et consommateurs ont des intérêts communs qu'on est obligé de cacher et de nier pour soutenir pareille thèse.

Voilà quelques conséquences au point de vue de l'agriculture aurait l'abrogation du tarif douanier actuel.

L'initiative a encore, avons-nous dit, pour but d'empêcher l'adoption d'arrêtés urgents en matière douanière.

Or, Messieurs, l'expérience de ces dernières années, nous prouve suffisamment que nous devons pouvoir user d'une telle arme, sous peine de voir notre économie nationale bouleversée et nos finances gravement compromises.

Outre l'envahissement de notre pays par les produits étrangers, envahissement qui aurait tué un grand nombre de nos industries et miné notre agriculture, nous aurions eu encore un chômage plus intense et ce qui est plus, nous n'aurions pas eu les ressources pour faire face aux dépenses occasionnées par le chômage intensifié.

Non seulement les charges incombant actuellement à l'Etat du fait du chômage ne trouverait pas dans les recettes douanières une compensation, mais il faut admettre que ces charges pour le chômage auraient été beaucoup plus grandes qu'elles ne sont, si l'industrie nationale n'avait pas été protégée quelque peu

par le tarif douanier qu'on a adopté à la faveur des circonstances et grâce à la clause d'urgence.

D'une part nous aurions eu une diminution des recettes et d'autre part une aggravation des charges. Voilà le beau résultat qu'on voudrait obtenir par l'initiative qui va être soumise au peuple. Certes, le Conseil fédéral a raison de dire que notre politique économique n'est autre chose aujourd'hui qu'une lutte contre l'effondrement des diverses branches de notre production, une lutte pour assurer la subsistance à toute notre population. Et, en des temps aussi extraordinaires que ceux où nous vivons, on voudrait, pour satisfaire quelques vagues principes doctrinaires, priver l'Etat d'une arme qui peut seule sauver le pays d'un désastre.

Ah! je le sais bien, c'est peut-être à la faveur d'une profonde misère, causée par la ruine de l'industrie et de l'agriculture, qu'on aurait quelque chance de bouleverser les institutions séculaires auxquelles le peuple reste attaché. Et l'on comprend que le Conseil fédéral ait écrit dans son message qu'il est presque incroyable qu'au milieu d'un monde, dans lequel tous les Etats tendent à se réserver le plus de travail possible et à importer le moins possible des produits du travail étranger, la Suisse puisse être contrainte par un mouvement populaire, à adopter un point de vue qui livrerait nos intérêts à l'étranger.

Il semble que quelques-uns des initiateurs, des promoteurs de l'initiative soient partisans de cette politique qui n'existe plus aujourd'hui dans le pays qui s'en faisait jadis une gloire, celle du splendide isolement. Messieurs, nous ne pouvons pas pratiquer en Suisse la politique du splendide isolement. Nous sommes entourés de pays avec lesquels nous devons compter. Si parfois notre politique douanière n'est pas de celle qui convient à toutes les classes, il faut que les uns sachent faire des sacrifices pour le maintien des autres.

Nous avons aussi la conviction que les auteurs de l'initiative ne cherchent pas, comme ils le proclament, à réduire le coût de la vie par la diminution des droits de douane, mais ce qu'ils veulent c'est d'arracher aux autorités des armes qui leur ont permis d'empêcher une crise plus grave et qui leur permettraient d'améliorer notre exportation.

Je termine, Messieurs, ces quelques considérations, en constatant qu'il est pour le moins étrange, de voir que c'est au moment où nous nous débattons dans les plus graves difficultés économiques et financières, au moment où l'on demande à la Confédération de réaliser des œuvres sociales qui nécessitent de lourds sacrifices financiers, que c'est ce moment, dis-je, qu'on choisit pour paralyser son action et diminuer ses ressources financières.

Ce sont là, Messieurs, les motifs pour lesquels je voterai contre l'initiative, persuadé que la très grande majorité de citoyens du canton que j'ai l'honneur de représenter ici approuveront à leur tour mon vote.

Räber: Der verehrte Herr Referent und die Herren Vorredner haben die Gründe gegen die Zollinitiative so erschöpfend und gründlich vorgeführt, dass ich mich auf wenige Gedanken beschränken kann. Es hat in einzelnen Kreisen etwas verstimmt, dass die Botschaft die Anhänger der Zollinitiative nahezu auf gleiche Stufe gestellt hat mit den Anhängern der

Initiative für die Vermögensabgabe. Ich glaube wirklich, man muss hier genau unterscheiden. Es hat dies der verehrte Herr Referent in subjektiver Hinsicht ausgezeichnet getan. Es ist auch meine Ansicht, dass wirklich viele Kreise in besten Treuen die Zollinitiative unterschrieben haben, in der Meinung, damit eine Verbilligung der teuren Lebenshaltung herbeiführen zu können, wobei sie aber zu wenig die Nebenfolgen, die sich dabei in erschreckender Weise ergeben können, berücksichtigt haben. Auf der andern Seite aber sind jedenfalls die Urheber der Initiative nicht so guten Glaubens gewesen, und ich glaube, dass sowohl die Initiative über die Vermögensabgabe wie die Zollinitiative einem Einheitsplane entsprungen sind, gegen den modernen Staat und die jetzige bürgerliche Gesellschaft vorzugehen.

Aber von den subjektiven Motiven abgesehen, darf man rein objektiv die beiden Initiativen einander gegenüberstellen und sie abwägen hinsichtlich der Nachteile für den Staat; und da wird man konstatieren können, dass bei der Initiative für die Vermögensabgabe mehr Verletzungen rechtlicher und ethischer Werte vorliegen. Es war ein Eingriff ins Eigentumsrecht, eine Verletzung von Treu und Glauben. Und wir haben gesehen, wie diese Initiative, neben der Vermögensabgabe als solcher, ganz gewaltige Nebenfolgen gezeitigt hat, indem das öffentliche internationale Vertrauen in die Rechtssicherheit der Schweiz durch die Annahme der Initiative erschüttert worden wäre. Hier, bei der Zollinitiative, stehen aber die wirtschaftlichen Folgen im Vordergrund, und ich glaube, wenn man die Nebenfolgen bei der Vermögensabgabeinitiative, die ich erwähnt habe, bei Seite lässt und nur rein die wirtschaftlichen Folgen der Vermögensabgabe als solche mit den wirtschaftlichen Folgen der Zollinitiative vergleicht so sind die Nachteile der Zollinitiative auf volkswirtschaftlichem Gebiete noch viel ärger, und darum müssen wir alles daran setzen, diese Initiative zu Fall zu bringen. Dass wir dabei unser Staatsrecht über das Referendum vollständig umkrepeln und Ausnahmebestimmungen für das Zollwesen schaffen würden, will ich nur nebenbei erwähnen.

Trotzdem ist die Bekämpfung der Zollinitiative im Volk vielleicht nicht so leicht, als man glaubt, und wir dürfen verschiedene Strömungen nicht unterschätzen, wenn wir nicht Enttäuschungen erleben wollen. Aus der eigenen Erfahrung, die ich in der Propaganda gegen die Zollinitiative gemacht habe, möchte ich Ihnen zwei Momente mitteilen.

Es liegen gegenwärtig starke Missverständnisse und Verstimmungen vor, die sich aus der wirtschaftlichen Notlage erklären, Missverständnisse zwischen Konsumenten und Produzenten, und ich will Ihnen das nur an einem Beispiel zeigen; die Beispiele auf andern Gebieten könnten ja leicht vermehrt werden. In gewissen Volkskreisen hat sich eine ziemlich starke Mißstimmung deswegen gezeitigt, dass man durch Unterbindung der Vieheinfuhr aus seuchenpolizeilichen Gründen, wie man glaubte, in künstlicher und ungerechtfertigter Weise eine Fleischverteuerung herbeigeführt, dass man auf diese Weise einen künstlichen Schutz der Landwirtschaft geschaffen habe. Ich will nun nicht untersuchen, ob im Einzelfalle immer das Richtige getroffen worden ist. Ich will nur untersuchen, wie die Verhältnisse jetzt sind, und da glaube ich, müssen wir doch dafür sorgen, dass

in den Konsumentenkreisen das richtige Verständnis für die jetzige Lage der Landwirtschaft durchdringt. Wir stehen jetzt am Ende des Winters vor einer ganz gewaltigen Futternot in der Landwirtschaft, einer Futternot, die zum Teil nicht einmal mit Geld gehoben werden kann, weil vielfach die Einfuhr von Futtermitteln unterbunden ist, und wir stehen vor einer Futternot, die, wenn die Futtermittel beschafft werden können, doch für die Landwirtschaft bei den jetzigen Viehpreisen und Futtermittelpreisen direkt ruinös ist. Da muss man darauf dringen, dass die Konsumentenkreise sich mit der Landwirtschaft solidarisch fühlen, dass sich die Konsumentenkreise auch erinnern dessen, was die Landwirtschaft in der Kriegszeit für sie gearbeitet hat.

Nun ist aber das Merkwürdige, dass, trotzdem man nach der Ansicht der Konsumentenkreise die Landwirtschaft in ausserordentlicher Weise unterstützt habe durch diese Einfuhrbeschränkungen, in der Landwirtschaft selbst wieder die allergrösste Unzufriedenheit herrscht darüber, dass der Betrieb der Landwirtschaft gegenwärtig, bei den jetzigen Preisen, nicht rentabel ist. Sie wissen ja, welche katastrophale Preisstürze in den Viehpreisen innert Jahresfrist eingetreten sind. Stücke Vieh, die der Landwirt vor gut Jahresfrist für 2000 Fr. und mehr gekauft hat, haben, wenn er sie jetzt dem Metzger abgeben muss, kaum mehr einen Wert von 500 Fr. Ist es nicht erstklassige Ware, so ist das Vieh überhaupt nicht abzusetzen. Und das in einem Moment der grossen Futternot, wo Vieh abgestossen werden sollte. Der Landwirt fühlt also gar nicht den vermeintlichen Schutz, den man ihm hat angedeihen lassen. Und woher kommt das? Weil zwischen Produzent und Konsument ein Dritter den Gewinn nimmt, und auf diesem Gebiet sind auch jetzt noch Zwischengewinne an der Tagesordnung, die direkt skandalös sind und die auf der einen Seite die Konsumentenkreise gewaltig erbittern, auf der andern Seite auch die Produzenten, die Landwirtschaft, verbittern, weil die Landwirtschaft für das Vieh, das sie abstossen muss, nichts löst und dann Dritte die grossen Gewinne zwischenheraus nehmen.

Wenn wir wirklich dem Volk die Ueberzeugung beibringen wollen, dass wir alles tun, um die Teuerung hintanzuhalten, dann werden wir hier eingreifen müssen, und ich meinerseits würde gar nicht davor zurückschrecken, auch hier wieder, wenn es nicht anders geht und alle andern Mittel versagen, sogar zur Notverordnung die Zuflucht zu nehmen. Man kann schon sagen, wir seien nun wieder zum gewöhnlichen verfassungsmässigen Zustand zurückgekehrt und da bestehe die Gewerbefreiheit. Aber solange wir sehr viele Gewerbe schützen müssen mit starken Einfuhrbeschränkungen, kann man doch im Grunde noch nicht von der Rückkehr zur völligen Handels- und Gewerbefreiheit reden. Hier, wo die Not so gross und die Differenzen so klaffend sind, wird der Staat das Seine tun müssen, um ausgleichend zu wirken.

Dann hat sich sowohl in Konsumentenkreisen wie in Produzentenkreisen ein starkes Missbehagen darüber eingeschlichen, wie diese Einfuhrbeschränkungen bei Fleisch- und Vieheinfuhr praktisch gehandhabt werden. Sie alle wissen, dass wir eigentlich auf diesem Gebiet ein Monopol haben, ein Monopol für ganz wenige Grossfirmen, die man an den Fingern einer

einigen Hand aufzählen könnte. Wenn man darüber mit Beamten spricht, so kommt natürlich immer die Einrede, dass dieser Einfuhrverkehr, dieser Kompensationsverkehr viel praktischer und einfacher und reibungsloser sich abwickle, wenn die Verwaltung nur mit ganz wenigen Primafirmen zu verkehren habe, die natürlich äusserst routiniert sind, technisch äusserst gut eingerichtet sind, wo für die Verwaltung alles ganz glatt abläuft. Aber wenn die Verwaltung da nur auf das Technische sieht, so unterschätzt sie die Bedeutung der Imponderabilien und unterschätzt die öffentliche Meinung, die es nie dulden kann und nie dulden wird, dass man auf einem so wichtigen Gebiete den Profit, gewollt oder ungewollt, ganz Wenigen in die Hände spielt. Ich glaube, das Ansehen unserer eidgenössischen Verwaltung verlangt es, dass hier einmal gründliche Abhilfe geschaffen wird. Es genügt nicht, dass die Verwaltung absolut korrekt ist, sie muss auch den Anschein vermeiden, dass sie inkorrekt sei, und diesen Schein kann sie auf die Dauer nur vermeiden, wenn mit diesen Monopolen aufgeräumt wird.

Ich habe diese beiden Punkte in die Diskussion werfen wollen, weil ich glaube, wir müssen alles tun, um Missverständnisse und Verstimmungen im Volk zu heben, damit es uns gelingt, diese Initiative zu Fall zu bringen.

M. Bertoni: J'ai voté et je vote contre l'initiative douanière parce que je la considère comme éminemment dangereuse à ce moment où l'Etat a besoin de la plénitude de ses forces et de toute sa liberté d'action pour dominer la tempête qui secoue l'économie européenne.

Le texte de l'initiative est rédigé de manière à donner le change sur l'intention de ses auteurs. Celui qui la lit sans connaître le texte actuel de l'art. 29 doit croire qu'il s'agit de mettre un frein au protectionnisme, de réduire l'importation des matières nécessaires à la vie, à l'industrie et à l'agriculture, alors que ces mêmes postulats sont reproduits, presque à la lettre, du texte existant.

Il est bien vrai que ces principes n'ont plus été appliqués dans toute leur rigueur depuis que l'Europe, libre-échangiste en 1848 et 1874, est devenue protectionniste à outrance. Mais la nouvelle rédaction de l'art. 29 n'y change rien. Elle ne permet pas à la Suisse de se dérober aux circonstances ambiantes et n'oblige aucunement la Confédération à être moins protectionniste, ni plus libre-échangiste qu'à présent.

Ce qu'il y a de bien nouveau dans l'initiative douanière, ce qui en constitue l'essence, c'est l'extension du referendum à tous les traités de commerce, quelle que soit leur durée, l'interdiction de la clause d'urgence et comme mesure transitoire, la révocation du tarif d'usage de 1921 et le retour au tarif d'avant-guerre. Résultat inévitable: lier les mains au Conseil fédéral dans ses marchandages avec les Etats étrangers et encourager l'étranger à exploiter la faiblesse et l'insécurité de notre situation intérieure.

Il fallait s'y attendre. Déjà l'intempérance dans l'usage des pleins pouvoirs, en retardant sans motifs sérieux l'initiative genevoise de 1913, concernant les traités internationaux avait eu pour conséquence d'en assurer le triomphe et de nous gratifier d'une extension du referendum tant soit peu démagogique. Aujourd'hui le même sans-gêne du Conseil fédéral

Ständerat. — Conseil des Etats. 1923.

en matière de restrictions d'importation nous a valu cette nouvelle rafale de réaction populaire.

La politique du Conseil fédéral s'est plu à ignorer le parlement, ou bien à le mettre méthodiquement devant le fait accompli; or, voilà que les principes violés prennent leur revanche, voilà que la réaction dépasse son but et qu'une autre aventure démagogique vient mettre le pays vis-à-vis d'un danger dont il serait puéril de dissimuler l'importance.

Je ne conteste nullement les arguments d'ordre pratique par lesquels le Conseil fédéral a bien voulu justifier sa manière d'agir en matière d'importation dans les circonstances exceptionnelles et quelquefois dramatiques de notre économie nationale, mais je dois constater le fait que nous sommes appelés, nous les représentants du peuple et des cantons, à faire face à une situation dont nous ne sommes nullement responsables, disons mieux, à une réaction contre une politique qui a été pratiquée avant tout au mépris de nos propres prérogatives parlementaires.

C'est qu'il faut se garder de braver l'opinion publique; c'est qu'un gouvernement qui veut faire de la politique forte doit avant tout éviter de déconsidérer lui-même la force du Parlement dont il est issu, c'est que lorsqu'il y a lieu de craindre l'esprit démagogique, il faut avant tout rendre hommage aux principes fondamentaux de la vraie démocratie.

C'est sous ces réserves que j'adhère aux arguments qui viennent d'être exposés par les précédents orateurs contre l'initiative douanière.

Le Parlement doit en recommander au peuple le rejet, mais il doit exiger du Conseil fédéral qu'à l'avenir ses prérogatives soient mieux respectées dans ce sens, que c'est au Parlement lui-même qu'il appartient de prononcer des interdictions d'importation ou des contingentements.

Je pense devoir faire une autre réserve au sujet des subventions de chômage. Le Conseil fédéral nous laisse entendre que l'adoption de l'initiative aurait comme première conséquence la cessation de ces subventions. Je suis tout à fait d'accord avec cette conclusion; j'observe toutefois que même en matière de chômage on doit revenir à un fonctionnement normal de notre système budgétaire — et ce, quel que soit le sort de l'initiative populaire. Le système consistant à limiter les importations d'un côté et à subventionner les chômeurs de l'autre côté ne conduit en somme qu'à un double coefficient de renchérissement de la vie; il détruit donc d'une main ce qu'on prétend construire de l'autre.

Comme représentant d'un canton où le sentiment fédéraliste est particulièrement justifié, j'ajoute encore que les auteurs de l'initiative poursuivent manifestement un autre but. Leur intention déclarée est d'enrayer les contributions indirectes de la Confédération afin que celle-ci en arrive définitivement à l'impôt direct fédéral.

Messieurs, c'est là le rêve de tous les centralisateurs qui ne sont pas tous des socialistes — il y a bien des bourgeois parmi eux — mais ce qui est pour eux un beau rêve est pour nous un cauchemar.

Notre population paysanne le sait et votera contre.

Scherer: Gestatten Sie mir, mit wenigen Worten die Stimmenthaltung zu motivieren, die ich in dieser Sache beobachte. Es berührt mich angenehm, dass

der Herr Referent in seinem Votum auf die Superlative und die lauten Töne verzichtet hat, die den Bericht des Bundesrates zu diesem Gegenstande charakterisieren, Superlative, die wir aber auch heute in der Diskussion zu hören bekommen haben. Für mich geht es zu weit, wenn man, wie Herr Savoy, davon spricht, dass es sich bei der Initiative um eine « tentative d'une désorganisation de nos institutions politiques » handelt; es geht mir auch zu weit, wenn Herr Räder davon spricht, dass dieser Initiativvorschlag einem Einheitsplan angehöre, einem « Einheitsplan, gegen den modernen Staat und die bürgerliche Gesellschaft vorzugehen ». Ich glaube, wenn wir den Wortlaut der Initiative objektiv und mit der Ruhe, die sonst den Ständerat auszeichnet, lesen, so werden wir doch zu einem andern Urteil kommen. Der Inhalt dieser Initiative ist doch ganz augenscheinlich nicht freihändlerisch; sie verlangt mit keinem Wort, dass nun die Schutzmassnahmen, die getroffen worden sind, aufhören sollen, so dass man eine gewisse ökonomische Desorganisation befürchten müsste. Wenn das die Absicht der Initianten wäre, so würden sie wahrscheinlich den Wortlaut der Initiative ganz anders gefasst haben. Sie würden in dem Verfassungsartikel ausgesprochen haben, dass es verboten sei, Zölle auf Lebensmitteln zu erheben, dass es verboten sei, Einfuhrbeschränkungen und Einfuhrverbote zu erlassen, etc. etc. Wenn das die Absicht der Initianten war, wie ihnen nun unterschoben wird, so mussten sie auch eine entsprechende Fassung des Inhaltes ihres Initiativbehrens wählen.

Der Inhalt der Initiative, das liegt für mich auf der Hand, ist ein rein demokratischer; er ist herausgewachsen aus einer gewissen Reaktion gegen das, was wir selber in den letzten Jahren getan haben. Es ist doch nicht in Ordnung, wenn wir nun seit zwei Jahren in unserm Wirtschaftsleben unter einem Regime stehen, zu dem das Volk noch nie Gelegenheit gehabt hat, Ja oder Nein zu sagen. Wir besitzen seit dem 18. Februar 1921 den Bundesbeschluss über die Beschränkung der Einfuhr, auf dem unser ganzes System der Einfuhrbeschränkungen aufgebaut ist; wir besitzen vom selben Tage auch den Bundesbeschluss betreffend die vorläufige Abänderung des Zolltarifs, und wir haben nie Zeit gefunden, diese wichtigen Bundesbeschlüsse, namentlich die Bundesbeschlüsse über die Einfuhrbeschränkungen dem Volke vorzulegen. Wir haben zunächst erklärt, dass wir die Einfuhrbeschränkungen bis Ende 1921 erlassen. Dann am 14. Oktober 1921 haben wir beschlossen: Wir verlängern sie bis zum 30. September 1922, und im Juni 1922 haben wir beschlossen, wir verlängern sie weiter bis zum 30. Juni 1923. Alle Versuche, die von andern und auch von mir gemacht worden sind, um diesen Beschlüssen einmal eine Fassung zu geben, die die Möglichkeit des Referendums offen liess, scheiterten. Es ist gewiss an sich erlaubt, eine andere Meinung zu haben als die, dass die Einfuhrbeschränkungen das absolut Notwendige und Richtige seien. Vielleicht ist diese abweichende Meinung falsch; aber bei unsern demokratischen Institutionen soll das Volk das Recht und die Möglichkeit haben, Ja oder Nein zu sagen, zu sagen, wir wollen die Einfuhrbeschränkungen oder wir wollen sie nicht. Es sind sogar bei diesen Verlängerungsbeschlüssen Anträge gestellt worden, es seien die Einfuhrbeschränkungen bis auf weiteres unter Vorbehalt des Referendums und des

eventuellen negativen Resultates einer Volksabstimmung in Kraft zu belassen. Auch das hat man nicht gewollt. Man hat damit einen Grundsatz unserer Verfassung verletzt. Da dürfen wir uns heute nicht verwundern, wenn die Initianten kommen und mit einer neuen Verfassungsbestimmung verhindern wollen, dass man auch in Zukunft unter Zurücksetzung der Verfassungsgrundsätze dem Volke die Möglichkeit Ja oder Nein zu sagen, nimmt. Das ist der Inhalt der Initiative, die hier vorliegt. Sie ist vielleicht nicht in allen Details glücklich redigiert und da und dort schwer anzuwenden. Aber die Initiative selbst stellt sich dar als eine Reaktion dagegen, dass wir in beiden Räten immer und immer wieder unsere Beschlüsse als dringlich erklärt und das Volksrecht des Referendums ausgeschaltet haben.

Da macht es sich doch recht ungeschickt, wenn der Bundesrat in seiner Botschaft so hohe Töne anschlägt. Ich halte das für einen Missgriff. Die Botschaft ist im Dezember 1922 geschrieben worden nach der Volksabstimmung über die Vermögensabgabe, dieser Volksabstimmung, die ein vernichtendes Votum ausgesprochen hat über die Idee der Vermögensabgabe, die in der Abstimmungskampagne als Landesgefahr mit Recht bezeichnet worden ist. Und was tut man nun? Man glaubt, dieses damals so wahr und so mit Grund gesprochene Wort als Schlagwort verwenden und nun hier gegen die Zollinitiative verwenden und sagen zu dürfen, es handle sich um eine Landesgefahr. Ist man wirklich der Meinung, das Schweizervolk sei so unkritisch und folge nur dem Schlagwort, ohne den Inhalt der Sache zu prüfen? Der Bundesrat sollte auf solche Mittel verzichten.

Der Herr Referent hat ausgesprochen, es handle sich um die Frage, ob hier neues Verfassungsrecht geschaffen werden soll. Das ist richtig. Aber wir müssen doch zugeben, dass es sich um neues Verfassungsrecht handelt, das eigentlich lediglich den Sinn und Geist der bisherigen Verfassung wahren will. Es soll verhindert werden, dass künftighin auf dem Gebiete der Wareneinfuhr in Anwendung von Art. 89, Abs. 2, der Verfassung dem Volke das Recht des Referendums entzogen wird. Die Initiative wendet sich keineswegs gegen das, was bis jetzt rechtens ist, dass « vorübergehend besondere Massnahmen » getroffen werden können. Es ist auch meine Auffassung, dass die Bestimmung in Art. 29 der Bundesverfassung richtig ist, nach der der Bundesrat, wie es dort heisst, « vorübergehend besondere Massnahmen » treffen kann. Aber nicht richtig ist es, wenn dann diese vorübergehenden provisorischen Massnahmen dem Referendum des Volkes entzogen werden. Es können gewiss einmal plötzlich äussere Verhältnisse auftauchen, die uns zwingen, sofort zu handeln und in bezug auf Einfuhr und Zölle provisorische Massnahmen zu treffen. Aber die Konsequenz dieser Möglichkeit, sofort handeln und sofort Beschlüsse fassen zu können, ist nicht die, dass dann diese Beschlüsse dem Referendum des Volkes entzogen werden. Sind die Beschlüsse richtig, und sie werden es in der Regel sein, dann wird das Volk, wenn das Referendum ergriffen wird, sie decken und seinerseits zu ihnen stehen. Aber das Recht soll das Volk behalten, eventuell Nein sagen zu können, und dieses Recht wird ihm bei Annahme der Initiative nicht mehr mit der Dringlicherklärung des Beschlusses entzogen werden können. Das ist das neue Verfassungsrecht, das die Initiative schaffen will, ein Verfassungsrecht,

das, wie gesagt, dem Sinne und Geist der bisherigen Verfassung vollständig entspricht.

Gegenüber diesem demokratischen Inhalt der Initiative tritt meines Erachtens alles andere zurück. Es ist davon gesprochen worden, dass dem Bunde durch die Initiative die 70 Millionen Mehreinnahmen, die er als indirekte Steuer durch die Erhöhung der Zölle erhalten hat, weggenommen werden. Das ist nicht richtig. Die Initiative schafft lediglich die Möglichkeit, dass das Volk über die Zollansätze, die wir jetzt besitzen, abstimmt. Mit der Annahme der Initiative sind diese Zollansätze nicht beseitigt, sondern sie können zur Volksabstimmung gebracht werden. Es ist durchaus möglich, dass ein richtig und gerecht ausgestaltetes System der Zölle vom Volke bewilligt werden wird. Ich persönlich bin der letzte, der die Verantwortung auf sich nehmen möchte, auch nur einen kleinen Teil dieser 70 Millionen Franken, die der Bund durch die Zollerhöhungen mehr erhalten hat, wegzunehmen. Wir brauchen diese Mehreinnahme, wir wären ohne sie in der übelsten finanziellen Lage, und es ist nicht auszudenken, wie wir die Finanzen ohne sie in Ordnung bringen wollten. Das ist selbstverständlich. Aber die Sache hat auch eine andere Seite. Die Zölle, die die Bundesversammlung beschliesst, werden eben wesentlich anders aussehen, wenn die Bundesversammlung weiss, dass eventuell das Volk über sie abzustimmen hat, als wenn man durch Dringlicherklärung und Abschluss des Referendums das Veto des Volkes verhindert, und weiss, dass das Volk nichts mehr dazu zu sagen hat. Ich bin durchaus nicht der Meinung, dass man die Schutzvorkehrungen, die neben dem fiskalischen Moment in diesen Zöllen enthalten sind, rückgängig machen soll. Im Prinzip werden diese Schutzvorkehrungen wohl richtig sein. Aber man ist doch in dieser Beziehung recht weit gegangen. Und wenn der Herr Referent gestern in andern Zusammenhang und in bezug auf einen andern Gegenstand zum Bilde vom Treibhaus gegriffen hat, so glaube ich, muss man auch von manchem Gegenstand unserer schweizerischen Wirtschaft heute leider sagen, er sei ein Treibhausprodukt geworden und er sei nicht mehr bodenständig. Da werden mit Einfuhrbeschränkungen die Mauern eines solchen Treibhauses gebaut, aus Zöllen wird ein Dach darüber gelegt, mit Millionen-subsidien werden diese Treibhäuser geheizt, und das ganze nennt sich dann schweizerische Volkswirtschaft. Hier ist der Bundesrat weit gegangen, meines Erachtens zu weit. Und das scheint mir auch für uns im Ständerat wesentlich zu sein: Er ist weiter gegangen, als er seinerzeit erklärt hat, dass er gehen werde.

Als wir hier in unserem Rate den Beschluss betreffend die vorläufige Abänderung des Zolltarifs berieten, da hat der Herr Finanzminister uns erklärt — zum Glück ist er heute anwesend, ich kann es also in seiner Gegenwart wiederholen —, es handle sich lediglich darum, die neuen Zollansätze so festzusetzen — wir haben bekanntlich Gewichtszölle —, dass sie den eingetretenen Veränderungen des Wertes der zu verzollenden Gegenstände angepasst erscheinen. Er hat uns auseinandergesetzt, dass im Jahre 1912 die Zölle 6,29 % des Wertes betragen haben, dass aber im Jahre 1920 infolge der Steigerung des Wertes der verzollten Gegenstände die Zölle auf 3 % herabgesunken seien; es handle sich nun darum, die neuen Gewichtszölle so festzusetzen, dass sie der Wertsteigerung der Gegenstände entsprechen. Es wurde uns erklärt, es

handle sich bei der vorgesehenen Zollerhöhung um Ansätze, die in der Regel das Doppelte der bisherigen Zölle bedeuten, wohl ausnahmsweise auch einmal das Dreifache. Das war etwas Plausibles. Man konnte nicht plötzlich zum System der Wertzölle übergehen; das System der Gewichtszölle ist das praktischere. Dass man daher die Zollbelastung mit den steigenden Werten Schritt halten liess, das war vernünftig, daran war nichts auszusetzen. Was hat nun aber der Bundesrat getan? Er hat diese Erklärungen leider vergessen. Er hat Zölle festgesetzt, die in einzelnen Positionen das Zehnfache, ja sogar das Zwanzigfache der alten Zölle ausmachen. Damit hat er ein System des Schutzzolles geschaffen, das da und dort entschieden zu weit geht, namentlich weiter geht, als man uns hier positiv erklärt hatte. Halten Sie das für richtig? Begreifen Sie nicht auch die Psychologie derer, die nun hinter dieser Initiative stehen und die gegen ein derartige Art und Weise Front machen?

Für meine Person bin ich durchaus damit einverstanden, dass die Zölle dazu verwendet werden, um da und dort in unserm Lande Industrien zu schützen, die ohne diesen Schutz in diesen Uebergangszeiten nicht mehr leben könnten. Und es ist richtig, wenn in der Botschaft des Bundesrates steht, dass dabei vor allem ein billiger Ausgleich unter den interessierten Produktionsgruppen zu schaffen sei. Es handelt sich darum, die Interessen der verschiedenen Gruppen richtig und objektiv auf einander abzustimmen. Das ist der Inhalt des internen Kompromisses, den wir bei der Festsetzung der Gebrauchszölle schaffen müssen. Aber nun sage ich: Dieses Abstimmen der verschiedenen Interessen auf einander, dieser Ausgleich zwischen den Gruppen würde wahrscheinlich bei uns wesentlich anders aussehen, wenn das Resultat dieses Ausgleiches eventuell zur Volksabstimmung kommen könnte. Da sage ich — die Herren von der Landwirtschaft wollen mir das nicht übelnehmen —, dass bei diesem Abstimmen der Interessen der verschiedenen Gruppen aufeinander das Interesse der Landwirtschaft, um diese herauszugreifen, in einer Art und Weise berücksichtigt worden ist, wie man es nicht gewagt hätte, wenn hinter der ganzen Vorlage die Möglichkeit eines Referendums gestanden hätte. In dieser Beziehung hat die Möglichkeit des Referendums eine gewisse prophylaktische Wirkung; sie wird verhindern, dass die Zollmassnahmen, die getroffen werden, allzu einseitig herauskommen. Ich unterstütze dabei sehr, was Herr Kollega Räber in bezug auf die übersetzten Zwischenhandelsgewinne, namentlich auch hinsichtlich der landwirtschaftlichen Produkte, gesagt hat. Gewiss, es ist so: Man schützt die Landwirtschaft durch hohe Zölle und Einfuhrverbote, und die Landwirtschaft kommt doch nicht dazu, sich richtig zu erholen. Das rührt zu einem guten Teile daher, dass ein Drittel die Gewinne, die der Landwirtschaft zugeordnet sind, zwischenheraus nimmt. Wenn Herr Räber sagt, er trete dafür ein, dass man hier unter Umständen wiederum mit ausserordentlichen Vollmachten einschreite, so möchte ich meinerseits sagen, dass neue Vollmachten gar nicht nötig sind; sie sind bereits enthalten im Bundesbeschluss betreffend die Beschränkung der Einfuhr vom 18. Februar 1921, Art. 1, Abs. 2. Hier wird dem Bundesrate die Kompetenz gegeben, in bezug auf die Preispolitik des Zwischenhandels zu intervenieren. Sie erinnern sich vielleicht daran, dass ich bei anderem Anlass ein gegen die übersetzten

Zwischenhandelsgewinne gerichtetes Postulat gestellt habe. Es ist aber gar nichts geschehen. Das Volkswirtschaftsdepartement, das doch sonst mit grossem Geschick und grossem volkswirtschaftlichen Können agiert, tut nichts. Ich habe das Gefühl: Wenn man ernstlich will, kann man; man will aber nicht recht. Würde man diesem Gebiete des Zwischenhandels mehr Aufmerksamkeit schenken, so würde sich die Landwirtschaft auch bei niedrigeren Zöllen wohler befinden. All diese Dinge klappen nicht, und dass nun da eine Initiative kommt und die Rechte des Volkes vindiziert, darüber darf man sich wirklich nicht verwundern.

Diese Dinge sind für uns in der Schweiz auch wichtiger als in andern Ländern. Der Bundesrat setzt in der Botschaft auseinander, dass auch in andern Ländern die Exekutive solche ausserordentliche Vollmachten besitze. Das mag sein. Aber für uns sind diese Einfuhrbeschränkungen und diese Zollfragen besonders wichtig. Sie wissen, dass es namentlich die Exportindustrie ist, deren Interessen hier berührt werden. Und nun dürfen Sie nicht vergessen, dass bei uns vor dem Kriege — die heutigen Ziffern kenne ich nicht — derjenige Teil der industriellen Produktion, der für den Export bestimmt war, 75—85 % der gesamten industriellen Produktion des Landes ausgemacht hat. In andern Ländern, in den grossen Ländern, in denen die Industrien im eigenen Lande ringsherum ein grosses Absatzgebiet besitzen, macht dieser Anteil der Exportindustrie nur 8, 10 und 15 % der gesamten industriellen Produktion aus.

Für uns ist daher dieser Faktor viel wichtiger und besitzt nicht die Bedeutung einer mehr untergeordneten Sache, wie das in den andern Ländern der Fall sein mag.

Wir müssen uns auch davor hüten, der Initiative Vorwürfe zu machen, die nicht richtig sind. Ich halte es für unrichtig, wenn der Herr Referent auseinandersetzt, man könne in Zukunft keinen Handelsvertrag mehr abschliessen, bezw. die Genehmigung von Handelsverträgen könne nur in Gesetzesform erfolgen, so dass über jeden Handelsvertrag das Referendum ergriffen werden könne, während sonst nach der Verfassung nur solche Staatsverträge, deren Dauer 15 Jahre überschreitet, dem Referendum unterliegen. Die Gegner der Initiative leiten diese ihre Auffassung daraus ab, dass in Ziff. 3 der vorgeschlagenen Verfassungsbestimmung der Satz steht: «Die Festsetzung der Eingangs- und Ausgangsgebühren erfolgt auf dem Wege der Bundesgesetzgebung.» Das heisse, ergo könne nicht auf dem Wege eines Staatsvertrages die Festsetzung von Eingangs- und Ausgangsgebühren erfolgen. Dieses Argument ist deshalb unrichtig, weil wir in unserem Verfassungsrecht die Bestimmung immer wieder finden, dass dies und jenes auf dem Wege der Gesetzgebung erfolge, ohne dass wir uns je gescheut haben, auf dem betreffenden Gebiete Staatsverträge abzuschliessen. Es ist ganz selbstverständlich und unbestritten, dass der Staatsvertrag als staatsrechtliche Kategorie der Gesetzgebung parallel steht und dass wir berechtigt sind, über jeden Gegenstand Staatsverträge abzuschliessen über den wir nach den Vorschriften unserer Verfassung zu legitimieren berechtigt sind. Dass das richtig ist, mögen Sie aus folgenden schnell herausgegriffenen Beispielen ersehen. Wir haben eine Bestimmung in Art. 24bis der Bundesverfassung über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte. Da heisst es: «Die Bundesgesetzge-

bung stellt die zur Wahrung der öffentlichen Interessen erforderlichen allgemeinen Vorschriften auf.» Das hindert natürlich nicht, dass über diesen Gegenstand, z. B. bei Grenzflüssen, ein Staatsvertrag abgeschlossen wird, und es wird keinem Menschen einfallen, zu sagen, es sei hier nur der Weg der Gesetzgebung gangbar. Wir haben ferner eine Bestimmung in Art. 34 bis, der von der Errichtung der Kranken- und Unfallversicherung handelt; dort heisst es: «Der Bund wird auf dem Wege der Gesetzgebung die Kranken- und Unfallversicherung einrichten, unter Berücksichtigung der bestehenden Krankenkassen.» Das hindert den Bund nicht, auf dem Wege des Staatsvertrages die Kranken- und Unfallversicherung für Ausländer zu regeln. Dann kennen Sie die grossen Kompetenzen, die dem Bund in Art. 64 erteilt sind: Dem Bunde steht zu die Gesetzgebung über die persönliche Handlungsfähigkeit, das Obligationenrecht, über das Urheberrecht an Werken der Literatur und Kunst, über den Schutz gewerblich verwertbarer Erfindungen usw. usw., alles Gegenstände, über die wir, obwohl es hier heisst, dem Bunde stehe die Gesetzgebung zu, internationale Verträge abgeschlossen haben. Diese Hinweise könnten noch weiter vermehrt werden. Es ist daher ganz selbstverständlich, dass auch dann, wenn die Initiative angenommen werden sollte, Staatsverträge abgeschlossen werden können, und dass nicht die Form der Gesetzgebung einzuhalten wäre.

Nun hat die ganze Initiativaktion doch ein Gutes gehabt. Es ist uns vom Herrn Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes in der Kommission in Aussicht gestellt worden, dass man auch in diesen Dingen wieder zur Beobachtung der Volksrechte zurückkehren wird. Zum Teil weisen unsere früheren Beschlüsse diesen Weg. Sie finden im Bundesbeschluss betreffend die Abänderung des Zolltarifes vom 18. Februar 1921 in Art. 1, Abs. 2, die Bestimmung: «Die Bundesversammlung wird auf den 30. Juni 1923 darüber entscheiden, ob die bundesrätlichen Massnahmen weiter in Geltung bleiben oder wie sie abgeändert werden sollen.» Der Bundesrat wird uns also darüber berichten, wie er es in Zukunft mit diesen Zöllen halten will. Es ist uns ferner die Vorlage eines neuen Zolltarifes bis spätestens zum 1. Oktober zugesagt worden, so dass auch hier eine Möglichkeit geschaffen werden wird, dass das Volk eingreift und Nein sagt, wenn ihm die Sache nicht passt.

In bezug auf die Einfuhrverbote und -Beschränkungen, die aufs engste mit diesem Gegenstand verbunden sind, liegt das Postulat vor, das Sie in der September-Oktobersession des letzten Jahres beschlossen haben, lautend: «Der Bundesrat wird ersucht, den Räten baldmöglichst einen Bericht darüber vorzulegen, ob nicht die Vorlage über eine allfällige weitere Verlängerung des Bundesbeschlusses vom 18. Februar 1921 über den Erlass von Einfuhrbeschränkungen den Räten so rechtzeitig unterbreitet werden soll, dass nicht wiederum das Referendum des Volkes mit der Dringlichkeitsklausel ausgeschaltet werden kann.» Da am 30. Juni die gegenwärtigen Einfuhrbeschränkungen ablaufen, ist anzunehmen, dass wir auch diesen Bericht des Bundesrates vorher erhalten werden, und es ist vom Herrn Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes ausgesprochen worden, dass er die Absicht habe, dem Bundesrat eine Gesetzesvorlage einzureichen, die diesen Einfuhrbeschränkungen eine gesetzliche Basis geben würde.

Wenn diese Zusagen sich wirklich realisieren, wenn der Bundesrat nun doch kommt und erklärt: Mit diesen dringlichen Bundesbeschlüssen unter Ausschluss des Referendums solle es ein Ende haben, wir schaffen für alles die konstitutionelle gesetzliche Grundlage — à la bonne heure — ich für meine Person kann mich damit einverstanden erklären. Ich will abwarten, was kommt. En attendant enthalte ich mich der Stimme und nehme an, dass uns die Vorlagen des Bundesrates im wesentlichen das bringen werden, was für viele der Grund für ihre Unterstützung der Initiative ist: die Wiederherstellung der Rechte des Volkes.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
Ici le débat est interrompu.

Nachmittagssitzung vom 7. Februar 1923.
Séance de relevée du 7 février 1923.

Vorsitz: — Présidence: Hr. Simon, Vizepräs.

1692. Zollinitiative. Begutachtung.
Initiative douanière. Préavis.

Fortsetzung. — Suite.

(Siehe Seite 42 hievor. — Voir page 42 ci-devant.)

M. Bürklin: Je crois que la discussion qui a roulé presque toute la matinée sur l'initiative douanière nous permet de faire un rapprochement avec la discussion précédente, celle concernant la motion de M. le conseiller aux Etats Brügger. Vous avez pu voir ce matin, lorsque M. le conseiller fédéral Motta a répondu à la motion de M. Brügger qu'il a placé en somme au premier rang de notre démocratie la démocratie directe; il a fait ressortir d'une manière particulièrement frappante l'avantage pour la Suisse de posséder cette démocratie directe et de pouvoir donner ainsi à la volonté populaire la possibilité de faire valoir son point de vue soit au moyen du bulletin de vote, soit au moyen du referendum contre certaines décisions, soit également au moyen de l'initiative. Et nous avons pu remarquer qu'en somme, presque tous, nous avons été convaincus que, pour le peuple suisse la possibilité de contrôler les décisions soit du gouvernement exécutif, soit des divers corps législatifs et éventuellement de les modifier était une prérogative que le peuple suisse, à mon avis, se laisserait très difficilement ravir.

Si j'ai fait cette comparaison, c'est uniquement pour attirer votre attention sur une corrélation entre ces deux questions et vous dire que si dans certains milieux, on estime que le droit d'initiative va trop loin, dans d'autres milieux par contre on est persuadé que l'initiative est un droit, que c'est un droit surtout en faveur des minorités qui n'ont pour le moment pas d'autre moyen de faire entendre leur voix. Car

s'il est possible aux partis de la majorité, aux partis qui détiennent le pouvoir, soit par l'entremise du pouvoir exécutif, soit par l'entremise des représentants dans les deux conseils de faire entendre leurs voix; les minorités ont eu jusqu'à présent encore, la ressource de faire appel au peuple, de faire appel au souverain et d'arriver ainsi à faire entendre également la voix de ceux qui estiment que certaines décisions ou même l'allure générale de la politique de la majorité n'est pas ce qu'une grande partie de la population juge acceptable pour elle. C'est pour ces motifs que nous affirmons que le droit d'initiative doit être maintenu dans la forme actuelle, qu'il ne doit surtout pas être ravi aux minorités.

On a fait également ressortir qu'on pouvait envisager — et le motionnaire a eu raison de faire ressortir cette éventualité — le droit de donner aux deux conseils législatifs la possibilité de décider sur l'opportunité de l'initiative et sur la nécessité de la soumettre à la votation populaire. Et si nous n'avons pas encore cette situation de fait, nous en avons actuellement une autre qui à mon avis est déjà assez grave. Si les deux conseils n'ont pas la possibilité d'émettre leur veto sur les différentes initiatives soumises à leur approbation ou en tout cas à leur examen, ils ont en tout cas déjà la possibilité d'émettre un préavis qui parfois exerce une influence très grande sur le résultat final de la votation. J'estime pour ma part que le fait de pouvoir discuter et émettre un préavis sur les projets d'initiative est déjà plus que suffisant dans notre démocratie directe. Je dis que l'initiative du reste comme la proportionnelle est un droit des minorités et que pour les motifs que j'ai indiqués il ne serait pas utile ni opportun de réduire la possibilité pour les électeurs de faire entendre leur voix.

On a également fait remarquer en différentes occasions et en différents endroits que la proportionnelle avait en somme eu pour résultat final de désagréger les grands partis politiques et de faire surgir d'autres constellations qui n'étaient plus en rapport avec ce que les partis politiques étaient auparavant.

Je me permets cependant de faire remarquer que si peut-être la proportionnelle a eu cet effet nous estimons par contre que la situation économique actuelle est entrée pour beaucoup plus dans cette orientation nouvelle et dans la création de certains partis politiques à base économique que l'introduction de la proportionnelle.

C'est dire que nous trouvons actuellement dans les différentes questions qui sont soumises soit aux conseils législatifs soit au peuple même, des courants d'opinions très différents qui ne se sont plus laissés guider par les partis dits historiques, mais qui sont surtout guidés par les besoins économiques actuels.

Et parmi ces derniers nous pouvons également ranger l'initiative pour la garantie des droits populaires dans les questions douanières. Je me permets, avant d'entrer dans l'exposé des quelques points qui ont spécialement retenu mon attention, de faire ressortir que si ce matin on a cru nécessaire de suspecter les intentions des auteurs de l'initiative et si d'autre part le Conseil fédéral, dans son message, aux pages 48 et 50, s'est cru obligé d'entrer dans la même voie et de qualifier de démagogique l'initiative pour la garantie des droits populaires dans les questions douanières, je dois vous avouer en toute franchise

Zollinitiative. Begutachtung.

Initiative douanière. Préavis.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1923
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	1692
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.02.1923
Date	
Data	
Seite	46-61
Page	
Pagina	
Ref. No	20 029 495

Wenn diese Zusagen sich wirklich realisieren, wenn der Bundesrat nun doch kommt und erklärt: Mit diesen dringlichen Bundesbeschlüssen unter Ausschluss des Referendums solle es ein Ende haben, wir schaffen für alles die konstitutionelle gesetzliche Grundlage — à la bonne heure — ich für meine Person kann mich damit einverstanden erklären. Ich will abwarten, was kommt. En attendant enthalte ich mich der Stimme und nehme an, dass uns die Vorlagen des Bundesrates im wesentlichen das bringen werden, was für viele der Grund für ihre Unterstützung der Initiative ist: die Wiederherstellung der Rechte des Volkes.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
Ici le débat est interrompu.

Nachmittagssitzung vom 7. Februar 1923.
Séance de relevée du 7 février 1923.

Vorsitz: — Présidence: Hr. Simon, Vizepräs.

1692. Zollinitiative. Begutachtung.
Initiative douanière. Préavis.

Fortsetzung. — Suite.

(Siehe Seite 42 hievor. — Voir page 42 ci-devant.)

M. Bürklin: Je crois que la discussion qui a roulé presque toute la matinée sur l'initiative douanière nous permet de faire un rapprochement avec la discussion précédente, celle concernant la motion de M. le conseiller aux Etats Brügger. Vous avez pu voir ce matin, lorsque M. le conseiller fédéral Motta a répondu à la motion de M. Brügger qu'il a placé en somme au premier rang de notre démocratie la démocratie directe; il a fait ressortir d'une manière particulièrement frappante l'avantage pour la Suisse de posséder cette démocratie directe et de pouvoir donner ainsi à la volonté populaire la possibilité de faire valoir son point de vue soit au moyen du bulletin de vote, soit au moyen du referendum contre certaines décisions, soit également au moyen de l'initiative. Et nous avons pu remarquer qu'en somme, presque tous, nous avons été convaincus que, pour le peuple suisse la possibilité de contrôler les décisions soit du gouvernement exécutif, soit des divers corps législatifs et éventuellement de les modifier était une prérogative que le peuple suisse, à mon avis, se laisserait très difficilement ravir.

Si j'ai fait cette comparaison, c'est uniquement pour attirer votre attention sur une corrélation entre ces deux questions et vous dire que si dans certains milieux, on estime que le droit d'initiative va trop loin, dans d'autres milieux par contre on est persuadé que l'initiative est un droit, que c'est un droit surtout en faveur des minorités qui n'ont pour le moment pas d'autre moyen de faire entendre leur voix. Car

s'il est possible aux partis de la majorité, aux partis qui détiennent le pouvoir, soit par l'entremise du pouvoir exécutif, soit par l'entremise des représentants dans les deux conseils de faire entendre leurs voix; les minorités ont eu jusqu'à présent encore, la ressource de faire appel au peuple, de faire appel au souverain et d'arriver ainsi à faire entendre également la voix de ceux qui estiment que certaines décisions ou même l'allure générale de la politique de la majorité n'est pas ce qu'une grande partie de la population juge acceptable pour elle. C'est pour ces motifs que nous affirmons que le droit d'initiative doit être maintenu dans la forme actuelle, qu'il ne doit surtout pas être ravi aux minorités.

On a fait également ressortir qu'on pouvait envisager — et le motionnaire a eu raison de faire ressortir cette éventualité — le droit de donner aux deux conseils législatifs la possibilité de décider sur l'opportunité de l'initiative et sur la nécessité de la soumettre à la votation populaire. Et si nous n'avons pas encore cette situation de fait, nous en avons actuellement une autre qui à mon avis est déjà assez grave. Si les deux conseils n'ont pas la possibilité d'émettre leur veto sur les différentes initiatives soumises à leur approbation ou en tout cas à leur examen, ils ont en tout cas déjà la possibilité d'émettre un préavis qui parfois exerce une influence très grande sur le résultat final de la votation. J'estime pour ma part que le fait de pouvoir discuter et émettre un préavis sur les projets d'initiative est déjà plus que suffisant dans notre démocratie directe. Je dis que l'initiative du reste comme la proportionnelle est un droit des minorités et que pour les motifs que j'ai indiqués il ne serait pas utile ni opportun de réduire la possibilité pour les électeurs de faire entendre leur voix.

On a également fait remarquer en différentes occasions et en différents endroits que la proportionnelle avait en somme eu pour résultat final de désagréger les grands partis politiques et de faire surgir d'autres constellations qui n'étaient plus en rapport avec ce que les partis politiques étaient auparavant.

Je me permets cependant de faire remarquer que si peut-être la proportionnelle a eu cet effet nous estimons par contre que la situation économique actuelle est entrée pour beaucoup plus dans cette orientation nouvelle et dans la création de certains partis politiques à base économique que l'introduction de la proportionnelle.

C'est dire que nous trouvons actuellement dans les différentes questions qui sont soumises soit aux conseils législatifs soit au peuple même, des courants d'opinions très différents qui ne se sont plus laissés guider par les partis dits historiques, mais qui sont surtout guidés par les besoins économiques actuels.

Et parmi ces derniers nous pouvons également ranger l'initiative pour la garantie des droits populaires dans les questions douanières. Je me permets, avant d'entrer dans l'exposé des quelques points qui ont spécialement retenu mon attention, de faire ressortir que si ce matin on a cru nécessaire de suspecter les intentions des auteurs de l'initiative et si d'autre part le Conseil fédéral, dans son message, aux pages 48 et 50, s'est cru obligé d'entrer dans la même voie et de qualifier de démagogique l'initiative pour la garantie des droits populaires dans les questions douanières, je dois vous avouer en toute franchise

que ce genre de discussion m'a un peu surpris. Si de votre côté vous estimez devoir prendre en considération les arguments qui sont avancés par les adversaires de cette initiative, il est inopportun de suspecter les intentions de ceux qui ont lancé l'initiative et qui l'ont défendue auprès du peuple et qui la défendent encore actuellement au sein des Chambres fédérales.

Je tenais simplement à vous faire remarquer que l'on a dit que l'initiative douanière avait été présentée d'une façon démagogique afin de recueillir le nombre nécessaire de signatures et avait surtout en vue de permettre dans certains milieux d'exploiter en faveur de leur propagande les sentiments qu'éprouvent vis-à-vis de l'Etat de nombreux éléments de la population. On reconnaît ainsi implicitement qu'il y a dans la population des motifs de mécontentement à l'égard de l'Etat, vis-à-vis de certaines administrations. Ceci doit déjà à notre avis justifier la possibilité pour ceux qui estiment qu'il y a certaines réformes à introduire de lancer une initiative et surtout de faire en sorte que le souverain lui-même, c'est-à-dire le peuple, soit finalement consulté. Mais je dois ajouter que ceux contre lesquels le message du Conseil fédéral semble lancer ses foudres ne sont pas ceux qui actuellement sont les plus acharnés contre les administrations d'Etat, ceux qui en toute occasion font ressortir que tout n'est pas parfait dans notre république. Au contraire parmi les initiants, et parmi ceux qui soutiennent l'initiative, se trouvent également des citoyens qui en toute occasion utile ont soutenu toutes les réformes qu'ils ont jugées compatibles avec une saine administration. Si certains services d'Etat sont systématiquement dénigrés, à mon avis à tort, ce n'est en tout cas pas du parti que j'ai l'honneur de représenter ici que ces critiques sont issues.

Mais je fais remarquer également que si l'on a la possibilité par une initiative de soumettre à la votation populaire certaines questions, certains désirs existant dans le peuple, il faut également reconnaître que ceux qui détiennent le pouvoir, que ceux qui détiennent la finance ainsi que ceux qui sont en majorité au gouvernement, ont encore, lorsqu'il s'agit de présenter la question devant le peuple, que ceux-là, dis-je, ont à leur disposition des moyens si nombreux et si efficaces pour faire pression sur les électeurs qu'en somme on ne comprend pas très bien pour quels motifs on estime que l'initiative n'est pas acceptable. Et je crois — vous m'autoriserez à mentionner ce point en passant, puis qu'on en a suffisamment parlé ce matin — qu'à l'occasion de la votation du 3 décembre dernier, sur la demande d'initiative concernant un prélèvement sur la fortune, à ce moment-là, — je crois qu'un des orateurs a fait une remarque à ce sujet — on a usé de tels moyens de propagande et j'ajouterais même de telles pressions que l'on peut dire qu'en somme la volonté populaire ne s'est plus trouvée complètement indépendante pour voter et pour prendre une décision. Et en ce qui me concerne personnellement je souhaiterais qu'à l'avenir, soit les discussions devant les conseils, soit la propagande qui précède les votations populaires soient caractérisées par un peu plus d'objectivité.

C'est pour ces motifs que j'estime que nous n'avons rien à craindre du verdict du peuple, que nous n'avons qu'un droit à lui concéder, c'est celui de se prononcer définitivement sur le système auquel il veut donner

la préférence et surtout de lui rendre ses droits dans la question douanière.

Ce matin, on a fait remarquer, à juste titre, que depuis l'introduction des limitations d'importations, également depuis la mise en vigueur du nouveau tarif douanier de 1921, si le pouvoir exécutif et les Chambres avaient estimé que c'était la bonne voie à suivre, s'ils pensaient qu'une politique douanière toujours plus accentuée trouvaient l'approbation de la majorité des électeurs de notre pays, nous étions étonnés de voir avec quelle énergie on combat le projet d'initiative actuellement en discussion. Ce fait nous laisse supposer que la majorité des Chambres, ensuite des discussions qui ont eu lieu à cette occasion et ont préoccupés différents milieux de notre population, discussions qui ont donné lieu à de longues controverses dans la presse, éprouve des craintes à connaître l'opinion des électeurs. Il me semble que tous ces arguments devraient au contraire contribuer à ce que les Chambres et le Conseil fédéral aient un désir, qui serait celui-ci: c'est que la population puisse se prononcer sur l'opportunité de ces mesures et sur l'utilité de l'initiative douanière. L'électeur aura ainsi l'occasion de faire savoir s'il préfère que les principales ressources de notre pays soient apportées par les impôts directs qui nous paraissent justes et légitimes, que nous estimons en tous cas les plus légitimes de tous les impôts, plutôt que de donner la préférence aux impôts indirects qui ont toujours eu comme effet de charger inégalement les contribuables de notre pays, et, en somme, de charger surtout les familles qui sont les moins bien placées économiquement, soit au point de vue des revenus, soit au point de vue des charges de famille. C'est pour ce motif que le parti socialiste a estimé, conjointement avec d'autres groupements qui se recrutent surtout au sein des consommateurs, qu'il fallait que le peuple eût l'occasion de se prononcer sur l'opportunité de cette mesure et sur l'utilité qu'elle peut présenter.

On a également fait ressortir ce matin que les différentes mesures douanières prises, notamment les modifications apportées par le tarif de 1921 n'avaient, en somme, pas fait augmenter le prix de la vie, et que, si l'on consultait les différentes statistiques et les chiffres index en résultant, on pouvait au contraire se convaincre que le coût de la vie n'avait fait que baisser depuis le mois de février 1920. Sans vouloir nier un état de choses qui existe en réalité, vous me permettrez cependant de dire que je ne crois pas que, si le tarif douanier n'avait pas été augmenté, le coût de la vie se serait maintenu au niveau où il est actuellement. Si le prix de la vie a réellement pu baisser, surtout dans le courant de l'année 1922, cela est dû à d'autres facteurs que ceux qu'on nous a cités ce matin et je dois dire que si le montant des droits de douane n'avait pas été augmenté, la baisse du coût de la vie se serait certainement accentuée et qu'actuellement on serait dans ces conditions économiques encore plus favorables que ce n'est le cas. Si les conditions de vie étaient restées les mêmes que lorsqu'on a introduit le nouveau tarif douanier — et ceci ne sera pas contestable — l'introduction de ce nouveau tarif aurait eu pour effet de faire augmenter le prix de la vie dans de notables proportions. Je dois ajouter encore que cette protection artificielle qui est connexe avec les restrictions

d'importation est également une de ces mesures qui, finalement, se retournent contre ceux qu'elle devait protéger. Vous avez vu que, lorsqu'on a commencé à interdire l'importation de certains articles étrangers dans notre pays, on a dû par la suite donner satisfaction à d'autres intéressés qui avaient également leurs industries ou leurs produits à protéger et, finalement, on est arrivé à ceci que les limitations d'importations ont été étendues d'une manière presque générale. Actuellement, ceux qui sont intervenus le plus énergiquement en faveur de ces limitations d'importation doivent reconnaître qu'il aurait été préférable de ne pas s'orienter vers cette voie, ces limitations ayant eu surtout pour effet de favoriser une seule catégorie d'habitants de notre pays, celle des intermédiaires. Le producteur que l'on a voulu protéger l'a été d'une manière insuffisante et les consommateurs, eux, ont été en grande partie les victimes de ces limitations d'importation, ainsi que de l'augmentation des droits de douane.

Un autre argument qui est également ressorti de la discussion est celui-ci; en acceptant l'initiative sur les droits populaires dans la question douanière, on arriverait à priver l'Etat d'une certaine partie de ses ressources. On a estimé qu'ainsi, indirectement et de manière tout à fait démagogique, les auteurs de l'initiative avaient pour but de jeter le désarroi et le déséquilibre dans les finances fédérales, et de faire en sorte que notre économie nationale doive en souffrir grandement. Eh bien, soit dit en passant, l'acceptation de l'initiative douanière n'aura pas l'effet que l'on veut bien dire au point de vue financier, car il faudrait savoir si le peuple, lorsqu'il aura la possibilité de se prononcer, va, dans sa majorité, accepter une partie des droits de douane ou estimer que les ressources de l'Etat doivent être prises d'un autre côté. Sans vouloir me prononcer définitivement, sans vouloir préjuger une question que j'estime être de la compétence du peuple souverain, je dois cependant dire que le souci des finances n'est pas toujours aussi développé au sein des Chambres fédérales.

Lorsqu'il s'agissait d'autres dépenses et que les membres de ma fraction sont intervenus, pour faire une économie, si petite fût-elle, dans le budget militaire, vous avez vu que la majorité des Chambres fédérales, les milieux qui estiment que le parti socialiste veut introduire la désorganisation dans les finances du pays, ont alors considéré qu'aucune économie n'était possible et que les dépenses militaires étaient absolument indispensables.

Je me suis permis de faire cette comparaison pour faire bien faire ressortir qu'il n'était pas dans les intentions de ceux qui ont lancé l'initiative et de ceux qui la défendent, de vouloir désorganiser quoi que ce soit. Leur intention était simplement de donner la possibilité à cette démocratie que l'on a vantée dans cette salle ce matin, à cette démocratie directe, la possibilité de se prononcer sur toutes les questions et surtout la possibilité de dire si elle était d'accord oui ou non avec les tarifs douaniers avec la protection qui va toujours en augmentant, ou si au contraire elle estimait qu'une politique de libre échange en fait de droits de douane était celle qu'elle préférerait. Je crois que nous avons déjà fait des expériences plutôt désagréables avec tout ce qui a trait aux pleins pouvoirs. Je me rappelle que les représentants des cantons qui ont à leur

base le fédéralisme, ont à ce moment déjà critiqué le fait que les autorités fédérales pouvaient prendre certaines décisions sur lesquelles le peuple ne pouvait pas se prononcer.

C'est pour ces motifs et sans vouloir examiner plus à fond au point de vue économique quelle sera la portée de l'initiative soumise à notre discussion que je me permets de vous proposer la modification suivante à l'arrêté fédéral sur l'initiative pour la garantie des droits populaires dans la question douanière, soit de remplacer les mots «le rejet» par «l'acceptation». De cette manière, le chiffre 2 aurait la teneur suivante: «L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons l'acceptation de l'initiative.» Je pense que vous conviendrez que si l'on peut être d'un avis opposé sur cette question, il est indiqué de faire confiance aux deux courants et d'estimer que les deux opinions sont également respectables et peuvent être examinées et ne pas faire d'emblée une restriction quant aux motifs qui ont guidé ceux qui ont lancé l'initiative et ceux qui la défendent. C'est pour ces motifs que je me permets de vous faire la proposition que je viens de vous soumettre.

M. Moriaud : Je tiens en quelques mots à expliquer mon vote qui pourrait paraître surprenant de la part d'un représentant d'un Etat dont la majorité des citoyens se plaint amèrement et justement selon moi de la situation qui lui est créée par la politique douanière et économique du Conseil fédéral. Messieurs, si après un examen approfondi de la question, mes amis politiques et moi-même avons décidé de nous opposer à l'initiative sur laquelle nous préavisons aujourd'hui, c'est que nous avons compris les dangers très grands auxquels son adoption exposerait notre pays.

Il faut, Messieurs, diviser les signataires de l'initiative en deux catégories. Tout d'abord, et je crois que c'est le plus grand nombre, ceux qui de très bonne foi ont pensé ou pensent d'une part que dans une démocratie, aucune décision du corps législatif ou du pouvoir exécutif ne peut être soustraite à la ratification du peuple souverain, ce sont les partisans de la démocratie intégrale — ils ont raison en principe, mais ils vont trop loin et leur action peut aboutir à des conséquences funestes à la bonne marche des affaires du pays —; un grand nombre de signatures émanent d'autre part de citoyens libre échangistes qui, n'admettant aucune entrave à la liberté complète des tractations, ont pensé qu'en soumettant tous les accords, tous les traités au vote populaire, ils atteindraient le but par eux poursuivi. Que tous les citoyens qui ont appuyé l'initiative pour l'un ou l'autre de ces motifs se soient trompés, cela n'est pas douteux, et nous devons souhaiter qu'une nouvelle étude de la question les décide à revenir en arrière et à ne pas persister dans leur manière de voir. Mais à côté de ceux-là, il y a tout le groupe des promoteurs de l'initiative qui, sous le couvert des principes de démocratie pure et du désir légitime de l'amélioration de la situation générale, ont lancé leur projet sachant les dangers qu'il cachait; — ceux-là poursuivent un but évident de désorganisation de nos institutions, — ils savent qu'en soumettant au peuple les accords internationaux en matière de tarifs douaniers, on ruinerait l'économie du pays, on pri-

verait la Confédération d'une partie importante de ses ressources et l'on créerait une période de constante agitation. Et nous qui sommes soucieux de la bonne marche des affaires de l'Etat, nous ne pouvons pas appuyer un projet dont les conséquences seraient aussi désastreuses, alors même que nous ne pouvons pas nous déclarer satisfaits de la politique économique suivie par le Conseil fédéral ces dernières années; — et je manquerais à tous mes devoirs si je n'apportais pas ici ma protestation contre l'abus des restrictions à l'importation et des taxes d'exportation dont nous souffrons très vivement. Je ne parle pas des vexations constantes dont sont victimes des citoyens honorables qui traversent la frontière, vexations qui motivent un mouvement assez violent de réprobation, mais je ne voudrais pas qu'en me prononçant contre l'initiative douanière, on pût interpréter mon vote comme une approbation d'une politique et de procédés contre lesquels nous entendons protester avec énergie. Je me range donc à l'avis de la commission, en formant le vœu que le Conseil fédéral apporte des adoucissements à sa politique de restrictions et tout spécialement à son application et des tempéraments dans les tarifs douaniers qu'il sera appelé à élaborer.

M. le conseiller fédéral **Musy**: Monsieur le président et Messieurs. L'honorable chef du Département d'économie publique a exposé au Conseil national dans un excellent discours les raisons d'ordre économique qui ont amené le Conseil fédéral unanime à recommander aux Chambres et au peuple le rejet de l'initiative douanière. Je ne veux pas revenir sur les motifs qu'il a invoqués pour démontrer le grave péril économique auquel nous expose l'initiative douanière. Nous avons pu nous rendre compte dernièrement à l'occasion des négociations que nous avons eues avec l'Italie de la nécessité de garder les moyens dont nous aurons besoin dans les âpres négociations qui nous attendent. Je conclus avec lui qu'il serait gravement imprudent de compliquer une situation économique déjà très difficile.

Je voudrais maintenant m'attacher à démontrer quelles seraient les conséquences d'ordre financier qui découleraient du nouveau régime douanière c'est-à-dire préciser le point de vue du Département des finances dans cette question.

Mais au préalable, je suis sûr que M. Bürklin ne m'en voudra pas si je déclare qu'avec lui je suis partisan du respect de la liberté du peuple, qu'avec lui je crois que le respect de la volonté de la majorité du peuple reste la condition essentielle, la base fondamentale de la démocratie. Je voudrais simplement ajouter que M. Bürklin a certainement dans sa vie politique très active l'occasion de parler souvent à des auditeurs qui ont beaucoup plus besoin que le Conseil des Etats d'entendre répéter cette vérité.

Dès que le texte de l'initiative douanière fut parvenu au Conseil fédéral, le Département des finances chargea la Direction générale des douanes d'en préciser la portée financière.

L'acceptation de l'initiative devant entraîner la substitution immédiate du tarif général de 1902 au tarif d'usage appliqué actuellement, il n'est pas difficile de se rendre un compte exact des conséquences fiscales de la revision constitutionnelle projetée. En 1921, l'application du tarif d'usage actuel nous a valu

une recette douanière de 117 millions. Si, au lieu de percevoir les droits à l'importation sur la base du tarif actuellement en vigueur, on avait appliqué les taxes prévues au tarif général de 1902, la recette douanière aurait été ramenée à 60 millions. Une réduction énorme de la recette douanière serait donc l'inéluctable conséquence de l'adoption de l'initiative.

On objectera peut-être que le tarif général ne serait appliqué qu'à titre provisoire jusqu'à l'élaboration d'un nouveau tarif. C'est vrai, mais il est aussi certain que ce nouveau tarif ne nous apporterait aucune amélioration de recettes. L'esprit dans lequel est conçue l'initiative, sa tendance, les considérations publiées par ses commentateurs, semblent l'exclure définitivement. Sous le nouveau régime, la recette douanière serait donc réduite de moitié.

Au moment où l'on discute l'éventualité d'un aussi grave bouleversement, il est opportun de rappeler le rôle important de la recette douanière dans les finances fédérales. Dès 1848, les douanes furent et restèrent jusqu'en 1914 notre recette principale. A elles seules, elles suffirent à couvrir la presque totalité des dépenses fédérales. C'est ainsi qu'en 1910, les diverses recettes perçues pas la Confédération apportent à la Caisse fédérale une somme globale de 96 millions. Cette même année, la recette douanière atteint 81 millions et les dépenses totales 90 millions. De 1911 à 1913 ces chiffres sont respectivement les suivants: recettes totales en 1911 98 millions, en 1912 102 millions, en 1913 100 millions; recettes douanières en 1911 81 millions, en 1912 87 millions, en 1913 85 millions; dépenses totales en 1911 98 millions, en 1912 101 millions, en 1913 105 millions.

Jusqu'en 1914, la recette douanière représente donc toujours au moins les $\frac{3}{4}$ de la recette totale qui couvre à peu près la totalité des dépenses. Cette politique fiscale très unilatérale ne pouvait suffire aux besoins d'une situation profondément modifiée, c'est-à-dire très-aggravée par la guerre. Après avoir prélevé un premier impôt de guerre, ordonné une taxation très lourde de tous les bénéfices de guerre et institué un deuxième impôt de guerre, la Confédération a institué à son profit le timbre d'émission et l'impôt sur le coupon. Mais il n'en demeure pas moins, vu que les dépenses énormes des cantons et des communes doivent être couvertes par l'impôt direct, que la recette douanière doit rester la grosse ressource du fisc fédéral.

En 1921, les différentes sommes qui alimentent la Caisse fédérale lui apportent 190 millions, alors que la dépense totale dépasse 297 millions. Les douanes lui fournissent 117 millions. Cet appoint ne représente plus que les $\frac{3}{5}$ de la recette totale qui laisse un découvert de 100 millions. Dans ces conditions, la recette douanière ne couvre plus que les $\frac{2}{5}$ de la dépense totale et non plus les $\frac{5}{6}$ comme dans la période d'avant-guerre. Or, si le régime préconisé par l'initiative avait été appliqué en 1921, la recette douanière aurait été réduite à 60 millions, ne représentant plus que le $\frac{1}{5}$ de la dépense totale. Le chiffre global de nos recettes aurait été ramené à 130 millions contre une dépense totale de 297 millions, c'est-à-dire que le produit total des recettes n'aurait plus couvert la moitié de nos dépenses. Ces chiffres à eux seuls soulignent d'une manière frappante toute la gravité de la situation que nous vaudrait fatalement l'acceptation de l'initiative douanière.

Les auteurs de l'initiative ont, à plusieurs reprises, et avec raison, souligné la gravité de la situation des finances fédérales. Il nous paraît d'autant plus étonnant qu'au moment où ils proposent une mesure qui nous enlèverait annuellement 60 millions, ils restent muets sur les moyens par lesquels ils entendent couvrir ce nouveau déficit. Et cependant, à moins de se résigner à courir aveuglément à la ruine, il s'impose de rétablir l'équilibre budgétaire. La tendance de certains commentaires, les statistiques comparatives des impôts directs et indirects publiés dans les journaux favorables à l'initiative nous laissent supposer qu'ils espèrent trouver la compensation nécessaire dans l'aggravation des impôts directs, c'est-à-dire dans l'introduction d'un lourd impôt direct perçu au profit de la Confédération. Nous croyons avec eux que la première conséquence de la réforme qu'ils proposent serait de rendre inévitable l'impôt direct fédéral permanent ou le prélèvement sur la fortune. Ils ont opté en faveur de cette solution. Elle nous paraît impraticable. En effet, abstraction faite de toute considération politique, la réalisation de ce programme se heurte à des impossibilités d'ordre fiscal et économique. Rappelons que le budget fédéral de 1923 boucle par un découvert de 80 millions, celui des cantons par un déficit de 60 millions. Or, une partie de ces 60 millions devra être trouvée dans une aggravation inéluctable des impôts directs. Et, pour compenser la perte résultant de la réduction de la recette douanière, évaluée à 60 ou 70 millions, il faudrait instituer un impôt fédéral direct permanent apportant à la Confédération, annuellement, le double du produit de l'impôt de guerre. Resterait en outre à trouver le moyen de combler le déficit budgétaire actuel évalué à 80 millions.

Ces précisions indiquent, à elles seules, que nous heurterions dans cette direction à des impossibilités. Les chiffres contenus dans le message ont à cet égard une signification toute spéciale. Ils démontrent en particulier que les impôts directs ont augmenté en Suisse à une allure rapide depuis 1914. En effet, en 1913, le peuple suisse payait 177 millions d'impôts directs, en 1920 déjà, ce chiffre dépasse 500 millions. La Suisse a depuis 1913 à 1922, payé 3 milliards d'impôts directs (1 milliard en impôts de guerre et impôts sur les bénéfices de guerre), et 800 millions seulement d'impôts de consommation. Les statistiques se rapportant à cette période indiquent relativement à la répartition et à la proportion des charges fiscales les chiffres ci-après: impôts directs: 1913 62,7 %, 1920 82,8 %, 1921 78,7 %; impôts indirects: 1913 37,3 %, 1920 17,2 %, 1921 21,3 %.

On invoque pour infirmer les déductions qui découlent de cette éloquente comparaison que le Département des finances n'a pas tenu compte dans son évaluation du bénéfice fiscal prélevé par certaines communes et certains cantons sur le consommateur d'eau, de gaz et d'électricité. On lui oppose ensuite une statistique tirée du mémorandum publié par la Ligue des nations. Voyons d'abord quelle est l'importance de la prétendue lacune qu'on nous reproche. Puis, arrêtons-nous quelques instants à l'apparente contradiction entre les chiffres qu'on nous oppose et ceux de notre message.

Si dans son exposé le Conseil fédéral a ignoré le bénéfice fiscal prélevé sur le consommateur d'eau,

de gaz et d'électricité, c'est d'abord qu'il est extrêmement difficile d'en préciser la portée. Il savait en outre que cette omission ne pouvait exercer qu'une influence minime sur le pourcentage des proportions. En effet, remarquons tout d'abord qu'il ne saurait être question d'imposition fiscale de la consommation que dans les cas où le bénéfice fiscal est réalisé au profit de la collectivité, c'est-à-dire uniquement lorsqu'il est encaissé par des entreprises travaillant exclusivement pour le compte de la communauté. Seuls dès lors entrent ici en ligne de compte les bénéfices réalisés par les services municipaux et cantonaux. Relevons ensuite qu'on ne saurait considérer comme bénéfice fiscal que celui prélevé sur la consommation privée. Le bénéfice perd ce caractère lorsqu'il est prélevé sur une entreprise qui fait rentrer la fourniture d'eau, de gaz et d'électricité dans les frais généraux de son exploitation. Une enquête soigneusement faite, nous a permis d'évaluer approximativement à 10 millions le bénéfice fiscal prélevé sur la consommation privée par les entreprises officielles distributrices d'eau, de gaz et d'électricité. Ajoutons ces 10 millions aux 140 millions d'impôts perçus sur la consommation en 1921 par la Confédération, les cantons et les communes, le pourcentage indiquant la proportion entre impôts directs et impôts indirects en sera modifié de 1½ %, c'est-à-dire qu'au lieu de 78,7 % en impôts directs et 21,3 % en impôts indirects, nous aurions respectivement 77 et 23 %.

Cette légère modification ne change en rien les considérations émises par le Département des finances et les conclusions qui en découlent.

Concernant les chiffres empruntés au mémorandum publié par la Ligue des nations, observons qu'une comparaison entre les chiffres tirés de différentes statistiques n'est concluante qu'à la condition que ces statistiques reposent sur la même base et soient construites suivant les mêmes méthodes. Rien ne sert de comparer le pourcentage que représente chez nous le produit des impôts directs comparativement à la recette totale avec les chiffres publiés par les Etats voisins, si la classification des impôts effectués par l'administration fédérale suisse ne correspond pas à la méthode pratiquée par le mémorandum de la Société des nations.

Les chiffres contenus dans le message indiquant le total des impôts perçus en Suisse sont exacts. Ils sont tirés de la comptabilité publiée par les communes, les cantons et la Confédération. Ils représentent la totalisation de tous les impôts directs et indirects payés à la commune, au canton et à la Confédération. Ils précisent donc exactement la situation fiscale générale faite au contribuable suisse et répondent à une réalité. La statistique publiée par la Ligue des nations ne tient compte pour la Suisse que de l'impôt perçu par la Confédération. Elle ignore totalement la fiscalité cantonale et communale qui, dans un Etat fédératif comme le nôtre, joue un rôle capital. Cette première constatation nous permet d'emblée d'affirmer qu'une comparaison entre les chiffres publiés par le service des contributions fédérales et les chiffres tirés d'une statistique construite dans ces conditions, conduit fatalement aux pires erreurs, si on lui prête une autre signification que celle qu'elle doit avoir. On remarque en outre à première vue que les chiffres indiqués au mémorandum de la Ligue des nations ne tiennent compte que du produit de la taxe militaire. Cette

statistique fait totalement abstraction de la recette du timbre et de l'impôt sur le coupon. Remarquons à cet égard, qu'avant de comparer les impôts directs et indirects des différents pays, il s'agit de s'entendre préalablement sur ce que l'on entend par impôts directs et impôts indirects. Car si l'on n'est pas d'accord sur la nature des impôts, si le groupement est fait sur la base de normes différentes, les comparaisons entre chiffres fournis par les diverses nations, perdent toute signification. Nous avons classé tous les impôts perçus en Suisse sous deux rubriques: le groupe des impôts directs et le groupe des impôts de consommation. Nous entendons par impôts directs tous les impôts qui n'ont pas le caractère d'un impôt de consommation. Sur la base de cette classification faite au point de vue économique, le timbre et l'impôt sur le coupon figurent dans le groupe des impôts directs, parce qu'ils ne sont point des impôts de consommation. Nos chiffres sont concluants. Par contre, une statistique qui fait abstraction de la recette du timbre et du coupon, qui ignore tous les impôts perçus par les cantons perd toute signification. En tout cas, elle ne saurait avoir la portée que semblent lui prêter certains partisans de l'initiative douanière. Il n'est certes pas aisé de faire des comparaisons fiscales entre pays différents par leur organisation politique intérieure, pratiquant des méthodes d'imposition spéciale. En dépit de ces difficultés, le Département fédéral des finances s'est efforcé, avec la collaboration de nos légations, d'obtenir des différents Etats européens, les renseignements nécessaires pour se faire une idée aussi exacte que possible de la répartition des charges fiscales entre le contribuable à l'impôt direct et les consommateurs. La profonde et complexe diversité des systèmes fiscaux a singulièrement compliqué le travail de comparaison. Toutefois, les données obtenues nous ont apporté la preuve évidente que dans aucun pays, la répartition des charges fiscales n'est plus avantageuse au consommateur que chez nous.

Qu'il nous soit permis de profiter de l'occasion qui nous est offerte pour formuler ici une remarque d'ordre général relative à la classification des charges fiscales en impôts directs et impôts indirects. Il faut bien se garder d'attacher à cette distinction une importance qu'elle n'a pas, ou disons plus exactement qu'elle n'a plus. En effet, le phénomène de l'incidence fiscale joue aujourd'hui un rôle si considérable que, très souvent, celui qui verse l'impôt n'en fait en réalité que l'avance. L'apparent contribuable le répercute sur un tiers qui le supportera effectivement, à moins que celui-ci s'en décharge à son tour par l'effet d'un nouveau ricochet. Or, le jeu de l'incidence opère dans le domaine des impôts de consommation comme dans celui des impôts directs. Seule la taxe sur les successions a sur les autres impôts l'incontestable avantage d'atteindre directement celui qu'elle frappe. Gardons-nous dès lors de croire qu'il existe une cloison étanche entre le groupe des contribuables à l'impôt direct et celui des contribuables à l'impôt indirect. L'expérience apprend que trop souvent hélas la différence réside surtout dans le mode de perception. L'importance politique et économique qu'on attache à cette classification repose souvent sur une illusion.

Une dernière remarque avant de conclure: Le producteur ou le fabricant qui exporte, supporte presque toujours une part des droits de douane perçus à la frontière du pays importateur. Le consommateur

ne fournit donc pas à lui seul la totalité de la recette fiscale.

Conclusion: Comment songer, dans ces conditions, en présence d'un budget ordinaire et extraordinaire bouclant par un excédent de dépense évalué à 200 millions, à diminuer notre recette douanière de moitié? Cette amputation rendrait insoluble le problème capital de la reconstitution des finances fédérales. Elle augmenterait nos déficits, c'est-à-dire nos besoins d'argent en même temps qu'elle porterait une grave atteinte à notre crédit. Le poids de notre dette publique, dont le chiffre dépasse 2 milliards est énorme. Les déficits du compte d'Etat et des Chemins de fer fédéraux exigeront en 1923 près de 300 millions d'argent nouveau. Les emprunts venant à échéance en cours d'exercice, dépassent 300 millions. L'électrification des Chemins de fer fédéraux, dont l'urgente réalisation est exigée par l'amélioration rapide des conditions d'exploitation et la lutte contre le chômage absorbera encore 450 millions.

Ce serait méconnaître la gravité de notre situation et faire une politique périlleuse que de porter atteinte au crédit du pays à une heure aussi angoissante.

L'adoption de l'initiative douanière serait pour nos finances publiques, et surtout pour notre crédit, une irréparable catastrophe.

Bolli: Zum Schlusse nur noch ganz wenige Bemerkungen, die ich im Interesse der Sache für nötig halte.

Wenn diejenigen Herren, die die Initiative entschuldigen oder verteidigen, davon ausgehen, es hätte in allen den Fällen das Referendum eröffnet werden sollen, so beachten sie nicht, dass wir den Art. 89 der Bundesverfassung noch haben, den sie ja nun eben abändern wollen. Sie beschwerden sich über die Verletzung eines Rechtes, das sie erst einführen möchten, meines Erachtens mit Unrecht. Es wäre ein Unglück, speziell in Zollsachen, wenn nicht dringliche Beschlüsse gefasst werden könnten. Ich glaube, das haben uns die letzten Jahre gezeigt.

Wenn gesagt wird, die Initianten wollen ja die 70 Millionen dem Bunde gar nicht nehmen, sie wollten sie ihm ja lassen, so ist darauf zu antworten: das hätte in irgend einer Weise in der Initiative gesagt werden sollen; aber so steht es nicht in der Initiative. Wir haben nicht den allgemeinen Willen der Initianten oder deren Führer zu beachten, sondern für uns, weil es sich um einen formuliert eingereichten Verfassungsartikel handelt, ist massgebend der Wortlaut. Und darüber ist ja kein Streit, dass darnach die Anhänger der Initiative den ganzen Bestand der Zollgesetzgebung auf das Jahr 1902 zurückführen und dass bei dieser Reduktion auf das Jahr 1902 eben diese 70 Millionen in Wegfall kommen.

Und nun sagt man uns aber: das Volk wird schon wieder einen neuen Zolltarif und ein neues Zollgesetz bewilligen; es wird die 70 Millionen dem Bunde schon wieder zukommen lassen. Ja, wir wollen uns doch klar werden darüber, was geschieht, wenn die Initiative angenommen wird. Wie lange wird es gehen, bis wir ein neues Zollgesetz und einen neuen Zolltarif haben, der diese 70 Millionen der Bundeskasse wieder zuführt? Sicher wird es Jahre dauern, denn es ist mit aller Sicherheit davon auszugehen, dass wegen jedes Erlasses dieser Art, sei er nun so oder anders, von irgend einer Interessentengruppe,

von irgend einer Partei, dann das Referendum ergriffen werden wird. Dann weiss man nicht, wie die Sache ausgeht. Und wenn das Referendum erledigt ist, dann kommt erst das Verhandeln mit den andern Staaten, die Herstellung des Gebrauchstarifes. Da wird es wieder Jahre brauchen, wenn überhaupt das Ausland so gutmütig ist, trotz unserer Schwäche mit uns zu kontrahieren. Während dieser Jahre werden die 70 Millionen der Bundeskasse mangeln.

Und nur nebenbei bemerkt, bei Annahme des Zolltarifes möchte ich die Verteidiger der Initiative und ihre Entschuldiger darauf aufmerksam machen: wäre es nicht möglich, dass der Pfeil auf den Schützen zurückspringt? Wäre es nicht denkbar, dass im Schweizervolke sich eine Gruppierung ergäbe, die einen ganz andern Zolltarif schaffen könnte, als er den Interessenten vorschwebt, einen recht schutzzöllnerischen Zolltarif zum Beispiel? Wäre das ganz ausgeschlossen? Es kann die wirtschaftliche Situation eine solche Gruppierung bringen; die Gruppierung kann nachher wieder anders werden, weil die Situation auf dem Weltmarkt und die Verhältnisse bei den Nachbarstaaten anders geworden sind. Nun stellen Sie sich vor: Dieser unangenehme Zolltarif besteht, und infolge der veränderten Verhältnisse sollte eine Aenderung eintreten. Da würde durch die Unbeweglichkeit, die Starrheit, die Steifheit, die durch die Initiative den Behörden bei der Behandlung von Zollsachen auferlegt worden ist, die Aenderung verunmöglichlicht, oder doch verschleppt! Gerade diejenigen Kreise müssten da zuerst am meisten leiden, aus denen die Initiative hervorgegangen ist. Solches kommt vor bei Initiativen. In den gegenwärtigen Tagen und nächsten Wochen werden Leute unter einer Initiative zu leiden haben, die sie im Zorn über einen Staatsvertrag lanciert haben und deren erste Wirkung nun sie trifft. Es könnte auch bei der Zollinitiative so kommen.

Man sagt nun, die Handelsverträge seien Staatsverträge, und weil sie das seien, so könne davon keine Rede sein, sie der Volksabstimmung zu unterstellen. Ja, es ist diese Theorie richtig bei den Gesetzen, die heute angeführt worden sind, aber sie ist eben unrichtig angesichts des Wortlautes, des Zusammenhanges und der Tendenz der Initiative. Und es ist bereits gesagt worden, dass über die Frage eben nicht nur in den Räten die Meinungen ausgetauscht werden, sondern dass darüber auch ein Gutachten von zuständiger Seite eingeholt worden ist. Schliesslich werden ja einmal, wenn die Entwicklung so geht, wie wir es hoffen und die Initianten es ja erst recht wünschen müssen, fast alle Positionen des Gebrauchstarifes, also alle wichtigen Eingangs- und Ausgangsgebühren, nicht durch unsern Zolltarif festgelegt sein, sondern eben durch Handelsverträge. Was also an der Grenze eingenommen wird, ist dann festgestellt durch einen Handelsvertrag, der seinen Niederschlag im Gebrauchstarif gefunden hat. Und ich höre nun schon, wenn diese Situation da ist, welcher Lärm darüber entsteht: «Da wird wieder ein Gebrauchstarif angewendet, zu dem hatte das Volk nichts zu sagen, und doch haben wir die Initiative lanciert, damit das Volk in allen Fällen mitsprechen soll!»

Übrigens sind die Anhänger der Initiative über die Tragweite des Wortlautes derselben in diesen Punkten selbst nicht einig. Ich habe widersprechende Voten aus dem Nationalrat gelesen und habe heute

diesbezüglich widersprechende Meinungen gehört. Das wäre doch zum mindesten ein Beweis der bedauerlichen Unklarheit des uns neu vorgeschlagenen Verfassungsartikels, und zwar der Unklarheit in einem ausserordentlich wichtigen Punkte. Es ist das gewiss kein Umstand, der für die Initiative spricht, denn die erste Bedingung, die man doch an einen Verfassungsartikel stellen soll, ist die, dass nicht schon bei der ersten Beratung in einem allerwichtigsten Punkte Unklarheit herrschen soll.

Wenn auf der einen Seite die Motive der Initianten als begrifflich berechtigt und entschuldbar dargestellt werden, so ist das zu verstehen, und ich konstatiere gerne, dass doch mein Freund und Kollege, Herr Scherer, dann die Konsequenz daraus zieht, dass er sich der Abstimmung enthält, weil eben der inhaltsschwere Schluss der Initiative das Gift gegen unsern Staat enthält. Und es ist anzuerkennen, dass besonders diese Erkenntnis ihn dazu veranlasst. Der Kollege Burklin auf der andern Seite möchte aus Gründen der Kritik an der vermeintlichen Schutzzollpolitik der Bundesversammlung und des Bundesrates zur Annahme der Initiative auffordern. Die Konsequenzen, von denen ich heute morgen gesprochen habe, sind von ihm auch nicht geleugnet worden. Er möchte aber durch den Entscheid des Volkes einen Protest schaffen gegen die bisher gehandhabte Politik und die Art der Gesetzgebung.

Ich möchte ihn warnen, so weit zu gehen. Ich glaube, die Initiative ist als das zu nehmen, was sie ist. Wir sollten nicht den Entscheid des Volkes, falle er dann aus wie er wolle, nun einfach als einen Entscheid über eine Politik auffassen. Wir wollen uns die freie Hand bei jeder Entscheidung für die Zukunft offenhalten.

Bei der Kritik über die bundesrätlichen und unsere eigenen Schutzmassnahmen hat heute morgen Herr Kollege Scherer die Begünstigung der Landwirtschaft angeführt und die Bauern angeklagt, dass sie zu viel verlangen, allzu sehr begünstigt seien. Ich glaube, wenn er die Verhältnisse kennen würde, so müsste er wissen, dass heute schon die Landwirtschaft in der Schweiz in einer bitteren Situation ist, dass sie schwer leidet und dass man daran denken muss, ihr unter Umständen kräftigere Hilfe angedeihen zu lassen. Ich glaube, wir sind alle ohne Ausnahme in diesem Saale der Meinung, dass wir eines kräftigen und schweizerisch denkenden Bauernstandes in der Schweiz bedürfen. Das liegt im Interesse der Erhaltung unseres Landes und nicht zuletzt — wir wollen das anerkennen — im Interesse der Aufrechterhaltung der Ruhe und Ordnung in den grossen Städten desselben. — Das sind die Bemerkungen, die ich mir erlaube noch anzubringen.

M. le conseiller fédéral **Musy**: Au cours de son intéressant exposé, M. Moriaud a touché à une question très indirectement en connexité avec l'initiative douanière. C'est la raison pour laquelle je m'explique sur ce point, après clôture de la discussion sur l'objet principal.

M. le conseiller aux Etats **Moriaud**, après M. Maunoir, conseiller national, s'est fait à Berne l'écho d'une certaine mauvaise humeur qui règne à Genève à l'égard des douaniers. Ce mécontentement aurait son origine dans les exigences excessives du contrôle à la frontière. Les douaniers seraient inutilement

tracassiers, parfois désagréables. On importunerait sans nécessité les voyageurs.

Expliquons-nous. A la faveur de la chute des changes et surtout après l'introduction des restrictions d'importation, la contrebande s'est intensifiée dans des proportions inquiétantes. Force fut à l'administration de prendre des mesures spéciales. L'augmentation énorme du nombre des contraventions, qui a décuplé, ne justifie, hélas! que trop les mesures qui ont été prises. L'effondrement de la couronne et du mark nous a obligé à intensifier la surveillance au nord et à l'est. Certaines constatations nous ont apporté la preuve matérielle que les marchandises de provenance allemande ont pris le chemin de détour. C'est ainsi que les douaniers stationnés à la frontière genevoise ont eu à refouler en 1922 plus de 150 envois contenant des marchandises d'origine allemande. La contrebande dans le domaine du vêtement a été considérable. Dans certains cas, bien que cela reste une mesure extraordinaire, l'administration a dû recourir à la visite personnelle. Est-il nécessaire de rappeler tous les désagréments que nous a causés l'importation illicite des pièces de 5 francs belges, françaises et italiennes? C'est par millions chaque mois qu'affluait dans les grandes banques la monnaie blanche dont la liquidation nous a laissé des déficits se chiffrant par millions. Les douanes ont tout fait pour préserver la Confédération de cette perte considérable. Les mesures que nous avons prises et qu'on juge parfois trop sévères se révélèrent insuffisantes. Il fallut ordonner la fouille des autos, la surveillance spéciale des express, des wagons-lits et wagons-restaurants y compris les cuisines où nos détectives ont fait des découvertes très intéressantes.

Je pourrais vous citer plusieurs cas de contrebande qui vous démontreraient que l'on a chez les professionnels de la fraude un cerveau extrêmement fertile. Je pourrais vous dire également certaines anecdotes qui, si elles ne sont pas exactes dans tous leurs détails, dénotent un état d'esprit qui a nécessité certaines mesures sans doute pénibles pour le public, mais surtout très désagréables pour ceux qui les appliquent. Nos douaniers ont été vivement critiqués par certains journaux. Sans vouloir ici m'ériger en juge, je constate que le personnel des douanes se plaint que certaine presse n'a pour lui que des critiques acerbes, alors qu'elle réserve toute son admiration et tous ses compliments pour le douanier qui fait la police de l'autre côté de la frontière.

Ce serait injuste que de ne pas tenir compte des difficultés auxquelles nos douaniers doivent parer. Notre personnel a bravement rempli son devoir, ce qui n'exclut pas quelquefois la maladresse, une perquisition inutile, une remarque dont on aurait à la rigueur pu s'abstenir. Nous exigeons toujours de notre personnel qu'il soit parfaitement correct dans la forme de ses actes et de ses perquisitions. Nous voulons qu'il soit courtois et évite toute mesure qui n'est pas nécessaire. Nous serons reconnaissants au public de porter toujours et immédiatement à la connaissance de l'autorité tous les manquements dont se seraient rendus coupables nos agents. Des mesures sévères seront prises contre quiconque sera trouvé en faute.

Je dois toutefois ajouter qu'il n'est pas possible, pour le moment, de revenir sur les instructions qui ont été données. D'après l'avis de plusieurs direc-

teurs d'arrondissement, le service tel qu'il est fait aujourd'hui est à peine suffisant pour empêcher et prévenir le développement de la contrebande. Si nous réduisons notre contrôle, il deviendrait dans les circonstances actuelles insuffisant. Nous veillerons toutefois avec diligence à ce que les mesures spéciales qui ont été prises soient appliquées de telle sorte que les inévitables désagréments qui en résultent pour le public soient réduits au minimum.

Voilà les quelques observations que me suggère la remarque que je suis très reconnaissant à M. Moriaud d'avoir faite.

Abstimmung. — Votation.

Für den Antrag der Kommission	37 Stimmen
Für den Antrag Bürklin	1 Stimme

An den Bundesrat.
(Au Conseil fédéral.)

Vormittagssitzung vom 8. Februar 1923. Séance du matin du 8 février 1923.

Vorsitz: — Présidence: M. Simon, vice-président.

1467. Darlehensgewährung an schweizerische Kriegsgeschädigte.

Prêts aux Suisses sinistrés par la guerre.

Botschaft und Beschlussesentwurf vom 23. August 1921
(Bundesblatt III, 825) — Message et projet d'arrêté du
23 août 1921 (Feuille fédérale III, 869).

Eintretensfrage. — Rapport général.

Gemeinsamer Antrag des Bundesrates und der ständerechtlichen Finanzkommission
vom 7. Februar 1923.

Bundesbeschluss

über

Hilfeleistung an unverschuldet notleidende
Auslandschweizer.

Die Bundesversammlung
der schweizerischen Eidgenossenschaft,
nach Einsicht der Botschaft des Bundesrates vom
23. August 1921,

beschliesst:

Art. 1. Der Bundesrat wird ermächtigt und beauftragt, freiwillige Unterstützungen ohne Rückerstattungspflicht zu gewähren an Auslandschweizer, die zufolge der durch den Krieg geschaffenen Verhältnisse unverschuldet in Not geraten sind, soweit eine Hilfe-

Zollinitiative. Begutachtung.

Initiative douanière. Préavis.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1923
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	1692
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.02.1923
Date	
Data	
Seite	61-68
Page	
Pagina	
Ref. No	20 029 496

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.